

UNIVERSITE DE PARIS I - PANTHEON-SORBONNE
Sciences Economiques - Sciences Humaines - Sciences Juridiques

**CAPITALISME
ET
UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES**

LES ACTIVITES PRODUCTIVES ORGANISEES
A PETITE ECHELLE AU BRESIL

THESE POUR LE DOCTORAT DE III^e CYCLE
présentée et soutenue publiquement par

ANTONIO DAVID CATTANI

Directeur de recherche : M. P. DUHARCOURT

1980

L'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions contenues dans cette thèse.
Ces opinions doivent être considérées comme
propres à leur auteur.

P L A N

I PARTIE - ETUDE DU CAPITALISME AU BRESIL

Chapitre I - DONNEES STATISTIQUES GENERALES

Section I - Observation sur la nature
des statistiques

Section II- Etude des données statis-
tiques

Chapitre II - ANALYSES DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Section I - Grandes Entreprises

Section II- Etudes spécifiques sur les
activités à petite échelle

Chapitre III - HETEROGENEITE DES FORMES DE PRODUCTION CAPITALISTES

Section I - Capital et Entreprises Capi-
talistes Type

Section II- Capital et Unités de Produc-
tion Secondaires

II PARTIE - ECONOMIE DES UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES

Chapitre IV - ELEMENTS OBJECTIFS DE LA PRODUCTION

Section I - Force de travail

Section II- Conditions matérielles de
la production

CHAPITRE V - PROCES DE PRODUCTION

Section I - Rapports de Production

Section II- Circonstances permettant la
reproduction des U.P.S.

I N T R O D U C T I O N

2

Les activités productives organisées à petite échelle sont un thème à la mode. L'aggravation de la crise capitaliste, le renforcement de l'emprise étatique, l'impasse ou l'impuissance des mouvements progressistes font qu'un nombre croissant de politiciens, de planificateurs, de théoriciens de toutes les tendances politiques, se penchent sur les activités productives en dehors des grandes organisations, pour y trouver les moyens de changer la société. Ce sujet désigné par des notions telles qu'Economie Souterraine, Economie Parallèle, Secteur Informel, Secteur Traditionnel ou Secteur Marginal, se réfère à un thème aussi vaste qu'incertain.

Simple extension de la notion d'activités capitalistes ? Activités pré-capitalistes ? Economie alternative non-capitaliste ? En ce qui concerne le Brésil, formation sociale que nous avons étudiée, il n'y a pas, jusqu'à présent, de réponses précises à ces questions, ou s'il y en a, elles n'ont pas fait l'objet d'une démonstration scientifique. Cela n'empêche pas que l'on puisse repérer les motivations de l'intérêt que l'on porte à ce type d'organisation de la production. Un certain nombre d'approches se réfère à la situation spécifique des pays en voie d'industrialisation. Les activités organisées à petite échelle sont alors envisagées comme l'un des plus impor-

tants palliatifs aux déséquilibres de la croissance, dus à l'avènement tardif de ces pays au capitalisme, au manque de capitaux et de capitalistes, et à la situation de dépendance internationale. Dans ce contexte, ces activités sont censées apporter de solutions aux problèmes de concentration du revenu, de chômage, de déséquilibres régionaux ou urbains, etc.

D'autres approches, comparables à celles qui s'appliquent à certaines initiatives prises dans les pays industrialisés, mettent en relief les possibilités de réaliser un changement qualitatif du mode de production. Dans ce cadre, la recherche d'une "société conviviale", la promotion des formes de production "adéquates à la mesure de l'homme", ou des "formes de production non-exploiteuses", susceptibles d'assurer l'emploi et l'épanouissement des populations, semblent passer par le déploiement d'organisations de petite taille à l'instar de celles déjà existantes.

La production matérielle qui est effectuée en dehors des grandes industries est-elle un sujet vraiment important ? Ou ne s'agit-il là que d'un thème mineur, aujourd'hui en vogue, demain vite oublié ? Le nombre de chercheurs penchés sur ce sujet, la quantité de références politiques et de projets gouvernementaux, et l'intérêt que lui portent par exemple la Banque Mondiale, le Bureau International du Travail, montrent qu'il ne s'agit pas d'un phénomène insignifiant, présentant un intérêt conjoncturel. Mais compte tenu du caractère récent de cet intérêt et de ces projets, faut-il encore se demander s'il s'agit simple

ment d'anticipations idéologiques précédant des actions politiques, ou si cela reflète l'existence objective des activités en question ? L'idée d'anticipations idéologiques doit être écartée. En effet, ce sont toujours les situations concrètes qui permettent l'élaboration de la réflexion théorique qui aboutira, le cas échéant, à des propositions spécifiques ou à des politiques d'intervention. Mais alors, s'agit-il de phénomènes qui existaient auparavant mais qui étaient sousestimés ou négligés, ou s'agit-il de situations tout à fait nouvelles ? Il nous semble que la réponse se situe à la limite de ces deux positions. Il ne s'agit pas de phénomènes nouveaux, mais leur importance et leur signification véritable n'ont pu apparaître que depuis l'évolution récente du capitalisme.

Ces observations ouvrent un éventail de questions concernant l'existence des activités productives organisées à petite échelle et démontrent l'intérêt que peut avoir une étude sur ce sujet.

. Quels sont les éléments qui définissent l'importance de ces activités ? La production matérielle, le nombre d'emplois productifs, la possibilité d'émancipation économique et sociale des producteurs concernés ?

. Comment peut-on expliquer leur présence dans une économie qui se caractérise par la centralisation et la concentration croissante des capitaux ? Occupent-elles une place spécifique dans la sphère sociale, et dans ce cas, sont-elles nécessaires à l'évolution du capitalisme ou bien constituent-elles, au contraire, une barrière

à l'expansion capitaliste ?

. Enfin, la question la plus importante: quelle est leur nature économique et sociale ? Quels sont leurs principes de constitution, de fonctionnement et de reproduction ?

Une brève présentation des principales thèses en présence permet d'avoir une première approximation du sujet et de situer nos propres travaux.

. Les thèses en présence

D'après les principales études économiques faites au Brésil dans le cadre de l'économie politique dominante, le capitalisme tend à évoluer exclusivement dans le sens d'une centralisation et d'une concentration croissante des capitaux. L'existence et l'éclosion continues d'activités à petite échelle, régies par les rapports de production capitalistes, semblent aujourd'hui incompatibles avec la tendance à l'internationalisation des marchés, au développement accéléré des forces productives et de la consommation de masse, et avec la tendance à l'homogénéisation de la sphère productive par l'action des trusts, des entreprises multinationales et des entreprises étatiques. Dans cette optique certains auteurs sont amenés à dire que les formes de production qui ne se constituent pas de la même manière que la grande entreprise, et qui sont à leurs yeux peu importantes, sont vouées

à la disparition, et que la définition de leur nature capitaliste ou non-capitaliste est une question négligeable- en principe, toutes les activités importantes étant capitalistes.

Ces positions trouvent leur fondement en partie dans les données statistiques officielles. Si l'on se réfère aux recensements gouvernementaux, les activités productives organisées à petite échelle sont effectivement marginalisées; aucune donnée ne permet de déduire que leur présence dans l'économie a une signification particulière.

D'autres études plus ponctuelles signalent au contraire, la permanence relative des petits producteurs et l'importance de leur présence dans certains interstices du "tissu industriel". Ces études signalent leur importance croissante pour la survie de certaines couches de la population, et la nécessité d'identifier les traits essentiels qui distingueraient ces activités de production des entreprises capitalistes. Dans ce sens, les classifications du genre Entreprises Familiales, Activités Traditionnelles ou Activités Artisanales suggèrent déjà, avant même de procéder à une analyse rigoureuse, l'existence d'une autre rationalité, d'autres principes d'organisation, plus ou moins indépendants des normes dominantes.

Nous sommes donc en présence de thèses pratiquement opposées. D'une part, on considère les activités organisées à petite échelle comme tout à fait négligeables, d'autre part on signale leur importance relative, voire leur importance fondamentale dans certains secteurs de

l'économie. Elles sont identifiées alternativement comme des activités capitalistes et comme étant régies par une logique non-capitaliste. Leur disparition est prévue dans un proche avenir, ou au contraire, on signale leur grande résistance et leur éclosion comme étant toujours plus vivace. On pourrait remarquer l'existence de travaux qui les identifient à des activités pré-capitalistes et qui expliquent leur essor par la recherche des racines d'une société aujourd'hui pervertie par le capitalisme; tandis que d'autres études les considèrent comme de nouvelles formes de production, nées de l'évolution du capitalisme.

L'origine de positions si divergentes pourrait découler du fait que chaque approche s'applique à des réalités différentes. Or, tel n'est pas le cas; les éléments observés sont les mêmes pour la plupart de ces études. Doit-on alors considérer qu'il s'agit d'interprétations idéologiques d'une même réalité? Cela est vrai en partie, mais les différences d'appréciation ont aussi comme origine des insuffisances et des imprécisions dans la manière d'appréhender les phénomènes observés tant dans l'analyse des éléments constitutifs que dans l'appréciation de leurs rapports fondamentaux.

L'objet de notre travail sera de tenter d'apporter des réponses à ces questions, d'effectuer une analyse aussi large que possible et de proposer une définition théorique de ces activités dans le contexte socio-économique brésilien.

Domaine de la recherche

Nous nous bornerons ici à signaler les étapes élémentaires de la recherche. Des références plus précises aux questions méthodologiques sont mentionnées au sein du travail, lesquelles sont articulées à la problématique spécifique à chacune des parties.

Comme point de départ de la recherche nous avons réuni le plus grand nombre d'informations sur l'ensemble des activités productives existantes. Ne comptant pas sur le concours d'un organisme de recherche et ne pouvant rentrer au pays pour effectuer une étude sur le terrain, nous aurions pu orienter la recherche directement vers certaines branches d'activités ou vers quelques-unes des activités à petite échelle, mais il nous a paru préférable d'adopter comme principe de travail l'observation de l'ensemble des organisations de la production. Nous pensons en effet, que traiter au départ un seul élément d'un ensemble en le considérant isolément, quitte à le resituer ensuite dans la réalité globale en lui donnant une importance fictive, ne permet pas de porter une appréciation rigoureuse.

Malgré les difficultés d'une telle entreprise, nous avons estimé donc qu'il serait plus intéressant d'aborder toute la sphère productive, au lieu d'isoler a priori une partie de l'ensemble; de même pour dégager l'importance globale du sujet, il paraissait préférable de ne pas restreindre l'étude à un secteur ou à une région déterminés. L'analyse d'échantillons restreints peut per-

mettre à la limite la connaissance des éléments essentiels de certains phénomènes, mais des extrapolations permettent rarement d'évaluer leur dimension et leur importance réelle. C'est spécialement vrai dans le cas du Brésil, où les disparités régionales et sectorielles sont très importantes: les conclusions d'une étude, par exemple, sur la situation à Sao Paulo ou celles d'une étude sur l'industrie mécanique n'ont aucune chance d'être valables pour l'Etat du Pernambuco ou pour l'industrie alimentaire et moins encore pour donner un aperçu de la situation nationale. Ainsi, pour avoir une idée précise de l'incidence et de l'importance globales des unités de production autres que les grandes entreprises, il n'était pas possible de procéder à aucune sorte de délimitation a priori.

La recherche a porté sur une masse considérable de documents dont, parmi les principaux, nous citons: les recensements fiscaux, les études et analyses économiques, les rapports d'organismes gouvernementaux, les travaux de sociologie et d'anthropologie urbaine, les chroniques des tribunaux de commerce, les journaux et revues diverses. Même s'il s'agit là de sources d'informations habituelles pour la plupart des économistes, il n'était pas question de les utiliser sans vérifier préalablement la pertinence des informations fournies.

Pour constituer notre corpus, il était nécessaire de revoir les méthodes statistiques employées, d'établir des comparaisons et des rapprochements divers afin d'éviter le chevauchement des données ou, au contraire,

pour dégager les éléments qui n'avaient pas été pris en considération. Des données ponctuelles apparues dans la presse devaient être reliées à des études plus générales, des analyses sociologiques devaient être rapprochées des données fiscales et ainsi de suite.

Le tri de tous ces matériaux nous a permis de dégager peu à peu un ensemble d'activités productives qui, outre qu'elles se distinguaient des entreprises typiquement capitalistes, apparaissaient comme beaucoup plus importantes que la plupart des études disponibles ne le laissait entendre. Un deuxième tri nous a conduit à écarter la catégorie des producteurs individuels qui, tout en constituant une catégorie non-négligeable dans le fonctionnement de l'économie, implique un travail d'analyse tout à fait particulier.

Cette première démarche nous a permis de vérifier la pertinence d'une approche globalisante. Pour identifier les activités industrielles, il ne faut pas établir des critères de classification rigides d'après les caractéristiques apparentes des organisations de la production. Il faut, au contraire, insérer les activités productives dans le processus d'ensemble pour voir leur véritable singularité, et pour pouvoir les dépouiller de leur diversité phénoménale au profit de la perception de certains traits communs qui déterminent leur constitution et leur fonctionnement. En effet, il faut partir de l'économie industrielle dans son ensemble.

Organisation de la recherche

Deux préoccupations majeures ont guidé notre travail. La première est de déceler les aspects idéologiques implicites aux études et aux statistiques sur le capitalisme au Brésil. La deuxième est de mettre à jour les conditions particulièrement nuisibles de la soumission du travail au capital au sein des activités à petite échelle. Les points essentiels de la systématisation et du développement de ces questions se présentent de la façon suivante:

I - Etude du capitalisme au Brésil

Dans la première partie de ce travail nous examinerons les éléments empiriques et théoriques disponibles pour l'étude de l'activité productive au Brésil. Le point de départ est l'analyse des données statistiques générales pour pouvoir déterminer quels sont les faits économiques significatifs. Une vérification de la portée et de la fiabilité des données disponibles est cependant nécessaire.

La conception dominante de la statistique économique fait état de "l'objectivité" et de la "neutralité" de la pratique statistique et de sa prétendue capacité de rapporter l'intégralité des activités productives. C'est donc sur la base des statistiques officielles que la plupart des études économiques est élaborée. Or, des exemples parfois aberrants de la manipulation ou du détour

nement de l'information statistique démontrent le caractère impératif d'une réflexion critique sur les sources et sur les données disponibles. Citons quelques exemples: au tournant du siècle, pour cacher les séquences de l'esclavage des Noirs, aboli quelques années auparavant, le gouvernement a fait brûler tous les documents qui se rapportaient à l'économie esclavagiste. Plus récemment, ce ne fut que grâce au Bureau International du Travail que l'on a su que le Brésil est le deuxième pays au monde après l'Inde pour l'importance du travail d'enfants de moins de 15 ans. Quelques cas ne sont pas simplement saugrenus (comme l'ironise la revue ISTO E de juin 1979, "Le gouvernement trouve enfin une solution pour le déficit de la balance de paiements: cacher les données /"), mais peuvent avoir des conséquences assez graves (récemment la poliomyélite a été éliminée... des statistiques).

Pour porter une appréciation quantitative sur des phénomènes en question, il n'est pas possible d'utiliser sans réserves les éléments d'information officiels, bien qu'ils soient censés exprimer la totalité des activités productives. Avec l'étude épistémologique du travail statistique et l'étude des données en soi, il est possible d'indiquer les insuffisances des statistiques et ainsi de préciser les conditions de leur emploi. Grâce aux rectifications qui nous paraissent nécessaires, nous pourrons donner un aperçu de l'ensemble des activités économiques et de l'importance globale des activités à petite échelle habituellement ignorées ou sousestimées.

A partir du moment où l'on constate que l'activité productive est réalisée au sein de différentes formes de production et que celles de petite taille ont une importance inattendue, toute une série de problèmes et de nouvelles questions apparaissent.

Dans le chapitre I nous observerons comment l'activité productive est analysée habituellement et quelles sont les réponses usuelles apportées à la problématique de l'hétérogénéité de la sphère productive. Les travaux sur le capitalisme au Brésil analysés dans la Section I sont représentatifs des approches et des descriptions véhiculées dans le milieu académique et dans les ouvrages sur l'ensemble de l'activité économique. Ces travaux se développent surtout grâce à une approche empiriste, par "l'observation des faits", et non pas par une réflexion conceptuelle. Mais de toute manière, on devrait trouver dans la démarche de la "science économique" véhiculée par la littérature économique dominante, des renseignements ordonnés qui rendent compte des phénomènes observés, ou encore, on devrait trouver des "outils", c'est-à-dire, un cadre conceptuel ou des schémas d'explication qui permettent d'amorcer une étude spécialisée. Le fait de ne rencontrer ni l'une ni l'autre de ces perspectives démontre la nécessité d'explicitier la critique du système conceptuel et des bases empiriques de ces travaux - qui ont été aussi à la base de notre formation académique - et d'introduire une autre méthode d'observation. Celle-ci ne doit pas seulement éclairer les phénomènes saisis, mais doit être étroitement articulée aux réalités dont elle est censée

rendre compte, c'est-à-dire une méthode qui tient compte de l'évolution et des tensions sociales au sein de la production.

Dans la Section II, nous verrons la manière dont les activités à petite échelle sont prises en considération dans les études plus spécialisées. Les travaux disponibles jusqu'à ce jour se limitent à des recherches spécifiques dans un cadre d'objectifs déjà circonscrits. Ils se traduisent aussi par des pratiques inadéquates pour appréhender correctement les phénomènes économiques, lesquels, à nos yeux, justifient un autre type d'analyse.

Au chapitre III nous émettons une série d'hypothèses concernant l'ensemble des activités productives existantes au Brésil. L'hypothèse de départ est que la presque totalité de ces activités (producteurs individuels exceptés) est définie par des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire des rapports de production dans un cadre de soumission hiérarchique où les propriétaires des moyens de production ont la possibilité d'exploiter les agents directs de la production.

La deuxième hypothèse est la suivante: la reproduction du capital compris comme rapport de production déterminant l'organisation de la production et de la société, implique l'hétérogénéité des formes de production capitalistes. Dans le cas de la formation sociale étudiée on peut repérer l'existence d'Entreprises Capitalistes

Type qui correspondent à la forme canonique de l'organisation de la production capitaliste. On peut repérer aussi l'existence d'Unités de Production Secondaires, lesquelles par leur instabilité, leur utilisation tronquée des règles, des contraintes du capital, semblent avoir une nature spécifique ou autonome.

Pourtant, si le capital se manifeste pleinement, et surtout, au sein des Entreprises normalement constituées, cela ne signifie pas pour autant qu'il se manifeste uniquement sous ces formes-là. Autrement dit, la soumission du travail au capital et ses conséquences immédiates, l'exploitation et l'aliénation des producteurs directs sont effectives au sein des unités de production à petite échelle bien que celles-ci puissent se constituer d'une manière atypique par rapport aux formes achevées du capital.

L'adoption d'un autre cadre théorique est cependant nécessaire pour rendre compte des principaux processus qui sont au coeur des phénomènes observés, et pour les situer dans le cadre général de la production sociale. Etant donné que pensée économique et Formation Sociale s'articulent étroitement, il ne suffit pas d'incorporer des concepts et des schémas tout prêts et de les appliquer sur la réalité observée. Il est nécessaire de disposer d'une théorie scientifique qui doit indiquer une méthode d'analyse valable pour des situations diverses et qui doit répondre à la nécessité de changement ressentie au niveau des formes de production étudiées.

Comme processus de connaissance, le matérialisme dialectique considère non pas les catégories isolées, immobiles, d'une réalité complexe, mais leur articulation et leur mouvement contradictoire et de ce fait oriente la méthode d'analyse des formes phénoménales qui en résulte. Ainsi, il est possible en appliquant cette perspective, de dépouiller les activités productives de leur diversité de fait, au profit de la perception des catégories particulières, reliées par des déterminations dialectiques fondamentales.

Il faut souligner néanmoins que, compte tenu de la spécificité du cas brésilien, les propositions avancées ne peuvent pas être vérifiées par l'application orthodoxe du statut des activités productives établi par cette méthode à partir des économies capitalistes avancées. L'élaboration d'un nouveau concept, celui d'UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES, sera le moyen de vérifier les situations et les éléments qui peuvent confirmer nos hypothèses .

II - Economie des Unités de Production Secondaires

L'objectif de la deuxième partie de ce travail est de vérifier, dans les limites des éléments d'information réunis et exploités, la pertinence des hypothèses émises et par là, la connaissance de la réalité spécifique et complexe des activités productives autres que les formes achevées du capital.

Le texte présente quatre grilles de lecture étroitement imbriquées concernant, a) la vérification des éléments et des conditions objectives qui définissent les U.P.S. comme étant régies par des rapports de production capitalistes, b) l'analyse de la spécificité de ces formes par rapport aux grandes entreprises et aux normes dominantes dans la Formation Sociale, c) l'examen des conséquences immédiates de leur présence dans la sphère productive, d) la vérification de la pertinence de certaines appréciations portées sur le cadre de travail dans les activités à petite échelle.

Dans ces perspectives, il faut voir l'importance particulière de certains phénomènes tel le cas de la mobilité du travail et de l'existence de forces de travail dépréciées ou encore, la possibilité d'employer ces forces en groupes restreints et dispersés. Ces phénomènes, qui déterminent les rapports de force au sein de la production, jouent en faveur du maintien des U.P.S. dans la sphère productive. Le fait que ces formes de production ont, à tous égards, une importance de second plan dans le processus général du capital est aussi analysé, car la reproduction d'ensemble est fondamentalement déterminée, soutenue et modifiée par le capital organisé en grand au sein de certaines entreprises; les conditions spéciales de mise en oeuvre de la force de travail, de la constitution et de la reproduction des U.P.S. restent toujours marginales par rapport à l'ensemble de l'activité économique.

Nous attachons une grande importance aux

conditions et aux conséquences de la mise en oeuvre de la force de travail au sein des U.P.S., car cela fait partie, directement ou indirectement, de la réalité quotidienne, sensible, d'un nombre considérable de travailleurs et de leurs familles. Les trois principaux volets du procès de production concernent les conditions de travail, la soumission des agents de la production et l'exploitation de la force de travail. En ce qui concerne le premier volet nous examinerons le caractère pénible des tâches, l'inconfort du cadre de travail, ses séquelles à long terme sur la santé des travailleurs, et la fréquence des accidents du travail. Par rapport au deuxième volet, nous analyserons les causes qui déterminent l'absence de promotion des producteurs directs et le fait que les rapports de force entre capital et travail sont toujours défavorables à ce dernier. Enfin, en ce qui concerne l'exploitation de la force de travail, nous observerons la question de la contrainte au surtravail et de l'aliénation du travail. La gravité de l'exploitation directe est analysée plus en détail tandis que les questions relatives au contenu du travail y apparaissent peut-être de manière superficielle. Cela constitue une lacune dans notre travail, mais compte tenu de l'absence totale d'études sur ce sujet, elle n'aurait pu être comblée que par une recherche sociologique sur place.

Les dernières analyses ont trait à la situation particulière des U.P.S. en ce qui concerne la reproduction. Il nous semble que leur présence dans la sphère productive doit être envisagée non pas au niveau de capitaux

individuels, déterminés, mais au niveau de l'éclosion collective, incessante et changeante d'unités de production, mouvement qui se fait néanmoins toujours dans le cadre des rapports de production capitalistes. Dans ce contexte, bien qu'elles n'aboutissent pas à accumuler du capital, de nombreuses U.P.S. ne débouchent pas pour autant sur un système fondamentalement différent.

Nous observerons enfin quelques-unes des conditions particulières qui permettent à certaines U.P.S. de faire valoir leur production dans la sphère sociale. Il faut remarquer encore que des références et des critiques à d'autres travaux sont effectuées tout au long de ce travail, ceci dans un but de situer nos propres travaux et de souligner les apports nouveaux que nous proposons sur le plan théorique et sur le plan de l'analyse concrète.

A noter que l'appréciation de notre travail ne peut pas être établie par référence à la réalité économique et sociale en France. En effet, il y a lieu de tenir compte des différences sur le plan historique et des écarts d'industrialisation qui ont engendré au Brésil des situations différentes de la réalité française. En France, on ne conçoit le nouveau que dans la mesure où il contient l'ancien. Les traditions centenaires de l'artisanat et du Secteur de Métiers sont toujours présentes et donnent un caractère particulier à certaines activités à petite échelle, caractère que l'on ne retrouve point au Brésil. D'ailleurs, pour mieux comprendre la spécificité du cas brésilien, pour voir quelle est la raison de l'absence de traditions autres que les pratiques capitalistes, il eût

fallu effectuer une étude plus nettement orientée dans une perspective historique.

Enfin, certaines conclusions ou affirmations de cette thèse peuvent paraître rapides ou discutables. Nous tenons à souligner d'abord que ce sont des conclusions limitées aux matériaux exploités, ensuite, qu'il serait nécessaire d'élargir l'observation à des situations concrètes (quelques indications dans ce sens sont données au cours de ces pages) et surtout, qu'il est nécessaire d'approfondir la réflexion critique sur les problèmes posés par l'existence des organisations à petite échelle en regard de la justice sociale.

**I PARTIE - ETUDE DU CAPITALISME
AU BRESIL**

L'activité productive au Brésil est un thème d'étude inépuisable. Quels sont pourtant les faits significatifs que l'on doit prendre en compte pour analyser les conditions élémentaires de l'activité économique ? Quels sont les points qui permettent de saisir la réalité sensible, quotidienne de la plupart des travailleurs engagés dans la production ? Dans quelles conditions s'opère l'évolution globale du capitalisme ? Ces questions fondamentales devraient être traitées dans tout travail scientifique sur le capitalisme au Brésil.

La plupart des efforts de recherche porte néanmoins sur des points très précis. Citons notamment l'étude des problèmes concernant l'aménagement du territoire, le rôle de l'Etat, et surtout, les activités des grandes entreprises. Ce dernier thème comprend à son tour une série limitée de questions telles que la politique salariale, la stratégie de substitution aux importations, l'évolution des principales entreprises et la nationalité du capital. En traitant ces problèmes, bon nombre d'auteurs prétend répondre aux questions précédentes. Ils suggèrent par leurs approches, que la sphère productive se réduit à l'activité d'un nombre déterminé d'entreprises et que mise à part la configuration de celles-ci, il n'y a pas d'autres questions pertinentes à traiter.

Or, s'il s'avère que la sphère productive sociale présente une grande diversité de formes de production et de problèmes, peut-on rendre compte du processus global de la reproduction capitaliste en analysant seulement une partie des activités productives ? Ce qui est laissé de côté est-il vraiment négligeable ?

Dans cette première partie nous essayerons d'élargir et de préciser cette problématique. Nous essayerons aussi d'avancer quelques éléments de réponse aux questions précédentes. Dans un premier chapitre, nous verrons quelles sont les informations statistiques disponibles. Pour bien mener l'analyse, il ne suffit pas d'évoquer des données partielles ou des exemples dispersés, mais il nous faut établir un tableau de l'ensemble des activités productives. Or, cela demande une étude critique des données statistiques et comme cette démarche met en cause le caractère prétendument scientifique des statistiques, il nous faut procéder à une série d'analyses concernant la fiabilité des données officielles. Après avoir évoqué les limites techniques et politiques du travail statistique, nous analyserons les données concrètes générales.

Le résultat de ce travail souligne la nécessité de poser l'étude du capitalisme au Brésil sur une autre base. Il y a un nombre considérable d'activités productives qui se juxtaposent à celles qui sont censées constituer la "Structure Productive" et qu'il faut analyser et définir.

Dans le chapitre II nous effectu_erons une revue de la littérature existante à propos de l'activité économique afin de voir plus en détail l'objet des principales analyses et aussi pour cerner quel genre d'explication y est donné en ce qui a trait à la fois à l'hétérogénéité de la sphère productive et à la nature des formes de production.

Le chapitre III constitue la pierre angulaire de notre travail. Nous y présentons une série d'hypothèses et un cadre théorique à partir desquels il est possible d'analyser l'hétérogénéité de la sphère productive. L'interprétation globalisante que nous proposons rompt radicalement avec les schémas dualistes et s'oppose aux vues idéologiques ou restreintes que l'on rencontre habituellement. Pour vérifier leur bien fondé, il nous a fallu forger un nouveau concept, celui d'UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES. Il permettra de nous référer de manière synthétique à la multiplicité et à la diversité des phénomènes considérés.

CHAPITRE I - DONNEES STATISTIQUES GENERALES

La première étape du procès de connaissance des éléments essentiels qui déterminent l'évolution de la sphère productive, partant de la sphère sociale, est l'appropriation la plus ample possible de la matière empirique. En débutant par des démarches hypothético-déductives, où l'idée anticipe et module la matière observée, on ne peut pas déterminer tous les phénomènes qui caractérisent la pratique économique et qui déterminent l'évolution globale du système. Toute démarche réductionniste faite pour rendre moins pénible la progression de la recherche (comme par exemple les délimitations a priori du champ d'observation, les approximations successives, les hypothèses simplificatrices, etc.) n'ont pour effet que de provoquer un écart des vraies conditions de connaissance, en donnant aux phénomènes considérés, une autonomie et une importance fictives.

" Il est évident que sans les hypothèses de travail qui organisent pour ainsi s'exprimer, le 'champ opératoire' de la pénétration [du réel objectif] il n'y a pas de pénétration. Mais ces hypothèses (et toute l'organisation qui en découle) ne font que s'efforcer de refléter, malgré les voiles, le mouvement organique caché, de deviner, mais d'après les éléments du réel historique déjà atteint

le mouvement historique réel." (1)

A suivre cette méthode, la masse des matériaux à trier semble absurdement grande, mais il n'y a pas d'autres voies plus commodes pour l'exploration scientifique de la réalité. Il faut considérer encore, deux autres hypothèses importantes concernant le processus de connaissance. La première est que le processus de connaissance ne se limite pas à l'appropriation platement empirique de la réalité (c'est-à-dire conformément au principe positiviste selon lequel il n'y a pas de différence réelle entre l'essence et le phénomène), mais dépend d'une progression constante de la pensée qui va du concret à l'abstrait, du particulier au général et vice-versa. (2)

L'autre hypothèse vérifiée dans la première section de ce chapitre, est que, même avec une appropriation empirique très ample, on ne peut pas être assuré de la pertinence et de l'objectivité des informations statistiques disponibles. Autrement dit, il ne suffit pas d'examiner d'énormes masses d'informations pour avoir la garantie qu'elles rapportent l'intégralité des phénomènes importants ou qu'elles les rapportent de manière fidèle. Il semble donc, tout à fait équivoque de vouloir dépasser la perception normative idéologique des phénomènes observés, justement avec le codage empirique qui peut être compromis, ou même qui peut être à l'origine de la construction théorique

(1) Paul BOCCARA - Sur la mise en mouvement du Capital (1961)
Paris, Editions Sociales, 1978, p.219

(2) Ernest MANDEL - Le troisième âge du capitalisme, Paris
Ed. 10/18, 1976, vol.1, chap.I

critiquée. Une analyse qui se prétend scientifique doit commencer par la pratique du doute systématique de la qualité et de la véracité des informations disponibles.

Pour dégager notre sujet et tenant en compte ces principes, il nous faut étudier l'origine des données empiriques qui sont à la base des principales théorisations sur le capitalisme au Brésil. La connaissance des fonctions pragmatiques des producteurs de statistiques, aussi bien que de certaines contraintes proprement techniques dans l'objectivation statistique des activités productives, nous permettra d'esquisser quelques observations d'ordre épistémologique à propos du travail statistique. Les résultats de cette approche, malheureusement peu approfondie, mais qui met en relief le caractère relatif des informations statistiques, sont exposés dans la Section I.

Certains développements réalisés dans ce chapitre se justifient à cause de la présentation de notre travail en France. Il faut souligner qu'il n'y a point de comparaison entre la portée et la précision de l'appareillage statistique brésilien et celles de l'appareillage français. Ce dernier dénote la puissance et l'extension déjà centenaire du pouvoir étatique aussi bien que la pression exercée par la classe ouvrière, en permettant la publication régulière d'informations détaillées sur l'activité capitaliste. Mais au Brésil, malgré son importance dans le développement capitaliste, ce n'est qu'après 1964 que l'Etat accentue son emprise centralisatrice et interventionniste. Ces changements sont trop récents pour qu'il

y ait la concentration ordonnée des informations nécessaires à l'extension de la pratique étatique et par voie de conséquence, pour que l'on puisse disposer de données globales assez précises.

D'un autre côté, les résultats statistiques de la pratique capitaliste sont encore très peu divulgués. Ils sont gardés soit par les entreprises, soit par le gouvernement afin de se mettre à l'abri d'un éventuel contrôle social plus rigide, ou des théorisations critiques.

Après l'appropriation empirique sur l'ensemble des formes de production, nous avons pu constater que, indépendamment des différentes lectures que l'on peut faire des informations statistiques, les données empiriques utilisées normalement par la science économique dominante n'expriment pas la totalité des activités productives sociales. S'il s'agissait d'une simple sous-estimation quantitative, autrement dit, s'il suffisait d'ajouter, à un nombre déterminé d'entreprises, le nombre manquant d'entreprises identiques, il n'aurait pas de répercussions substantielles dans la construction théorique. Néanmoins, cette différence est très importante et permet à la science économique dominante de véhiculer une image incomplète, voire spécieuse de l'activité capitaliste.

Dans la Section II, nous avons cherché à faire ressortir l'importance quantitative globale des activités productives existantes en dehors des entreprises

censés représenter toutes les organisations de la production existantes dans la sphère sociale.

Enfin, l'analyse des éléments statistiques de base s'insère dans un projet de recherches plus approfondi. Elle se justifie aussi, donc, dans la mesure où, en signalant certaines limites des données officielles, elle pourra donner lieu à l'élaboration d'hypothèses utiles à des recherches ultérieures.

SECTION I - OBSERVATIONS SUR LA NATURE DES STATISTIQUES

1. Limites de l'information statistique

En sciences économiques on peut se permettre de prétendre qu'il n'y a pas une identité nécessaire entre les formulations statistiques des activités productives et la théorie. Au moment même où il y a une pléthore de matériaux et d'appareils statistiques, les résultats théoriques sont encore précaires et inégaux. Nous ferons quelques réflexions à propos de la nature et de l'origine des matériaux disponibles, pour essayer de comprendre cette situation. Nous nous intéresserons à cerner de plus près pourquoi, contrairement à ce qui se passe dans d'autres domaines, il y a en économie une telle quantité de statistiques à la disposition des chercheurs au point que ceux-ci se sentent autorisés à se dispenser de toute observation critique. Par opposition à cette situation, un autre problème se pose aussi fréquemment; c'est la rareté et la fragmentation des données nécessaires à un travail théorique plus élaboré. (1) Dès lors, les éléments concrets sont si peu abondants et si clairsemés que tout apport nouveau est à son tour également dispensé de l'examen de fiabilité.

(1) voir Jean-Claude DELAUNAY - Essai marxiste sur la comptabilité nationale, Paris, Ed.Sociales 1970

L'information statistique, comme bien des techniques scientifiques, a une aura de respectabilité qui justifie son emploi sans préoccupations quant à sa légitimité et son bien-fondé. Elle peut être inconsidérément assimilée au travail théorique, et cela avec de graves répercussions.

Le petit nombre d'ouvrages critiques ou contenant des références et réserves aux défaillances de l'information statistique montre que ces scrupules ne sont pas unanimement partagés. Malgré la gravité de cette question, la rationalité et la fiabilité des statistiques disponibles actuellement au Brésil ne sont que très rarement mises en question. Voyons néanmoins, quelques problèmes d'ordre épistémologique qui peuvent être posés en ce qui concerne la nature et l'emploi des statistiques.

1.1. Essence et apparence des phénomènes

L'on ne peut pas affirmer qu'un phénomène complexe puisse être décrit de façon exhaustive. Mais par rapport aux statistiques, il y a l'illusion de les concevoir comme une espèce d'aimant qui attirerait automatiquement les phénomènes les plus importants de la pratique économique. Il suffirait de prendre ces éléments selon leur organisation "spontanée" pour assurer la compréhension des structures internes et fondamentales des phénomènes économiques. Effectivement, les statistiques se modèlent sur la complexité concrète, en respectant certaines articu-

lations du réel, en réfléchissant des éléments de la réalité, même si ce ne sont que des composantes partielles quant à la multiplicité des cas individuels auxquels elles se rapportent. Mais comme l'essence et l'apparence des choses ne coïncident pas, les résultats des descriptions de l'apparence immédiate, des comptages, des mensurations, ne permettent pas à eux seuls, la découverte des médiations qui rendent possible la reconstitution de l'unité de l'essence et de l'apparence.

Toute théorie implique des réductions et des abstractions, mais il y a une différence entre la méthode scientifique qui consiste à éliminer le contingent, l'accessoire pour découvrir la structure interne et déterminante d'un phénomène, et la méthode empiriste qui élimine certains éléments pour composer une image spéculaire et normative de la réalité.

Quoique les deux méthodes soient radicalement différentes, l'observateur mal avisé peut essayer d'approcher les deux résultats concrets. Prenons comme exemple une période d'essor du capitalisme, quand le rapport de forces entre la classe capitaliste et la classe ouvrière est favorable à la première, en permettant au patronat d'accélérer violemment la rotation du personnel. Les conséquences peuvent être la dégradation des conditions de travail, la réduction des salaires et l'appauvrissement de la classe ouvrière.

Pour la compréhension du mouvement de repro-

duction des invariants fondamentaux, ceux qui assurent au capitalisme son intégrité, sa cohésion et sa reproduction, tous ces aspects peuvent être ignorés. Cependant, dans la description de la pratique capitaliste telle qu'elle est faite par la technique statistique, l'exclusion des mêmes détails se présente comme un procédé fallacieux. L'exemple cité ci-dessus, repris à partir de la réalité brésilienne récente, a comme expression statistique les données "techniques" comme le volume de production, les investissements, etc., mais surtout les "ordres de grandeurs des facteurs de production" réduits en ce qui concerne le nombre d'entreprises et le nombre d'ouvriers. Ces dernières données au lieu de la rotation imposée ou de la dégradation du niveau de vie des travailleurs, font état d'une stabilité ou d'un équilibre, tout le monde ayant eu un comportement volontariste. La théorisation de ces informations permet de véhiculer l'idée d'une évolution harmonieuse de la croissance capitaliste.

1.2. Sélection des données

On peut dire que les statistiques prétendument exhaustives ne sont que la codification des faits et des éléments saillants d'une partie de la pratique économique dominante. Celle sélection statistique est faite plus pour répondre aux intérêts d'agents de la production déterminés, que pour permettre la compréhension des principes fondamentaux de l'activité économique.

Pour atteindre des données homogènes, les seules justiciables d'un traitement statistique, les producteurs de statistiques sont obligés de se rapporter et d'exprimer les conditions et les résultats d'un noyau normalisé, plus ou moins stable d'entreprises déterminées. Ces entreprises sont celles ayant une structure matérielle suffisamment expressive et consolidée, pour figurer de manière régulière dans les études méthodologiques. Mais ainsi toute une série d'activités productives exercées dans la sphère sociale est ignorée.

Dès lors, ne sont pas prises en compte les activités dont l'existence est instable; celles dont le temps de vie dans la sphère productive sociale est extrêmement court, et celles dont les conditions matérielles de fonctionnement n'ont pas de régularité, ni de continuité ou d'homogénéité. Ces faits privent ces activités d'une expression numérique susceptible d'être captée par les services statistiques normaux. Ainsi, même par rapport au mouvement apparent, il peut y avoir un détournement dans l'appréciation des phases constituantes des formes de production. Le développement capitaliste est ainsi présenté comme le résultat d'une accumulation progressive et sans heurts de nouvelles entreprises. Par exemple, dans l'analyse de l'évolution des branches d'activité, les changements survenus sont présentés comme le résultat d'un déplacement des capitaux ainsi que de la croissance des capitaux précédemment existants dans la branche en expansion. (1)

(1) voir p.ex. C.E. NASCIMENTO GONÇALVES - A P.M.E. na estrutura industrial brasileira, Campinas, thèse à l'Unicamp, 1976, 2 vol.

Or, la consolidation des différents capitaux dans leurs nouvelles positions a été précédée de l'élimination d'innombrables entreprises qui n'ont pas réussi à se greffer à la nouvelle branche. Mais tout ce mouvement ne trouve pas d'expression dans les statistiques officielles. On peut dire ainsi que les statistiques périodiques de l'activité économique cachent systématiquement le mouvement d'ajustement dans la sphère productive. Elles font état concrètement du solde ou des survivants de ce processus continu.

Ainsi, on peut dire que, outre la prise en compte sélective des aspects qui intéressent directement la pratique économique dominante, les statistiques font état non pas d'un modèle de l'économie, mais d'une économie modèle. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette idée et de la préciser au fur et à mesure de l'avancement du travail, puisqu'en fait, elle est en partie à la base du travail de correction des statistiques officielles.

Au demeurant, la pratique qui consiste à construire l'objet théorique avec les données quantitatives disponibles - systématisées à partir de l'apparence d'une partie de la réalité économique, comporte le danger de légitimation des formes de production organisées par les formes marchandes du mode de production capitaliste, prises comme naturelles et universelles.

2. ORIGINE DES DONNEES

2.1. Origine Etatique

" Statistique: Vers 1749, du latin moderne 'statisticus' (XVII^e) rélatif à l'Etat. Etude méthodique des faits sociaux par des procédés numériques destinée à renseigner et aider les gouvernements." (1)

Historiquement, et l'étymologie du mot est une illustration de ce fait, la statistique est née et s'est développée au sein de l'Etat moderne (Etat-Nation). Le développement des pratiques comptables, la complexification et l'extension de sa juridiction à une multiplicité croissante d'aspects se sont faits par un processus graduel, développé en fonction de l'augmentation du degré d'intervention de l'Etat dans la société civile (au moins des services qu'il rend à la partie de cette société).

Dans cet ordre d'idées on pourrait associer le progrès accompli par la technique statistique à l'extension de la puissance étatique, cette extension prenant une importance décisive après la deuxième guerre mondiale (date des premières comptabilités nationales). (2)

-
- (1) Cf. Dictionnaire analogique de la langue française, Paris, Soc. du Nouveau Littré, éd. 1977
souligné par nous
voir aussi Michel VOLLE - Le métier de statisticien, Paris, Hachette, 1980
- (2) Cf. J. MARCZEWSKI - Comptabilité nationale, Paris, Dalloz, 1965

Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui l'Etat reste le principal quand il n'est pas le seul producteur de travaux statistiques détaillés. Par voie de conséquence, la situation la plus courante est de disposer de données qui ne sont que de sous-produits de l'activité administrative étatique et non pas des informations neutres sur l'activité économique.

Une analyse approfondie du rôle de l'Etat, trop longue et complexe pour être traitée en quelques pages, mettrait en évidence les limites de l'information statistique officielle, limites qui ont comme origine les fonctions administratives de l'Etat et ses fonctions d'appui à l'expansion capitaliste. Ainsi devrait-on entourer de suspicion toute statistique d'origine étatique, à moins que l'on envisage, mais alors d'une manière idéalisée, l'Etat constitué au-dessus des luttes de classe.

Par ailleurs, la réflexion critique sur la technique statistique et sur l'interprétation structurelle qu'elle fait subir aux faits, semble absolument nécessaire; ainsi la légitimité et la respectabilité attribuées aux statistiques ne peuvent-elles être interprétées que comme la marque d'une solidarité idéologique à l'égard d'un modèle sous-jacent, pour lequel le mode de production actuel est naturel et nécessaire. Il faut remarquer à cet effet que les travaux où quelques imprécisions et défaillances de l'appareil statistique ont été mises à jour débouchent sur des conclusions radicalement opposées aux analyses qui tiennent les données officielles comme des documents

incontestés et probants.

Il serait exagéré de prétendre que la valeur et la portée d'un système statistique sont complètement faussées par cette origine étatique. Nonobstant, l'examen critique des conditions de production des données permet au chercheur de se garantir contre les conditions ou pré-traitements idéologiques du matériau à partir duquel il développera ses observations.

2.2. Comptabilité d'entreprise

Notre objectif n'est pas ici d'analyser la comptabilité d'entreprise, mais seulement d'effleurer les questions concernant la relativité de sa nature et l'imprécision de ses résultats. Dans cet ordre de recherches, ces considérations doivent précéder l'étude des organismes producteurs de statistiques, puisque bien des éléments prospectés par eux dépendent de l'élaboration comptable au sein des entreprises. Bien entendu, ce n'est pas le cas pour les données concrètes, comme le nombre de travailleurs ou le volume physique de la production, mais surtout pour les données relatives telles que la valeur ajoutée, le capital fixe, les salaires payés, etc.

Théoriquement la comptabilité d'entreprise est censée être, dans sa pratique idéale, une méthode objective, contrôle et synthèse du processus productif grâce aux données chiffrées des opérations matérielles.

Elle devient d'autant plus précise et uniforme que la production perd son caractère étanche et s'effectue davantage sur une échelle sociale. Dès lors, les données relatives, qui ne sont que des évaluations, sont faites selon des règles dictées socialement.

Certains auteurs prétendent ainsi que la comptabilité d'entreprise est identique partout; les principes capitalistes sont censés être imposés de manière uniforme. Par voie de conséquence, les données relatives aux activités productives de petite taille sont assimilées à celles des grandes entreprises.

Or, si actuellement la domination du mode de production semble effective, l'homogénéisation des formes de production, aussi bien que des réponses aux exigences du capital est douteuse. Cela doit se traduire concrètement par des systèmes particuliers de comptes qui ne peuvent pas être considérés comme identiques, donc, comme justiciables d'une seule et même technique de collecte lors des recensements ou des enquêtes.

O. Morgestern a démontré que la taille de l'affaire à laquelle les comptes se rapportent a une influence décisive sur leur précision. (1) Leur exactitude peut être compromise à n'importe quel niveau: depuis les

(1) Oskar MORGESTERN - Précisions et incertitudes des données statistiques, (1950) Paris, Dunod, 1972 p.80

résultats falsifiés des entreprises multinationales (pour échapper au contrôle fiscal au niveau de certains pays), en passant par les transferts réalisés par les "holdings" (qui déforment les analyses des résultats par branche ou par secteur), jusqu'à les petites industries où l'achat d'un lave-vaisselle pour le foyer du propriétaire peut être transposé dans les comptes des investissements productifs. A cela, s'ajoute la tendance des économistes à évacuer de l'analyse de situations concrètes toutes les pratiques non-officielles. Soucieux de la moralité de leur objet d'étude ou d'éliminer des variantes qui échappent à leur contrôle, les économistes contribuent à forger la notion d'autonomie de la pratique économique; la présentation de l'économie dans son expression technologique et physique est faite de manière à soutenir l'idée du capitalisme comme pratique sociale idéale, ne donnant jamais lieu à des pratiques malveillantes.

Ces brèves remarques n'épuisent pas les questions qui peuvent être soulevées à propos de la comptabilité d'entreprise. Pour bien fonder la critique de ce qui constitue la souche du travail statistique, il faudrait entreprendre une étude beaucoup plus vaste, sur le concept de chaque compte et sur le degré d'équivalence de ces comptes (c'est-à-dire il faudrait analyser si un compte par exemple comme "salaires versés" a la même signification dans une usine automobile que dans une menuiserie de petite taille). Comme nous n'avons pas les moyens de le faire, nous nous limiterons à souligner la relativité

et le caractère aléatoire des regroupements faits par certains travaux statistiques.

Si certaines données provenant de la comptabilité d'entreprise ou d'ailleurs ne sont justiciables d'aucun infléchissement, d'aucune lecture différente, elles pourront nonobstant - dans une mesure variable et avec des rendements inégaux - contribuer à la connaissance de l'objet étudié. Mais il reste sous-entendu que l'on doit en user avec circonspection et que dès qu'il sera possible on devra les incorporer à l'analyse sous contrôle d'une réflexion méthodique sur les conditions et les limites de leur validité.

3. LA PRODUCTION DES STATISTIQUES

L'étude des organismes producteurs de statistiques vise à vérifier concrètement les questions qui nous sont apparues comme importantes dans le paragraphe précédent. Après avoir identifié les principaux organismes producteurs de statistiques, nous pourrions évaluer les données employées habituellement dans les analyses ou dans les études descriptives des activités économiques au Brésil.

Nous aborderons les sources de base, celles utilisées dans les travaux analytiques plus généraux et lorsque cela sera utile, nous donnerons des exemples de la différence entre des travaux partiels et ceux prétendument exhaustifs. Simultanément, certaines conditions du travail de collecte et de codage des données seront soulevées. La connaissance de quelques aspects de la manière d'obtention et de mise en forme des données sera utile pour justifier la mise en question de leur valeur et de leur fiabilité, ainsi que pour vérifier la nécessité des modifications. Outre les interprétations possibles imposées par les institutions qui sont à l'origine de chaque ensemble de données, (limites politiques), il faut voir si le bien-fondé et la précision des données dépendent aussi des conditions matérielles d'accessibilité aux faits (limites techniques.)

3.1. I.B.G.E.

Le travail réalisé par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (I.B.G.E) est celui qui a retenu plus particulièrement notre attention. Ce sont en effet les recensements qui traitent de façon exhaustive les faits qui nous intéressent le plus. Pour ne pas nous répéter dans l'étude de chaque institution productrice de statistiques, nous prendrons le travail de l'IBGE comme exemple des difficultés d'accès aux faits et de collecte de données.

L'I.B.G.E est un organisme étatique attaché au Ministère du Plan, celui-ci étant lié au Ministère des Finances, les deux ministères les plus puissants. L'I.B.G.E est responsable de la réalisation des recensements décennaux et des enquêtes périodiques sur les activités industrielles. Les premiers, subdivisés en grandes parties (géographie, industrie et commerce, agriculture) se veulent exhaustifs et constituent la plus importante source statistique du pays. Les autres cherchent à vérifier uniquement la réaction des secteurs industriels les plus importants et les plus sensibles à la politique économique du gouvernement.

Le premier recensement industriel au niveau national date de 1920, mais il est inutilisable, entre autres raisons, à cause de l'ambiguïté et de l'imperfection des critères d'observation qui mêlent souvent les activités industrielles et agricoles. Le deuxième, effectué en 1940

présente aussi de larges insuffisances. Finalement et malgré le changement constant des critères de perception et de classification des phénomènes économiques, les recensements de 1950, 1960 et 1970 sont les seuls qui peuvent être employés pour faire des études comparatives. Mais, il faut signaler encore que le recensement de 1960, en contradiction avec l'amélioration progressive des techniques et des services statistiques, présente moins d'éléments que celui de 1950. Les défaillances et les absences de certaines données seraient dues à l'application d'une enquête sur un échantillon extrêmement restreint, ce qui enlève toute possibilité de comparaison avec les recensements de 1950 et 1970.

3.1.1. Limites techniques

Il nous reste donc le recensement de 1970. En faisant abstraction des manipulations politiques déjà commentées, nous pouvons observer par rapport aux limites proprement techniques que le recensement a été mené grâce à des enquêtes dans les "établissements" rencontrés par hasard dans un espace géographique préalablement découpé. Il nous semble que les moyens pour le repérage ne sont pas fournis par d'autres institutions (Recettes de Finances, Ministères, etc.) ce qui devait, le cas échéant, donner un caractère plus étendu à l'enquête. Les contraintes financières entre autres, font que la durée et la portée des enquêtes sont assez limitées. Ces aspects, combinés avec l'observation des travaux partiels menés par des chercheurs

individuels ou par d'autres institutions de recherche, autorisent l'émission de quelques doutes sur "l'exhaustivité" des travaux de l'IB.G.E. Il nous semble probable qu'il puisse y avoir omission systématique de certaines activités productives, indépendamment de la volonté des services enquêteurs.

Essayons de préciser cette proposition. Premièrement, on peut faire appel aux témoignages assez fréquents de difficultés d'accès à certaines unités de production, indépendamment de leur taille. Evidemment, le problème se pose avec beaucoup plus d'acuité par rapport aux plus petites unités, mais ne leur est pas exclusif. Dans un travail très sérieux, nous avons rencontré la remarque suivante:

" La recherche a été développée dans les plus brefs délais puisque les artisans fermaient leurs portes au fur et à mesure que se propageait la nouvelle qu'il y avait des enquêteurs intéressés à leur travail. Ils supposaient qu'il s'agissait d'agents du fisc réclamant plus d'impôts sur leurs produits. Comme plusieurs ateliers, souvent installés dans la maison de l'artisan, se dérobaient à la vue de l'enquêteur, pour pouvoir les repérer, celui-ci était obligé de rester aux aguets, attendant quelque bruit caractéristique d'instruments de travail, comme les scies à bois, ou un marteau sonnante sur

l'enclume" (1)

Dans ce cas, il s'agissait d'une enquête partielle au Nord-Est du pays et tournée uniquement vers les unités de production de petite taille. Le responsable de l'enquête termine en affirmant que, malgré tout l'effort entrepris, il n'avait pas réussi à repérer correctement la totalité des ateliers existants. Ce court témoignage synthétise un bon nombre de difficultés, sans doute exacerbées dans le travail de l'I.B.G.E.

Voyons quelques variantes de cette question: certaines unités de production passent naturellement inaperçues à cause de leur petite taille. Mais le camouflage est souvent recherché pour se dérober à l'observation d'inconnus qui peuvent être aussi bien des chercheurs universitaires que des agents du fisc ou des Ministères du Travail ou de la Santé. La tendance est d'imputer cette pratique uniquement aux activités illégales ou illicites. Néanmoins n'importe quelle unité de production a intérêt à se soustraire à l'observation de toute personne étrangère à son entourage. Les agents des administrations ne lui apportent que des ennuis: amendes fiscales, impositions concernant la sécurité et la salubrité, répression du travail au noir ou des mineurs, etc. entraînant des dépenses supplémentaires. Par rapport aux autres enquêteurs, comme le dit clairement le Pr. Chassereaux:

(1) Sylvio RABELLO - Os artesões do Padre Cicero, Recife
Ministère de l'Education et de la Culture-
Institut J. Nabuco, 1967 p. 21

" ... les gens en ont marre des enquêtes, de servir de cobaye pour les étudiants, les assistants sociaux et autres (...) personne s'intéressant jamais à résoudre leurs problèmes." (1)

D'autres exemples de la difficulté à réussir à avoir un échantillon même réduit qui soit expressif des vrais problèmes peuvent être trouvés dans l'essai d'A.M. RODRIGUES, (2) confirmant toujours la relativité des informations dégagées.

Selon des témoignages personnels de plusieurs enquêteurs, il y a un deuxième obstacle, moins évident que le premier, mais non moins fréquent: un certain nombre d'unités de production ayant été repérées, elles ne peuvent pas être abordées à cause de contraintes banales comme par exemple, l'horaire de fonctionnement non synchronisé avec les heures de travail des enquêteurs, l'absence systématique du responsable de l'affaire (qui est souvent le transporteur ou le vendeur de ses produits,) les fermetures temporaires ou saisonnières, etc.

La confrontation entre le résultat obtenu par l'I.B.G.E et un autre travail partiel peut illustrer la grandeur des différences possibles. Dans une même

(1) pr. CHASSERAUX - interview à la revue ISTO E, Sao Paulo n.95, octobre 1978

(2) Aracky Martins RODRIGUES - Operario, Operaria, Sao Paulo, Ed. Simbolo, 1978

région ont été recensées 3.393 artisans d'une catégorie déterminée. (1) Peu de temps après, une enquête faite pour le compte d'une banque régionale en dénombrait 20.000, c'est-à-dire six fois plus. (2)

Si finalement l'enquêteur réussit à rejoindre l'établissement, on peut encore douter de la fiabilité des réponses. L'enquêteur se déplace muni d'un questionnaire complexe, auquel il est difficile de répondre de bonne foi pour le responsable de l'affaire. Les questions portent sur des aspects immédiats (nombre de travailleurs, surface des installations, etc.) et sur des aspects qui exigent des registres comptables complexes (valeur de la production et des stocks, total des salaires payés, etc.) N'ayant pas, soit les conditions, soit l'intérêt de répondre correctement et n'étant pas soumis à des contraintes qui puissent infirmer ses réponses, l'informateur peut se permettre d'altérer les données à son gré. O. MORGESTERN après avoir signalé l'habituelle falsification et dissimulation d'informations de la part des grands organismes (ministères, banques, entreprises multinationales) demande avec raison: " Comment peut-on espérer que les agents mineurs soient sincères ? " (3)

Par ailleurs, comme la périodicité des

(1) Cf. Recenseamento Geral do Brasil. Censos Industriais

Rio de Janeiro, I.B.G.E, 1957

(2) Cf. BANCO DO NORDESTE DO BRASIL - Aspectos econômicos do artesanato Nordestino, Fortaleza, 1958

(3) Oskar MORGESTERN - op. cit. p. 24

recensements ne coïncide pas avec les cycles de l'économie, il leur est impossible de faire état du vrai mouvement qui a eu lieu pendant l'intervalle existant d'un recensement à l'autre. Cette défaillance, commune à tous les recensements, prend néanmoins beaucoup de gravité dans la mesure où il n'y a pas d'autres registres qui puissent combler les lacunes, en palliant des mouvements importants. Par exemple, la faillite de milliers de petites industries à la suite de la politique monétaire "d'assainissement" de l'économie, entreprise après 1964, c'est-à-dire le despotisme gouvernemental favorisant la concentration du capital, apparaît six ans plus tard, d'un côté simplement sous la forme d'un faible indice de création d'entreprises de cette taille-là, pendant la période 1960-1970, et d'un autre côté sous celle d'une concentration du capital due aux "avantages techniques" de la grande entreprise.

On pourrait allonger encore davantage la liste des empêchements et contretemps communs à tout travail statistique. Nonobstant, les points abordés - même s'ils ne donnent pas de précisions pour chiffrer ce qui échappe aux services de collecte - peuvent toutefois donner une idée des conditions habituellement requises pour que les entreprises puissent figurer dans les résultats des recensements.

3.1.2. Entreprises recensées

L'archétype de l'entreprise décrit dans

les recensements se définit par:

- . l'existence d'un cadre ou espace économique facilement repérable et accessible à l'observateur.

- . la stabilité et régularité de fonctionnement (c'est-à-dire pendant toute l'année et dans des horaires conventionnels).

- . la formalisation de ses activités par des registres comptables détaillés et selon les normes admises,

- . l'expression monétaire de sa production (règlement en monnaie sur le marché),

- . la légalité de l'organisation et des activités.

Par voie de conséquence, en plus des entreprises qui ne correspondent pas à ce modèle, n'ont pas d'expression dans les recensements, entre autres:

- . les travailleurs à domicile
- . les travailleurs intérimaires
- . les mineurs et les membres de la famille travaillant régulièrement ou de manière intermittente
- . les activités productives ambulantes
- . une partie des activités et des produits fabriqués en sous-traitance

- . et bien entendu, les entreprises qui ont été créées et ont disparu pendant l'intervalle entre un recensement et l'autre.

Ces observations convergent pour donner une

première précision de l'idée avancée ci-dessus à propos d'un noyau normalisé et sélectif de l'activité productive et qui sera développée plus tard.

3.2. S.R.F. - C.I.E.F.

Le Centre d'Informations Economiques et Fiscales du Ministère des Finances publie, depuis 1970, l'Annuaire Economico-Fiscal. Les données rassemblées proviennent a) du fichier "Cadastro Geral dos Contribuintes" (C.G.C.) qui est un registre obligatoire auprès de la Recette des Finances. Ce registre sert à contrôler la perception des impôts fédéraux et surtout la perception de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; b) du fichier "Cadastro Pessoa Fisica" (C.P.F.) qui est un registre pour le contrôle de la perception de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces deux numéros d'enregistrement et de contrôle étatique sont en principe, indispensables pour toute opération économique légale de relative importance. Par exemple, toutes les opérations des entreprises, les opérations de vente-achat d'immeubles, de marchandises et équipements, les transactions à crédit, opérations immobilières et bancaires, etc.

Les données rendues publiques, ne proviennent pas d'enquêtes exhaustives ou partielles, mais sont originaires du traitement administratif des informations fournies par les contribuables. Le nombre d'informations à la disposition du public est assez important, bien que

ces informations soient trop agglomérées , ce qui empêche toute observation plus minutieuse. Aux demandes de précisions adressées aus S.R.F.-C.I.E.F., nous n'avons reçu que des réponses négatives.

Les données sont évidemment de nature fiscale, c'est-à-dire se rapportant à des transactions effectives sur le marché et elles ne donnent aucune idée sur les valeurs consolidées. Néanmoins, il s'agit des données les plus récentes, publiées annuellement, et qui après un travail de dépouillement, peuvent fournir des renseignements importants. L'intérêt que présentent ces données provient du fait qu'elles font référence à l'univers effectivement saisi par l'administration étatique. Elles indiquent l'extension et les limites du pouvoir étatique, mais en même temps, elles indiquent ce qui peut être considéré comme la sphère productive sociale.

3.3. B.I.T. - PREALC

Les enquêtes sur l'emploi réalisées par le Bureau International du Travail et le PREALC sont en train de devenir une des plus riches sources de statistiques existantes en Amérique Latine. Elles complètent, ou plus souvent, contestent les recensements officiels dans la mesure où elles mettent à jour des informations inaccessibles aux enquêtes prétendument exhaustives menées par les organismes étatiques. Néanmoins, leur réalisation récente et ponctuelle invite à prendre des précautions pour ce

qui concerne l'extrapolation et la capacité descriptive des données mises à la disposition des chercheurs.

Les premiers travaux en Amérique Latine débutent vers 1973 (1) (vers 1974 au Brésil) et jusqu'à présent, on compte un nombre assez restreint de travaux d'une certaine envergure. (2) Le caractère instable des phénomènes étudiés et l'intérêt ponctuel du B.I.T. font que les recherches sont axées sur la prospection des conditions actuelles d'une partie des activités productives à petite échelle. Les rapprochements avec les données statistiques pour essayer de faire une brève rétrospective historique n'ont guère donné des résultats.

S'agissant de travaux plus restreints et avec des objectifs précis, les difficultés matérielles dans la recherche d'informations peuvent être surmontées en principe plus facilement que dans les recensements. Par contre, d'autres problèmes qui limitent la valeur des résultats peuvent être évoqués. Les données sont obtenues par des enquêtes ponctuelles dans les villes où le problème du chômage est le plus explosif. On procède par l'application d'un questionnaire modèle (3) et les enquêtes

(1) voir B.I.T. - Sector Informal - Santiago, BIT-PREALC, 1978

(2) voir T. MERRICK et al. Informal Sector Employment in Brazil - A case Study for B.Horizonte - B. Horizonte, Cedelplart, 1974

CHEYVA SPINDEL - São Paulo Urban Development and Employment - Genève, BIT, 1976

M.T. BERLINCK - Desenvolvimento da economia de Campinas, Genève, BIT - 2/19/WP 21, avril 1977

(3) voir S.V. SETHERUMAN - Jakarta Urban Development and Employment - Genève, BIT, 1976

sont menées dans des quartiers pauvres, des bidonvilles, etc., et partent de l'investigation des conditions personnelles des producteurs pour arriver à définir les établissements.

Les résultats des enquêtes sont extrapolés pour tout le pays (1) mais il n'est pas précisé comment est faite cette extrapolation. Telles qu'elles ont été publiées jusqu'à présent, les données recueillies ne font pas l'objet de conclusions et l'équipe d'enquêteurs, mais constituent des "working papers" pour élaborations théoriques à d'autres niveaux. (2)

On peut remarquer que les données ramassées par le B.I.T. sont encore restreintes et qu'elles font toujours référence à la localisation géographique des entreprises observées. Ces deux aspects font que ces données ne sont pas suffisantes pour calculer au niveau national les éléments qui n'ont pas été répertoriés par les recensements. Quoi qu'il en soit, ces travaux constituent une source statistique très riche et sont des appoints décisifs pour appréhender certaines activités qui concernent notre recherche.

(1) Cf. B.I.T. - El problema del empleo en America Latina
Perspectivas y politicas - BIT-PREALC,
Santiago, 1976 - chapitre I

(2) Cf. M.T. BERLINCK - O desenvolvimento..., op.cit.

SECTION II - ETUDE DES DONNEES EMPIRIQUES

1. QUESTIONS GENERALES

Dans cette section, sont abordées les données statistiques à caractère général, telles qu'elles peuvent être extraites des publications régulières des diverses institutions productrices de statistiques. Il s'agit de préciser les données concernant l'ensemble des activités productives aussi bien que de délimiter ce qui constitue l'objet des études faites dans le cadre de l'économie politique dominante et de délimiter ce qui est laissé de côté.

1.1. Champ d'observation

Nous développerons d'abord, quelques remarques à propos des motifs qui conduisent à centrer la recherche sur les activités productives à caractère industriel: malgré l'importance du secteur agraire, la prédominance des formes de production industrielles est si évidente aujourd'hui au Brésil que, quand on fait référence à la dimension économique des pratiques sociales, ce que l'on évoque automatiquement, c'est son expression exclusivement industrielle.

Selon le découpage traditionnel de l'économie en trois secteurs, la participation du secteur indus-

triel dans la formation du P.I.B. est estimée à 15% en 1930 et 39% en 1975, tandis que le secteur agricole passe de 35% à 10% dans la même période. (1)

Cette évolution est expliquée

dans le cadre de l'économie politique dominante comme étant provoquée de manière exclusive par les conflits entre les différentes fractions du capital. L'industrialisation particulièrement, est comprise comme le résultat d'un désir de "modernisation" ou d'affranchissement des contraintes imposées par la division internationale du travail. Ce n'est que très récemment que sont apparues les premières études réhaussant le rôle fondamental des luttes de classes "nationales" dans le façonnement de la sphère productive. (2) N'ayant pas pu disposer de tels travaux, nous nous limiterons à voir succinctement les étapes les plus marquantes des rapports de force entre les principales fractions du capital afin de situer leurs positions actuelles.

D'abord, dans le tournant des années 1930, le secteur primaire exportateur, jusque-là hégémonique, n'a pas pu ménager les changements structuraux qui auraient pu le rendre capable d'assurer le dynamisme de la croissance capitaliste. Il a dû s'accommoder de la présence du

(1) Cf. Anuario Estatístico do Brasil 1977, Rio de Janeiro I.B.G.E, 1978 - chapitre 68

(2) voir p.ex. le travail d'A. BOITO JUNIOR - "O populismo em crise" in ISTO E, SAo Paulo n.139, éd. du 22-8-1979, pp. 48/52

secteur industriel, renforcé à la suite des crises capitalistes mondiales (crise de 1929 et les deux guerres mondiales). Le nouveau rapport de forces n'était pas suffisamment déséquilibré pour que l'un des deux secteurs puisse se passer d'une entente, en même temps, réciproquement et médiocrement favorable.

Ensuite, vers le milieu de la décennie de 1950, cette situation s'est renversée quand le secteur industriel devenu centre dynamique de l'accumulation de capital, s'est internationalisé et est parvenu à confiner progressivement le secteur agricole dans des relations de complémentarité subordonnée, situation qui dure jusqu'à aujourd'hui. Les événements politiques de 1964 et 1968, qui ont eu comme conséquence importante l'emprise croissante de l'Etat, ne font qu'accentuer l'ascendant du capital industriel, spécifié surtout par l'action de grandes industries multinationales dans des branches déterminées. Par ailleurs, pendant la période considérée, malgré des courts moments où ils ont eu un poids politique, le capital commercial et le capital financier ne semblent pas avoir eu une influence décisive sur les formes de production.

La prépondérance de l'industrie sur les autres secteurs, la croissance prodigieuse de la production et les transformations décisives tant dans l'organisation sociale que dans toutes les instances économiques, justifient la qualification et la désignation de l'infrastructure économique comme étant d'une manière prépondérante, une

structure industrielle. L'ensemble de ces constats sert de justification au centrage fait par la suite, du champ de l'analyse et à la prise en compte des expressions du capital productif industriel.

1.2. Période considérée

Notre intérêt porte spécialement sur la situation actuelle, c'est-à-dire les dix dernières années. L'année 1970 (à cause du recensement) et 1975 (dernière année pour laquelle on dispose de statistiques plus complètes) seront les dates de référence pour les considérations qui seront développées ultérieurement. Il est évident qu'une rétrospective statistique serait intéressante pour pouvoir comparer les positions et les configurations actuelles des activités productives avec les situations antérieures. Néanmoins, l'état actuel des travaux de prospection historique rend aléatoire une étude rétrospective antérieure à 1950. En outre, la manipulation des données par l'Etat après 1964 empêche toute étude comparative à partir des derniers recensements. Ainsi, les données antérieures à 1970 sont-elles données seulement à titre indicatif.

1.3. Données utilisées

Les paragraphes suivants présentent les données de caractère général. Indépendamment des consi-

dérations sur leur nature, les données générales sont censées être la traduction numérique des différentes activités des entreprises existantes dans la sphère productive. Elles doivent contenir le nombre total de formes de production, de travailleurs, le volume total de la production, etc. En les utilisant on devrait éviter le chevauchement des données partielles. Si ces données ne permettent pas de faire progresser l'analyse des rapports de production existants au sein des formes de production, elles doivent au moins indiquer l'ordre d'importance des catégories à étudier. Si par exemple, l'espace productif social est rempli dans sa plus grande partie, par le capitalisme monopoliste d'Etat ou par les grandes industries, il est tout à fait accessoire de prendre en compte l'appoint apporté par la production à petite échelle.

Après les données empiriques officielles, nous essayerons de déterminer l'expression numérique totale des activités rencontrées en dehors des relèvements habituels. Nous reconstituerons les démarches, les infléchissements des données disponibles et les extrapolations opérées pour déterminer chaque total.

Nous soulignons qu'il n'a pas été possible en aucune manière de fixer l'importance globale d'autres données que celles exposées par la suite. Certaines informations détaillées ne s'avéraient disponibles que dans un cadre géographique limité, rendant les extrapolations très aléatoires.

2. NOMBRE D'ENTREPRISES

L'analyse des activités productives ne peut pas être réduite à l'observation des formes phénoménales, c'est-à-dire aux contours matériels ou extérieurs de l'organisation de la production. Mais bien entendu, comme les éléments essentiels de la production ne se trouvent qu'au sein d'un certain nombre "d'espaces productifs" délimités formellement, les entreprises capitalistes ou toute autre forme de production en constituent nécessairement la base de l'analyse. La détermination du nombre total des formes de production est une étape secondaire mais nécessaire pour déterminer l'extension des activités marchandes ainsi que pour évaluer les conditions actuelles de la division sociale du travail.

2.1. Nombre officiel d'entreprises

Le tableau I, extrait des recensements industriels de l'I.B.G.E constitue la base de la plupart des analyses économiques brésiliennes ainsi que celle des publications à caractère académique. Etant donné qu'il est censé représenter la totalité des "composants" de la sphère productive (1) il est utilisé pour décrire l'évo-

(1) voir p.ex. Jose LANGER - "A estrutura industrial no Brasil" in REVISTA BRASILEIRA DE ECONOMIA Rio de Janeiro, n.3. sep.1968, pp.60/72
 C.E.NASCIMENTO GONÇALVES - A PME..., op. cit.
 "Evolução industrial brasileira" in DESENVOLVIMENTO E CONJUNTURA, Rio de Janeiro, vol. 10(8), août 1966, pp. 33/41

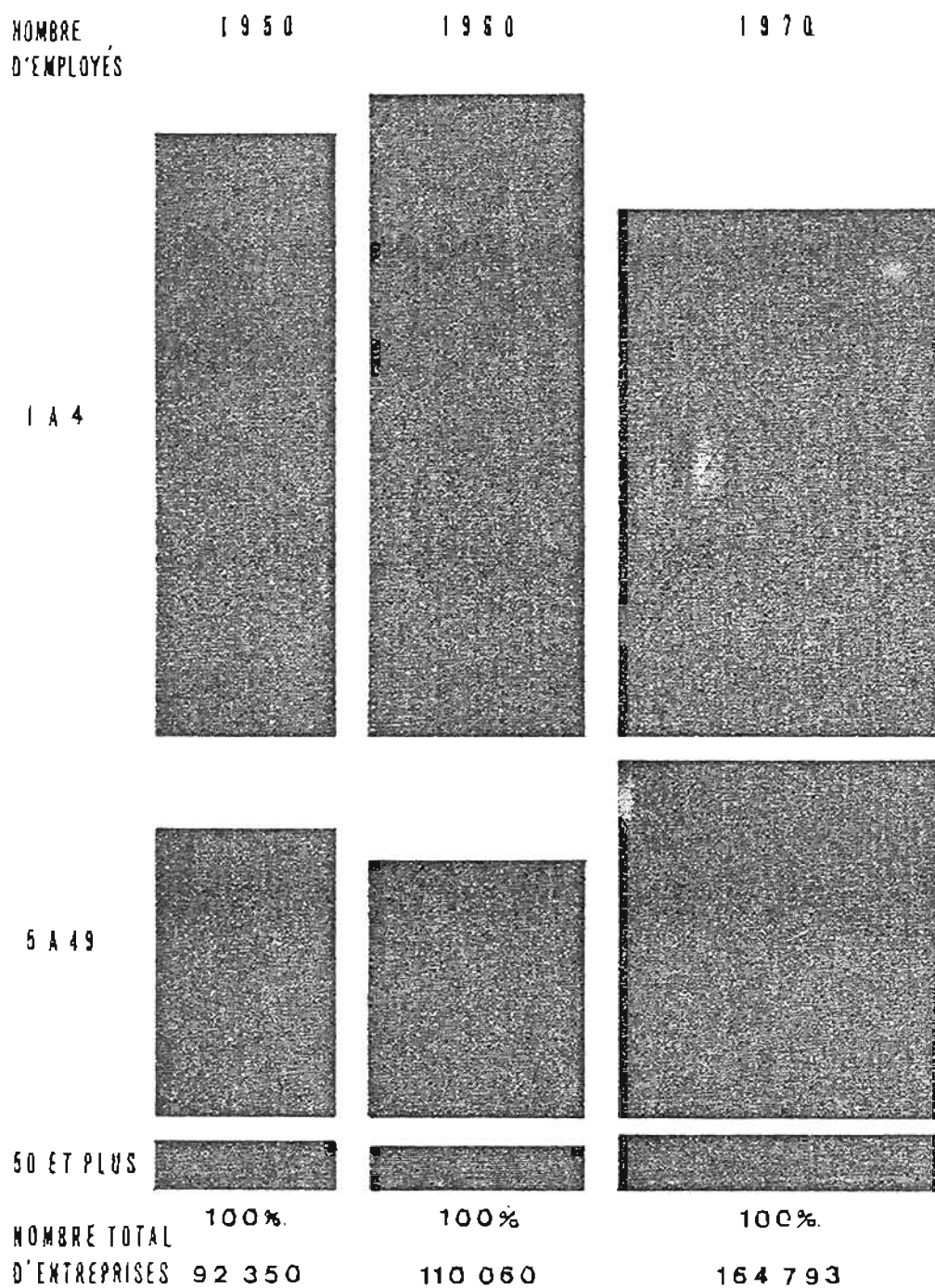
lution de "l'appareil productif" et de ses tendances, comme par exemple, la diminution relative des activités dites artisanales, ou l'accroissement relatif des grandes entreprises. Les activités productives sont divisées selon le nombre de producteurs. A partir de 5 personnes, elles sont définies comme entreprises capitalistes, classées par la suite en petites, moyennes et grandes entreprises. Dans la tranche de 1 à 4 personnes occupées, ce qui constitue une sorte de fourre-tout, sont rangées les activités et les producteurs à statut ou nature non définis, assimilés habituellement comme des activités artisanales.

TABLEAU I - p. 66

Le dernier total connu - dont il faut remarquer la précision, allant jusqu'à l'unité du nombre - est donc de 164.793 entreprises industrielles. Pour estimer le total pour 1975, dernière année de référence dans notre travail, on pourrait extrapoler les indices de création des 20 dernières années. Le total pourrait être approximativement de 200.000 entreprises

Ce total est supposé contenir toutes les entreprises qui occupent la population économiquement active ("industrie de transformation" c'est-à-dire ne comprenant pas les activités agricoles, le bâtiment, et les services), Ces entreprises sont en principe, responsables des investissements productifs, de la production

REPARTITION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
SUIVANT LEUR NOMBRE D'EMPLOYÉS



de toutes les marchandises industrielles échangées dans la sphère sociale. (1)

2.2. Nombre estimé d'entreprises

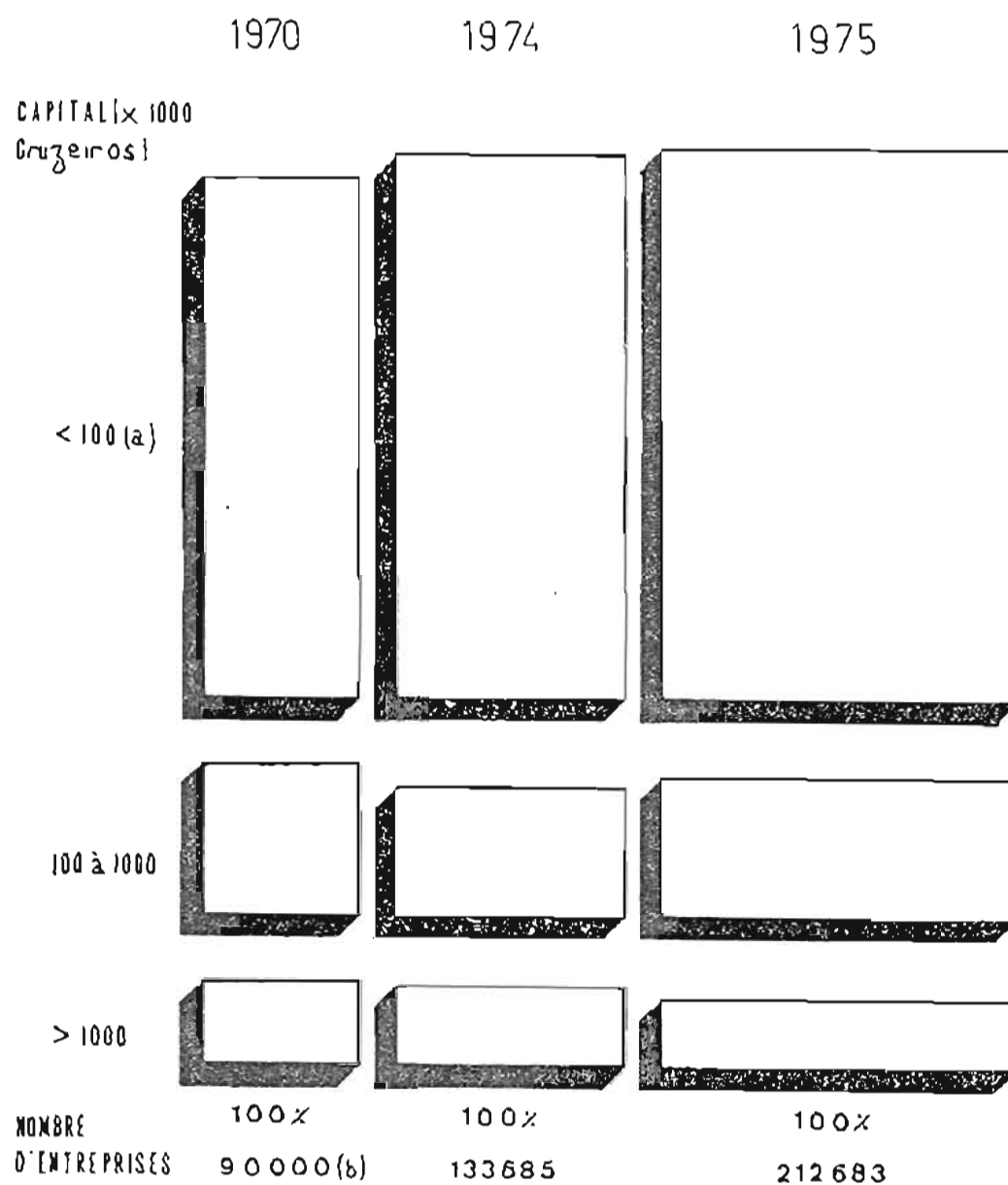
Si l'on accepte ces chiffres - dont la rigueur de présentation fait croire à l'appréhension statistique globale des activités productives - le champ d'observation nous serait déjà donné et l'on pourrait se pencher sur les catégories jugées essentielles pour la compréhension du capitalisme au Brésil. Néanmoins ce total est à comparer avec les renseignements fournis par le S.R.F. - C.I.E.F rencontrés dans l'Annuaire Economico-Fiscal, mais qui est publié depuis très peu de temps et selon d'autres critères de classification, ce qui nous oblige à faire certaines adaptations.

TABLEAU II - p. 68

Apparemment, le total pour 1975 (212.683) semble corroborer l'extrapolation antérieure (200.000). En vérité ce total est largement sous-estimé. D'abord, il faut expliquer la différence entre le total trouvé en 1970

(1) Cf. I.B.G.E. - Anuario Estatístico do Brasil 1975, Rio de Janeiro, I.B.G.E., 1976, tableaux 3.4.1. et 3.4.2.

NOMBRE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ENREGISTRÉES
A LA RECETTE DES FINANCES



(a) Cr\$ 10 = US\$ 1,20 en 1975

(b) estimation

Source: Anuário Econômico Fiscal 1971, 1972, 1976 - Brasília

(90.000) et le total d'entreprises recensées par l'I.B.G.E. L'on pourrait admettre que l'emprise croissante de l'administration étatique a permis de recenser et d'assujettir de manière élargie au contrôle fiscal, des établissements qui ont été repérés auparavant uniquement par les enquêtes des recensements décennaux. Ainsi, le dernier total pour l'année 1975, le plus élaboré ou le plus complet, semble confirmer le résultat du recensement et l'estimative pour 1975. La différence positive, précisément 47.890 entreprises, ne serait que le résultat net de la création de nouvelles entreprises après 1970. Or, après 1974, le S.R.F. - C.I.E.F. publie aussi le nombre d'entreprises dont l'identification, soit comme activité industrielle, soit comme activité commerciale ou autre, n'a pas été réalisée.(1) Ces renseignements contredisent l'interprétation précédente.

Il y avait en 1975, 543.688 entreprises dont le secteur d'activité n'avait pas été déterminé. De ce total, au moins 10 % sont des entreprises à caractère industriel, lesquelles doivent être ajoutées au total officiel pour la même année.

Il n'était pas compris non plus dans le total officiel, le total d'entreprises de réparation et d'entretien (56.625 entreprises) . Comme nous le verrons, une bonne partie des activités considérées comme "Services"

(1) Cf. Anuario Economico Fiscal 1975 et 1976, Brasilia, S.R.F. - C.I.E.F., 1977, 1978 - tableaux 1.1. et 1.4.

doivent être transférées dans la rubrique des activités productives industrielles. Enfin, il faut remarquer qu'il peut avoir encore un certain nombre d'entreprises qui n'ont pas été répertoriées par les services de contrôle du S.R.F. - C.I.E.F.

Cela dit, on peut avancer le nombre de quelques 300.000 entreprises industrielles en 1975 (212.683 reconnues officiellement, plus environ 78.000 présumées), ce qui représente 36 % de plus.

On peut extraire encore d'autres renseignements des registres fiscaux publiés par le S.R.F.-C.I.E.F. Le registre "C.G.C.", base de calcul du total d'entreprises, est exigé uniquement des activités productives ayant une constitution juridique normale. Par contre le registre des personnes physiques (C.P.F.) est exigé de n'importe quelle personne ayant eu un certain niveau de revenu. Le revenu peut être celui provenant d'activités productives exercées hors des entreprises, Le tableau III présente quelques catégories de ces producteurs dits "autonomes".

TABLEAU III - p. 71

Un certain nombre des producteurs sélectionnés sont vraiment de producteurs individuels, mais si l'on tient compte de la nature de ces activités et du fait qu'elles ont pu dégager un revenu suffisamment important

PRODUCTEURS "AUTONOMES" ET AUTRES - 1975

REF.SRF-CIEF - SPECIFICATION	NOMBRE
558 Artisans du textile, bonneterie, étoffes.....	39.768
566 Tailleurs, couturières, fourreurs, pelleteurs, modistes, tanneurs.	94.764
574 Cordonniers, maroquiniers, autres..	26.960
582 Travaux de fonderie, lamineurs, machines chaudes-ferrants, tréfileurs..	34.845
590 Artisans en mécanique de précision horlogers, bijoutiers, orfèvres lapidaires et autres.....	18.802
604 Artisans-mécaniciens, artisans-réparateurs, plombiers, soudeurs et autres travailleurs en métaux.....	353.995
612 Electriciens, électromécaniciens, réparateurs d'appareils et de machines électriques et autres.....	129.549
620 Charpentiers, menuisiers, ébénistes, marqueteurs, tonneliers, et autres.....	135.785
663 Briquetiers, tuiliers, potiers, porcelainiers, verriers et autres.....	8.041
701 Travaux de vulcanisation et fabrication d'instruments musicaux (sic) e autres.....	10.539
TOTAL:	853.048

Source: Anuario Economico-Fiscal 1975
 Brasilia, S.R.F. - C.I.E.F.
 Tableaux 8.2.1.40 p.159 et
 8.2.1.54 p.201

pour être soumis au contrôle des impôts, on peut prétendre qu'il s'agit d'activités complexes comptant sur le travail d'autres producteurs: salariés au noir, apprentis, aides familiaux, officiellement inexistantes.

Il est bien probable qu'une partie de ces producteurs "autonomes" est comprise dans les 300.000 entreprises estimées (une fois que les deux impôts peuvent se chevaucher), mais aussi qu'une partie importante, mais malheureusement non-dénombrable, représente des activités productives complexes à additionner au total antérieur. Les catégories de producteurs du tableau III se rapportent aux activités productives industrielles. Si l'on ajoutait les professions liées au Bâtiment (rubrique 647, maçons, plâtriers, vitriers et assimilés qui représente 239.631 personnes en plus), et si l'on pouvait extraire des autres rubriques les activités qui impliquent une production d'objets (comme par exemple, de la rubrique 655, graveurs, relieurs etc.), le total pourrait être nettement plus grand.

Nous n'avons pas fait appel à certaines informations statistiques ponctuelles à cause des difficultés à vérifier leur exactitude. De toute façon, elles corroboreraient d'une manière plus que suffisante, l'existence des différences déjà signalées. A titre d'exemple, nous pourrions comparer le total des petites entreprises recensées en 1970 dans l'Etat de Pernambuco (soit 2.248) et le total de "micro-entreprises" existant en 1978 uniquement dans la capitale et à ses alentours (soit, 40.000

industries). (1) La différence est trop grande pour être attribuée uniquement à la création nette de nouvelles industries en huit ans.

Ainsi, le nouveau total pourrait être d'au minimum 100.000 jusqu'à 200.000 "unités de production" en plus du total des entreprises reconnues comme les seules responsables de toute la production sociale. Comme nous le verrons dans le paragraphe 3. il ne s'agit pas simplement de producteurs individuels, mais d'organisations de la production comportant une composition matérielle et sociale complexe.

Les enquêtes sur le Secteur Informel, aussi bien que l'évaluation du nombre d'emplois industriels que nous ferons par la suite, apportent un appui à cette estimation. Evidemment, la méthode de calcul est assez précaire et le résultat est loin d'avoir la précision nécessaire à un travail rigoureusement scientifique. Néanmoins, l'écart avec le nombre d'entreprises repérées par les recensements industriels est si grand, que même une différence de 50.000 unités de production de plus ou de moins ne change pas l'ordre de grandeur. Rappelons que l'I.B.G.E avait recensé 92.809 entreprises de petite taille en 1970. Or, selon notre estimation, elles pourraient être environ 3 ou 4 fois plus nombreuses.

Les autres informations plus détaillées,

telles la localisation, la branche, etc. de ces unités de production ne sont disponibles qu'à partir du total recensé par l'I.B.G.E. Leur interprétation serait équivoque dans la mesure où leur fiabilité est largement compromise. Comment peut-on analyser par exemple, la répartition exacte par branches, les effets de la concentration ou de la concurrence, si plus de la moitié des entreprises ont été ignorées ?

Le plus important pour le moment ce n'est pas de fixer avec précision le total d'entreprises en plus du total reconnu officiellement, mais c'est de souligner l'importance de l'écart et sa signification. Il faut remarquer aussi que ces activités ont été soumises à des registres fiscaux et administratifs, ce qui prouve leur existence sociale. Si la production était réalisée en dehors de la sphère sociale (production domestique, autoconsommation, économie autarcique), de tels contrôles étatiques ne seraient pas nécessaires. Nous allons voir plus loin les conditions qui sont à l'origine de la différence rencontrée.

3. NOMBRE DE TRAVAILLEURS

Comme le nombre d'entreprises recensées par l'I.B.G.E est inférieur au total des formes de production existantes, il est évident que le nombre de travailleurs doit l'être aussi. En principe le total de travailleurs existants dans la sphère sociale mais non compris dans les totaux des recensements, se trouve dans le supplément d'unités de production dénombré ci-dessus. Malheureusement les statistiques du S.R.F - C.I.E.F. ne recensent pas cette donnée. Nous avons été contraints à chercher le total réel de travailleurs par l'infléchissement des autres relevements statistiques.

Dans ce paragraphe nous allons considérer les données plus générales pour repérer par des réductions successives, les éléments partiels qui nous intéressent. Les résultats globaux des recensements démographiques sont normalement acceptés comme les plus fiables. Les arguments évoqués sont que les informations dégagées par ce genre de recensement sont tellement élémentaires qu'elles peuvent être extraites sans qu'il soit nécessaire de saisir la spécificité ou la localisation des cadres matériels de la production où ils sont présents. Par rapport aux aspects techniques les services démographiques disposeraient d'un système de collecte des données assez élargi qui dégagerait des informations claires, neutres et donc assimilables telles qu'elles. Or, même pour les données plus banales, il y a toujours une sélection et une structuration qui répond à un modèle,

pour grossièrement formulé qu'il soit.

3.1. Population économiquement active et chômeurs

Selon le dernier recensement démographique, fait en 1970, le Brésil aurait à cette date-là, 93.139.000 habitants. Environ 63.000.000 personnes seraient aptes au travail (personnes de plus de 10 ans et moins de 65 ans, moins les invalides et d'autres absolument empêchées de travailler). Néanmoins, ce dernier chiffre doit être encore réduit pour obtenir ce qui constitue la Population Économiquement Active. Il faut écarter tous ceux que la société considère comme incapables au travail (mineurs), ceux qui exercent des fonctions encore improductives (étudiants) et tous ceux qui ne participent pas au processus social de production. Dans cette dernière catégorie sont assimilées normalement les femmes assignées au travail domestique, même si elles assurent l'entretien et la reproduction de la force de travail.

Par ce jeu d'éliminations successives, l'I.B.G.E a considéré 29.557.224 personnes comme faisant partie de la P.E.A. en 1970, dont 1,27 % uniquement étaient en chômage et 0,74 % cherchaient un emploi pour la première fois. (1) Ces totaux devraient être

(1) Cf. M.H. SIMONSEN - "A força de trabalho..." art.cité
p. 72

le point de départ de toute analyse globale. Ces chiffres sont pourtant assez douteux et si nous les gardons comme base de référence pour l'étude de l'emploi industriel, ils doivent être utilisés sous réserve des remarques suivantes:

Nos restrictions concernent l'introduction de la catégorie "chômeurs". Par ce fait, les services gouvernementaux présentent les données comme étant exhaustives, rapportant ainsi la totalité de ceux qui peuvent et veulent participer effectivement au processus social de production. Or, dans une société où le travail est la principale référence sociale et où les conditions de survie contraignent même les enfants à travailler, on voit mal comment plus de la moitié des personnes aptes au travail, seraient considérées comme de nouveaux Robinsons, ne participant en aucune manière au processus social de production.

La participation effective à ce procès est une notion très controversée et difficile à préciser sans des bases empiriques solides. Il ne s'agit pas ici d'incorporer dans la P.E.A. quelques catégories supplémentaires de personnes, quoique ce soit la tendance dans certaines analyses plus récentes, mais, en employant la notion traditionnelle, de signaler l'éventualité et la nature d'une sous-estimation dans le total officiel.

Selon le critère restrictif traditionnel, le rapport P.E.A. / population totale, doit évoluer positive

ment avec le degré d'industrialisation, c'est-à-dire avec l'extension de la division sociale du travail.

Il serait hasardeux de faire une comparaison stricte avec la situation des pays qui disposent de données statistiques très précises et qui sont justement les plus industrialisés. Quoi qu'il en soit, le manque de correspondance est assez important pour avoir une signification au-delà des différences de degré d'industrialisation. La pourcentage de la P.E.A. sur la population totale en 1978 était de 40% dans les pays de l'O.C.D.E. (39% en France), mineurs de 18 ans et travailleurs immigrés non-compris. (1) Au Brésil la P.E.A. où les personnes de plus de 10 ans ont été incorporées, ne représente que 31 % de la population totale, ce qui paraît être un écart excessif par rapport aux autres pays. Etant donné le volume de la population brésilienne, une différence de seulement 2 ou 3% se traduit par des millions de personnes dont il faudrait préciser l'occupation ou rendre publique la situation de chômage. La remise en cause des données officielles par les études du B.I.T.- PREALC, permet de préciser les remarques antérieures. Le taux de chômage en 1970 au Brésil serait de presque 7% sur la P.E.A., ce qui correspond à plus de deux millions de personnes au lieu du faible nombre de 594.000 chômeurs reconnus officiellement. (2)

L'insuffisance des données ressort parfois

(1) Cf. L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E. - Paris, n.97, mars 1979

(2) Cf. B.I.T. - ^{pp. 20/21} El problema del empleo... - op.cit.chap.I

même dans certains documents officiels. Ayant pour base les données du recensement, M.H.SIMONSEN, futur ministre des finances, après avoir reconnu que ceux qui cherchaient un emploi pour la première fois n'étaient que 218.000 personnes dans l'espace d'un an, prévoyait contradictoirement dans le même article l'arrivée de plus d'un million de nouveaux candidats sur le marché du travail chaque année. (1)

Le calcul de la P.E.A. repose sur des axiomes idéologiques. Les situations d'emploi ou de chômage sont vues comme le résultat d'un libre choix. Le marché du travail est considéré comme étant formé par des employeurs et des demandeurs d'emploi, égaux, indépendants les uns des autres et libres de leurs décisions. Dans cette optique, un élément fondamental dans la recherche d'un emploi est le prétendu choix que les individus peuvent faire quant à l'allocation de leur temps entre les loisirs et le travail. Dans le cas des ménagères, elles auraient évalué les "satisfactions" que leur procureraient les revenus des emplois offerts et les auraient jugés insuffisants, optant pour l'activité domestique, comme elles auraient pu opter aussi par la douce oisiveté. D'abord,

"... est exclu de l'analyse ce qui les met en relation, à savoir que le premier, 'l'employeur' contrôle les moyens de production

(1) M.H. SIMONSEN - "La force de travail..."art.cité,p.72,73

qu'il cherche à valoriser par le travail du second et que ce dernier 'le travailleur', vient le trouver justement parce que, démuné des moyens de production, il est obligé de ce fait de vendre le seul 'facteur de production' qu'il détienne, sa propre force de travail." (1)

Ensuite, même si l'on accepte la possibilité absurde de pouvoir faire librement ce choix, rien ne permet de dire que ces millions de personnes trouveraient des emplois disponibles dans les entreprises recensées. L'absorption sélective, faite surtout par les grandes entreprises, exclut d'avance d'innombrables travailleurs potentiels. Tous ceux qui ont renoncé depuis un certain temps, et pour cause, à se procurer un emploi dans ces entreprises restent écartés de la P.E.A., car ils répondent qu'ils n'ont pas travaillé ou cherché d'emploi légal pendant la courte période considérée par le recensement. (2) Ainsi, on pourrait dire que le taux de chômage indique la proportion de ceux qui pensent pouvoir trouver un emploi stable, plutôt que la proportion de la population apte au travail et non-employée de manière régulière.

Il faut se demander alors comment la popu-

(1) Françoise WATTEAU - "L'analyse du marché du travail" in CONTRADICTIONS, Bruxelles, n.15, juin 1978, p. 103

(2) voir questionnaires du Recensement Démographique - annexes au Recensement de 1970 - Rio de Janeiro, I.B.G.E., 1972

lation exclue, c'est-à-dire qui ne travaille pas au sein des entreprises recensées, est-elle entretenue. Ceux qui sont exclus de la P.E.A. sont assimilés habituellement à une frange indigente. Leur prétendue solidarité, l'importance de la production domestique (travaux ménagers et production vivrière pour l'autoconsommation) et le faible niveau de consommation permettraient la survie de foyers multifamiliaux où les principes capitalistes n'auraient aucune importance. Or, les recherches empiriques contestent largement cette optique (1) et montrent la nécessité d'étudier la façon par laquelle est assurée la survie de ces personnes.

Comme dernière remarque, il faut signaler que les données sur l'emploi, considérées comme exhaustives sont en réalité le résultat des enquêtes menées sur un échantillon correspondant à 1/4 de la population totale (en 1960 la fraction enquêtée n'était que 1,27% de la population totale). Or, cette méthode peut servir de tamis, c'est-à-dire seuls sont repérés les travailleurs qui se trouvent au sein d'entreprises déterminées. Il est donc bien probable que le nombre officiel de travailleurs soit largement sous-estimé.

(1) voir p.ex. M.T. BERLINCK - Marginalidade social e relações de classe em S. Paulo - Rio de Janeiro, Ed. Vozes, 1975

Lenina POMERANZ - "A demanda de produtos alimentícios industrializados" in REVISTA DE ADMINISTRACAO DE EMPRESAS, Sao Paulo, vol. 17(6) novembre-décembre 1977, pp. 81/101

CEBRAP - Sao Paulo - crescimento e pobreza, Sao Paulo, Ed. Loyola, 1978

3.2. EMPLOI INDUSTRIEL

3.2.1. Nombre estimé de travailleurs

Malgré l'imprécision que nous venons de soulever à propos du total de la P.E.A, nous gardons le chiffre avancé, vu qu'il est la seule estimation globale disponible. L'examen fait par la suite de sa segmentation par secteurs, confirme quelques-unes des remarques précédentes. Le tableau IV présente les variations possibles dans le calcul de la population occupée dans les activités industrielles à partir de la même source de données,

TABLEAU IV - p. 83

D'importants changements intervenus dans les critères de classification de l'I.B.G.E empêchent un rapprochement avec les données de 1950 et 1960. Ces changements sont pourtant assez significatifs; au fur et à mesure du perfectionnement des recensements, la tendance est de classer au titre de "emploi industriel" un nombre croissant de travailleurs qui auparavant étaient classés dans la rubrique Services. Ainsi, dans le tableau IV, l'augmentation de l'emploi industriel est la contrepartie de la réduction du nombre de personnes occupées dans les Services. Cette permutation n'est pas gratuite; elle correspond à des tentatives de classification plus précises.

PROPORTION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR
SECTEUR SELON DIFFERENTS CLASSEMENTS - 1970

(SAUF AGRICULTURE ET BATIMENT)

SECTEURS \ SOURCE	A	B	C	D
SERVICES				
AUTRES				
INDUSTRIE	3 241 861 20%			4 444 000 27%

- SOURCES: A - Recenseamento Demográfico 1970
Anuario Estatístico do Brasil 1977 - Rio de Janeiro
1978 - tableau 8.1. p.141
- C - Anna L.P.ALMEIDA - Distribuição... op.cit.annexe A.3.
pp.338/344 - tableau A.III.4. p.358
- B - Recenseamento Demográfico 1970 idem ibidem - Tableau
8.2. p. 142
- D - idem ibidem - tableau 8.5. pp. 145/148 - rubrique
Activités industrielles, extraction de produits
minéraux, confection de vêtements, entretien et
réparation de l'habillement, machines et véhicules.

Pour fixer le total présenté dans la case "D", total qui incorpore un million de personnes de plus que le calcul officiel de l'I.B.G.E, il n'a pas été nécessaire de faire appel à la notion extensive de production, (production immatérielle). Si la production n'est pas uniquement la création de nouveaux objets, on peut ajouter aux activités productives les activités qui supposent une manière particulière de production d'objets. (1) Comme le remarque l'un des plus sérieux chercheurs sur ces questions:

"... la distinction entre industrie de transformation et services de réparation n'a pas beaucoup de sens. Les mêmes unités (ateliers ou officines) exercent les deux types d'activité. Quand la production n'est pas très élevée, fabriquer un produit, un costume, des chaussures ou des machines, elle demande une telle quantité de travail social que cela vaut la peine de consacrer des heures de travail pour les réparer, les entretenir ou les remodeler. D'ailleurs, les deux opérations, de production et de réparation (qui n'est qu'une 're-production') sont réalisées avec les mêmes méthodes." (2)

La catégorisation habituelle comme Services ne tient pas à l'intangibilité de la production ou à l'immatérialité des produits, mais plutôt à la difficulté de saisir et d'évaluer une production de ce genre. Une autre fois, malgré toute l'imprécision de la méthode de calcul,

(1) voir J.C. DELAUNNAY - Essai ... - op.cit.pp.214/216

(2) Paul SINGER - "A força de trabalho..."art.cité, p.47

on peut estimer autour de 4.400.000 le total de travailleurs industriels (sauf Bâtiment).

3.2.2. Nombre officiel de travailleurs

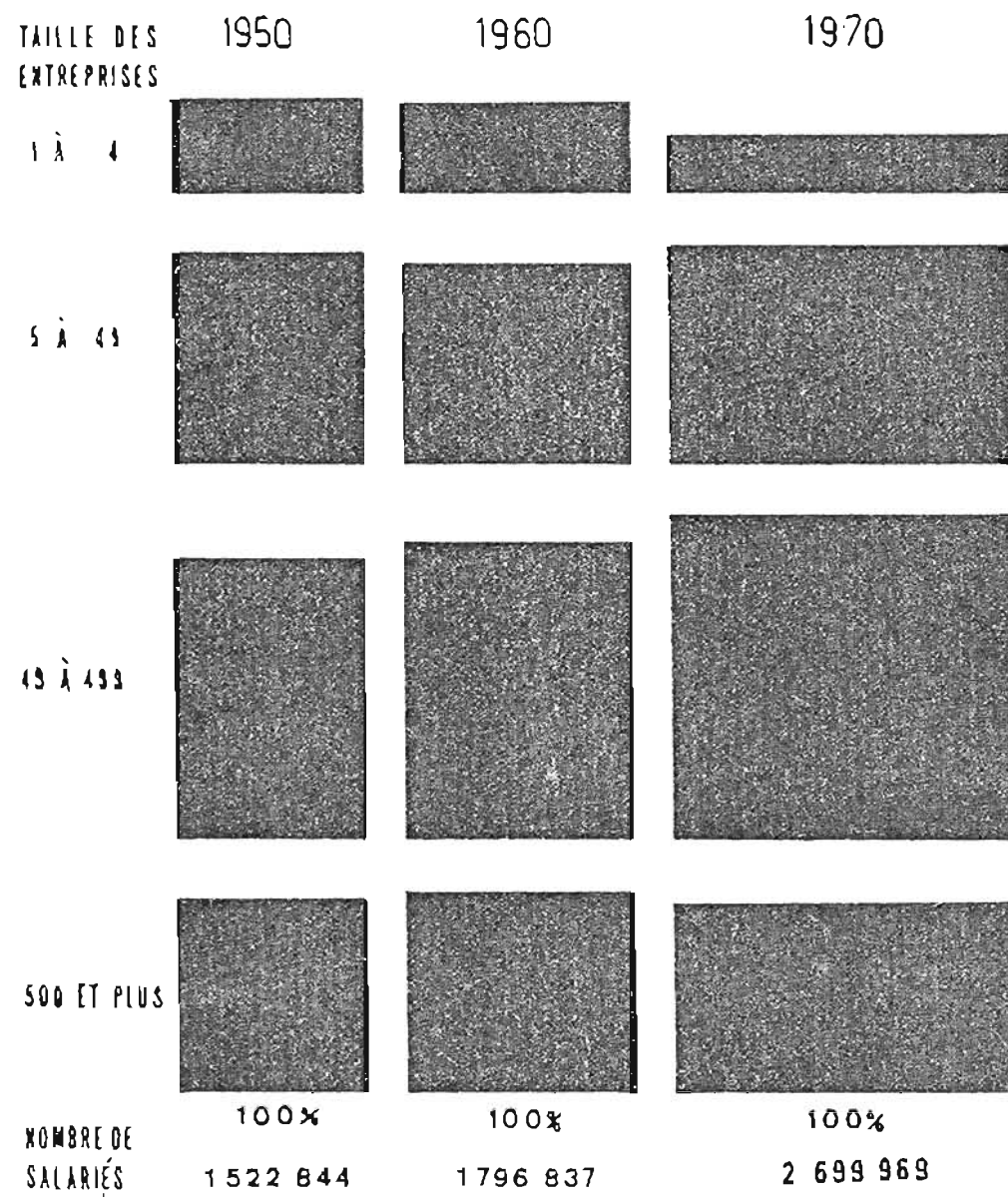
Ce dernier total est à comparer avec celui qui est considéré habituellement comme le total des travailleurs productifs industriels. Comme nous l'avons déjà signalé, les données du Recensement Industriel constituent la base empirique de la plupart des analyses économiques, puisque ces données sont censées représenter la totalité des entreprises présentes dans la sphère productive sociale.

TABLEAU V - p. 86

Le total de 2.699.969 travailleurs en 1970 est à confronter avec les données également officielles du Recensement Démographique portant sur l'emploi industriel en 1970 (3.241.861 travailleurs). La différence de 541.000 travailleurs (20% de plus) semble trop grande pour ne pas remettre en cause le bien-fondé des résultats du Recensement Industriel et par voie de conséquence, les analyses qui trouvent leur légitimité dans ces données. (1) Mais surtout, cette différence en 1970 ou extrapolée pour

(1) voir p.ex. L.M. FRAENKEL et al. Employment Structure, Income Distribution and Internal Migration in Brazil, Genève, BIT, WEP 2-21/wp.18
1976

REPARTITION DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE
SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES



SOURCE: Anuário Estatístico do Brasil 1953, 1964, 1975. IBGE

1975, concerne les travailleurs qui se trouvent au sein des unités de production que nous avons chiffrées au paragraphe précédent, unités de production en dehors des entreprises qui sont censées remplir entièrement la sphère productive sociale.

Il faut dire encore que la différence d'avec les données officielles n'est que la partie visible d'un ensemble beaucoup plus vaste. Pour chaque producteur impliqué dans le supplément d'unités de production qui a été signalé ci-dessus, il y a au moins deux ou trois travailleurs qui passent inaperçus. Cela peut représenter un total allant d'un million jusqu'à deux millions de travailleurs en plus du total officiel.

Malgré l'imprécision et les immenses variations dans ces estimations, il est bien évident que les données officielles sont sousestimées. Pourtant, le supplément de travailleurs dégagé ne peut pas être additionné au total de travailleurs repérés par les Recensements. Les conditions qui marquent la différence entre les deux blocs de données seront commentées plus loin. Nous analyserons d'abord les informations concernant le mouvement de création/disparition spécifique aux entreprises recensées et aux autres unités de production qui existent dans la sphère productive sociale.

4. MOUVEMENT DE CREATION/DISPARITION

Les indices de création et de disparition des entreprises sont des éléments importants pour l'étude des conditions d'évolution du capitalisme. Pourtant, les recensements industriels ne donnent que des renseignements partiels sur ce mouvement; l'essor d'une catégorie d'entreprise ou le déclin d'autre et surtout les indices de défaillance, restent figés derrière un chiffre unique, condensant l'évolution décennale de l'ensemble d'entreprises.

4.1. Le mouvement d'après les données officielles

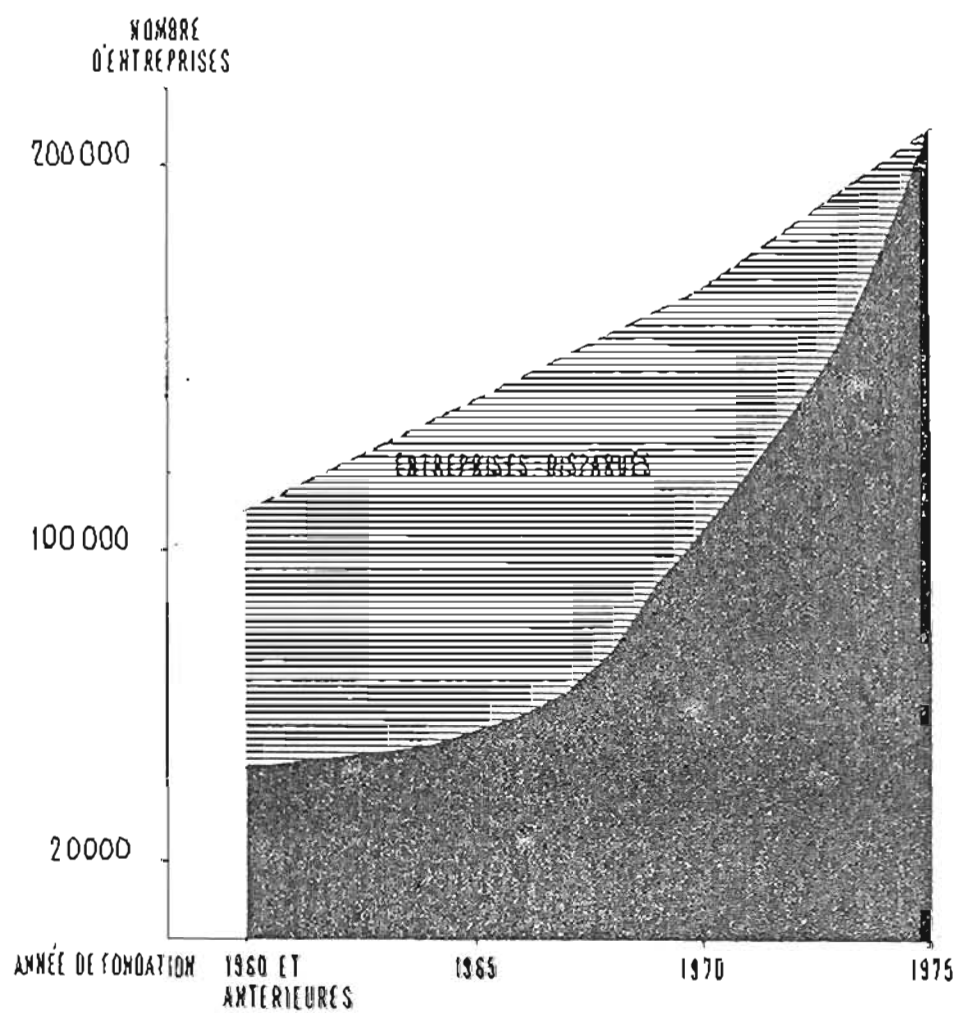
Le tableau VI peut donner une idée de la chronologie des disparitions des entreprises recensées par l'I.B.G.E.

TABLEAU VI - p. 89

Le dernier total (210.000 entreprises) est le résultat de l'extrapolation des données officielles pour l'année 1975. Le nombre d'entreprises disparues a été estimé d'après les données du Recensement de 1970. Par exemple, en 1970, 28% des entreprises existantes avaient été créées avant 1960. En 1975, en supposant toutes les choses égales par ailleurs, 28% avaient été créées avant 1965.

ESTIMATION DE L'ÂGE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
EXISTANTES EN 1975

(D'APRÈS LES DONNÉES OFFICIELLES)



SOURCE DE BASE: Censuses Industriels 1960, 1970 - I.B.G.E

La signification de ce mouvement ne se limite pas dans la progression régulière des disparitions telles qu'elles ont pu être "photographiées" dans le tableau ci-dessus. Autrement dit, il y a des mouvements intermittents ou erratiques, qui n'apparaissent pas. Le tableau ne donne que le solde du mouvement décennal. Chaque année disparaissent environ 11.000 entreprises de celles existantes en 1970. Cela correspond à un taux de disparition de 7% par an. D'après les données officielles, la "structure productive" en 1975 était constituée à la moitié d'entreprises de moins de 5 ans et à 19% d'entreprises de plus de 15 ans.

4.2. Le mouvement probable

Comme on l'a vu dans le paragraphe 2., les données officielles ne représentent qu'une partie du total des activités productives. Les unités de production qui ne sont pas comprises dans le total repéré par le Recensement, doivent avoir des conditions distinctes de création et de disparition et par conséquent, doivent présenter d'autres taux de défaillance. Pour calculer ces taux, nous utilisons les données du S.R.F. - C.I.E.F. Dans l'Annuaire Economico-Fiscal est publié chaque année le nombre d'établissements dont le "C.G.C." a été révoqué.(1)

(1) Anuario Economico-Fiscal 1975, 1976 - Brasilia, SRF-CIEF, 1977, 1978 - tableau 1.1. p.11 et tableau 1.5. p. 17

La radiation du registre général des contribuables doit, en principe, signifier soit la disparition, soit le changement radical de l'entreprise concernée dans sa forme physique et juridique. Quoique les renseignements soient assez obscurs, on peut donner comme probable un taux de radiation des entreprises industrielles d'environ 11% du total des établissements radiés chaque année. Cela correspond à la radiation de 76.000 entreprises industrielles chaque année (plus d'un quart de total).

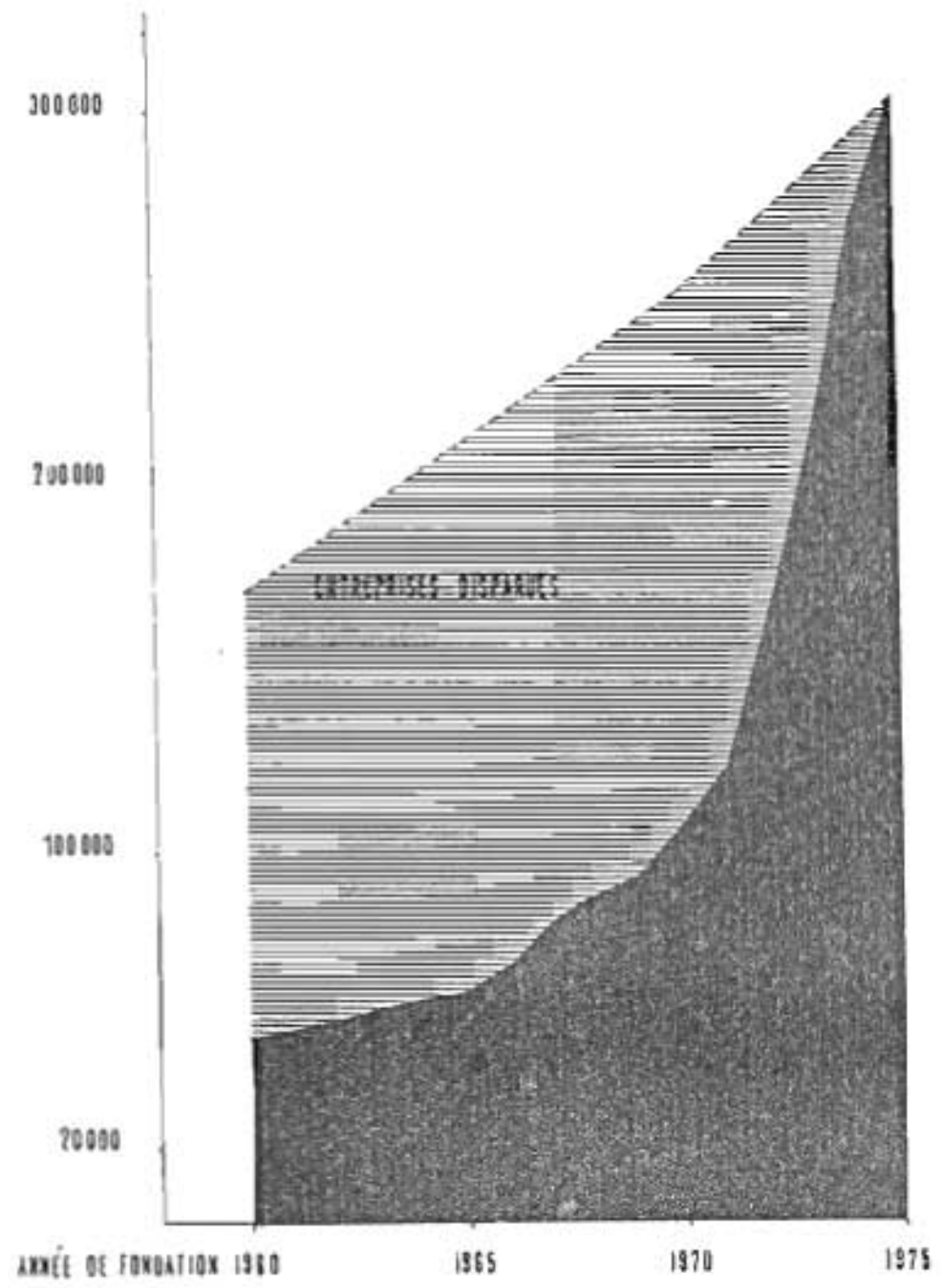
Le diagramme VIII qui regroupe les résultats des estimations pour le nombre d'entreprises existantes en 1975, donne une image de ce que pourrait être l'évolution probable:

TABLEAU VII - p. 92

Dans un laps de 4 ans plus de 3/4 des entreprises auraient disparu ou bien radicalement changé. Ce mouvement nous semble très important, surtout parce qu'il concerne les activités de production qui ne sont pas prises en compte par les recensements.

Il est intéressant de constater que les données et les analyses qui se rapportent au mouvement apparent de la pratique économique, semblent ignorer cette dynamique pourtant assez évidente. Ce qui ressort habituellement de ces travaux, c'est l'idée d'une progression

ESTIMATION DE L'ÂGE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
EXISTANTES EN 1975



SOURCE: Anuário econômico-social 1974 - Brasília.

linéaire, d'une superposition de nouvelles entreprises, où il n'y aurait pas de "pertes", ou dépérissement. C'est comparable au calcul d'une population où le nombre de naissances serait ajouté au total de la population antérieure sans déductions du nombre de décès.

Le mouvement de création/disparition des formes de production existantes dans la sphère productive peut être appréhendé soit par le déploiement des registres existants au niveau départemental ("Juntas de Comercio"), soit par le déploiement des registres du S.R.F. - C.I.E.F. L'absence de telles opérations est due au fait que ces données ne présentent pas d'intérêt ou d'utilité pour l'administration étatique ou pour les syndicats patronaux, restant par voie de conséquence hors de la portée des chercheurs ou des théoriciens.

Comme nous le verrons plus loin, ces informations s'insèrent de façon indispensable dans le travail d'analyse de certaines particularités de la croissance capitaliste. La recherche de données plus précises sur ce point pourra être donc l'un des axes d'une recherche empirique future. Pour le moment, nous nous limiterons à signaler l'importance et l'ampleur du nombre d'entreprises qui disparaissent chaque année.

5. DELIMITATION DU SUJET

Au terme de l'appropriation empirique, nous observons que le bloc de statistiques employé habituellement pour l'analyse des activités productives au Brésil présente quelques problèmes. Il est censé représenter la totalité des formes de production présentes dans la sphère productive sociale et des éléments essentiels de toutes les organisations de la production. On y trouve codifiées des informations détaillées et proportionnées qui s'accordent entre elles selon différentes relations étant donné qu'elles se réfèrent à la même base d'observation.

Si l'on se conforme aux données officielles, on devrait considérer que les activités productives au Brésil sont le fait presque exclusif des moyennes et des grandes entreprises capitalistes et que les activités productives organisées à petite échelle sont tout à fait négligeables. Sur la base de ces données, il serait donc logique d'étudier le développement du capitalisme au Brésil et les problèmes concernant l'exploitation de la force de travail, du seul côté des entreprises normalement constituées, c'est-à-dire les entreprises moyennes et grandes. Les activités productives organisées différemment ou à petite échelle ne représentent qu'à peine 3 ou 5% des travailleurs productifs salariés, moins de 2% de la valeur ajoutée, etc.

Or, à la suite d'une observation

critique portant sur les contraintes techniques du travail statistique ainsi que sur les fonctions opératoires des institutions productrices de statistiques et d'une étude comparative de leurs différentes sources, nous avons pu infléchir les données officielles et de ce fait infirmer leur statut exclusif ou exhaustif. Nous avons donc dégagé des preuves de l'existence d'un nombre considérable d'activités productives qui met en question la représentation statistique et les études sur le capitalisme au Brésil.

A partir de ces résultats nous pouvons délimiter ce qui peut être notre objet d'étude. Les activités productives au Brésil sont réalisées, d'une part, au sein des Entreprises Capitalistes normalement constituées. Les principes de constitution et de fonctionnement de ces entreprises sont connus; même si dans l'économie politique dominante, ces principes sont justifiés idéologiquement, aucun doute n'est permis quant aux objectifs et aux résultats engendrés par le type d'organisation de la production capitaliste. Pour les distinguer du reste des activités de production nous désignerons ces entreprises par l'expression "ENTREPRISES CAPITALISTES TYPE" (E.C.T.).

D'autre part, l'on trouve un nombre considérable d'autres unités de production. Nous les avons chiffrées par milliers, et les travailleurs concernés par millions, Apparemment, ces unités de production constituent un champ de recherche divergeant par rapport à celui considéré par l'économie politique dominante, car, si les activités manquantes étaient de même nature que celles recensées

officiellement, il n'y aurait apparemment pas de raison de les avoir ignorées. En partie cela est vrai, il ne s'agit pas simplement de quantités à ajouter aux E.C.T. recensées; d'un côté ces activités se caractérisent par un mouvement de création/disparition assez distinct de celui propre aux E.C.T. De l'autre côté, les catégories de travailleurs que l'on trouve au sein de ces unités de production semblent distinctes de celles employées par les E.C.T. Néanmoins, comme il s'agit d'activités productives exercées au sein de la même formation sociale, il faut définir leur nature et déterminer pourquoi elles ne sont pas prises en compte par l'économie politique dominante.

Notre travail traitera l'ensemble de ces activités. Nous essayerons de comprendre l'activité productive réalisée dans un pays capitaliste comme le Brésil par le biais des activités productives autres que les Entreprises Capitalistes Type, activités qui sont en principe organisées à petite échelle. Les Grandes Entreprises font partie de toute notre recherche, mais elles ne sont considérées que pour souligner la spécificité de notre objet. Par contre, nous avons écarté totalement du champ d'observation les producteurs individuels. Ils constituent sans aucun doute une catégorie importante pour le fonctionnement de l'économie, mais il nous semble plus important de comprendre le principe d'organisation des activités complexes, de voir quels sont les rapports de production qui régissent l'organisation de plusieurs producteurs à la fois.

Notre hypothèse de travail est que l'on doit considérer les activités productives organisées différemment des E.C.T. en tenant en compte du fait qu'elles sont des UNITES DE PRODUCTION, c'est-à-dire des entreprises réunissant un groupe de travailleurs (même s'il s'agit d'un groupe très restreint), disposant d'un certain capital mis en oeuvre dans des lieux de travail et, bien entendu, produisant de biens matériels échangés sur le marché.

Il nous semble donc que l'étude de ces activités ne peut pas être menée sous l'angle de l'emploi en soi. Le travail "informel" qui semble concerner les organisations de la production différentes des E.C.T. doit être analysé à partir des unités de production dont l'organisation et le fonctionnement particuliers rendent possible l'exercice du travail sans que les normes dominantes soient respectées.

En résumé, l'objet d'étude du présent travail est l'ensemble des activités productives réalisées dans la sphère sociale au Brésil à l'exception des producteurs individuels et des Entreprises Capitalistes Type. Le champ d'observation recoupe et dépasse à la fois ce qui est appelé habituellement:

Artisanat
Ateliers Marginaux
Entreprises Familiales
Petite Industrie
Secteur Informel ou Traditionnel

Pour classer les activités productives organisées à petite échelle nous ne fixerons aucun critère du genre: nombre de travailleurs, volume d'investissements, etc. Le seul critère pour les incorporer dans le champ d'observation est le fait qu'elles ne sont pas identiques aux E.C.T. Or, comme invariablement les grandes entreprises sont des E.C.T., notre objet se réduit en principe aux activités de production de petite taille. Enfin, il faut signaler que la presque totalité de ces activités sont des activités urbaines.

5.1. Secteurs d'activité

Nous présentons maintenant quelques éléments concernant les secteurs d'activités où la présence du supplément d'unités de production que nous analyserons est particulièrement remarquable. Comme première approximation du sujet nous pouvons employer la classification de l'I.B.G.E qui est à la base de la plupart des analyses sur les activités de production de petite taille. Néanmoins, les données disponibles sont assez imprécises et se limitent à signaler que les activités productives organisées à petite échelle font partie du "Secteur Traditionnel".

Pour suppléer à cette défaillance, nous ajouterons d'autres secteurs et nous spécifierons les branches dans lesquelles l'existence de ces unités de production a été remarquée. Nous signalerons brièvement les activités qui présentent des caractéristiques ou une impor-

tance particulières.

ALIMENTATION

Abattoirs de volailles
 Conditionnement d'aliments
 Confiserie et biscuiterie
 Distillerie et fabrication de la "cachaça"
 (boisson nationale très répandue)
 Fabrication de condiments et conditionnement
 d'herbes aromatiques
 Fabrication du tapioca (très important au
 Nord-Est)
 Fabrication de pâtes alimentaires-semoules
 Fabrication de plats et lunches (activité très
 répandue dans les grandes villes, pour
 l'approvisionnement de bars, cafés, gares,
 marchands ambulants, ou pour fêtes, etc.)
 Fromagerie
 Première transformation des fruits
 Vinification (Etats du Sud)

BOIS

Fabrication de moules, meubles, jouets, embal-
 lages, instruments de musique, bobines,
 navettes de tissage
 Menuiserie du bâtiment
 Tonnellerie
 Scieries
 Travaux de décoration d'intérieurs-encadrements

CUIR

Cordonnerie
 Fabrication de chaussures, pantoufles, sandales
 Maroquinerie (y compris les cuirs artificiels)
 Produits dits "artisansaux"

MECANIQUE ET TRAVAIL DES METAUX

Chaudronnerie
 Constructions métalliques
 Fabrication de petits appareils
 Ferronneries et ferronneries dites d'art
 Fonderies légères
 Revêtement, traitement, décoration des métaux
 Serrureries
 Tôlerie

PAPIER ET CARTON

Fabrication d'emballages

Imprimerie et polygraphie (particulièrement de cours universitaires, tracts publicitaires, travaux de ville "bibeloquets")

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Briqueterie
 Fabrication de grès
 Faïencerie
 Fabrication de produits asphaltés et bétonnés
 Poterie
 Produits des carrières (pierres taillées)

TEXTILE ET HABILLEMENT

Bonneterie et bonneterie mode
 Confection
 Couture
 Dentellerie (nord-est)
 Filatures
 Lingerie
 Tissage

VERRE ET CHIMIE

Fabrication et travaux du verre (surtout ornements).
 Fabrication de peintures, vernis, colles, produits insecticides, produits d'entretien
 Parfumerie populaire ou de luxe
 Savonnerie
 Transformation de matières plastiques
 Travaux en caoutchouc

DIVERS

Bijouterie
 Fabrication de produits pharmaceutiques
 Lapidation
 Orfèvrerie
 Récupération de déchets animaux et végétaux
 Récupération d'emballages
 Rechâpage de pneus et chambres à air
 Vannerie (surtout paniers et chapeaux).

La classification des activités organisées à petite échelle basée sur la sectorialisation des activités productives présente quelques imprécisions. Premièrement, dans son acceptation officielle, la notion de "Secteur"

présuppose une certaine homogénéité des industries, au niveau du type de produit fabriqué et au niveau des procédés technologiques. (1) Pour que la classification puisse être étendue à toutes les activités d'une manière cohérente, l'I.B.G.E écarte du "Secteur Industriel" les activités dont les résultats de la production ne sont pas matériellement repérables. C'est le cas des activités de montage qui impliquent une production complémentaire, et c'est le cas des activités de réparation et de maintenance. Comme nous l'avons vu, ces activités impliquent normalement une "re-production". Ainsi, à la liste précédente nous pourrions ajouter la rubrique suivante:

REPARATION

Réparation de véhicules automobiles
 Réparation et montage de machines industrielles et domestiques, d'appareils électriques et électroniques
 Réparation de vêtements
 Réparation de meubles

La même situation concerne une partie des activités classifiées habituellement dans le secteur Services. Il s'agit sans aucun doute d'une production matérielle qui peut être classifiée au même titre que les précédentes.

DIVERS 2

Boulangerie
 Enregistrement de cassettes

(1) voir I.B.G.E - Matriz de relações interindustriais
 Brasília, Secretaria do Planejamento, 1976 p.9

Maçonnerie
 Teinturerie
 et une partie des services de publicité
 et de photographie (impression d'étiquettes
 plastiques, autocollants, fabrication
 de panneaux d'affichage, enseignes,)

Deuxièmement, la classification des entreprises d'après le secteur ou la branche, implique une généralisation qui gomme des différences importantes au niveau de chaque ensemble délimité. Le "travail des métaux" par exemple, comprend à la fois des fabricants de porte-clefs et des constructeurs de matériel électronique. Cette diversité de la production et aussi de la composition organique du capital peut être remarquée dans tous les secteurs, y compris ceux dits traditionnels (cuir, textile, etc.) Par exemple, le secteur textile comprend à la fois des fabricants de filets de pêche et des fabricants de filtres spéciaux pour l'industrie chimique.

Pour délimiter les secteurs accessibles aux activités organisées à petite échelle, il ne suffit pas d'établir une liste des produits dont la fabrication est assurée uniquement par les grandes entreprises. (1) Les armements lourds, les biens d'équipement, les automobiles et une gamme immense de produits de haute technologie proviennent effectivement de la grosse industrie. Néanmoins, les petites industries peuvent en faire partie grâce au système de la sous-traitance. Par exemple, des wagons qui en tant que produit fini, sont vendus sur le marché par un trust multinational, peuvent contenir un nombre considérable de pièces ou de composants fabriqués par de petites

industries (reccords pour l'installation électrique, poignées de porte, lanternes, plaques de propreté, pièces d'assemblage, etc.).

Par contre, dans une autre perspective, la référence à la nature des produits permet d'identifier une partie considérable des activités organisées à petite échelle. Ces industries sont responsables de la plus grande partie de la production de ce que l'on pourrait appeler les produits élémentaires d'appoint, produits de fabrication simple où il n'y a pas de possibilité d'application d'innovations ou de technologie nouvelle. Ces produits rentrent de manière accessoire dans la consommation populaire ou dans des produits complexes fabriqués ailleurs. C'est le cas des produits alimentaires, produits d'entretien ménager, emballages, pièces détachées et d'une partie des "services" de réparation.

Les activités à petite échelle assurent aussi la production de produits superfétatoires ou culturels. La liste de ces produits est infinie:

- Accessoires ménagers
- Bijouteries et articles de fantaisie
- Habillement mode
- Matériel sportif,
- Produits de décoration des foyers, magasins, vitrines, bureaux
- Produits ornementaux (bibelots, tapis, poterie produits dits "artisansaux")
- Sellerie automobile luxe, accessoires auto
- Souvenirs et articles religieux

Quelques - uns de ces produits servent pour le fonctionnement plus confortable d'autres produits

plus complexes, pour l'embellissement du produit en soi, ou pour l'amélioration esthétique du cadre environnant. Dans le cadre de cette classification, c'est le procès de production qui constitue la caractéristique essentielle et non pas l'usage du produit.

Par ailleurs, le fait que la production de ces deux types de produits ne soit pas directement assurée par les grandes entreprises n'est pas une preuve de la nécessité d'un réseau d'activités organisées à petite échelle. Si cela était le cas, il serait facile de délimiter, selon des paramètres techniques, le domaine spécifique des grandes organisations et des industries de petite taille. Ainsi, pour avoir une idée plus précise de l'ensemble d'activités organisées à petite échelle compris dans chaque secteur, il nous faudrait faire une liste beaucoup plus détaillée que la précédente et énumérer pratiquement certaines activités une par une.

Cette présentation est encore lacunaire, mais tout au long des chapitres IV et V nous aurons l'occasion de présenter d'autres indications qui permettront de connaître l'aire d'extension des activités productives en question.

Ces précisions étant données, il faut rappeler que les activités productives considérées représentent entre 100.000 et 200.000 unités de production et concernent au moins 2.000.000 de travailleurs. Ces chiffres

sont impressionnants, mais il nous reste maintenant poser toutes les questions dont les réponses montreront si ces activités sont vraiment importantes et si elles permettent de mieux appréhender le fonctionnement du capitalisme au Brésil.

5.2. PRESENTATION DES QUESTIONS PRINCIPALES

Vu que, vraisemblablement, les unités de production que nous allons analyser n'ont pas la même configuration ou les mêmes caractéristiques que les E.C.T. il nous faudra répondre à la série de questions suivante:

. Comment peut-on expliquer l'existence d'un nombre considérable de petites industries dans une économie qui se caractérise par l'accélération de la concentration des capitaux ? N'y a-t-il pas une contradiction entre la tendance à l'internationalisation des marchés, la tendance au développement accéléré des forces productives et de la consommation de masses, et l'éclosion continuelle d'activités organisées à petite échelle ?

. S'agit-il d'activités définies par des rapports de production capitalistes ou pas ? Si la réponse est non, s'agit-il alors d'un mode de production particulier, non-capitaliste qui se trouverait articulé, soumis, imbriqué au mode de production capitaliste ou extérieur à lui ? Dans ce cas, s'agit-il d'une forme de production

unique, ce qui supposerait une organisation définie, un seul procès de travail et un espace économique singulier ?

. S'agit-il de producteurs volontairement associés, discutant, organisant en commun le procès de travail en vue de la production matérielle ou, au contraire, de travailleurs démunis de leurs moyens de production et soumis à des rapports de production qui sont des rapports d'exploitation ?

. Les rapports sociaux (rapports de parenté, communautaires ou politiques), sont-ils déterminants ou sont-ils surajoutés au rapport de nature économique ?

. Si dans quelques unes de ces activités, il n'y a point de travailleurs salariés, de procès de travail hiérarchisé ou parcellaire (contrairement donc à la forme capitaliste normale), peut-on en déduire qu'il n'existe pas de rapports de domination, d'oppression ou que s'il y en a, ceux-ci sont moins pénibles que ceux qui existent dans les grandes entreprises ?

. Les activités productives organisées à petite échelle sont-elles caractérisées par de "cadres de travail à la mesure de l'homme" ? (selon l'expression communément admise pour se référer aux petites industries).

. Dans leur ensemble, ces activités présentent-elles des particularités qui pourraient servir de barrière aux grandes entreprises, c'est-à-dire qui pourrai-

ent leur permettre d'échapper à l'emprise du grand capital ou de se dégager de ses contraintes ?

. Le fait que, selon certains indices, ces unités de production n'assurent leur reproduction que pendant une très courte période est-ce la preuve qu'elles ne sont pas capitalistes ?

. Enfin, une question très importante est de savoir si toutes ces activités portent en elles le germe d'une économie alternative, Est-il possible en les développant ou en les généralisant, de promouvoir une économie différente, autogestionnaire, ainsi que d'autres formes d'expérimentation sociale ?

Nous allons voir par la suite, quelles réponses peuvent nous être suggérées par l'économie politique dominante et par les études spécialisées portant sur les activités organisées à petite échelle.

Après avoir fait un bilan des éléments d'explication existants, nous pourrons présenter nos hypothèses de travail et le cadre théorique adéquat à l'étude des activités productives considérées.

·CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Dans ce chapitre, nous examinerons les principales approches empiriques et théoriques concernant la description et l'analyse des activités productives existantes actuellement au Brésil. Nous verrons quels sont les principaux éléments considérés, quels sont les aspects de l'activité productive jugés préoccupants et surtout, voir si les explications données à propos des activités organisées à petite échelle sont satisfaisantes.

Dans le cheminement axiomatique de la théorie néo-classique, l'entreprise capitaliste est une notion abstraite, dans laquelle l'organisation spécifique des catégories simples et générales des formes de production capitalistes se trouve complètement effacée. La "science économique" dominante privilégie l'identification et la description des aspects techniques de la production matérielle et fait référence à un nombre restreint d'éléments touchant la dimension sociale de l'organisation capitaliste.

Selon les approches concernant la "Structure Productive" ou la "Structure Industrielle", le travail d'analyse se restreint à la prise en considération et à la descrip -

tion des configurations des "composants" de la "structure". Ces composants sont surtout les formes de production types du mode de production capitaliste, c'est-à-dire les grandes entreprises. Le champ de recherche ouvert par cette manière d'aborder la sphère productive sociale est très vaste. La "Structure Productive" peut être envisagée selon les branches, la localisation spatiale, la taille, la nationalité du capital, etc.

Par ailleurs, le fait que ces analyses puissent être basées uniquement sur la notion abstraite d'entreprise n'implique pas obligatoirement la méconnaissance des catégories constitutives internes des formes de production capitalistes. Certes, ces catégories sont prises en considération, mais selon une conception particulière, où les antagonismes immanents à l'organisation de la production régie par des rapports de production capitalistes sont idéalisés et présentés comme des phénomènes qui contribuent à l'évolution cohérente et harmonieuse de l'économie et de la société.

A part quelques notations critiques, l'analyse que nous ferons par la suite de la manière habituelle de décrire ou d'analyser le capitalisme au Brésil ne fait pas l'objet d'approfondissements importants. L'objectif de notre étude est d'opposer dans un sens plus large, le genre d'explications superficielles, partielles et partiales qui résultent des approches menées de manière restreinte au niveau de l'apparence immédiate des phénomènes, et

la réalité complexe des activités productives existantes. La différence est suffisamment importante pour justifier l'abandon des méthodes d'analyse du capitalisme utilisées jusqu'à ce jour par l'économie politique dominante et pour légitimer l'introduction d'un autre schéma d'explication.

Dans la Section II nous verrons quel est l'état des analyses ponctuelles axées sur les autres "composants" de la "Structure Productive" habituellement considérés comme de moindre importance et, dans certains cas, comme étant régis par d'autres principes de constitution et de fonctionnement. En présentant les études visant les activités productives en dehors des grandes entreprises ou des E.C.T., nous voulons montrer que les descriptions et les explications qu'elles apportent sur la nature de ces activités sont incomplètes, voire erronées. En effet, si l'on ajoute ces études ponctuelles à celles des grandes entreprises, l'on n'obtient pas une juste appréciation de toutes les activités productives existantes au Brésil sous le mode de production capitaliste.

SECTION I - GRANDES ENTREPRISES

La plupart des études disponibles sur l'activité capitaliste au Brésil est axée sur la description des grandes entreprises. Celles-ci sont tenues pour responsables de pratiquement tous les phénomènes jugés positifs ou négatifs, de l'industrialisation capitaliste. Or, la référence exclusive aux grandes entreprises est inexacte pour deux raisons. D'abord, la production sociale ne se limite pas exclusivement aux grandes entreprises; elle comprend un nombre très important d'autres organisations de la production. Ensuite, le caractère essentiel des rapports de production au sein de l'entreprise est ignoré dans la plupart de ces travaux.

Le réductionnisme du champ d'observation trouve son origine dans les fondements conceptuels de l'économie politique dominante. En fait, ce n'est qu'en légitimant idéologiquement le contenu de l'entreprise capitaliste et en la vidant de toutes ses catégories contradictoires, que les idéologues officiels peuvent à la fois expliquer l'évolution du capitalisme par le progrès technologique et prendre l'apparence immédiate des formes de production comme élément explicatif majeur. En même temps, le rétrécissement du champ d'observation, en présentant les grandes entreprises comme les seules formes de production significatives, permet d'accorder au mode de production capitaliste une homogénéité et un caractère harmonieux qu'il n'a jamais eu.

1. BILAN DES THEMES DOMINANTS

Les ouvrages à buts didactiques ou les ouvrages d'analyse faits dans le cadre de l'économie politique dominante, prétendent rendre compte de l'évolution capitaliste de manière exhaustive, c'est-à-dire par des approches qui affirment s'appliquer à toutes les activités productives existantes dans la sphère sociale. En vérité, cette vision d'ensemble, outre qu'elle ne considère que l'apparence immédiate des phénomènes se réduit le plus souvent à l'observation d'un nombre réduit de grandes entreprises.

Dans les essais (1) ou dans les recherches historiographiques plus importantes (2) le passé économique brésilien récent est interprété comme étant marqué de manière presque exclusive par la présence de grandes entreprises. Néanmoins, comme cette exclusivité peut être imputée à des défaillances d'ordre statistique et pas seulement à une démarche réductionniste, il vaut mieux renoncer à faire une recherche dans ce sens. De toute manière, l'observation du développement capitaliste comme le fait exclusif des grandes entreprises nous intéresse plutôt comme pratique de recherche ou pratique descriptive actuelle.

(1) voir p.ex. Roberto C. SIMONSEN - Evolução industrial do Brasil et outros estudos (1939) Sao Paulo, Cia.Ed. Nacional, 1973

(2) voir p.ex. Annibal VILLELA et Wilson SUZIGAN - Politica do governo e crescimento da economia brasileira 1889-1945, Rio de Janeiro, IPEA/INPES 1973

Les différentes approches peuvent être envisagées selon deux champs d'intérêt principaux. Le premier, regroupant les questions qui concernent le statut juridique des entreprises; le deuxième, regroupant les questions qui se rapportent aux caractéristiques techniques des organisations de la production.

1.2. Statuts juridiques

Les différenciations du point de vue de la propriété ne sont pas envisagées sous l'angle de la propriété économique, de la sanction juridique de la séparation entre travailleurs et moyens de production, mais elles renvoient exclusivement à une division selon la propriété privée nationale, étrangère (multinationale) ou étatique du capital. Cette classification fournit matière à des multiples approfondissements, occupant, pour des raisons diverses, un nombre important de chercheurs. Nous pouvons dresser un bilan sommaire des principaux thèmes développés en commençant par ceux qui, comme méthode de recherche, prennent chaque ensemble d'entreprises ainsi délimité comme thème autonome, c'est-à-dire sans tenir compte de la corrélation existante entre les différents types de propriété.

1.2.1. Grandes Entreprises Nationales

Du côté du capital national, les efforts d'analyse se sont souvent attachés à l'observation des

entrepreneurs nationaux (1) ou d'une manière plus abstraite, à l'étude du "dualisme". Le dualisme était envisagé comme la coexistence d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel, l'un et l'autre capitalistes. (2) Cette conception de l'hétérogénéité des activités économiques peut être employée pour faire état des différentes et concomitantes modalités de fonctionnement des formes de production capitalistes.

Pourtant, malgré les possibilités d'ouverture vers des thèmes très pertinents pour l'étude du capitalisme, l'optique de tels travaux est l'identification des entreprises nationales, et ce qui est jugé préoccupant c'est leur appartenance au secteur dit traditionnel. Le retard dans l'adoption des techniques capitalistes modernes inquiète plus les analystes que les conditions des rapports de production existants à chaque stade d'industrialisation.

Vers 1960, la délimitation des entreprises nationales a comporté une dimension politique qui a été lourde de conséquences. Avant le coup d'Etat militaire de 1964, le développement capitaliste national, plaidé par un important courant idéologique de l'Institut Brésilien d'Etudes Economiques, était envisagé par l'extension prépondé-

(1) voir p.ex. F.H.CARDOSO - Empresario industrial e desenvolvimento, S.Paulo, Ed. Difel, 1964

Luciano MARTINS - Industrialização, burguesia nacional e desenvolvimento, Rio de Janeiro, Ed.Saga 1968

(2) voir p. ex. Luis Carlos BRESSER PEREIRA - "Le sous-développement industrialisé" in revue TIERS MONDE, Paris, n.68, octobre-décembre, 1976

rante des grandes entreprises brésiliennes. Ce courant était entériné par les instances dirigeantes de certains partis de gauche, qui voyaient dans l'essor de la bourgeoisie nationale, les conditions favorables pour le développement industriel et par là-même les circonstances plus propices à une rupture révolutionnaire. (1) Dans cette stratégie d'appui à la bourgeoisie nationale, était sous-entendue la conception que le capitalisme au Brésil (représenté par quelques centaines de grandes entreprises), n'était pas suffisamment généralisé pour permettre à tous les travailleurs le "passage" à un niveau politique conséquent. Néanmoins, il est certain qu'un travail d'observation plus rigoureux aurait révélé la généralisation des rapports de production capitalistes dans toutes les activités productives.

Une autre dimension de cette problématique correspond aux travaux plus récents sur les entreprises nationales, où l'on essaye de donner un caractère particulier au capitalisme natif. Or, il s'agit le plus souvent de protestation des courtiers du capital national sortis perdants du procès de modernisation et d'internationalisation de l'économie. Après 1968, leur sujet se restreint à la prise en considération des mésaventures des grandes entreprises nationales face au tout puissant capital étranger. (2)

(1) Cf. J.C. de ASSIS - "Réquiem para o nacionalismo econômico" in JORNAL DO BRASIL, Rio de Janeiro, 2-7-1978
 (2) voir p.ex. F. GASPARIAN - En defesa da economia brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Saga, 1966
 Kurt MIROW - A ditadura dos cartéis, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1976

1.2.2. Grandes Entreprises Multinationales

Le capital étranger est analysé surtout pour son apport technologique jugé indispensable à l'industrialisation du pays. L'opposition à sa présence est faite par rapport à l'extraction des richesses naturelles, au rapatriement des capitaux, à la pollution, etc., c'est-à-dire des restrictions au capital étranger pillard. De toute manière les "bienfaits" de la science, de la technologie et de la modernité qu'il transfère font que le bilan soit considéré comme globalement positif. (1)

D'un autre point de vue, sa présence est envisagée comme étant le résultat d'un transfert initial massif de capital du pays d'origine vers le Brésil. Il est inconcevable que les grandes entreprises puissent avoir eu d'autres tailles que celles d'aujourd'hui. Pourtant, les exemples sont fréquents d'infiltration étrangère, grâce à l'installation antérieure d'entreprises de petite taille qui ont préparé sur place les changements d'échelle de production. (2)

D'une manière générale, les études qui s'attachent exclusivement aux entreprises multinationales ne sont pas nombreuses. Normalement, le thème comporte des

(1) voir p.ex. M.H.SIMONSEN-"O Brasil e as empresas multinacionais" in DIGESTO ECONOMICO, Rio de Janeiro, nov.décembre, 1975, n. 245

(2) Cf. Geraldo BANASKIWITZ - Relatorio industrial -Rio de Janeiro, 1957, polycopié, 3 vol.

observations limitées aux relations entre capital étranger, national et étatique, observations que nous évoquerons plus loin.

1.2.3. Entreprises Etatiques

Ce sont les entreprises étatiques, en tant que "composants" de la "Structure Productive", qui donnent lieu à des études spécialisées. Leur spécificité fait que "l'Etat en tant qu'Entreprise" (1) est facilement identifiable dans l'ensemble des activités productives. En principe, il est possible d'obtenir des informations statistiques fidèles et suivies grâce au nombre réduit et grâce à la taille considérable de ces entreprises. Mais ces données sont utilisées exclusivement pour la description des aspects formels (2) et non pas pour l'analyse des conditions particulières des procès de travail, des conditions spécifiques des rapports sociaux au sein de ces entreprises.

Même si l'on part de la constatation de l'absence de spécificité par rapport à la rationalité capitaliste, il serait intéressant d'observer les particularités du comportement des travailleurs, les rapports hiérarchisés,

(1) L'expression est de F.H. CARDOSO - "La question de l'Etat au Brésil" Paris, Université de Paris I-IEDES 1976/1977, polycopié, p. 17

(2) voir p. ex. F.A. REZENDA DA SILVA - Avaliação do setor público na economia brasileira, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1972
et Jose Castro RAMOS - Les entreprises publiques dans le processus de développement brésilien, Paris thèse de doctorat, Université de Paris I, 1975

l'administration technocratique, etc. Même dans les principaux ouvrages critiques, la constitution et l'évolution des entreprises étatiques (accumulation de capital, changements dans la composition technique), sont observées du seul côté des fonctions qu'elles remplissent pour répondre aux exigences structurelles du système capitaliste (pour suppléer aux investissements privés dans les secteurs stratégiques, pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, comme pôle dynamique de l'accumulation, etc.). Tout se passe comme si, dans leur sein, les luttes de classe étaient figées et comme si tout changement n'était imposé que de l'extérieur. Or, certains changements dans le secteur étatique, surtout après 1960, peuvent être expliqués plutôt comme riposte à l'organisation et à la combativité des travailleurs dans ce secteur, qu'exclusivement comme solutions techniques imposées de l'extérieur.

1.2.4. Concurrence entre les Grandes Entreprises

Dans les travaux plus importants, quand le sujet est délimité selon le statut juridique, l'habitude est de considérer la corrélation des trois ensembles d'entreprises. De ce point de vue, le caractère manifestement conflictuel des différents intérêts capitalistes représenté sous la couverture des statuts juridiques antérieurs, fournit matière à des développements théoriques limités: les corrélations, les rapports de force, l'interdépendance des différents capitaux, et surtout, les aspects

superficiels de leurs configurations sont révélés et débattus de manière passionnée, mais toujours guidés par des intérêts politiques bien précis. Les travaux qui analysent les relations entre les grandes entreprises nationales et le capital étranger débouchent invariablement dans la critique de ce dernier. Il apparaît comme un adversaire redoutable des "plus légitimes intérêts nationaux", en réalité, des intérêts des capitalistes brésiliens. Ces questions sont divulguées dans des ouvrages à grand tirage et avec une publicité fracassante à l'appui, comme dans l'exemple suivant:

" Le processus de développement industriel et économique en cours au Brésil est effectif en termes physiques (...) Il faut se demander pourtant, si en termes moraux et politiques, un tel processus est valable. Les efforts et les sacrifices de milliers de brésiliens et le fabuleux potentiel de richesses dont nous disposons, sont en train d'être habilement détournés au profit de groupes multinationaux. [Le livre 'Cartéis e desnacionalizaçao'] révèle, documente et dénonce de telles manoeuvres, en permettant au peuple brésilien de faire le choix patriotique entre le développement à n'importe quel prix et le progrès avec souveraineté nationale" (1)

Un discours du même genre est tenu par rapport à l'Etat, dont l'emprise croissante sur l'économie

(1) Cf. MONIZ BANDEIRA - Cartéis e desnacionalizaçao - a experiência brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Civilizaçao Brasileira, 1974 (couverture)

à travers ses entreprises est interprété comme "socialisante" donc comme une atteinte à la libre entreprise et aux "tendances naturelles" de l'activité économique. (1) D'autres études plus ponctuelles soulignent les ententes ou les dissensions entre l'Etat et certaines fractions du capital étranger ou national. (2)

Une bonne partie de ces travaux contient des descriptions partiellement correctes et fort intéressantes. Mais il n'en reste pas moins qu'ils monopolisent l'attention de la presse, de la littérature spécialisée et des travaux académiques, sur ces questions concernant les intérêts conflictuels mais non pas antagoniques des fractions du capital organisé en grand. Les principales contradictions du capitalisme semblent alors se situer à ce niveau-là. Nous reviendrons sur cette question essentielle à la fin de cette section.

2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES GRANDES ENTREPRISES

On rencontre à côté des approches précédentes toute une série de travaux spécialisés sur les activités

(1) Cf. multiples éditoriaux parus au O ESTADO DE SAO PAULO, Sao Paulo, 1976, 1978

(2) voir p.ex. V.M. DICK - "Governo, empresas multinacionais e empresas nacionais" in PESQUISA E PLANEJAMENTO ECONOMICO, Rio de Janeiro, vol.4 (2) décembre 1974

économiques. Leur objectif est annoncé comme étant l'appréhension et l'explication des activités productives sous un angle "strictement technique et économique". L'observation empirique est aussi conduite sous l'angle de l'économie dans son ensemble" et les questions tenues comme importantes donnent lieu à l'élargissement progressif du champ d'observation. Cela se produit non pas grâce à des nouvelles méthodes scientifiques, mais grâce à l'examen d'un plus grand nombre d'éléments descriptifs. Les quelques directions des recherches et des essais que l'on rencontre avec le plus de fréquence sont les suivants:

2.1. Distribution des Entreprises

La localisation spatiale et l'agencement des entreprises sont des thèmes de prédilection dans la littérature économique. Ils comportent différentes spécialisations sous l'angle des "théories de la base économique", des "pôles de croissance" et de l'aménagement du territoire. (1) L'économie est toujours envisagée comme étant formée de sous-composants différenciés, distribué pour des raisons "techniques" dans l'espace physique national. Par leur localisation et par leur voisinage, certaines firmes exercent une influence déterminante sur l'environnement économique et spatial. Les dimensions de cette influence sont multiples: technico-économiques (effets d'entraînement industriel en amont et en aval, polarisation sectorielle)

(1) voir p.ex. Paulo HADDAD Desequilíbrios regionais e descentralização industrial Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1975 (bibliographie)

géographique (effets d'agglomération et de structuration urbaine, polarisation régionale), psychologiques (encouragement de l'esprit d'entreprise), etc. L'étude de l'asymétrie et de la hiérarchie spatiale peut mettre en évidence les relations de dépendance, de complémentarité, des déséquilibres et des inégalités entre les entreprises.

2.2. Taille et hiérarchie des Entreprises

Dans les études sur l'agencement des entreprises, qui comprennent aussi les travaux d'évaluation de leurs différentes tailles, il y a des manières particulières de concevoir l'analyse des questions jugées essentielles concernant le capitalisme. Le point de départ des travaux est que la répartition des entreprises selon leur taille et selon le secteur d'activité doit se conformer à un type de fonction bien déterminé. Cette dynamique est considérée comme spontanée et harmonieuse, chaque entreprise joue un rôle adéquatement complémentaire dans l'évolution de l'économie .(1) Essayons de voir quelques aspects de ces études.

A un niveau plus général, indépendamment des particularités des branches et des secteurs, il y a la perception globale du "système économique" comme étant asymétrique. La façon jugée correcte de comprendre et de

(1) voir.p.ex. Eolo Marques PAGNANI - A subcontratação da P.M.E. industrial,- Campinas, thèse de doctorat à l'I.F.C.H, Unicamp, 1976

représenter le mode de production capitaliste est de le décortiquer en grandes, moyennes et petites entreprises. L'étape suivante est de trouver des critères adéquats pour faire cette division, (nombre de travailleurs, volume d'investissements, etc.) La détermination et la mensuration des configurations variées des entreprises sont suivies d'observations sur les déséquilibres éventuels qui ne mettent pas en cause le bien fondé de l'ordre économique en vigueur. Celui-ci, à l'instar de l'ordre social, est conçu en termes d'une intégration hiérarchisée d'entreprises autonomes qui assurent la régulation fonctionnelle, donc, l'harmonie et l'équilibre général de l'économie.

Selon les optiques, le travail "d'analyse" du capitalisme se limiterait à enregistrer et à décrire l'évolution ou le déplacement des entreprises d'une branche à l'autre (1) ou encore les variations de leurs tailles. Une fois légitimé l'organisation économique au sein de laquelle les composants sont régis par des relations de domination et de soumission, d'autres thèmes tels l'interdépendance, la sous-traitance ou la complémentarité par la taille d'un côté et par les secteurs de l'autre côté, sont analysés. (2)

Par ailleurs, les innombrables descriptions

(1) voir p.ex. C.E.NASCIMENTO GONCALVES - A p.m.e. op.cit

(2) voir p.ex. E.M. PAGNANI - A subcontratação... op. cit.

des caractéristiques formelles des entreprises peuvent donner lieu à des commentaires plus critiques et à la dénonciation de l'iniquité de certaines conditions et résultats de l'activité productive. Pourtant, contrairement à ce que l'on pourrait attendre d'un approfondissement de l'observation critique, les reproches ne portent que sur certains déséquilibres, disproportions ou disparités de l'expansion de quelques entreprises (retard de croissance dans certaines régions, concentration industrielle excessive dans les grandes villes, etc.) Ces "bavures" ou dérèglements éventuels sont tenus comme les problèmes les plus graves du capitalisme. Pour qu'il puisse poursuivre son développement normal et de manière "efficace", celui-ci nécessite certaines corrections rendues effectives par la planification technique. La suite des études correspond aux programmes ou aux suggestions de politiques nationales pour la localisation des activités économiques, le développement urbain, la décentralisation industrielle, etc. (1)

Il est intéressant de remarquer que ces approches, quant aux points relevés et quant aux objectifs poursuivis et qui ont monopolisé les travaux scientifiques d'une période récente, sont l'oeuvre de chercheurs et administra

(1) voir p.ex. José FRANCISCONI et al. Politica nacional de desenvolvimento urbano: estudos e proposições alternativas, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1976

R. de BARROS et L. MODANESI - A p.m.e. no Brasil, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, Relatório de pesquisa n. 24 - 1973

teurs investis dans des instituts de recherche et planification étatique. Leurs travaux ont eu de grands retentissements et marquent la période d'envol de fractions des classes technocratiques et étatisantes (1968/1976). Pourtant, ces fractions n'ont pas eu suffisamment de pouvoir pour poursuivre leur contrôle sur l'économie et restent encore dépendantes de la classe capitaliste. Ainsi leurs efforts ont été et continuent à être appliqués dans la rationalisation et la modernisation de l'économie, c'est-à-dire dans son organisation selon des principes "rationnels" d'efficacité, de croissance pour tempérer les résultats plus désastreux du capitalisme (1) et pour garantir leur position face au combat revigoré des syndicats ouvriers.

3. PLACE DES GRANDES ENTREPRISES

Il faut souligner que, de manière générale, la cohérence de la plupart des travaux sur le capitalisme au Brésil se trouve dans la référence aux grandes entreprises. La rationalisation et la modernisation ne sont jamais conçues hors des grandes organisations, soit étatiques, soit privées. Les autres formes de production ne sont pas seulement négligées, mais données comme inexistantes.

(1) voir p.ex. "Iplam 1976 Relatorio de atividades" in BOLETIM ECONOMICO, Rio de Janeiro, n.4/5, sep. décembre 1976, pp.23/34

On retrouve fréquemment des ouvrages intitulés "l'économie brésilienne", la "structure capitaliste brésilienne", qui se proposent d'étudier de manière exhaustive le capitalisme au Brésil, et qui, sans explications supplémentaires, ne se rapportent empiriquement qu'à une partie restreinte de l'activité productive, représentée par quelques dizaines de milliers d'entreprises industrielles.

Evidemment, les grandes industries sont "l'élément structurant" les "unités ordonnantes" de l'économie et c'est à leur niveau que s'observe nettement la progression contradictoire du mode de production capitaliste. Mais en nous tenant pour le moment aux aspects superficiels de la question, ce qui nous semble abusif comme pratique scientifique, c'est le glissement régulier de l'observation empirique et des constructions théoriques analysant les grandes entreprises comme élément décisif, à leur prise en considération comme élément exclusif de la sphère productive.

D'habitude, cette conception réductionniste n'est pas énoncée clairement, en dépit d'une pratique effective. Ainsi, nous prenons comme exemple des opinions qui donnent validité à cette démarche, les thèses de J.K. GALBRAITH (1) (auteur très à la mode au Brésil au moment de la rédaction de cette thèse) où cette conception est exposée avec désinvolture.

(1) J.K. GALBRAITH - Le nouvel Etat industriel - Paris, Gallimard, 1968 - Rio de Janeiro, Ed.Civ. Brasileira, 1968

Dans un langage accessible au grand public GALBRAITH synthétise, en les radicalisant, les appréciations du rôle et de la place de la grande entreprise qui, d'une certaine manière, marquent encore profondément les travaux sur les activités productives.

Dans ses grandes lignes, l'une des thèses de cet auteur, est que la composition de la "Structure Productive" ou de ce qu'il appelle le "Système Industriel", est et tend à être toujours davantage, le fait des grandes entreprises. L'évolution générale de la société est considérée comme l'oeuvre absolue des conditions et du comportement autonome des grandes organisations et non pas d'un procès de production contradictoire au sein des lieux de valorisation du capital. "Unités complexes de décision" (façon élégante de parler des trusts), elles sont de plus en plus la source de tout progrès matériel et social. Ces idées ont été partiellement remises en cause par certains travaux universitaires. (1) Néanmoins, selon GALBRAITH, si le système industriel n'est pas encore toute la sphère productive, les autres formes de production n'exercent aucune influence sur le devenir de l'économie. L'auteur réduit la nouvelle société en formation en deux secteurs: "l'univers de quelques centaines de grandes sociétés d'une part, et celui des bookmakers, laveurs de chiens, cordonniers, etc. de l'autre part". (2) Dans une nette prise

(1) voir p.ex. Jean-Claude MORAND-Recherche, progrès technique et dimension des entreprises (1968), Paris, Ed. Cujas, 1972

(2) J.K. GALBRAITH, op. cit. pp. 21,22

de position, il soutient encore que s'opposer à cette évolution, qu'il présente de toute manière comme irréversible, serait condamner l'humanité à se défaire de tout le progrès accompli dans ce dernier siècle. (1)

Derrière ce culte du gigantisme, il est question de légitimer le transfert de pouvoir à la technostructure, considérée d'une manière extrêmement élitiste comme "l'intelligence organisée" (2) et qui guiderait les entreprises selon une logique qui est le reflet du "besoin social original" / (3) Néanmoins, ce qui nous intéresse dans la démarche analytique de GALBRAITH, c'est la réduction des phénomènes économiques à une organisation de la production unitaire et homogène. Selon cette approche, outre l'ignorance des rapports sociaux, il ne se pose jamais la question des rapports, liens ou articulations avec les autres formes de production. L'avance inexorable de la grande entreprise se fait indépendamment des autres entreprises. La disparition de celles-ci reste sans intérêt analytique majeur étant donné leur marginalisation absolue et étant donné qu'elles ne sont pas nécessaires et ne constituent pas non plus des limites au développement autonome des grandes industries.

Même si ces positions ne sont pas énoncées d'une manière explicite dans les ouvrages brésiliens, elles déterminent l'appropriation et la description prétendues scientifiques des phénomènes significatifs de la sphère

(1) J.K.GALBRAITH - op. cit. p. 21,22

(2) idem ibidem, p. 68 et suivantes

productive, et par là, les catégories qui sont censées permettre la compréhension des questions essentielles. Par rapport aux aspects formels, dans la plupart des ouvrages disponibles, il y a l'absence systématique de références aux activités productives autres que les grandes entreprises; la production de marchandises, l'emploi productif, l'exploitation des travailleurs sont estimés comme le fait exclusif des grandes organisations. Le reste est considéré comme quantitativement infime et comme socialement peu significatif, pouvant donc être négligé. D'un autre côté, seuls les problèmes, les inégalités, les déséquilibres (dans le sens déjà commenté), provoqués par l'activité des grandes industries, sont tenus comme dignes d'appréhension.

. DETOURNEMENT DES QUESTIONS ESSENTIELLES
ET REDUCTIONNISME

Au terme de ce bilan des thèmes de recherche dominants, on pourrait dire que quelqu'un qui se serait limité à observer l'activité capitaliste au Brésil par le biais de la littérature économique disponible, arriverait à deux conclusions principales. La première est que les phénomènes fondamentaux de l'activité productive se résument aux ententes et aux conflits entre les différentes fractions du capital; les configurations des entreprises, l'évolution générale du M.P.C. sont expliquées par la concurrence entre les capitaux, ou dans le cas de l'Etat, par les "articulations politiques au niveau institutionnel". La deuxième conclusion est que l'activité productive sociale est limitée de manière presque exclusive aux grandes entreprises.

A l'origine de ces positions qui se dégagent tout au long des différents travaux, se trouvent des principes idéologiques. La science économique cherche à représenter scientifiquement les éléments qui caractérisent la sphère productive et les catégories qui expriment et qui assurent la compréhension des phénomènes. Dans l'économie politique dominante, l'entreprise capitaliste n'est pas l'objet d'une réflexion conceptuelle car elle est légitimée idéologiquement d'avance. Si les formes phénoménales sont l'objectif principal de l'analyse, il semble aller de soi que les grandes entreprises doivent retenir toute l'attention selon les approches commentées ci-dessus.

Or, premièrement, les différents courants de la pensée économique dominante et les innombrables études empiriques sur la "Structure Productive" s'efforcent de masquer la réalité immédiate de l'exploitation des producteurs dans la société, qui est avant tout une société divisée en classes. Ce qui définit l'activité économique, ce qui détermine les formes de production, est la possibilité d'appropriation privée des moyens de production et des fruits du travail d'autrui. Les lois, la dynamique et les contradictions du capitalisme s'articulent autour de la contradiction principale entre capital et travail. (1)

Alors que la bourgeoisie mène sans cesse une lutte impitoyable contre les travailleurs, les plus illustres économistes ignorent ou nient l'existence de la lutte de classes. Placées du point de vue de la classe dominante, les thèmes commentés précédemment font écran aux questions essentielles. Tant que l'on s'intéresse à décrire le bouleversement des caractéristiques techniques de la production et l'évolution des configurations de quelques entreprises, à détailler les oscillations de la propriété privée et étatique, de la propriété privée nationale et de la propriété privée étrangère, etc, il est possible d'éviter la référence à l'existence de classes possédantes et exploiteuses et de classes dominées et démunies de

(1) Cf. Pierre Duhaucourt - "Economie politique et société aujourd'hui" in LA PENSÉE, octobre 1978, n.201, p. 13

moyens de production. Tant que l'on accorde une importance exclusive à la nature et au volume des marchandises, les conditions dans lesquelles elles ont été produites peuvent être passé sous silence.

Deuxièmement, le fait de réduire le champ d'analyse aux grandes entreprises permet de masquer la réalité plus complexe de la sphère productive. Celle-ci comprend un nombre non négligeable de formes de production qui ne rentrent pas dans le cadre analytique établi en fonction des fractions hégémoniques du capital. Par la référence exclusive aux grandes entreprises, l'économie politique dominante peut présenter le capitalisme comme un système plus ou moins stable, comme une totalité finie (une structure) dotée de cohérence et de cohésion. A partir d'une échelle plus importante de production, l'organisation de la production, les modalités d'accumulation et de concurrence se différencient de moins en moins, et dans certains cas, tendent à devenir des normes. Quoique cela ne concerne qu'un certain nombre d'entreprises, il permet d'affirmer que le capitalisme inorganisé et concurrentiel du XIX^e siècle, a cédé la place à une économie organisée, planifiée et à une société sans antagonismes de classes en raison notamment du rôle régulateur de l'Etat. Mais pour que le capitalisme puisse être présenté de cette manière, il faut dissimuler la nature et le rôle des rapports de production et il faut écarter du champ d'observation les innombrables formes de production qui existent dans la sphère productive sociale.

SECTION II - ETUDES SPECIFIQUES SUR LES
ACTIVITES A PETITE ECHELLE

Nous analyserons dans cette section, les principaux travaux théoriques et les recherches empiriques sur les activités productives autres que les grandes entreprises. Comme dans la section précédente, notre préoccupation n'a pas été de dégager empiriquement l'objet qui concerne notre thèse (quoique cela ait fait partie des premiers travaux de recherche), mais bien de cerner comment cet objet apparaît dans les principales études disponibles. Nous essaierons d'entrevoir quelles sont les principales orientations de la recherche empirique, les contributions théoriques plus intéressantes, les questions qui sont considérées préoccupantes et leurs limites, et le cas échéant, quels sont les buts de chaque étude.

Les études spécialisées sur les activités organisées à petite échelle renvoient à la problématique de l'hétérogénéité des formes de production du M.P.C. Il y a ainsi reconnaissance de l'existence et du caractère permanent des modalités de production, qui ne se ramènent pas aux particularités formelles de la grande entreprise. Dans certaines approches, qui intègrent des éléments ignorés ou mésestimés pendant longtemps, est admise la coexistence de deux secteurs de nature, sinon radicalement différente, au moins assez distincts. D'une manière générale, le premier secteur est représenté par les grandes entreprises, modernes, hautement productives et résul-

tat final de l'évolution nécessaire de la société. L'autre secteur est défini comme étant constitué par des activités inorganisées, avec une rationalité imprécise et une productivité négligeable. Le fait de postuler au départ l'existence d'un "secteur" séparé, démontre l'attribution a priori d'une homogénéité au niveau des pratiques et processus de chaque ensemble. Chaque "secteur" peut être appréhendé par ses propres lois, même s'il se trouve articulé à l'autre.

Comme nous le verrons plus loin, cette coupure n'est pas pertinente. Quoiqu'il en soit ces études constituent des efforts sérieux pour saisir la pluralité des manifestations de la vie économique. Des nouveaux concepts tels que "mode" ou "forme" de production permettent d'introduire des notions plus adéquates à l'analyse des formes de production. Même si le cadrage théorique est mal fondé ou encore restreint, il permet de mettre en relief des phénomènes qui étaient absents dans les approches commentées précédemment.

Par leur nombre et par leur actualité, ces analyses servent à prouver l'importance quantitative et sociale des activités organisées à petite échelle, et du coup elles s'inscrivent en faux contre le réductionnisme opéré dans d'autres études dont les thèses de J.K.GALBRAITH sont l'exemple plus clair. Mais il nous faudra voir comment les objectifs limités poursuivis par certains auteurs empêchent la connaissance du mouvement d'ensemble des activités productives existantes dans la formation sociale.

1. ACTIVITES "ARTISANALES"

Dans un certain nombre de travaux, dès qu'il s'agit de faire référence à des formes d'organisation de la production qui ne soient pas identiques à celles de la grande entreprise, l'activité artisanale est invariablement évoquée. Pourtant, ce renvoi à une forme de production assez particulière ne donne pas lieu à une définition exacte des activités productives de petite taille.

1.1. Nature des activités artisanales

Il faut faire d'abord une distinction radicale entre les activités artisanales telles qu'elles existent en Europe, tout particulièrement en France, et les activités caractérisées comme "artisanales" au Brésil. En France, avec derrière lui plusieurs siècles d'accumulation de pratiques et de traditions, l'Artisanat garde encore une importance économique en termes de volume de production et d'emploi qui est loin d'être négligeable.

La nature économique de l'Artisanat peut être déterminée selon différents éléments ou en fonction de statuts d'ordre juridique ou fiscal. Mais, il subsiste toujours un noyau constitutif comportant des catégories irréductibles. L'assimilation de l'Artisanat au Secteur des Métiers nous indique la nature de ces catégories. Le

Secteur des Métiers correspond à une catégorisation institutionnelle définissant les contours physiques d'un ensemble d'activités spécifiques. Ces activités se caractérisent par

- . l'unité réelle du producteur et de son produit (maîtrise du producteur sur son ouvrage)
- . propriété des moyens de production, donc indépendance du producteur
- . production spécialisée à petite échelle, (stabilité et spécialisation dans un métier, préservation des traditions).

Pour l'essentiel, on souligne la qualification et la compétence professionnelle de l'artisan, (procès de travail fondé sur le métier). Cela entraîne deux conséquences qui marqueront la différence avec les organisations proprement capitalistes: a) maîtrise du procès de travail par chaque travailleur, b) procès de travail non-hiérarchisé. En résumé, c'est le travail et non pas la mise en oeuvre d'un capital qui fonde le procès de production.

1.2. Définition des activités "artisanales" au Brésil

Les conditions antérieures déterminent de manière décisive la nature économique de l'Artisanat comme

forme de production particulière. Son procès de travail, ses conditions de reproduction, etc. (analysés d'une manière magistrale par Christine JAEGER (1)) ne correspondent pourtant pas aux conditions de fonctionnement des activités dites "artisanales" existantes au Brésil. Comment peut-on parler de maîtrise et savoir-faire "d'artisans" qui n'exercent un métier que pendant ou deux ans ? Ou encore, parler de leur relative indépendance s'ils ne sont pas propriétaires de leurs moyens de production ? (2)

Néanmoins, quoique ces caractéristiques fondamentales qui définissent l'Artisanat en France ne se reproduisent pas au Brésil dans des proportions significatives, il y existe des activités caractérisées comme "artisanales". Voyons quels sont les travaux qui font référence à l'existence de l'Artisanat au Brésil.

Dans la littérature économique il y a rarement références précises aux activités artisanales, sauf lorsqu'on énumère rapidement les activités dites "traditionnelles", en les assimilant alors aux activités agricoles et au Tertiaire. Pour éviter un travail de définition plus rigoureux, certains auteurs "oublient" ces activités ou ne les considèrent que comme activités folkloriques, c'est-à-dire pittoresques mais sans importance.

(1) Christine JAEGER - Artisanat et Capitalisme, Reims, thèse pour le doctorat d'Etat, Université de Reims, février 1978, 3 vol.

(2) SETABRES - Artesanato - integração e desenvolvimento, Salvador, Secretaria do Trabalho - 1972
Sylvio RABELLO Os artesões ... - op. cit.

Par contre, au niveau de l'administration étatique et au niveau de certaines recherches sociologiques et anthropologiques, l'Artisanat fait l'objet d'études plus approfondies. L'intérêt porté aux activités à petite échelle reste pourtant conditionné par le désir de promouvoir une partie de la production d'objets régionaux recherchés par les touristes. Dans ce sens, les auteurs des études faites au Brésil pour définir l'activité dite "artisanale" partent du principe qu'il faut déterminer ce qu'est une oeuvre artisanale, pour ensuite parler de la détermination de sa "valeur". Le produit, le résultat de procès de travail complexes, détermine le type d'analyse. (1)

L'appréhension de la pratique économique dénommée "artisanale" par la valeur d'usage du produit et non pas par un procès de production spécifique, présente plusieurs problèmes. Nous en soulignons quelques-uns.

La nécessité d'étudier une activité productive comme un processus complexe, où il faudrait prendre en compte des catégories telles que procès de travail, temps de travail, parcellisation des tâches, etc., est le plus souvent ignorée. L'oeuvre artisanale répondant plutôt à des appréciations culturelles, n'est pas écartée du procès social de production, mais, en même temps elle n'assume pas le statut de marchandise. Les producteurs sont considérés comme des artistes (en dépit du refus caté-

(1) voir p.ex. SETABRES - Artesanato... - op. cit.

gorique de la part des intéressés (1). Le statut d'artiste pré suppose les conditions suivantes: libre choix de la profession, reconnaissance sociale et possibilité de déterminer le prix de son produit de manière aléatoire. Selon cette optique, l'artisan fixerait librement les conditions de sa reproduction, reproduction qui n'implique pas une accumulation de capital. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de se soucier des conditions réelles de travail et de vie de l'artisan. Mais alors, il n'apparaît jamais que l'artisan est plutôt un producteur forcé. Le fait qu'il ne contrôle pas les conditions de reproduction, ni de ses moyens de subsistance, ni de ses moyens de travail, reste toujours masqué.

La définition d'une pratique économique selon des critères exclusivement culturels est un moyen d'éviter la référence à des conditions de travail effroyables et à l'existence de producteurs soumis à des rapports d'exploitation. C'est aussi un moyen de justifier la promotion de certaines activités complémentaires, plutôt que le résultat d'un travail d'analyse portant sur l'ensemble des activités productives autres que les grandes entreprises.

(1) voir SETABRES - Artesanato... - op. cit.

2. LA MARGINALITE

La théorie de la Marginalité, aujourd'hui complètement abandonnée par ses auteurs, avançait certains éléments d'explication en ce qui concerne l'existence de pratiques productives autres que celles exercées au sein des grandes entreprises. L'analyse de cette théorie nous permettra de saisir les principales contributions pour l'étude des formes de production et les raisons de son abandon au profit d'autres cadres théoriques.

Dans un premier temps nous repérerons les principales contributions qui forment le corpus théorique. Il s'agit de considérer, brièvement, l'histoire de la théorie et de la situer dans le cadre du débat théorique et politique qui se déroulait, non exclusivement au Brésil mais dans toute l'Amérique Latine à l'époque où les principaux points ont été développés. L'évolution du cadre politique est supposée être responsable des limites et de l'étiollement de cette théorie, mais il faudra voir aussi quelles sont les raisons liées au système d'hypothèses et à sa démarche méthodologique qui se trouvent à l'origine de son actuelle mise en demeure.

2.1. Principaux travaux

Le point de départ de toutes les approches qui parlent en termes de Marginalité, est la constatation de l'existence d'un "univers économique et social" qui ne s'intègre pas directement aux normes spécifiques du mode

de production capitaliste. Cet univers, dit "marginal" peut être identifié a) aux populations pauvres, sous-employées ou en chômage, concentrées dans les bidonvilles des grands centres urbains; b) aux activités productives "traditionnelles", "archaïques", "du circuit inférieur" etc.

Initialement (vers 1950), cet univers "marginal" est apparu comme un simple problème d'urbanisation, à résoudre par l'intervention d'architectes et d'urbanistes. Avec la persistance des problèmes, ces derniers ont été remplacés par les assistants sociaux, plus tard par les anthropologues et finalement par les sociologues afin de proposer une explication et une solution (élimination, intégration ou neutralisation) à la Marginalité.

Deux genres d'explication sont initialement proposés. Le premier, qui trouve ses sources en partie dans la littérature psychosociale et culturaliste d'origine nord-américaine, pose la question en termes de "manque d'intégration sociale dans la structure moderne capitaliste." (1) La citation suivante est un exemple des présupposés impliqués dans cette conception:

(1) voir notamment: Desal-Centro para el Desarrollo Económico y Social de América Latina- Marginalidad en América Latina- Barcelone, Herder, 1969
La marginalidad urbana, origen, proceso y modo
Santiago, 1968, 2 vol. photocopié

" Dans un sens plus large, la culture de la pauvreté [ou Marginalité] fait référence à un mode de vie partagé par les pauvres (...) et se caractérise par le fatalisme, le manque de participation et d'intégration aux principales institutions de la société. Dans le sens plus étroit adopté dans notre travail, la pauvreté est considérée sous son aspect économique et fait référence aux restrictions des individus et des familles à la possibilité de choisir et de consommer biens et services." (1)

L'idée est de présenter les "marginiaux" comme responsables de leur propre infortune et d'essayer de les identifier pour les intégrer à la société capitaliste pour augmenter le nombre de consommateurs. Ces travaux n'ont apporté aucune contribution scientifique approfondie et les plus importants d'entre eux, ceux du DESAL, ont été dénoncés comme largement tributaires des projets politiques de conditionnement et de neutralisation des groupes en question, pour sauvegarder les intérêts capitalistes.

C'est dans le deuxième groupe d'explications que l'on trouve les démarches plus intéressantes. Le problème de la Marginalité est envisagé comme étant originaire du manque d'intégration de la société capitaliste elle-même. Pour José NUN et Anibal QUIJANO, les deux insistent sur la situation de dépendance omniprésente

(1) Hamilton TOLOSA - "Dimensao e causas da pobreza urbana" in ESTUDOS ECONOMICOS, Sao Paulo, vol.7(1) 1977, p. 132

(concept que nous décrirons plus loin), il y a une coupure croissante entre les "formations marginales" et l'armée industrielle de réserve, celle-ci étant la masse de population d'où les entreprises capitalistes puisent ou refoulent la force de travail au fur et à mesure de leurs besoins. Les rapports de force entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, déterminent les conditions de vente-achat de la force de travail, et par là, le développement des forces productives. Selon ces auteurs, dans le cadre actuel de la division internationale du travail, il y a l'implantation de techniques qui ne dépendent pas de l'utilisation ou de la non-utilisation de la force de travail existantes dans les circonscriptions nationales. Dans un pays dépendant, il aurait donc une population dépassant les effectifs normaux de l'armée industrielle de réserve. (1)

Autrement dit, une "masse marginale" qui ne serait plus fonctionnelle pour les capitalistes locaux. Cette masse constituerait un réseau social et économique séparé

(1) Cf. Jose NUN - "Marginalidad y otras cuestiones" in REVISTA LATINOAMERICA DE CIENCIAS SOCIALES Santiago, n.4. -décembre 1972

Anibal QUIJANO - "Notas sobre el concepto de marginalidad social " Santiago, 1966, polycopié
idem "La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique Latine" - in ESPACES ET SOCIETE, Paris, n. 3 - juillet, 1971

voir aussi - REVISTA LATINOAMERICANA DE SOCIOLOGIA Buenos Aires, n.3. juillet, 1969 - n.spécial sur "La marginalidad en A. Latina"

F. H. CARDOSO - "Sobrepoblacion relativa y marginalidad" in REVISTA LATINOAMERICANA DE CIENCIAS SOCIALES, Santiago, n.2. juin-décembre 1971

ou parallèle aux organisations capitalistes. Pour échapper au réductionnisme dualiste, les relations économiques entre les marginaux et l'ensemble de la société sont envisagées comme étant de forme linéaire; le "pôle marginal" (QUIJANO) sous-entendu comme homogène, établit des relations avec la petite bourgeoisie liée au capital industriel encore compétitif, et celle-ci avec le capital industriel monopoliste et les classes sociales liées à ce dernier. (1) Cette conception de circuits stratifiés est proche de celle formulée par Milton SANTOS. (2)

La thèse de L. KOWARICK "Capitalisme et marginalité en Amérique Latine" est un exemple des travaux qui ont signalé la nécessité d'abandonner la théorie de la Marginalité. (3) Cet auteur rappelle que c'est toujours la "logique structurelle unique" du capitalisme qui en même temps crée et maintient des "formes d'insertion et d'articulation dans la division du travail". Cette dynamique loin de déboucher sur des activités autonomes, contribue à l'accumulation du capital. Les activités marginales sont responsables de la réduction du coût d'entretien de la

(1) Cf. Carlos A. TORRES - "La teoria de la marginalidad social" in CONTACTO, México, n. 14(3) avril juin 1977, pp. 21,22

(2) Milton SANTOS - L'espace partagé - les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés- (1970) Paris, Ed. M.Th.Genin, 1975, p. 36

(3) Lucio KOWARICK - Capitalismo e marginalidade na America Latina - (1972) Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1975

force de travail employé par le secteur typiquement capitaliste, et elles permettent un "transfert de valeur" vers le secteur monopoliste. L'analyse de ce mouvement "structurel unique" doit amener à dévoiler les conditions dans lesquelles se réalise un "procès d'exploitation et même de surexploitation". (1)

Si l'année 1972 date les principales contributions, elle marque aussi le commencement du déclin de la théorie. Deux raisons sont généralement évoquées pour expliquer le désintérêt postérieur, au moins de la part des auteurs les plus importants. Une des hypothèses initiales de cette théorie était qu'il fallait analyser la Marginalité dans le cadre de la théorie de la dépendance, quoique le statut théorique de celle-ci soit incomplet et imprécis.(2) D'après la théorie de la dépendance, l'accumulation de capital a une dynamique spécifique dans les pays dépendants, soumis aux mouvements d'expansion du capital des pays du centre. L'industrialisation dépendante (résultat du rapport de forces entre la classe capitaliste nationale et le capitalisme international) accentue les inégalités des économies sous-développées dans la mesure où elle introduit des éléments qui correspondent au niveau plus récent du développement technologique et qui sont nettement du type "labour-saving". Tout ceci devait diminuer de manière

(1) Lucio KOWARICK - Capitalismo... - op. cit. p. 83

(2) voir A.C. PEIXOTO - "La théorie de la dépendance - bilan critique" in REVUE FRANÇAISE DE SCIENCES POLITIQUES' Paris, vol.27(4-5) août-septembre 1977.

durable à la fois la capacité de croissance de la production (stagnation) et l'absorption de la main-d'oeuvre, créant ainsi une population excédente aux nécessités du capitalisme local.

Basés sur l'expansion industrielle récente, notamment celle du Brésil, les travaux de P. SINGER (1) et de F. de OLIVEIRA (2), ont ébranlé ces hypothèses et ont essayé de prouver que ces thèses extrapolaient, de manière permanente, ce qui ne serait qu'une situation conjoncturelle; et qu'en plus, elles semblaient se référer à un modèle national de développement capitaliste qui serait exempt de contradictions internes.

D'un autre côté, à cause du refus du sous-développement et des inégalités de tout genre, la théorie sociale en Amérique Latine tend à être une théorie du changement social, repérant les mécanismes et les acteurs qui le rendent possible. Derrière tout intérêt porté à la Marginalité, il y avait la tentative d'évaluation et de promotion de son potentiel politique. L'un des présupposés initiaux, à l'instar de certaines idées de F.FANON, était que la classe ouvrière avait perdu tout potentiel de changement et que les formations marginales l'avaient remplacées dans son rôle révolutionnaire. (3) Dans une

(1) Paul SINGER - Urbanização, dependência e marginalidade
Sao Paulo, Cebrap, 1972, polycopié

(2) Francisco de OLIVEIRA - Crítica a razão dualista, Sao Paulo, Cebrap, 1972

(3) Darcy RIBEIRO - El dilema de América Latina, Mexico, ED. Siglo XXI, 1971

position moins radicale et plus pragmatique, certains auteurs envisageaient la Marginalité comme champ de travail alternatif, étant donné les conditions politiques qui empêchaient le développement des actions ouvrières. Quoiqu'il en soit, après la reprise des luttes ouvrières faisant reculer le système répressif qui les avait provisoirement anéanties, les hypothèses de la théorie de la Marginalité semblent sans fondements. La presque totalité des auteurs l'abandonne au profit des thèmes liés à la classe ouvrière,

2.2. Impasses de la théorie de la Marginalité

Essayons d'évaluer les contradictions et les insuffisances de cette théorie. D'abord, les deux raisons normalement évoquées pour expliquer le rapide processus de "dépérissement" subi par cette théorie, nous semblent insuffisantes. Premièrement, parce que la non-vérification d'une hypothèse, celle de la "superpopulation relative" ne devait pas saper les assises d'un cadre conceptuel encore en formation, donc, encore assez souple pour pouvoir considérer certaines positions. Cela est d'autant plus vrai si l'on tient compte que les études de Paul SINGER ne sont pas suffisamment probantes. La reprise de la croissance et les indices d'absorption de la force de travail par les entreprises capitalistes n'ont pas été suffisants pour résoudre le problème du chômage. Deuxièmement, si l'on considère en priorité la classe ouvrière comme principal agent de transformation, ce qui constituait la Marginalité continue à être un phénomène considérable et qui demande une

explication.

Des travaux comme celui de L.KOWARICK infirment les approches dualistes et signalent la voie à suivre pour comprendre la signification de la Marginalité. Or, le plus souvent, les thèses comme celle de cet auteur ne sont que des projets, en indiquant les questions à aborder, sans jamais arriver à leur donner un traitement théorique rigoureux, et par conséquent, à spécifier la façon de leur appréhension empirique. Les concepts inventoriés sont creux; par exemple, à propos du "procès d'exploitation", la localisation et les mécanismes de cette exploitation ne sont jamais précisés. Est-ce entre les "activités marginales" elles-mêmes ou est-ce dans les rapports de production noués à l'intérieur de ces activités? Le "transfert de valeur" impliqué, présuppose l'existence de formes de production de même nature, ce qui n'a pas été indiqué. La même imprécision se répète par rapport à l'affirmation que la Marginalité réduit les coûts de reconstitution de la force-de travail employée dans le secteur capitaliste. De quelle façon pourrait-elle le faire? Par des "procès de production marginaux"? Mais ces "procès" n'ont pas été définis, ni dans leur nature particulière, ni même dans leur forme extérieure.

La théorie de la Marginalité a été incapable de fournir un traitement conceptuel adéquat à ce qu' a été appelé "marginalité". Au moment d'approfondir certaines questions ou de vérifier empiriquement les hypothèses de travail, la théorie n'arrive pas à rencontrer

la moindre concordance entre le cadre théorique et la réalité, et finalement s'enlise dans des contradictions de plus en plus flagrantes.

Cela nous conduit à revenir au cadre conceptuel et méthodologique de cette théorie, et à le mettre en question. Signalons d'abord une contradiction au niveau même du vocabulaire. La plupart des travaux commencent avec la critique de l'ambiguïté et de l'inadéquation du mot "marginalité", quoique en le gardant jusqu'à la fin. Le fait de ne pas pouvoir s'en départir exprime l'incohérence de cette approche. Ces auteurs ne veulent pas donner à ce qu'ils appellent Marginalité une signification analytique autonome, mais ils conservent le terme qui exprime les conditions ou la spécificité de quelque chose située en marge, à l'extérieur du M.P.C.

Les théories sur la Marginalité sont avant tout marquées par les schémas du travail sociologique. On retrouve même au niveau du vocabulaire (dysfonction, anomie, fonctionnalisme, etc.) les termes forgés pour l'observation du fait social. Quoique voulant assurer la compréhension de ce qui a été titré "Marginalité", par la recherche de ses fondements économiques les auteurs cherchent avant tout à identifier et à évaluer le "champ social" des populations marginales ou "non-intégrées". Le fait que le chômage comme dimension sociale autonome retienne davantage leur attention, est symptomatique de cette position. Alain TOURAINE dans une évaluation optimiste des possibilités théoriques des approches sur la Marginalité, annonce ces

préoccupations:

" La théorie de la marginalité fait de grands progrès en partant de la dépendance économique, donc du fonctionnement d'un système économique. Mais elle déçoit le sociologue dont l'objectif propre n'est pas d'analyser le fonctionnement du capitalisme mais d'explorer les conduites collectives, en l'occurrence celles des marginaux..." (1)

Le statut sociologique de la Marginalité - ayant sous-jacente la priorité donnée à la désignation des dispositions sociales - peut conduire à l'explication de certaines "actions sociales", mais dans un cadre et avec une portée restreinte. Si des constatations telles que "la ville et le quartier sont une collectivité plus réelle que l'entreprise" (2) sont correctes, le moins que l'on puisse dire est que leur pouvoir d'explication du mouvement plus complexe de reproduction des populations en question est assez limité. D'un autre côté, malgré des intentions contraires, ces théories n'ont pas réussi à se détacher complètement des catégories empiriques initiales. Autrement dit, elles n'arrivent pas à se démarquer des éléments visibles tels qu'ils ont été décrits par les enquêtes urbano-écologiques. Rolando FRANCO fait référence à ce handicap qu'il appelle la "démarche fallacieuse des

(1) Alain TOURAINE - Les sociétés dépendantes, Paris, Ed. Duculot, 1976

(2) idem *ibidem*, p. 151

antiécologiques". (1) La plupart des auteurs soutiennent que les groupes marginaux ne sont pas définis par la localisation spatiale et les conditions matérielles de leurs foyers. Mais dès qu'il s'agit de réaliser une étude empirique pour vérifier les hypothèses de travail, ils reviennent sur les conditions concrètes des "mal logés" (2) des bidonvilles, des favelas, enfin, sur les éléments visiblement repérables dans un cadre spatialement et socialement délimité. (3)

Les mécanismes et les rapports fondamentaux qui pourraient expliquer ce qui est appelé "Marginalité" restent cachés; une simple mutation formelle, comme par exemple, la réduction quantitative des populations marginales, le déplacement ou le changement matériel des arrangements sociaux urbains, semblent enlever les assises empiriques et la validité du cadre théorique. Ce sont ces points qui ont été mis en relief par le dernier travail important paru sur la "Marginalité". (4)

D'une manière générale, les concepts employés par les théoriciens de la Marginalité sont imprécis. Les suggestions de L. KOWARICK d'analyser la "Marginalité" par les formes de production articulées dans un mouvement unique

(1) Cf. Rolando FRANCO - op. cit. p. 528

(2) voir p. ex. Alain TOURAINE - Les sociétés..., op. cité, p. 115

(3) voir p. ex. Maria Celia PAOLI - "Trabalho e marginalidade" in REVISTA DE ADMINISTRACAO DE EMPRESAS, vol. 13(3) juillet-septembre 1973. pp. 113/134

(4) Janice PERLMAN - O mito da marginalidade, Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1977

commandé par les principes de reproduction du M.P.C. ne peuvent pas être suivies sans abandonner le cadre théorique bâti et compromis par la prise en compte des catégories sociales, des arrangements ou des dynamiques de la population marginale et de leur localisation spatiale.

Les populations économiquement ou socialement défavorisées sont confondues dans la plupart des travaux, aux activités productives organisées différemment des grandes entreprises. La référence à ces formes de production, ou dans la terminologie sociologique, aux "activités marginales" est faite sans que la nature des rapports de production qui président à la constitution, au fonctionnement et à la reproduction des activités productives soient spécifiées. Comme nous le verrons, les populations "marginales" à proprement parler, les populations défavorisées, ne s'expliquent pas par elles-mêmes. C'est à partir des formes de production capitalistes, c'est-à-dire à partir des conditions objectives de la production matérielle sous l'emprise du capital, que l'on peut expliquer comment une partie de la population est maintenue à l'écart ou au-dessous du niveau de vie normal.

De toute manière, cette théorie a eu le mérite d'attirer l'attention sur le manque d'homogénéité de la sphère sociale, et indirectement, de la sphère productive. Les notions qui vont à l'encontre de la vision idéalisée et sélective des activités capitalistes exigent néanmoins, une conceptualisation se référant à d'autres catégories que celles limitativement spatiales et/ou strictement sociales.

3. SECTEUR INFORMEL

Le champ de recherches ouvert par les travaux sur le Secteur Informel est très vaste. Sans aucun doute, par leur volume matériel et par la diversité des éléments mis en relief, ces études représentent jusqu'à présent, le sommet des travaux d'identification et d'analyse des formes de production en dehors de la grande entreprise. Néanmoins, leur élaboration récente et l'étendue des phénomènes recouverts (activités productives, services, chômage, etc.) n'ont pas encore permis l'unification et la consolidation à la fois des pratiques méthodologiques et du cadre théorique. Chaque nouvel apport contribue au dépassement ou à l'enrichissement des constats antérieurs, et il rend par conséquent problématique la réalisation d'un bilan d'ensemble. Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne les études spécifiques sur les organisations complexes de production, il est possible de dégager certains points qui demeurent constants dans les différents travaux. Ces points, qui ne mettent pas nécessairement en cause l'ensemble des travaux sur le Secteur Informel, jalonnent de manière peut-être encore trop étroite, la voie qui pourrait amener à la compréhension de l'évolution des formes de production autres que les grandes entreprises.

Dans ce paragraphe - après l'identification des auteurs et/ou promoteurs des travaux sur le Secteur Informel, tout en faisant remarquer les principales positions et implications praxéologiques et normatives - nous

essayerons de mettre en relief les repères qui peuvent conditionner ou limiter la vision d'autres phénomènes ou catégories aussi importants, mais que l'analyse en termes de Secteur Informel n'arrive pas à saisir.

3.1. Origine des travaux sur le Secteur Informel

Depuis très peu de temps, on a vu apparaître des travaux, des projets, des enquêtes, etc. consacrés au Secteur Informel. Impressionnants par leur diversité et par leur nombre, si ce n'est pas toujours par leur qualité, ils nous amènent à identifier leurs auteurs ou promoteurs pour nous interroger ensuite sur les raisons d'une telle prolifération. Contrairement aux théories sur la Marginalité, oeuvre de sociologues indépendants ou liés à diverses institutions universitaires, les travaux sur le Secteur Informel ont comme origine commune, dans la presque totalité des cas, la Banque Mondiale et le Bureau International du Travail. Les ouvrages critiques étaient avant 1977 assez rares. Nous pouvons néanmoins signaler un ouvrage méthodologique, portant sur une analyse conceptuelle qui s'éloigne beaucoup des autres travaux plus descriptifs et plus informatifs. (1)

Alerté par l'aggravation des conséquences du processus d'industrialisation et de ses retombées en

(1) Philippe HUGON et al. - La petite production marchande et l'emploi dans le secteur "informel"
Paris, Université de Paris I - IEDES,
1977

termes d'emploi et de répartition du revenu dans les pays sous-développés, le B.I.T. a lancé en 1969 le Programme Mondial pour l'Emploi (administré en Amérique Latine par le PREALC - Programme régional pour l'emploi en Amérique Latine et aux Caraïbes). (1) Pour les mêmes raisons, après 1973, la Banque Mondiale décide de changer l'orientation suivie jusqu'à cette date-là, pour essayer de résoudre le problème de la "pauvreté dans le monde". (2)

Ces deux organisations appliquent dès lors une importante partie de leurs moyens financiers et techniques pour, entre autres objectifs, connaître les activités alternatives censées apporter une solution convenable aux problèmes du développement capitaliste. Dans les seuls travaux du PREALC en Amérique Latine, nous dénombrons, jusqu'à juin 1978, 148 "documents de travail", 22 "travaux à l'appui", 12 monographies et huit grandes enquêtes dans différents pays. Les "working papers" de la Banque Mondiale sont innombrables. Ces travaux faits par des équipes spécialisées et assistées par des consultants de haut niveau auprès des organismes internationaux, sont largement approfondis et affinés dans des colloques et séminaires. Souvent produit du travail collectif de ministères nationaux et d'organismes internationaux, les résultats de ces travaux ont toutes les chances d'être transformés en politiques

(1) voir B.I.T. PREALC - El problema del ... - op.cit.

(2) voir p.ex. Mahbud UL HAQ - "La Banque Mondiale et la pauvreté dans le Monde" in FINANCES & DEVELOPPEMENT, New York, vol. 15 (2), juin 1978, pp. 11/14

concrètes d'intervention et de changement de l'économie, autant dire leur importance.

Malgré le patronage commun et le souci de vouloir uniformiser les statistiques et normaliser la terminologie, les démarches s'avèrent encore fort disparates, donnant lieu à une multiplicité d'analyses. Même la dénomination "Secteur Informel", sanctionnée officiellement depuis 1972 par le B.I.T. n'est pas employée unanimement. L'usage, soit du terme "secteur non-protégé", soit "secteur attardé" ou encore "secteur non-structuré", ne correspond pas à une simple discordance sémantique, mais c'est plutôt le reflet des différents systèmes théoriques d'interprétation, construits à partir de découpages hétérogènes.

3.2. Caractérisation du Secteur Informel

Le Secteur Informel est défini habituellement comme englobant les activités productives, voire les services, considérés comme non-capitalistes, organisés sur une petite échelle de production, spécialement dans le milieu urbain des pays du Tiers Monde. Ou dans une présentation encore plus générale, comme étant l'ensemble des phénomènes qui ne sont pas immédiatement reconnaissables et classables par l'appareil statistique et conceptuel traditionnel.

Les positions théoriques et les références empiriques de départ semblent être les mêmes que celles

de la théorie de la Marginalité, quoique théoriquement ne donnant pas grande importance à la localisation spatiale de la population considérée ou aux catégories sociales de celle-ci. En principe, les travaux portent sur l'identification, la quantification et la description des activités productives. Ces positions représentent un progrès par rapport au dualisme primaire en termes de moderne-traditionnel, car au lieu de s'intéresser au domaine de l'activité, les auteurs s'intéressent à la manière d'organisation des activités elles-mêmes. Pourtant, la branche ou le secteur d'activité déterminent en dernière instance l'appartenance ou non au Secteur Informel, de même que les activités productives sont analysées conjointement avec des activités diverses, et cela avec de graves inconvénients.

L'identification du Secteur Informel est envisagée selon trois grandes optiques souvent enchevêtrées: l'organisation, la taille et la productivité. Elles se déploient à leur tour, en d'innombrables critères économiques et techniques, dont un regroupement constitue une typologie particulière. Dans des proportions ou avec une importance inégales, sont évoqués inmanquablement:

- . l'échelle extrêmement restreinte des opérations, le travail individuel ou le nombre limité de travailleurs
- . les moyens de production rudimentaires ou archaïques, l'absence d'électricité, l'utilisation minimale de force motrice

- . la précarité des installations ou l'absence d'emplacement fixe
- . la rémunération inférieure à un certain taux minimum
- . le caractère rudimentaire des registres comptables et des contrôles administratifs
- . l'inaccessibilité aux faveurs et aux ressources étatiques et bancaires.

Ces critères sont décisifs et déterminent la suite des constructions analytiques. La notion de "Secteur", appauvrit pourtant l'analyse dans la mesure où le secteur, amalgame imprécis d'éléments et de catégories, retient plus l'attention que la notion de formes de production, c'est-à-dire fonctionnement des rapports de production dans un espace économiquement déterminé. A partir de la notion de secteur, supposé contenir et exprimer les différentes formes de production existantes, et à un certain niveau de généralisation, l'ensemble des travaux portant sur le Secteur Informel peut être classé en trois groupes, chacun envisageant les activités productives selon les positions divergentes.

Le premier groupe, plus radical et qui est proche des premières conceptions d'Anibal QUIJANO sur la Marginalité, voit le Secteur Informel comme tout à fait autonome et s'expliquant en dehors du "secteur moderne capitaliste". Comme le soutient H.T. OSHIMA

" Les propriétaires, ses familiers non

remunérés et les employés, travaillent les uns pour les autres et s'achètent mutuellement la production. " (1)

De plus, le Secteur Informel est reconnu comme économiquement efficient, possédant des avantages comparatifs par rapport aux mêmes activités développées dans le "secteur moderne", mais l'excédent produit n'est pas volontairement investi pour l'accumulation du capital mais immobilisé ou dépensé de façon improductive. La "logique" de fonctionnement est donc non-capitaliste. Ces aspects prennent une importance considérable dans l'orientation des organismes intéressés à la promotion du développement industriel. Par cette façon de concevoir le Secteur Informel, celui-ci disposerait d'un potentiel considérable d'accumulation qu'il faudrait stimuler et agencer, pour permettre la réduction du chômage et par voie de conséquence, l'augmentation du niveau des revenus. Dès lors, l'analyse des activités productives n'est qu'un effort d'identification des seules activités qui répondent aux conditions requises par les intérêts conjoncturels de ces organismes. Pour montrer la pertinence des critères retenus, d'autres activités, les conditions internes de fonctionnement, l'existence du sous-emploi, etc. sont ignorés.

Pour les deux autres groupes, le Secteur

(1) H.T. OSHIMA - "Labor Force Exploitation and the Labor Intensive Sector" in ECONOMIC DEVELOPMENT AND CULTURAL CHANGE, vol.19(2), janvier 1971, cité par B.I.T. - Secteur Informel... op. cit.

Informel ne trouve pas sa signification à son propre niveau, mais dans l'intégration et dans l'articulation avec le "secteur capitaliste". Selon les auteurs de ces analyses "systémiques" (l'expression est de Philippe HUGON et al.) ces relations peuvent donner lieu, soit à une complémentarité favorable aux deux secteurs, soit à la subordination et l'exploitation du premier par le second.

La presque totalité des démarches analytiques s'accorde pour présenter le Secteur Informel comme un phénomène spécifique voire exclusif des pays du Tiers Monde. Or, pour les auteurs qui l'envisagent comme résultat du développement capitaliste, cela engendre une contradiction: pour expliquer pourquoi la production capitaliste ne reproduit pas les mêmes conditions dans les pays industrialisés, ils seraient conduits à dire que, dans les pays du Tiers Monde, le capital répond à d'autres lois de valorisation, ce qui est évidemment, indémontrable. Pour échapper à ce paradoxe, ces auteurs font appel à la théorie de la dépendance "deus ex machina" qui permet un découpage providentiel: d'une part on signale l'existence du "secteur capitaliste", vite écarté du champ d'observation, d'autre part on considère séparément l'ensemble des activités non typiquement capitalistes. Sous une conception plus riche en termes de formes de production, il y a danger de retour aux positions dualistes traditionnelles, lesquelles présentent deux systèmes parallèles.

La synthèse des principales hypothèses de travail des études portant sur ce qui est défini comme

Secteur Informel, telle que nous l'avons faite est certainement insuffisante pour rendre compte de toutes les contributions analytiques. Par les remarques critiques qui suivent, nous essaierons de compléter cette présentation qui risquerait de trop s'étendre autrement.

3.3. Objectifs des études sur le Secteur Informel

La dichotomie "secteur capitaliste-secteur informel" quoique souvent niée, apparaît dans les brèves présentations du secteur capitaliste. Celui-ci est conçu invariablement comme un système accompli, parfait même (2) qui ne donne pas lieu à l'apparition de formes de production autres que celles identiques aux grandes entreprises. En outre, la vision du capitalisme comme système légitime et supérieur, renforcée par la conviction de son irréversibilité, l'exempte de la moindre remise en question. Si certains auteurs admettent "avec surprise" (1) la possibilité de croissance capitaliste sans augmentation du nombre relatif d'emplois et sans distribution équitable des revenus, il ne s'agit jamais à leurs yeux, de contradictions de l'expansion des grandes entreprises, mais plutôt du fait qu'elles ne sont pas encore suffisamment nombreuses(2)

(1) BIT - PRÉACC - Secteur Informel... - op. cit. p.5

(2) idem ibidem p. 15

Ce qui peut être la conséquence de la croissance capitaliste est détourné et présenté comme résultat du manque de développement. Si, finalement, certains auteurs accusent l'industrialisation, mais pas le capitalisme d'être responsable du chômage, et des inégalités dans la distribution des revenus, contrairement ils développent des programmes dont les objectifs fondamentaux sont de ne pas gêner l'intensification de l'industrialisation menée par les grandes industries. Ces programmes qui font suite aux études sur le Secteur Informel, cherchent à promouvoir la croissance ou le redéploiement des autres activités dans un sens assez particulier: il s'agit de développer à n'importe quel prix, des activités visant à occuper de façon précise les populations qui ne trouvent pas d'emploi ou de revenus suffisants dans les grandes entreprises, et qui risquent de devenir un foyer d'instabilité politique. La citation ci-dessous ne peut être plus explicite:

" Il est possible, en utilisant des méthodes appropriées, de développer le désir de réalisation personnelle, désir qui est lié à une plus grande capacité de l'individu dans le domaine économique. Y parvenir implique néanmoins une rupture d'avec les schémas culturels, et, probablement aussi, un relâchement des liens familiaux. Mais on ne saurait espérer obtenir des niveaux élevés d'emploi sans avoir à payer le prix sur le plan social. Si le but est d'éveiller chez un grand nombre de personnes l'aptitude à concevoir de nouvelles activités productives (la possibilité de créer

des emplois au moyen de projets ad hoc est généralement assez réduite) il faudra accepter avec cet esprit d'entreprise, le remplacement des valeurs traditionnelles par d'autres, qui reflètent la dynamique à la logique économique." (1)

Les activités du Secteur Informel ne doivent pourtant pas concurrencer les fractions dominantes du capital, ni dans le marché, ni dans l'absorption des ressources financières. Ainsi, il est recommandé à travers l'action étatique, de faire la sélection des activités qui employent beaucoup de main d'oeuvre, qui utilisent des technologies intermédiaires qui ne demandent pas des gros investissements, (2) ou encore, est prévu l'acheminement des revenus créés dans le Secteur Informel vers la consommation de la production des grandes entreprises. (3)

Mais les suggestions par rapport aux revenus sont contradictoires. D'abord, comme dans tous les travaux non affranchis de la rationalité capitaliste, le plus important, c'est la création d'un revenu sans aucune appréciation et des rapports de production, et des conditions de travail pour la production de ce revenu. Ensuite, le

(1) J. RAMOS et al. "La formation de la main-d'oeuvre dans les secteurs attardés de l'économie" in REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Genève, vol.116(2) sept.octobre 1977,p.239-(les auteurs étaient responsables du PREALC).

(2) voir p.ex. Victor TOKMAN - "Pobreza urbana y empleo en América Latina" in BIT-PREALC, Sector Informel... op. cit. pp. 291/308

(3) idem ibidem

Secteur Informel est vanté par sa capacité d'engendrer un volume considérable de revenus. Or, cet avantage, invoqué dans les conclusions des travaux, est largement désavoué par les enquêtes et les données signalées au sein des mêmes travaux. L'ignorance de cette contradiction et l'ensemble des positions normatives visant à promouvoir l'expansion de parties du Secteur Informel, a comme objectif la sauvegarde et la promotion de certaines fractions du grand capital.

3.4. Limites de l'observation empirique

Au contraire des théories sur la Marginalité - qui possédaient un cadre conceptuel, même si celui-ci ne concordait pas avec la réalité - les travaux sur le Secteur Informel s'approprient des phénomènes empiriques sans pour autant les structurer par des relations d'implications ou de déductibilité. Une preuve en est la possibilité d'envisager le même objet selon diverses manières, présentant le Secteur Informel soit comme articulé, soit comme autonome vis-à-vis la sphère capitaliste. Dans une certaine mesure on pourrait comparer le stade actuel des travaux, au résultat du travail d'un aide de fouille qui met à jour des tas de matériaux qui devront être sélectionnés et analysés par l'archéologue. Malgré cette pratique sans aucun raffinement, il peut avoir la prospection des éléments adéquats pour l'appropriation et à la compréhension des catégories déterminantes dans le M.P.C. Cependant, en l'absence d'un cadre théorique plus rigoureux, l'ensemble des matériaux peut être agencé de manière inadéquate,

en faussant complètement l'analyse.

Il est prématuré d'évaluer l'ensemble des résultats des études sur ce qui constitue le Secteur Informel. Le plus important à retenir de tous ces travaux, ce sont les critères d'identification ou la typologie construite pour analyser certaines activités productives. C'est avec les éléments extraits de ces critères qu'une théorie du Secteur Informel pourra être construite. Les études sur le Secteur Informel contribuent plus que n'importe quel autre approche à l'appropriation et à la compréhension des activités productives à petite échelle. Néanmoins, elles nous semblent encore trop subordonnées à l'observation empirique des phénomènes. L'identification de certaines activités dites du Secteur Informel, comme modalité spécifique de production est faite à partir de ce que l'on peut appeler les conditions minimales de production .

De façon unanime, le primitivisme, l'archaïsme, les aspects rudimentaires sont les traits caractéristiques des critères retenus pour sélectionner les activités de production. C'est après avoir eu leur configuration fixée par ces critères que les activités font partie du Secteur Informel et deviennent objet de considérations analytiques. Or, pourquoi cette exagération dans la réduction des critères aux conditions vraiment minimales ? Parce que ce sont les faits ou les éléments concrets qui, de cette façon - tout en se distinguant du "Secteur Formel" - restent saillants et peuvent être repérés par l'observation

empirique. L'observation des conditions "techniques" se substitue à l'analyse des rapports essentiels au sein de la production.

Axée sur l'immédiateté des aspects formels la construction théorique sera étroite et rigide, donc, elle court le risque d'être éphémère. Dans d'autres termes, il suffit qu'il y ait un changement quelconque au sein d'un atelier défini comme faisant partie du Secteur Informel (modernisation par l'usage d'électricité et des machines plus modernes, paiement de hauts salaires, spécialisation dans la production du ressort des grandes entreprises), pour que cet atelier soit considéré comme faisant partie du Secteur Formel, même si ses origines, sa nature et ses fonctions restent similaires à celles du Secteur Informel.

. ETUDES SPECIFIQUES: EMPIRISME ET
PRAGMATISME

L'objectif de cette section était de voir quelles étaient les démarches d'appropriation des activités existant hors des grandes entreprises, avec le souci de considérer les principaux points mis en relief et les questions qui préoccupent les responsables de chaque approche. Nous pouvons revenir rapidement sur certaines questions qui concernent l'ensemble des différents découpages sur les activités productives organisées à petite échelle.

La première remarque consiste à souligner que la caractérisation de certaines activités de production dépend de l'optique des principaux auteurs cités. Dans ce sens, on peut dire que le flux et le reflux d'apparition des contributions théoriques et empiriques - comportant la mise en relief d'aspects restreints (ou l'attribution des avantages et potentialités de chaque partie étudiée) - révèle que les travaux empiriques et les approches analytiques dépendent des politiques d'intervention, orientées par les intérêts dominants. Pour plus élargie que soient les démarches, les préoccupations d'encadrement pragmatique l'emportent largement. Aussi, pour des contraintes professionnelles - surtout celles qui touchent ceux qui s'occupent de l'Artisanat et du Secteur Informel - le champ de recherche fixé par les institutions responsables, est difficilement dépassé.

L'appropriation des activités productives exercées hors des grandes entreprises, selon les aspects formels, c'est-à-dire en les découpant en éléments définis en fonction de l'apparence immédiate des phénomènes entraîne des conséquences spécifiques: pour arriver à constituer un objet doté de cohérence et d'unité, les auteurs de chaque approche sont obligés de sélectionner un certain nombre d'entreprises et d'activités et par voie de conséquence, d'en exclure d'autres. Par cette raison, nous avons trouvé inutile d'exposer les résultats de l'appropriation empirique faite par les différentes approches. Chacune d'elles se rapportait à une partie restreinte de la réalité, et ce qui était laissé de côté était aussi important que ce qui y était incorporé. Il ne suffit pas non plus d'additionner les données empiriques des divers découpages, pour avoir la totalité des activités productives exercées hors des grandes entreprises. Dans la plupart des cas, les données empiriques se chevauchaient et il y avait des phénomènes significatifs qui n'étaient pas considérés.

Le reproche le plus important que nous faisons à ces démarches, c'est leur application aux seuls aspects formels des activités productives, en permettant une vision restreinte de leur réalité. Malgré l'élargissement accompli par rapport à l'approche dominée par la seule observation des grandes entreprises, ces différentes études spécifiques, en se penchant excessivement sur l'immédiateté empirique d'un phénomène donné (éventuellement transitoire), courent le risque de ne pas apercevoir certai-

nes conditions simples et générales de l'existence de ces phénomènes, conditions que au delà des apparences immédiates, et par rapport à la reproduction d'ensemble du M.P.C. donnent un caractère invariable à des phénomènes disparates.

Or, et il n'y a là aucun doute, les différentes approches peuvent rapporter avec une relative précision des phénomènes effectivement existants à un moment donné. Si nous avons insisté sur le caractère partial et partiel de certaines démarches, ce n'était pas pour montrer leur totale inadéquation à décrire une partie des activités productives, mais plutôt pour souligner que, restées à ce niveau de la pratique scientifique, il n'est pas possible de procéder à l'exploitation des catégories simples et générales qui peuvent rendre compte des caractéristiques essentielles des phénomènes considérés.

Nous pouvons conclure que dans les études spécifiques sur les activités organisées à petite échelle, aussi bien que dans les études plus générales faites dans le cadre de l'économie politique dominante, l'on ne rencontre pas une explication générale de la nature des activités de production autres que les entreprises typiquement capitalistes, ainsi que des causes et des conséquences de leur présence dans la sphère productive. A vrai dire, l'on y ignore la véritable ampleur des dites activités ainsi que des conditions objectives qui affectent des millions de travailleurs.

CHAPITRE III - HETEROGENEITE DES FORMES DE
PRODUCTION CAPITALISTES

L'activité productive au Brésil est exercée au sein d'un nombre limité d'Entreprises Capitalistes Type et au sein d'un nombre indéterminé, quoique très important, d'Unités de Production, celles-ci organisées en principe à petite échelle, (nous faisons toujours abstraction des producteurs individuels). Apparemment, il s'agit de formes de production de nature distincte et relevant d'un fonctionnement autonome. Comme nous l'avons vu, l'économie politique dominante d'une part, ignore ou considère comme négligeable les activités productives en dehors des grandes entreprises. D'autre part, dans les études spécifiques sur les activités productives de petite taille, celles-ci reçoivent un traitement théorique largement insuffisant, qui souvent s'avère faussé par l'intérêt de promouvoir une partie déterminée des activités considérées.

Considérant que dans les travaux disponibles au Brésil, on ne trouve point des réponses valables en ce qui concerne la nature et le fonctionnement des activités productives en dehors des E.C.T., nous pourrions évoquer certaines approches nouvelles dans les études européennes concernant le développement du capitalisme dans les pays Africains ou Sud-Américains. Dans certains travaux, l'économie de ces pays est envisagée comme donnant lieu à une articulation entre formes de production de nature distincte,

ou entre "modes de production" ou encore entre deux pôles, un capitaliste et l'autre de nature indéterminée. Indépendamment des termes employés, il est question d'une articulation entre l'économie capitaliste et des structures sociales et économiques, pré-capitalistes et/ou non-capitalistes. Ces structures sont censées être régies par des lois propres, même si elles se trouvent altérées par les principes capitalistes. Or, ces interprétations, qui sont parfois des versions améliorées du vieux schéma dualiste, ne nous semblent guère satisfaisantes. Elles sont souvent le résultat d'une construction théorique dont les hypothèses et les catégories ne sont pas fondées sur une observation empirique rigoureuse. Nous y faisons référence ici car dans certains de leurs développements, elles évoquent des questions auxquelles il nous faudra répondre. Ces questions concernent l'existence de logiques de production non-capitalistes, l'importance des rapports sociaux, communautaires ou de parenté, etc.

Il nous paraît donc nécessaire de mieux définir les Unités de Production hors des grandes entreprises et d'expliquer leur existence dans la sphère productive. Mais pour cela, il faut un autre cadre théorique et un autre type d'analyse. Notre hypothèse fondamentale est que l'existence d'Entreprises Capitalistes Type et d'Unités de Production non typiquement capitalistes n'est que le résultat d'un seul et unique mouvement qui crée et transforme les formes de production selon la même logique, ou la même rationalité. Ce mouvement est celui du Capital,

compris comme rapport de production déterminant l'organisation de la production matérielle et les rapports sociaux.

Le principe fondamental d'implantation et de fonctionnement d'activités de production complexes, est la mise en valeur du capital; le résultat escompté est l'accumulation de capital grâce à l'exploitation des producteurs directs. Le résultat de ce mouvement serait alors l'hétérogénéité des formes de production capitalistes. D'une part il y a des Entreprises Capitalistes Type, qui correspondent pleinement aux formes achevées du capital, c'est-à-dire aux formes de production qui combinent de façon durable toutes les catégories et les caractéristiques de l'organisation capitaliste de la production. D'autre part, il y a des Unités de Production, formes hétérodoxes du capital, c'est-à-dire organisées de manière précaire, instable, atypique, qui fonctionnent parfois sans respecter strictement les normes sociales, ou plus précisément, sans respecter les normes imposés par le grand capital. Ce deuxième type de forme de production capitaliste n'a pas une structure et une unité comparables à celles des E.C.T., ce qui rend son appropriation empirique et sa théorisation assez difficiles. Néanmoins, ce n'est pas parce que ces formes de production ne peuvent pas être saisies à l'instar des formes accomplies du capital, qu'elles ne constituent pas un objet scientifique positif. Leur importance et leur fréquence exigent qu'un traitement théorique satisfaisant leur soi donné. Leur appropriation raisonnée nous apparaît comme possible dans la perspective d'une compréhension des déterminations qui, dans leur généralité, s'appliquent

indépendamment aux traits individuels ou formels, mais à condition de suivre un type déterminé d'analyse.

Nous émettons une autre hypothèse en ce qui concerne le problème plus complexe de la reproduction. Le fait que dans certaines activités la mise en valeur du capital ne puisse pas se réaliser, ne leur donne pas un caractère radicalement différent de celui des E.C.T. Ce qui compte, ce n'est pas le fait que le maître des conditions de production ne parvienne pas à reproduire son capital, mais le fait qu'il y est forcé ou qu'il oeuvre avec acharnement pour le faire.

Dans ce chapitre nous préciserons certaines notions concernant ces hypothèses. Nous commencerons par cerner quel est le cadre théorique qui peut permettre la compréhension du mode de production actuel. Ce cadre, établi par le matérialisme dialectique est trop vaste: par souci de synthèse nous ne faisons qu'un rappel des points essentiels qui se rapportent aux formes de production.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous verrons quels sont les conditions et les éléments qui permettent de vérifier l'ensemble des hypothèses avancées.

SECTION I - CAPITAL ET ENTREPRISES CAPITALISTES TYPE

1. . PRODUCTION SOCIALE

Dans la conception dominante de l'économie étant donné que les hommes sont censés être indépendants et égaux - la production n'a aucune signification particulière; les conditions matérielles de la production évoluent uniquement par le contact des hommes avec la nature. Les éléments simples de tout procès de travail (c'est-à-dire le procès qui rend compte de la transformation de la nature réalisée par l'homme pour convertir cette dernière en chose utile), tels les objets sur lesquels on travaille, les moyens utilisés pour ce faire et l'activité humaine déployée dans ce procès de production, sont considérés de façon équivalente. Chaque "facteur de production" contient une "valeur" naturelle, en dehors de toute relation sociale, qui est transmise au produit. Ces "facteurs" se combinent d'une manière purement technique, simple moyen pour l'individu au singulier et dépouillé de toute détermination historique, de parvenir à ses fins personnelles comme une nécessité extérieure.

Or, la production est surtout une production d'individus vivant en société, autrement dit, il s'agit d'un procès social de production et comme tel, présupposant la répartition des tâches, la division sociale du travail. Les

hommes,

"... ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine manière et font l'échange de leurs activités. Pour produire ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés: leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux." (1)

Le concept de production sociale peut être envisagé selon a) les rapports techniques, ou rapports des individus qui participent d'une manière ou d'une autre au procès de production matérielle avec la nature et b) selon les rapports sociaux, rapports des agents entre eux par le biais des moyens de production. Ces rapports forment une unité indissoluble sous le nom de rapports de production.

C'est dans les rapports sociaux noués en vue de la production que l'on trouve l'explication de toute la sphère productive et par là, de la structure sociale contemporaine. On pourrait envisager la coexistence de rapports de production foncièrement différents dans une formation sociale déterminée, mais justement parce qu'il s'agit d'individus vivant en société, il y a des lois réglant la répartition du travail social, des fonctions sociales. L'existen

(1) Karl MARX - "Travail salarié et Capital (1849) in OEUVRES, Ed. de la Pléiade, t.I, Paris, Gallimard, 1965
voir aussi - Introduction générale à la critique de l'économie politique, (1857) idem ibidem pp.235/237

ce de la loi de la valeur, unité et ordre de la production matérielle, celle-ci le véritable processus de la vie sociale, s'accorde avec un rapport de production fondamental (quoique jamais de façon définitive):

" Dans toutes les formes de société, c'est une production déterminée et les rapports engendrés par elle qui assignent à toutes les autres productions et aux rapports engendrés par celles-ci, leur rang et leur importance." (1)

L'identification du rapport fondamental actuel permet donc de connaître la manifestation de la nécessité de répartition du travail, sous sa forme historique la plus développée et la plus différenciée qui soit: l'organisation de la production sous le capital. Celui-ci n'est donc que la dénomination économique d'un rapport de production de certaines formations sociales, historiquement déterminées et transitoires.

Cet ordre d'abstraction très général permet de relever le caractère mystificateur de la conception des théories économiques dominantes qui tiennent le capital comme la somme de "choses" ayant de la valeur en soi, mais ne suffit plus pour reproduire théoriquement la complexité de cette période historique. Pour avoir plus de précisions, il nous faut incorporer des concepts moins abstraits qui

(1) Karl MARX - Introduction générale... - op.cit.Pléiade, t.1, p. 261

reflètent les conditions spécifiques d'objectivation du rapport de production fondamental ou tout simplement du capital. Mais auparavant nous faisons remarquer que l'usage du concept de mode de production se réfère au cadre conceptuel plus général de l'ensemble des rapports sociaux. Au rapport de production dominant, correspond non seulement une base économique spécifique (procès de production) mais aussi des superstructures juridiques, idéologiques et politiques. Par exemple, les formes juridiques de la propriété privée et du contrat de travail, la possibilité de constitution de nouvelles entreprises, la forme de gouvernement ou de types d'Etat, etc. Le mode de production se définit non seulement comme l'ensemble des pratiques productives, mais aussi comme l'ensemble de l'infrastructure et des superstructures organisées par des relations caractéristiques, produites - en dernière instance - par le rapport de production capitaliste.

2. PRODUCTION SOUS LE CAPITAL

Encore une autre fois, il ne s'agit pas de résumer en quelques lignes, des questions qui sont le résultat de développement théoriques extrêmement complexes, mais simplement de procéder à un montage des points fondamentaux qui peuvent permettre de comprendre et de situer les activités productives étudiées dans le cadre général de la reproduction d'ensemble.

Pour l'étude des conditions de fonctionnement de l'économie capitaliste, il faut partir de son phénomène élémentaire: la marchandise. Dans la mesure où elle reflète les caractères sociaux du travail, elle permet de donner, ici, un certain ordre à l'exposition concernant la spécificité du rapport de production capitaliste.

Les produits du travail sont des marchandises lorsque les travailleurs produisent pour la vente ou plus précisément pour l'échange. Derrière cette assertion, il ya les conditions générales suivantes: ces produits sont le résultat de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres. Par le fait du développement de la division sociale du travail, les travailleurs se spécialisent; chaque production singulière ne suffit pas à elle seule pour répondre aux besoins diversifiés imposés par la vie en société. Chaque travailleur doit échanger sa production spécialisée, contre le résultat d'autres travaux privés. Ainsi, chaque activité autonome, pour être une fraction du travail social, doit répondre à des besoins quelconques et avoir une utilité reconnue socialement. D'autre part, la production comme appropriation de la nature, implique la propriété des produits du travail:

" Les choses sont par elles-mêmes extérieures à l'homme et par conséquent aliénables. Pour que l'aliénation soit réciproque, il faut tout simplement que les hommes se rapportent les uns aux autres, par une reconnaissance tacite, comme propriétaires privés de ces choses aliénables, et par

cela même comme personnes indépendantes."(1)

Mais il n'y a d'appropriation qu'au sein d'un type de société bien déterminée, et par son intermédiaire. Ainsi la condition de développement de la production marchande est la propriété privée des produits du travail qui suppose à son tour la propriété privée des moyens de production. Ces caractères généraux se retrouvent dans toute production marchande. Dans la production capitaliste, ils se présentent sous une forme spécifique et fondamentale, résultat d'un long processus historique: les producteurs immédiats se trouvent démunis des moyens de production dont la mise en oeuvre leur permettrait de subsister. Pour survivre, ils sont obligés de vendre aux quelques propriétaires/possesseurs des moyens de production, la seule marchandise qu'ils possèdent: leur force de travail. Le caractère spécifique de cette époque réside dans le fait que le propriétaire de la force de travail ne la vend que temporairement (quoique régulièrement), comme s'il agissait librement et non par contrainte.

Il ne sont pas attachés à des moyens de production particuliers; leur force de travail est libre de s'appliquer à tel ou tel procès de travail aussi bien que de se mettre à la disposition de tel ou tel capitaliste. De même, l'acheteur, en payant l'usage de cette force de travail à sa valeur (c'est-à-dire par le salaire équivalent

(1) Karl MARX - Le capital (1867) livre 1, Pléiade, t.I,
p. 623

aux moyens de subsistance et de reproduction personnelle), ne s'engage dans aucun rapport autre que celui qui naît des différentes fonctions économiques des personnes "libres" et possédant les mêmes droits.

Dans ces conditions, le travailleur n'a pas la maîtrise du procès de travail et ne contrôle pas non plus le produit de son travail, accaparé par le capitaliste. Moyens de production et marchandises apparaissent donc dans leur l'ensemble dans leur véritable nature, comme forces coercitives dominant le travail. En outre, cette domination n'a de sens pour le capitaliste que si le salaire versé pour l'usage momentané de la force de travail est inférieur à la valeur qu'il obtiendra par son utilisation.

" Ce qui distingue particulièrement l'économie capitaliste c'est que la production de la plus-value est son but immédiat et son mobile déterminant. " (1)

Le capital n'est donc qu'un moyen d'extorquer du sur-travail. La soumission du travail au capital exprime l'effet principal des rapports de production inhérents au M.P.C.; ces rapports s'imposent comme rapports d'exploitation de la force de travail par le Capital. Il s'agit de la capacité du détenteur du capital à contraindre le producteur à travailler au-delà du temps socialement

(1) Karl MARX - Le Capital livre 3 (1864/1875), Pléiade, t.II, p. 1479

nécessaire à la reproduction de sa force de travail.

Pour que le Capital puisse être le rapport dominant, le capitaliste doit organiser les conditions techniques du procès de travail et le procès de circulation des marchandises, pour que, d'aucune manière, l'ensemble des producteurs directs puisse récupérer la maîtrise du procès de travail ou la destinée du produit. Cela suppose des conditions techniques spécifiques et une certaine organisation sociale du travail que nous commenterons par la suite. Il faut souligner encore, que le Capital, outre qu'il sépare les travailleurs de leurs moyens de production, n'existe qu'à la condition de la séparation des capitaux les uns des autres. (1) C'est à partir de cette double séparation que s'objectivise le développement contradictoire du capitalisme, en tant que celui-ci oppose le caractère privé de la propriété ou de la possession, au caractère social des forces productives.

Le caractère dialectique des figures de la double séparation oblige à ce que la production ne se fasse jamais sur la même échelle ou dans les mêmes conditions. Les lois coercitives internes (lutttes de classe dans la production), et les lois coercitives externes (concurrence entre différentes capitaux individuels), se traduisent par le bouleversement continu de la technique et de l'organisation sociale du procès de travail, ou dans d'autres ter-

(1) Cf. Karl MARX - "Grundrisse", 1857/1858), Ed. 10/18, t.II, 1968, p. 220

mes, par la révolutionnarisation continuelle et diversifiée des forces productives, et par l'hétérogénéité des formes d'organisation de la production. Ainsi, le système des formes de production capitaliste qu'implique le rapport de production fondamental n'est jamais statique ou uniforme, mais un procès dynamique dont le développement entraîne la reproduction de l'unité essentielle des catégories constituant la structure interne de la société, et qui soustendent la formation de ses classes fondamentales.

Pour comprendre de manière plus précise le mode de production capitaliste, il faudrait faire des développements circonstanciés des concepts réunis ci-dessus et, évidemment, il faudrait en expliciter un grand nombre d'autres. Mais somme toute, le plus important à retenir de l'ensemble de ces concepts - et c'est justement par là que la théorie schématisée trouve son caractère scientifique - c'est le renvoi constant au rôle primordial du rapport de production fondamental; c'est ce dernier qui organise la communauté économique et c'est sur lui qui repose également la structure sociale:

" C'est toujours dans le rapport entre les maîtres des conditions de production et les producteurs directs qu'il faut chercher le secret intime, le fondement caché de toute la structure sociale, ainsi que de la forme politique des rapports de souveraineté et de dépendance..." (1)

(1) Karl MARX - Le capital - livre 3, Pléiade, t.II, p. 1400/1401

Fabriquer de la plus-value est la loi absolue de la société capitaliste. L'exploitation des travailleurs par les capitalistes est le rapport social fondamental; il en constitue la racine et de ce fait assure l'existence de la classe capitaliste. En même temps, il signale l'antagonisme immanent entre les intérêts des propriétaires/possesseurs des moyens de production qui cherchent à assurer et accroître leur domination et ceux des travailleurs, placés en situation de ne jamais disposer de la maîtrise de leur travail et de ses résultats.

Aucune autre caractéristique n'est aussi importante que celle-ci pour définir le système capitaliste: toute organisation, unité ou forme de production qui reproduit cet ensemble de conditions économiques et sociales rentre dans le concept de capital.

L'identité du concept de Capital, compris comme rapport social au niveau général du procès de production est absolument indifférent à une branche ou à une configuration particulière de la production, tout comme le Capital est indifférent à des capitalistes ou à des travailleurs déterminés. (1) Toutes les catégories ne comptent pour lui que comme supports du procès de valorisation, c'est-à-dire pour l'extraction de la plus-value et pour la soumission du travail au capital.

(1) Cf. Karl MARX - Un chapitre inédit du Capital (1861/1865) - Pléiade, t.II, pp.438/440, et Ed. 10/18 (1967), pp. 176/181

Faute de se placer initialement à ce niveau d'abstraction, bien de travaux traitant de la sphère productive sociale n'arrivent pas à donner aux phénomènes étudiés une explication scientifique plus large que celle contingente et précaire qui se dégage de l'apparence immédiate des formes phénoménales. Restées à ce niveau-là, certaines constructions théoriques soutiennent à tort l'existence de formes de production à l'intérieur du M.P.C. régies par des lois propres.

Malgré l'importance des positions théoriques schématisées ci-dessus, il ne suffit pas de les annoncer pu de les répéter continuellement. La connaissance du substratum, du rapport qui reproduit les éléments stables essentiels d'une formation sociale, n'est qu'une étape de tout travail entrepris en vue de l'identification des formes de production précises existantes à un moment donné (et au sein desquelles se déroulent les luttes de classe). Il nous faudra vérifier, en remontant de l'abstrait au concret, comment le concept de capital s'applique aux phénomènes étudiés en analysant d'abord pourquoi, malgré une possible unité, les formes de production existantes au Brésil peuvent donner lieu à des constructions théoriques divergentes.

3. ENTREPRISE CAPITALISTE TYPE

Etant donné que le Capital n'est pas simplement la somme des capitaux individuels, il est très difficile d'explicitier clairement le passage du concept de capital en général aux formes de production rencontrées à une période historique déterminée. Pourtant, entre le concept général et une de ses fractions (capitaux individuels, réels), il n'y pas une différence essentielle, ou une opposition, mais simplement une graduation du niveau d'abstraction. La dernière abstraction reste toujours reliée au complexe social historique, le passage d'un concept à l'autre correspond à un mouvement du plus abstrait au moins abstrait. . (1)

Ainsi, le Capital désigne avant tout la permanence des rapports de production indépendamment des configurations, des pratiques et des produits régis par ces rapports. Mais il n'en reste pas moins qu'il prend de la valeur au niveau du procès de production. Les rapports de production sont objectivés dans des "lieux" ou dans certains "espaces productifs", où se trouvent concrètement les relations entre producteurs, procès de travail, et résultat de ce procès. L'existence matérielle du Capital, autrement dit, cette organisation, peut être désignée par le concept de "formes de production capi

(1) Cf. Paul BOCCARA - La mise ..., op. cit. pp. 235/245

talistes". Du point de vue des formes de production, il y a donc différentes structures du capital (définies par l'unité du rapport de production et des forces productives à différents niveaux).

Pour se réaliser intégralement et de façon généralisé (pour devenir le mode de production dominant), le Capital nécessite une certaine cohérence d'organisation de sa base matérielle. Il exige que la séparation des producteurs directs de leurs moyens de production se traduise symétriquement par la coopération "complexe" ou spécialisée sous l'emprise d'un même capital et dans le même espace productif ("ou si l'on veut sur le même champ de travail" (1)). La recherche progressive de la plus-value entraîne l'organisation du procès de travail à grande échelle. Ce mode principal ou "plus élaboré" (2) de la production capitaliste, a comme corollaire une série de particularités ou d'exigences structurelles, comme par exemple: la concentration croissante des moyens de production entre les mains de quelques capitalistes, la parcellisation des tâches, la séparation du travail manuel du travail intellectuel, la hiérarchisation des fonctions de coordination et de surveillance du travail.

Dans ce cadre, l'introduction de machines se fait d'une manière obligatoire, pour permettre la multiplication de la puissance du travail individuel et collec-

(1) Karl MARX - Le Capital - livre 1- Pléiade, t.I, p. 859

(2) idem ibidem, p. 951

tif, ou plus précisément, comme manière d'assurer et d'accroître aux dépens et à l'encontre des travailleurs, le rendement du capital. Ainsi, la forme canonique, achevée, de l'existence matérielle du Capital et par où, il impose la plénitude de ses intérêts, est l'entreprise industrielle et plus particulièrement, la grande industrie, (les Entreprises Capitalistes Type).

Il faut remarquer à ce propos, que depuis un certain temps, une démarche - qui peut comporter selon les circonstances des effets pernicioeux - s'est imposée dans l'observation empirique et dans les appoinis théoriques sur le fonctionnement actuel du M.P.C.: il y a souvent réduction de l'étendue de l'analyse du capital (laquelle est... inconsiderément limitée à l'analyse des grandes entreprises). L'espace de fonctionnement du Capital étant limité aux E.C.T., toute activité différente est pris comme étant extérieur à son concept. Or, s'il n'y a aucune grande entreprise qui ne soit pas Capital, cela ne signifie pas pour autant que le Capital se manifeste uniquement sous ses formes accomplies, sous la forme des E.C.T.

La commutation falsificatrice est pourtant pratiquement imposée par deux circonstances qu'il serait intéressant de commenter pour rendre plus claire l'analyse des formes de production capitalistes. La première se rapporte à la question de la stabilité et du caractère homogène des E.C.T.; la deuxième se réfère à leur importance matérielle effective, mise en évidence par les données statistiques officielles. Considérons la première

circonstance: les concepts théoriques que nous venons de schématiser permettent de dévoiler la mystification habituelle des catégories du M.P.C. Ils sont fondamentaux et presque suffisants pour prendre connaissance de la nature intime, de la dialectique de ces catégories, indépendamment de ces catégories externes, variables, morcelées. Néanmoins, comme les abstractions les plus générales ne prennent naissance qu'avec le développement concret le plus riche, l'existence de ces concepts signifie que certaines formes de production ont revêtu pleinement les normes normales, adéquates à leur concept (plus général). C'est le cas des E.C.T. qui ont une structure et une forme stable qui permet l'identification immédiate et intégrale des traits fondamentaux du capital. Ces assertions méritent d'être traitées plus en détail:

3.1. formes achevées du Capital

D'une certaine manière, les grandes entreprises, les E.C.T. sont l'aboutissement d'un processus dont les phases antérieures n'apparaissent plus. Elles constituent un champ clos, un système complet, se voulant intégralement économique, et de ce fait, elles sont capables d'être isolées dans la perception des conditions de la production capitaliste. En leur sein, les sujets du rapport de production fondamental se présentent comme des sujets typiquement économiques, produits et reproduits par le "double moulinet" du procès de production et n'ayant que des "relations d'argent".

D'une certaine façon on y rencontre l'incarnation du capital dans la figure du capitaliste. Ce dernier n'assure son existence individuelle et sociale qu'en s'accrochant solidement et sans relâche au capital. La lutte de classes et la concurrence entre les capitaux ne lui permettent pas de se retirer de la sphère productive, de laisser son capital en friche et de retourner à la place antérieure toujours selon son bon plaisir. En outre, pour faire valoir son capital, il ne peut pas remplir des fonctions au sein de l'entreprise autres que celles assignées par le Capital. Il doit se dispenser du travail manuel ou intellectuel parcellaire pour n'exercer que les fonctions de direction et de surveillance despotique. Enfin, son affectation à un capital déterminé tend à demeurer permanent.

Quant aux travailleurs des E.C.T. dans la majeure partie des cas (et c'est la condition impérative pour la domination du M.P.C.), ils sont des travailleurs intégraux. C'est-à-dire des travailleurs libres à temps complet, obligés de renouveler continuellement la vente de la seule marchandise dont ils disposent. La thèse de l'économie politique dominante, selon laquelle les travailleurs se présentent dans le marché du travail et se retirent dès qu'ils ne trouvent pas la "satisfaction" qu'ils attendaient, ne s'applique pas, sans aucun doute possible, à la situation en vigueur sous le M.P.C. En fait, cette thèse n'est que la généralisation à des buts idéologiques de phénomènes sporadiques qui ont une autre portée théorique.

Si les travailleurs sont libres de quitter un capitaliste déterminé, ils ne sont jamais libres de rompre définitivement les liens avec la classe capitaliste. Dans la plupart des cas, le travailleur n'est pas à son gré, à la fois travailleur sous le capital, producteur indépendant ou capitaliste. Rentré dans une E.C.T., il perd tout trait particulier. Soumis formellement (par le manque des moyens de production) et réellement (par les conditions matérielles du procès de production), au Capital, sa puissance travailleuse est aplatie, se confondant dans la masse homogène et régulière de la force de travail.

Dans les E.C.T. le procès de production - se présente ostensiblement comme unité immédiate et régulière du procès de travail et du procès de valorisation. Autrement dit, il y a une cohérence manifeste en termes relativement stables et normalisés de sa base matérielle comme procès du capital, procès de production de la plus-value.

" ... la couche dirigeante de la société a tout l'intérêt à donner à l'ordre existant la consécration de la loi, à fixer légalement les limites tracées par l'usage et la tradition. Toutes autres considérations mises à part, cela se produit automatiquement dès que la base de l'ordre établi et ses rapports fondamentaux se reproduisent continuellement et que cette reproduction prend, au cours du temps, une forme réglée et ordonnée. Aucun mode de production ne peut se passer de règles et de l'ordre s'il

doit devenir socialement stable et indépen-
dant du hasard et de l'arbitraire. (1)

Dans les E.C.T. toutes les catégories commentées précédemment se présentent ensemble, constituant une structure dont le profil achevé, le fonctionnement régulier, la relative permanence temporelle dans la sphère productive, permettent de l'identifier sans gros efforts comme objet positif, devenu tout de suite objet exclusif des analyses du Capital. Cette adéquation entre concepts et phénomènes empiriques est à l'origine du sophisme qui explique, en partie, pourquoi il y a eu le raccourcissement des analyses des activités capitalistes:

- a) puisque les concepts considérés expliquent tout le processus du Capital
- b) et que certaines formes de production sont adéquates à ces concepts
- c) on croit que ces formes de production expliquent tout le processus du Capital.

Selon cette perspective, le Capital ne se manifeste que dans l'espace homogène, stable, des E.C.T. et par voie de conséquence, tout nouveau capital ne peut se former que dans leur sein ou grâce à leur structure complète. De même, le concept de mode de production, est assimilé aux dimensions idéologiques, politiques et

(1) Karl MARX - Le Capital, livre 3 - Pléiade, t. ii
pp. 1402, 1403

juridiques des E.C.T. Il résulte de ces postulats, l'appauvrissement du concept de mode de production, et la possibilité de l'envisager comme articulé à d'autres modes dans une même formation sociale, comme si les autres activités productives pouvaient engendrer des instances superstructurelles pures et impérmeables aux principes capitalistes.

3.2. Représentativité des E.C.T.

Avec les statistiques officielles, on peut disposer d'un bloc d'informations économiques complet et cohérent. On y trouve des renseignements qui s'accordent les un avec les autres: à un certain nombre d'entreprises censées constituer la "Structure Productive" correspond ce qui est considéré comme le total des moyens de production, le total de travailleurs etc. La cohérence et la proportionalité de ces données et plus expressément le postulat qu'elles représentent la totalité des formes de production trouvent leur origine dans l'organisation et dans le caractère stable des E.C.T. Pour le chercheur ou pour le théoricien, qui se proposent d'étudier ponctuellement les formes de production, il sera beaucoup plus facile de se rapporter à ce "noyau" d'entreprises sélectionnées, duquel il trouvera toutes les informations ordonnées, que de se rapporter à d'autres activités sans formalisation statistique complète. Les E.C.T. permettent la composition de séries historiques de longue durée, tandis que les autres activités sont extrêmement éphémères, ne laissant

que des traits irréguliers, très difficiles à appréhender.

Le passage , total des E.C.T → total des activités capitalistes semble encore plus correct dans la mesure où la plus grande partie de la pratique productive capitaliste ainsi que ses conséquences les plus importantes. se passent effectivement sous la forme achevée des E.C.T. Comme nous l'avons vu, quoique incomplètes et défectueuses les statistiques officielles montrent que c'est en principe au sein des E.C.T. qui se réalise la plus grande partie de la production de marchandises, la contrainte généralisée au surtravail et, par là, l'extraction de la plus-value. Pour plus important que puissent être^{les} activités productives exercées hors du cadre des E.C.T., celles-ci sont le fait économique dominant, principal et déterminant du M.P.C.

La prépondérance des E.C.T., leur structure stable et achevée - permettant qu'elles soient appréhendées empiriquement - ont fait que, habituellement, elles sont devenues synonymes exclusifs du Capital. Notre thèse est que le Capital est pleinement identifiable à travers des E.C.T. (c'est dans leur sein qu'il poursuit son développement contradictoire), mais ne leur est pas exclusif. Mais si les E.C.T. ne sont pas les seules activités capitalistes il nous reste à considérer pourquoi les autres activités productives sont considérées comme n'étant pas agrégées ou comprises comme activités capitalistes.

SECTION II - CAPITAL ET UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES

1. FORMES HETERODOXES OU ATYPIQUES DU CAPITAL

Comme nous l'avons vu, le Capital s'épanouit pleinement au sein des E.C.T. Outre ces formes canoniques, on rencontre au Brésil d'innombrables activités de production qui participent de manière spéciale à la sphère productive sociale. Ces activités sont analysées habituellement comme étant extérieures ou impénétrables aux principes capitalistes, c'est-à-dire comme étant régies par d'autres lois que celles qui reproduisent le rapport majeur de la société capitaliste. Certaines analyses ont des références théoriques assez différentes les unes des autres, mais s'accordent dans la thèse suivante, à savoir que ces activités ne peuvent pas être comparées aux formes de production typiquement capitalistes. Même si certains auteurs admettent que ces activités puissent trouver des références explicatives dans l'habituel recours à la notion de Capital.

L'origine de ces positions se justifie à partir de la manière même dont ces activités se présentent dans la sphère productive. Comparées aux E.C.T., leur spécificité est flagrante. Néanmoins, cette comparaison doit être effectuée seulement pour rendre l'analyse des

différences formelles, car les E.C.T. ne sont que la forme achevée du Capital. Les préoccupations excessivement empiristes ou descriptives des deux ensembles de formes de production s'orientent inévitablement vers les usuels schémas dualistes.

Il y a néanmoins deux problèmes concrets qui rendent difficile l'appropriation empirique et l'analyse des activités de production autres que les E.C.T., ou le cas échéant, qui entraînent leur prise en compte de manière insuffisante ou comme ayant un statut différent des formes de production capitalistes. Voyons quels sont ces deux problèmes:

1.1. Diversité phénoménale

La première difficulté pour l'appropriation raisonnée des activités productives organisées différemment des E.C.T. est l'absence de conditions communes d'existence. On ne trouve pas une caractéristique influente, exclusive, ou un élément unique, qui les distinguerait nettement des E.C.T. Nous n'allons pas expliquer cette assertion plus en détail puisque ces questions seront développées dans le chapitre suivant. Pour le moment, nous soulignons que les conditions habituellement évoquées pour donner une spécificité précise à ces activités n'expliquent qu'une partie de l'ensemble.

Il n'y a pas des produits singuliers, des marchés distincts, un procès de travail particulier ou une

taille déterminée qui puissent donner une unité à l'ensemble de la production sociale réalisée en dehors des E.C.T. Les procès de travail sont multiformes et donnent lieu à des organisations hétéroclites de la production. Apparemment c'est la division des tâches (activités ou produits) entre ces activités et les E.C.T. (en les faisant s'adresser à des marchés distincts). En vérité, cette séparation n'est pas pertinente. Les résultats d'une production qui n'est pas faite à grande échelle, sont à la fois des marchandises rudimentaires ou des composants complexes rentrant dans des produits de haute technologie. La circulation des marchandises se confond alors dans tous les sens (espace géographique, social, etc.) On rencontre en conclusion, plusieurs caractéristiques différentes, simultanément et/ou successivement.

1.2. Le caractère atypique

L'autre pierre d'achoppement pour l'appréhension des activités considérées c'est le défaut d'une organisation normale. L'inexistence d'une structure stable, normale, et ses corollaires - ordre, règles, légalité, répétition, reproduction - s'y remarque fréquemment. Ces activités ont souvent une existence extrêmement précaire, éphémère et irrégulière. Leurs normes de fonctionnement semblent changer arbitrairement, sans continuité logique. Leur insertion dans la sphère productive est intermittente, assujétie aux changements conjoncturels, qui échappent à leur contrôle. A la différence des E.C.T. elles

peuvent constituer un champ ouvert non entièrement économique; les agents de la production peuvent ne pas être exclusivement et de manière permanente investis de leurs rôles économiques astreignants. La fluidité des situations est la seule norme constante. Dans quelques cas plus rares la production peut être en partie de produits d'usage extra-économique. Et en dernier lieu, et c'est ce qui paraît le plus incompatible avec les principes capitalistes, le procès de production semble ne pas respecter systématiquement les normes du Capital. Ces activités se caractérisent fréquemment par l'absence d'une structure normale: elles sont amorphes, ou atypiques. *

Comme certains de ces activités n'apparaissent pas comme un objet positif, plus ou moins stable, régulier ou homogène, la perception empirique étendue est entravée. On peut comprendre ainsi, pourquoi les études empiriques sont tellement ponctuelles, n'arrivant pas à aller au-delà des descriptions formelles, limitées ou partielles. Dans l'impossibilité de se rapporter de manière étendue à l'ensemble de ces activités, certains auteurs cherchent à fixer une liste de caractéristiques permettant de distinguer certaines activités du "secteur capitaliste" normal. C'est-là une manière de donner à une partie de ces activités au moins, un ordre intelligible ou une identité qui rendrait possible leur prise en considération. Après cette séparation, il serait possible

* AMORPHE "Qui n'a pas de forme apparente, ou de structure déterminée"

ATYPIQUE - "Qui n'a de type régulier ou ne représente pas le type commun"

d'envisager l'articulation entre les deux "secteurs". Mais il résulte de cette sélection et de cette séparation factices, une modification de l'observation critique du mouvement général du Capital qui est alors remplacée par l'observation du Capital coagulé dans les E.C.T. d'une part, et d'autre part, par l'observation d'un nombre réduit d'activités de production.

Or, selon nos hypothèses, toutes les activités sont unies sous le même concept, et dans leur différence elles reflètent simplement les conditions variables et hétérogènes (formes achevées et formes hétérodoxes ou atypiques) de mouvement d'accumulation de capital.

2. CONCEPT D'UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES

D'après nos hypothèses, l'ordre et la cohésion de l'ensemble des activités productives au Brésil, se présentent dans leur identité comme des expressions du Capital. Néanmoins, la preuve de conformité avec la réalité de l'ensemble des propositions énoncées antérieurement, c'est-à-dire l'exposition de tous les éléments observés dans le but de vérifier ces hypothèses, présente une série de difficultés. D'abord comme on vient de voir, les conditions d'existence des activités productives autres que les E.C.T. sont extrêmement diversifiées. A part les rapports de production, on ne retrouve aucune caractéristique unique qui puisse servir comme axe d'exposition. Par

exemple, si ces activités étaient définies par un procès de travail déterminé, qui leur serait commun, le procès de transformation de l'objet pourrait servir comme synthèse indicative des modalités qu'assume le Capital dans un espace économique autre que celui des E.C.T. Mais on n'y retrouve point de caractéristiques uniformes. Il faudrait énumérer une à une les différentes unités de production, ce qui serait un travail démesuré, dont l'objectivité des résultats laisserait à désirer.

Vient ensuite et surajoutée à ce problème, la question du caractère atypique des activités à petite échelle. Si l'on essayait de reproduire les différents degrés de précarité, d'irrégularité et de mouvance des activités productives à un moment donné, cela occuperait un espace disproportionné dans le présent travail et sa fonction explicative ne serait pas évidente. D'un autre côté, il ne suffit pas d'appeler comme preuve, l'ensemble des informations statistiques qui ne proviennent pas des E.C.T. On risquerait d'assimiler des faits qui n'ont aucune analogie avec les activités en question.

2.1. Un nouveau concept

Pour pouvoir faire référence à l'ensemble des activités productives organisées à petite échelle, il faut disposer d'un nouveau concept. Ce concept doit être défini par une dénomination concise qui correspond à la spécificité de l'ensemble des activités considérées, et qui

dans son élémentarité abstraite, s'applique à chacune d'elles, même si de manière intégrale et immédiate il ne correspond à aucune activité de production déterminée. La dénomination qui nous paraisse la plus adéquate est UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES. Ce terme ne repose pas sur un choix arbitraire, mais il est le résultat d'une série de réflexions que nous allons expliciter.

D'après nos hypothèses, les activités productives autres que les E.C.T. ne font pas partie d'un mode de production semi ou non-capitaliste. Elles sont bel et bien comprises dans le M.P.C. et ne comportent aucune autre valeur ou aucune autre logique sociale. Par voie de conséquence les définitions en termes de mode de production sont dès lors éliminées. Sous l'angle des formes de production, nous rencontrons la dénomination "E.C.T." employée ici pour désigner les formes achevées du Capital. De toute évidence, ce qui constitue notre objet d'études, ne se ramène pas à cette forme-là. Si les activités de production autres que les E.C.T. sont régies par le même rapport de production fondamental, nous pouvons prétendre qu'elles ont le statut de forme de production capitaliste. Ainsi, elles pourraient très bien avoir comme dénomination "Formes de production autres que les E.C.T." ou "Formes de Production Atypiques". Mais étant donné leur spécificité déjà commentée, le terme "forme" semble un peu équivoque. * D'autres dénominations telles que "espaces productifs", "lieux" ou "domaines de la production" nous sont apparues comme renvoyant à des notions trop larges et imprécises.

* FORME- "Apparence extérieure, donnant à l'objet sa spécificité"

Ainsi, UNITE DE PRODUCTION, nous a semblé être un terme adapté pour se référer à l'ensemble des activités productives autres que les E.C.T. Le mot "unité" renvoie à la notion de ce qui forme un tout organique, un tout dont les parties et les composants sont unis de façon à concourir à un fonctionnement précis, et "production" fait état de la production matérielle, dénouement de toute la question. On pourrait objecter qu'il y a absence de référence au côté social du rapport de production, ce qui est finalement l'aspect essentiel, mais celui-ci est si évident qu'il peut demeurer implicite .

D'autre part pour donner plus de précision à l'expression et pour la distinguer encore plus des E.C.T. une particularisation s'avère nécessaire. Les adjectifs proposés, tels "primitif" ne nous paraît pas adéquats dans la mesure où il semble se rapporter aux conditions antérieures du capital dans le temps, lesquelles ne sont évidemment pas semblables à la spécificité des réalisations contemporaines; "provisoires", ne nous apparaît pas plus approprié. Les Unités de Production ne sont pas des phénomènes qui par leur propre évolution ou celle des E.C.T. sont destinés à disparaître complètement. Leur désignation comme "subordonnées" ou "dépendantes" aux E.C.T. désigne une situation courante, mais non pas nécessaire, les adjectifs pouvant être aussi écartés. L'"autonomie", au contraire, étant une situation assez peu fréquente, ne justifie pas l'adjectif.

En fin de compte, l'adjectif qui semble le

plus adéquat aux UNITES DE PRODUCTION est celui de SECONDAIRES. Il les situe dans le cadre des formes de production capitalistes, à côté des E.C.T., tout en précisant leur rang et leur importance, qui, impérativement ne peuvent être qu'inférieurs à ceux des E.C.T.

**II PARTIE - ECONOMIE DES UNITES DE
PRODUCTION SECONDAIRES**

La présente partie s'inscrit comme séquence nécessaire dans le cadre de cette thèse; c'est par là que nous chercherons à vérifier les hypothèses élaborées antérieurement. Mais en même temps, dans la mesure où elle concerne les résultats plus objectifs de la recherche entreprise, elle se définit comme la partie la plus importante de notre travail.

Nous chercherons à définir les rapports de production qui déterminent la nature et le statut des activités productives organisées à petite échelle, les Unités de Production Secondaires. Comme nous l'avons vu, ce qu'il faut avant tout considérer dans une production sociale déterminée, ce ne sont ni les produits matériels en soi, ni la localisation géographique, ni la taille des entreprises, etc. Tous ces aspects sont complémentaires; la question primordiale c'est celle de l'investigation du rapport de production fondamental. C'est ce rapport qui permet la compréhension des stades, des configurations ou des dimensions des organisations formelles des activités productives. C'est dans l'appréciation de ce rapport que les positions idéologiques du chercheur se définissent. L'organisation capitaliste de la production peut être interprétée comme une nécessité naturelle et obligatoire de la production, ce qui se traduit habituellement par un conformisme ou bien encore le plus souvent, par la défense de l'ordre établi.

La connaissance du M.P.C. peut se traduire au contraire, par un refus et par une lutte contre l'aliénation, l'oppression et l'exploitation imposées par une minorité, à la majorité des producteurs directs. Dans cette seconde position, une partie de l'action passe par la mise en évidence des stratégies du Capital. Dans ce sens, c'est au sein des E.C.T. que l'on décèle les mécanismes et les changements matériels les plus importants. Mais, comme nous le prétendons, les E.C.T. n'ont pas nécessairement le monopole dans l'application des lois du Capital. L'objet de ce travail, grâce au concept d'U.P.S. vise à comprendre et à effectuer une première évaluation de la soumission du travail au capital, c'est-à-dire des conditions d'exploitation et d'oppression d'une classe, telle que l'on peut les trouver au sein des formes de production capitalistes à petite échelle.

Nous examinerons dans un premier chapitre, les conditions particulières qui peuvent permettre la constitution des U.P.S. et les conséquences de leur implantation en ce qui a trait au cadre de travail. Nous analyserons particulièrement l'origine et le statut des catégories élémentaires de la production (force de travail, moyens de production) pour ensuite étudier dans le Chapitre V, par quels principes ces catégories se trouvent articulées. Enfin, l'analyse du statut particulier de la force de travail et l'examen des conditions spéciales de fonctionnement des U.P.S. nous permettront d'aborder la question de la reproduction du capital et d'expliquer de ce fait la permanence des U.P.S. dans la sphère productive.

CHAPITRE IV - ELEMENTS OBJECTIFS DE LA PRODUCTION

Dans ce chapitre nous traiterons plusieurs questions à la fois. Dans un premier temps, nous essayerons de déterminer le statut des travailleurs engagés par les U.P.S. Pour cela, il faudra examiner toutes les conditions qui interviennent dans les opérations de vente-achat de la force de travail.

Ensuite, nous évaluerons dans tous les détails, les conditions matérielles de la mise en oeuvre de la force de travail au sein des U.P.S. Cela nous permettra de porter un jugement sur le "cadre de travail à la mesure de l'homme" censé exister au sein des activités organisées à petite échelle. Enfin, nous examinerons le statut particulier que peuvent avoir les moyens de production mis en oeuvre dans de telles formes de production.

Des références aux situations propres aux E.C.T. seront faites tout au long du chapitre pour voir la spécificité des U.P.S. et pour voir en même temps quels sont les déterminations communes aux formes de production capitalistes.

SECTION I - LA FORCE DE TRAVAIL

La présente section, où nous analyserons les caractéristiques générales des forces de travail à la disposition des formes de production capitalistes, sert de préambule aux questions plus objectives à savoir, celles des conditions de mise en exercice ou, plus précisément, d'exploitation du travail vivant. Précisons tout d'abord quelques problèmes importants concernant la spécification des travailleurs soumis au Capital.

Premier point: nous entendons par "travailleur" tous ceux qui participent directement à la production y compris ceux qui ne sont pas rémunérés et les aides familiaux apparemment assujettis par des relations familiales, à l'exception du propriétaire des moyens de production. Cette séparation présente quelques problèmes, car, parfois le propriétaire ne se distingue guère des travailleurs eux-mêmes; il participe au procès de travail comme producteur, et s'approprie de son propre surtravail en faisant en sorte qu'une partie de la propriété soit fondée sur le travail personnel. A la limite, on pourrait le considérer comme participant au statut des travailleurs et parler sans distinction de l'exploitation de la force de travail; pourtant, comme nous le verrons plus tard, malgré son auto-exploitation ou malgré le fait que les rapports de production capitalistes soient obscurcis, le fait d'être proprié-

taire des moyens de production et de diriger le procès de production, le dissocie des autres travailleurs et lui donne le statut de capitaliste. Cette séparation que nous jugeons nécessaire, a rendu nos recherches sur la force de travail très difficiles. La plupart des travaux empiriques s'intéressent plus particulièrement à la personne du petit patron, dans le langage courant, à la personne de "l'entrepeneur", en le confondant avec ses "collaborateurs". D'un autre côté, la plupart des renseignements disponibles sur les ouvriers ont été fournis par leurs employeurs, et sont donc biaisés et sûrement incomplets. (1) Cela explique en partie le manque de précisions des données commentées par la suite.

Deuxième point: la mobilité du travail considérée sous un certain point de vue, fait partie de l'échafaudage théorique de l'économie néo-classique enseignée au Brésil. Les résultats d'études empiriques plus récents, ont commencée à infirmer certaines hypothèses importantes de ce cadre théorique, comme par exemple, celle de la "mobilité parfaite du travail" (2) ou celle de "l'offre de travail homogène", i.e. sans contraintes d'ordre spatial ou institutionnel et s'ajustant immédiatement aux nouvelles situations. Pourtant, dans le cadre de la théorie économique dominante, la mobilité sert encore

(1) voir p.ex. la grille d'enquête de M.T.BERLINCK - O desenvolvimento..., op. cit. p. 87

(2) voir p.ex. Joseph SCHUMPETER - Capitalisme, socialisme et démocratie, (1942) Paris, Payot, 1969, p.47

d'argument privilégié pour démontrer la rationalité individuelle des agents économiques et la "liberté" qui a cours dans le M.P.C. Dans cette optique, les différents déplacements des travailleurs ne seraient que la résultante de libres choix de l'individu, qui isolément, serait capable de maximiser ses gains et de minimiser ses coûts et ses pertes.

Cette approche est particulièrement utilisée en ce qui constitue notre objet d'études, comme manière d'expliquer la raison pour laquelle des travailleurs sont continuellement à la disposition des U.P.S. L'amour du métier, la préférence pour le cadre plus restreint, plus humain censé exister dans les U.P.S. le refus de la discipline de la fabrique, sont quelques uns des motifs évoqués pour justifier le "choix" des producteurs. Leur transfert vers les E.C.T. ou le transfert d'un secteur à l'autre seraient également le résultat de l'exercice du libre arbitre.

Dans le présent paragraphe nous chercherons à réfuter ces positions mystificatrices. Pour cela, il nous a fallu développer longuement la question de la circulation de la force de travail, activée par les exigences spécifiques du grand capital qui la voudrait comme norme de comportement. Et comme la mobilité du travail a son origine dans les conditions de production de la force de travail à la campagne, cette question sera analysée d'une manière circonstanciée. Avec ces développements nous essaierons de saisir l'importance du déplacement géographi

que, de l'arrivée massive de ruraux prolétarisés dans les villes, en ce qui concerne les autres formes de la mobilité et en ce qui a trait aux conditions d'éclosion de formes de production capitalistes qui ne respectent pas les normes dominantes. Il nous faudra voir donc, quelle est la situation initiale qui explique que les travailleurs malgré les conditions de travail dans les U.P.S., tombent continuellement sous leur joug.

Troisième point: plusieurs groupes de la classe ouvrière sont, pour des raisons diverses, plus mal placés que d'autres pour obtenir la valeur de leur force de travail. Les caractéristiques individuelles qui interviennent dans la discrimination et dans la dépréciations des travailleurs réalisant des travaux du même genre, interviennent en outre, dans l'incorporation des forces de travail soit par les E.C.T. soit par les U.P.S. La gravité et l'incidence différenciée de ce phénomène expliquent pourquoi la présentation des attributs individuels occupe dans cette section une place plus importante que celle de la qualification et explique pourquoi il a fallu évoquer à chaque instant la situation dans les E.C.T.

1. MOBILITE DES TRAVAILLEURS

L'origine des travailleurs est un élément important pour connaître les particularités de la force de travail employée par les U.P.S. Par origine, nous entendons

le passage des travailleurs de leur statut antérieur (statut spatial, socio-économique) à leur situation actuelle. Le notion de passage renvoie au concept de "mobilité du travail", (1) et la référence à ce concept permettra de mettre en évidence le déroulement de quelques-uns des processus de production et de circulation de la force de travail qui affectent les E.C.T. et plus particulièrement les U.P.S.

1.1. Migrations campagne-ville

En raison de la fréquence extraordinaire et de la relative facilité de quantification de ce phénomène, la forme la plus connue de la mobilité du travail est la mobilité géographique. Presque 2/3 des travailleurs des U.P.S. ne sont pas nés dans la ville du lieu de travail.

En cherchant les causes de ce phénomène, qui ne s'applique pas exclusivement aux travailleurs des U.P.S. on retrouve les mécanismes du développement capitaliste. Le Brésil est, depuis la fin du siècle dernier, un pays où se produisent d'importants mouvements migratoires. Les immigrations ont été aussi très importantes pour le développement du capitalisme industriel (notamment les immigrations italienne et allemande au XIX^e siècle, mais étant donné l'absence d'études plus approfondies en ce qui concer

(1) voir p.ex. Jean-Paul de GAUDEMAR - Mobilité du travail et accumulation du capital, Paris, Maspéro, 1976

ne les activités productives organisées à petite échelle nous ne pourrions pas analyser leur importance actuelle.

Pour avoir une idée de l'importance des déplacements internes, il suffit de rappeler que, malgré les distances continentales, le tiers de la population n'habitait plus sa ville natale lors du recensement de 1970. Les villes plus industrialisées sont celles où le pourcentage de migrants est le plus élevé.

TABLEAU VIII - p. 216

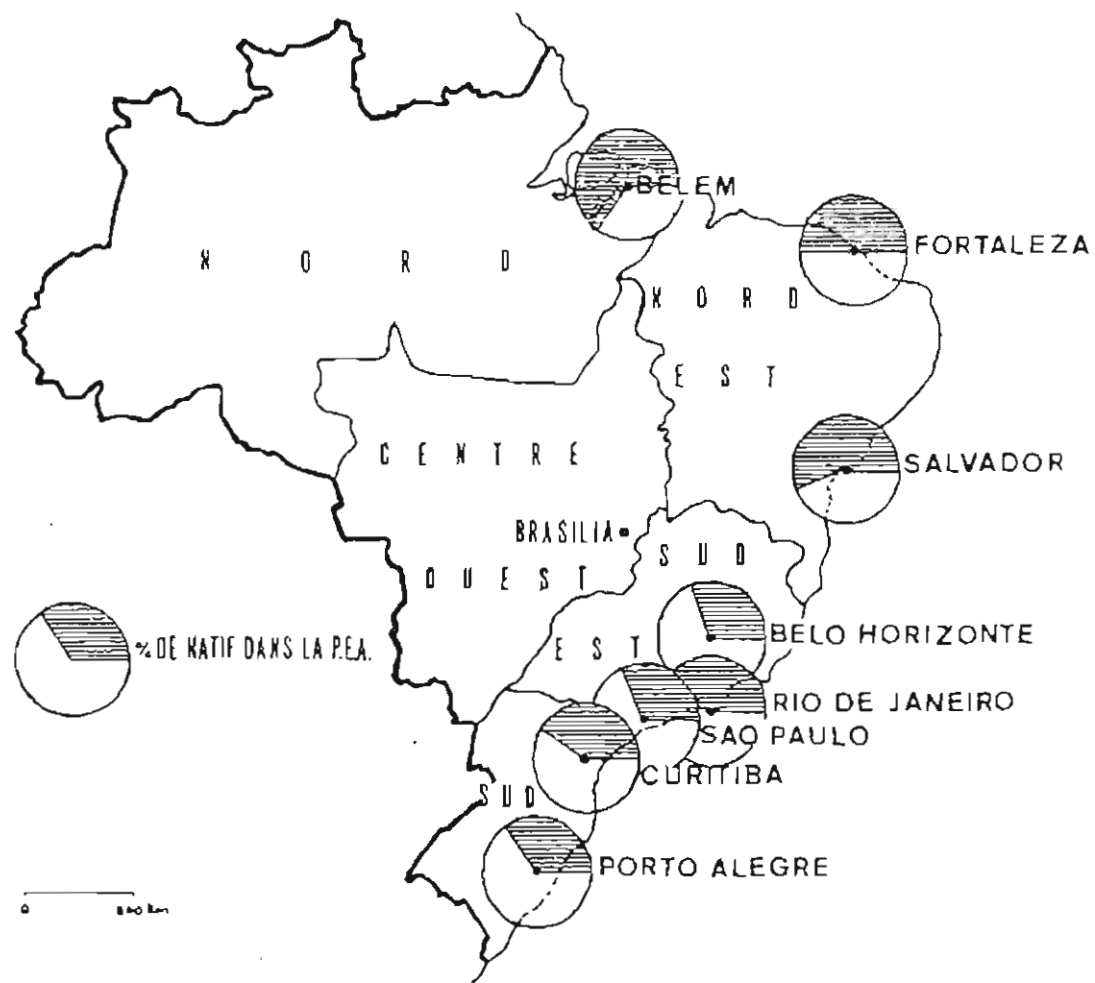
Une partie des mouvements migratoires se fait dans le sens campagne-campagne, surtout à cause de la substitution des monocultures (canne-à-sucre, café, soja) et du déplacement de la frontière agricole, (1) mais la tendance la plus significative c'est le mouvement campagne-ville. Le taux d'urbanisation est passé de 31,2% en 1940 à 55,9% trente ans après. En 1940, à peine 18% de la population habitait des villes de plus de 10.000 habitants. En 1975 ce pourcentage devait se situer autour de 50 %

1.1.1. Production de la force de travail

Il serait trop long d'évoquer en détail

(1) voir p.ex. Pedro Calil PADIS - Formação de uma economia periférica, Sao Paulo, thèse de doctorat, PUC-SP, 1970

DISTRIBUTION DE LA P.E.A. ENTRE NATIFS
ET MIGRANTS EN 1970 (DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES)



SOURCE: *Censo demográfico 1970* cité dans Leda Maria Fraenkel:
EMPLOYMENT STRUCTURE, INCOME DISTRIBUTION AND INTERNAL MIGRATION IN BRAZIL p11

l'interprétation habituellement donnée par la littérature économique de l'exode rural. D'une manière générale, on pourrait caractériser les principales causes envisagées, comme étant de nature exogène aux conditions économiques et sociales de la campagne. Leur traitement théorique privilégié, aussi bien que l'absence d'autres explications, se révèle significatif des limites politiques de telles formulations (voir ci-après le problème de la structure foncière). Une interprétation idéalisée de la mobilité du travail permet de valoriser explicitement la structure urbaine et d'ignorer les changements provoqués par le capitalisme à la campagne. Les migrants sont censés être spontanément attirés par

"... le désir de se libérer des restrictions imposées par la société rurale et de jouir de la liberté et des facilités offertes par la vie [capitaliste] urbaine" (1)

Dans des études plus sérieuses, le même argument est évoqué, quoique d'une manière plus nuancée. Les migrants ne chercheraient plus naïvement la modernité illusoire de la ville en général, mais seraient à la recherche d'une "meilleure éducation pour leur enfants", de "salaires plus élevés" ou seraient attirés par "l'espoir de trouver des meilleures options d'emploi", (2), ou encore

(1) R.C.PAES - Um estudo sobre empregos no Brasil, Rio de Janeiro, Guavira Editores, 1978, p. 28

(2) idem ibidem

voir aussi - Manoel A. COSTA (ed) - Migrações internas no Brasil, Rio de Janeiro IPEA/INPES, cité par Mary Garcia CASTRO - Migrações Internas Fortaleza, CTDER, 1975, polycopié, p. 2

par la "possibilité d'avoir un panier de biens de consommation plus diversifiés". Seules les villes industrialisées, ou plus précisément, les industries capitalistes, seraient capables de satisfaire ces diverses aspirations.

Il y a deux motifs qui apparemment confirment les mobiles des déplacements comme étant exogènes, c'est-à-dire comme étant le résultat des différents attrait exercés par la structure urbaine. Le premier c'est la constatation empirique que l'instruction stimule la migration. Les individus qui sont allés quelques années à l'école et qui sont de surcroît les éléments les plus dynamiques de la population campagnarde, sont effectivement ceux qui émigrent le plus facilement. Le deuxième motif, est que les nouveaux citadins, quand ils répondent à des enquêtes évoquent les désirs et les espoirs antérieurs à leurs déplacements, et qui dans leur esprit étaient fondés sur la vie urbaine des villes industrialisées. L'argument néo-classique de la mobilité du travail comme variable indépendante, reçoit ainsi une solide corroboration. Non seulement les agents économiques confirment d'eux-mêmes les mobiles d'ordre urbain que les ont extrait du milieu d'origine, mais encore ce sont les plus instruits, donc les mieux informés, donc les plus capables d'exercer leur libre arbitre.

L'attention exclusive à de tels arguments permet d'écartier toute considération approfondie des causes endogènes qui, réévaluées par l'étude des effets de l'intégration capitaliste et de l'expansion industrielle, expliquent les migrations. Pour contester les arguments anté-

rieurs il faut souligner que, le niveau d'instruction des migrants a un caractère extrêmement relatif. Le très mauvais réseau scolaire, bien souvent inexistant, et l'éparpillement des populations rurales dans un pays de dimensions continentales, font douter que le niveau d'instruction et la fluidité de l'information puissent faire jouer les préférences individuelles. Les causes "exogènes" n'expliquent pas les migrations de toute la population d'un village, et surtout pas, le développement du système de la "sous-entreprise de main-d'oeuvre" . (1) Les "boias-frias" (repas-froid) impliqués dans ce système, sont des travailleurs agricoles journaliers qui louent leur force de travail à des intermédiaires qui la sous-louent aux latifundia. A l'aube, les intermédiaires pourvus de camions recrutent un certain nombre de travailleurs qui attendent au bord des routes et les déposent dans les endroits désignés par les grands propriétaires terriens pour une journée de travail. Aucun contrat, aucune réglementation n'intervient dans le louage. Depuis 1970, le système s'est beaucoup répandu et il arrive qu'aujourd'hui les intermédiaires aillent chercher en ville les travailleurs agricoles qui sont bien souvent d'anciens ruraux. (2)

La "volonté" d'émigrer des éléments instruits n'explique pas non plus pourquoi il y a des déplacements

(2) Cf. M.C. D'INCAO E MELO - O boa-fria, Rio de Janeiro, Ed. Vozes, 1977

(1) terme répandu par E.EPSTEIN et J.MONAT - "La sous-entreprise de main d'oeuvre et sa réglementation" in REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Genève, vol. 107(5) - mai 1973, pp. 491/512

vers des villes non-industrialisées où il n'y a pas de possibilité de réussite citadine. Enfin, l'appel aux témoignages des anciens paysans est contestable. On ne peut pas juger des conditions concrètes d'après la conscience que les individus ont d'eux-mêmes et de leur vécu. (1) Cela est encore plus vrai dans le cas de ce que l'on pourrait appeler une conscience a posteriori. Ce n'est qu'après avoir connu la vie urbaine que les nouveaux citadins peuvent l'évaluer et reconsidérer les désavantages de la vie rurale; de toute manière la compréhension des causes impératives de l'abandon de gré ou de force de leurs statuts antérieurs peuvent continuer à leur échapper.

Ce sont les conditions de reproduction des travailleurs à la campagne qui expliquent le déplacement des forces de travail mises en exercice par le capital urbain au Brésil. Les paysans se trouvent de plus en plus démunis ou éloignés des moyens de production dont la mise en oeuvre leur permettrait de subsister et d'avoir accès aux services élémentaires de la société contemporaine. Le flux migratoire n'est pas provoqué par la recherche rationnelle de la "modernité" capitaliste ou par d'autres choix d'inspiration individuelle. Les conditions concrètes de survie sont sans nuances et laissent peu d'options à la population paysanne prolétarisée. Les alternatives sont les suivantes: rester et voir sa situation se dégrader

(1) Cf. Karl MARX - Critique de l'économie politique (1859)
Pléiade, t. I, avant-propos, p. 273

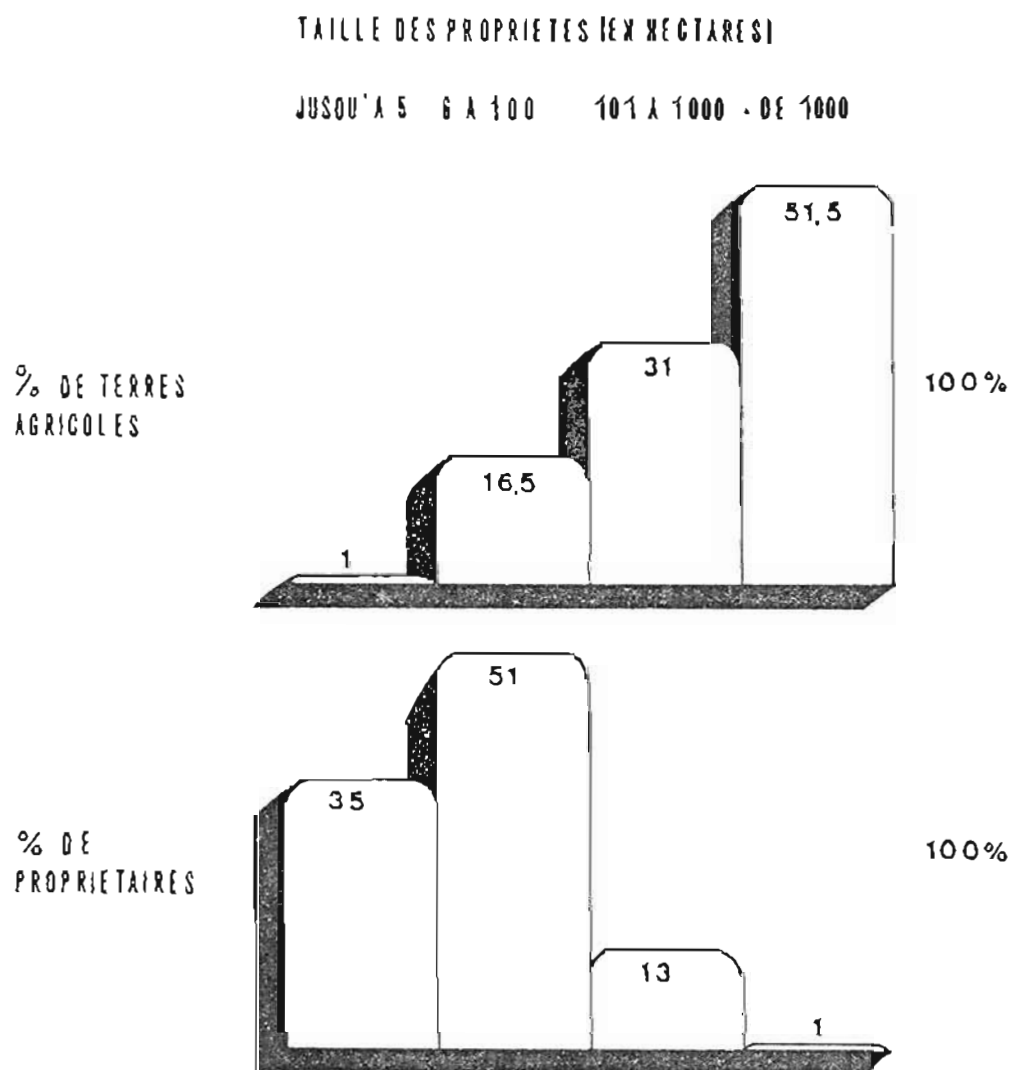
dangereusement et même parfois subir une violence policière inouïe (comme dans les Etats de Mato Grosso, Bahia, Para) ou tenter sa chance ailleurs.

D'une manière générale, actuellement l'accès des ruraux aux moyens de production peut être considéré sous deux aspects: grâce à la propriété du sol, ou grâce au rapport entre capital et travail. La propriété de la terre devait permettre, en principe, au paysan de développer sinon une production marchande, du moins des cultures de subsistance autarciques pour assurer sa reproduction personnelle et une certaine indépendance. Un simple regard sur la structure foncière révèle néanmoins les véritables conditions des travailleurs propriétaires.

TABLEAU IX - p. 222

Ce n'est qu'en ignorant aveuglément la disproportion inique de cette structure que l'on peut privilégier les causes exogènes des migrations. Non seulement les grandes propriétés et les latifundia (14% du total des propriétaires) occupent 82,5 % de l'espace agricole, mais elles représentent également les terres les plus fertiles et leur emplacement privilégié leur apporte une importante rente différentielle. Les petits paysans, sans pouvoir faire d'investissements additionnels (engrais, semences sélectionnées, puits d'irrigation), voient la fertilité du sol se réduire chaque année. En l'absence de réserves alimentaires ou financières, le moindre désé-

LA STRUCTURE FONCIERE 1972



SOURCE: INCRA. 1975

quilibre écologique leur est catastrophique. La même structure foncière fait qu'il n'y a que très rarement de possibilité de recours à la nature comme objet de travail, c'est-à-dire, à la terre exploitée directement, sans recevoir un investissement au préalable d'énergie humaine (cas de la chasse et de la collecte de produits sauvages). A tout cela, s'ajoute la tendance au morcellement du sol par les héritages successifs, (près d'une exploitation sur dix n'atteint pas un hectare). En commentant le cas d'une région de Bahia, qui ressemble à tant d'autres, M.HARRIS souligne que,

" ... le manque de terres à partir de la troisième génération est une certitude mathématique entre les paysans qui habitent les bords des rivières. [Déjà] au moins la moitié de la population de la commune n'a pas de terres suffisantes pour assurer sa survie pendant toute l'année..." (1)

Le cas des travailleurs non-propriétaires est encore plus grave. En 1975, le nombre de familles sans terre était estimé à plus de neuf millions. (2) La possibilité d'une relation stable et suffisante avec les moyens de production est enlevée à ces travailleurs dans toutes les circonstances. La surface qui a été attribuée à

(1) Marvin HARRIS - Town and Country in Brazil (1956) New York, Columbia University Press, 1966, cité par Juarez BRANDAO LOPES - Desenvolvimento e mudança social, São Paulo. Cia.Ed.Nacional 1968

(2) Cf. Theodomiro BRAGA - "A solução dos trabalhadores" in MOVIMENTO, Rio de Janeiro, 6/6/1977, p. 4

ceux qui travaillaient sur les latifundia archaïques et qui étaient autorisés à y cultiver un lopin pour nourrir la famille, est chaque fois plus exigüe". Les paysans sont par ailleurs constamment renvoyés pour ne pas faire valoir les droits de prescription aquisitive (usucapion). Dans les grandes exploitations en train de moderniser leurs techniques, ils sont chassés de manière définitive. Le travail journalier n'est désormais accessible qu'à une minorité. Les multinationales lancées dans "l'agrobusiness" (une trentaine possède environ 30 millions d'hectares), avec des machines ou avec des fusils refoulent indistinctement paysans propriétaires et paysans errants.

Par ailleurs, le processus de désagrégation de la paysannerie, magistralement étudié vers 1950 par Antonio CANDIDO et décrit dans son livre "Os parceiros do Rio Bonito", (1) est encore effective. On y trouve les preuves que les conditions objectives de la production d'une armée de travail dans la campagne, telles que le manque de terres, le morcellement de la propriété, la violence policière au service des grands propriétaires terriens, sont les aspects les plus visibles d'un processus très vaste, trop complexe pour être évoqué ici. Antonio CANDIDO démontre que le développement capitaliste fait que les possibilités d'autonomie, d'organisation communautaire

(1) Antonio CANDIDO - Os parceiros do Rio Bonito (1954)
Rio de Janeiro, José Olympio Editores,
1964

alternative et de survie, se retrécissent de manière généralisée, jusqu'au point d'obliger le paysan à s'individualiser et passer au marché de travail extérieur ou "pure-ment ou simplement mourir de faim".

1.1.2 Circulation de la force de travail

Une fois la force de travail produite, c'est à-dire dépossédée de ses conditions objectives de travail, ou encore, devenue excédentaire dans le marché du travail agricole local, elle se déplace avec une fluidité forcée. Si l'on excepte les opportunités créées par le déplacement de la frontière agricole, la situation de l'emploi et de la propriété foncière se révèle similaire dans la plupart des Etats. "L'alternative" est alors le travail salarié urbain, probablement dans les villes industrialisées du centre-sud. Il est intéressant de remarquer que la population rurale prolétarisée est dans une telle impasse ou dans une telle situation de détresse que, malgré les distances continentales du pays, elle se dispose à une migration incertaine et en prenant à son compte les frais de déplacement. Le capital industriel urbain n'a pratiquement pas de frais pour stimuler la disponibilité de la force de travail. Il se limite, par services publics interposés, à attirer les travailleurs pendant les époques de pénurie (concession de billets de train) (1) ou à

(1) Cf. L. Costa PINTO - Migrações internas no Brasil, Rio de Janeiro, I.E.F.Maua, polycopié, 1952, cité par J.BRANDAO LOPES, Desenvolvimento... op. cit. p. 59

sélectionner les migrants dans des postes de triage pendant les époques d'abondance. (1) Par ailleurs, d'une manière générale, le M.P.C. diminue les frais de transport pour chaque marchandise, en développant les moyens de transport et de communication. Cela s'applique à la marchandise force de travail, qui peut être ainsi facilement présentée aux lieux de valorisation du capital pour le plus grand profit de celui-ci.

Avant d'aborder les conditions d'emploi de cette force de travail, il faut signaler certaines particularités du trajet fait par les migrants. Jusqu'à une période récente, l'on pensait que chaque paysan pris à part avait connu un seul statut professionnel et un seul milieu rural avant d'arriver en ville. Il s'avère en fait que le parcours de près de la moitié des nouveaux citadins n'est pas si linéaire. Le passage direct de la campagne à la ville concerne plutôt les jeunes qui n'ont jamais travaillé. (2) Les autres ont des expériences variées: le travail à façon, le travail salarié agricole, le travail itinérant et enfin, le travail salarié urbain. (3) Mais ce qui nous intéresse dans ces trajectoires, c'est qu'il s'agit d'une mobilité qui implique la déchéance de la paysannerie. Le passage à chaque nouveau statut réduit

(1) Cf. JORNAL DO BRASIL, Rio de Janeiro, éditions du 9-4-1972 et du 5-6-1972

(2) Cf. Janice PERLMAN - O mito ..., op. cit. chap. III

(3) voir exemples in M.C. PAOLI - "Trabalho e marginalidade..." art. cit. p. 1

l'autonomie du paysan et limite la possibilité de suren -
chérir la seule marchandise dont il dispose: sa force de
travail.

1.1.3. Travailleurs "libres"

Ces éléments permettent d'introduire les conditions objectives de la mise à la disposition de la force de travail sur le marché du travail urbain. Il s'agit d'une masse considérable de travailleurs "libres", (1) c'est-à-dire émancipés de toute contrainte politique, de toute subordination archaïque ou de clientèle et complètement démunis de leurs moyens de production, de telle sorte que, malgré le prix dérisoire payé par les acheteurs, la vente de leur force de travail sur le marché urbain est une nécessité impérative. (En 1970, dans les grandes villes industrialisées, plus de 70% des travailleurs qui ne recevaient pas le salaire minimum légal, étaient des migrants à peine arrivés.)

L'origine des travailleurs explique cette soumission implacable aux conditions fixées au gré des acheteurs. Les jeunes de moins de 18 ans qui constituent environ la moitié des expulsés de la campagne, n'ont aucune expérience professionnelle ou de savoir-faire. L'absence de famille leur permet de disposer d'un intervalle de

(1) voir Karl MARX - Le Capital - livre I, Pléiade, p.717

temps entre l'arrivée en ville et la recherche d'un emploi. De toute manière, les contraintes citadines les entraînent à se présenter bientôt aux lieux de valorisation du Capital sans disposer d'atouts importants. Les autres travailleurs plus âgés n'ont pas de répit car ils arrivent en ville avec déjà la responsabilité d'assurer la survie de la famille (même si celle-ci est restée dans son milieu d'origine).

Par ailleurs, par son caractère rudimentaire, l'expérience campagnarde leur est totalement inutile. Les études de J.R.BRANDAO LOPES (1965,1967) sur certaines régions du Nord-Est (Sertao et Agreste) confirment ce handicap qui défavorise les nouveaux citadins. Au cours des dernières décennies, la paysannerie a abandonné les compléments de l'économie agricole, l'artisanat et le petit commerce. Le savoir-faire est limité par le caractère exclusivement agricole du travail rural. (1) L'exemple de ces régions ne permet pas de déduire la disparition généralisée de l'artisanat agricole, mais on peut avancer l'hypothèse qu'avec la raréfaction des professions non-agricoles dans la campagne, les artisans subsistant auraient plus de chance de survie, étant donc moins disposés à émigrer.

Par conséquent, la plus grande partie des migrants n'est pas porteuse d'un savoir-faire qui lui per-

(1) Cf. J.R. BRANDAO LOPES - Desenvolvimento..op.ci.chap.II et III

mette de faire monter les enchères dans la vente de sa force de travail et moins encore qui puisse le permettre implanter de formes de production non-capitalistes dans les villes.

Démunis et sans un savoir-faire qu'ils pourraient faire-valoir, ces travailleurs sont obligés d'accepter le salaire proposé et toutes les conditions de travail fixées par les acheteurs. En outre, ils sont indifférents au contenu particulier ou au lieu de leur travail, permettant aux acheteurs de profiter à souhait d'une force de travail déroutée et docile.

1.2. Mobilité professionnelle et sectorielle

Malgré l'importance de la mobilité professionnelle et sectorielle pour l'expansion industrielle, les informations et les statistiques sur ces autres formes de la mobilité du travail sont bien rares. La quantification des flux et la détermination des sphères d'origine et d'arrivée demanderaient un appareillage statistique fort coûteux et sans utilité proportionnelle pour la gestion capitaliste. Nous avons pu avoir des aperçus de leur incidence du côté des U.P.S., mais cela ne permet pas d'évaluer l'extension du phénomène ailleurs, et même ses conséquences précises en ce qui concerne le fonctionnement des U.P.S.

Comme nous n'avons pas pu non plus trouver des données statistiques globales pour étayer nos remarques, il est peut être utile de rappeler qu'en France, dans une période de cinq ans (1965/1970), 70 % des hommes et 60 % des femmes salariés de moins de 40 ans ont connu des changements dans leur situation socio-professionnelle (changement soit de profession, soit de secteur d'activité, soit d'entreprise, soit encore de plusieurs de ces statuts à la fois). La seule mobilité professionnelle concerne globalement 30 % des individus. (1)

Rien ne permet de dire que ce soit systématiquement dans les pays industrialisés que s'observe la plus grande mobilité. Les déplacements géographiques ou les changements de statut professionnel sont engendrés par les exigences spécifiques du capital et sont plus ou moins contrecarrés par les travailleurs selon leur organisation et leur combativité. Au Brésil, le rapport de forces étant nettement défavorable à ces derniers, l'on peut présumer que c'est par millions que se chiffrent chaque année les travailleurs contraints aux différentes formes de la mobilité.

Dans différentes approches (théorie de la "Marginalité", Secteur Informel), et aussi dans certains travaux sur le Tertiaire, les formes de production urbaines

(1) Cf. R. POHL et al. - "Enquête Formation-qualification professionnelle de 1970" - Paris, in
COLLECTION INSEE D 32 - 1972

autres que les grandes entreprises, sont supposées être une espèce de "relais" pour les migrants avant leur entrée dans les rouages propres au "système industriel capitaliste". C'est-là qu'ils commenceraient à se familiariser avec les mécanismes urbains, avec la monétarisation de toutes les relations sociales, avec la relation salariale, et surtout, ils y feraient l'apprentissage des rudiments nécessaires au travail dans les "entreprises capitalistes" (horaires, rythmes de travail, discipline, etc.). Plus tard, le flux en sens unique vers les Grandes Entreprises représenterait une ascension pour les travailleurs; ces entreprises, en les embauchant, contribueraient donc à la promotion sociale. C'est la notion de "tremplin" pour le travail urbain à laquelle fait référence Ana L.O. de ALMEIDA. (1)

Deux éléments semblent appuyer cette thèse: le bas niveau d'instruction des ruraux prolétarisés et le surnombre de migrants. Les "entreprises capitalistes" disposant en permanence d'une vaste armée industrielle de réserve, pourraient se permettre d'attendre que l'ex-pay-san fruste et inhabile même pour la fonction d'O.S. dans le cas de l'industrie, soit initié aux pratiques productives industrielles.

Cette argumentation est incorrecte. Ce qui

(1) Anna L.O. de ALMEIDA - Distribuição de renda e emprego em serviços, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 197, p. 75

est présenté comme règle générale n'est qu'une variante secondaire de la mobilité sectorielle. L'embauche des migrants dans les grandes entreprises est relativement rapide (1 à 3 mois dans certaines villes (1)) et l'expérience professionnelle non-agricole n'est pas un préalable obligatoire. Ce que l'on observe dans les U.P.S. permet d'appréhender la dynamique détournée de la mobilité et permet de réfuter l'idée d'activités-relais ou préparatoires au travail dans les grandes entreprises.

A peine 1/3 environ des travailleurs des U.P.S. sont des ex-paysans qui ont été repoussés par les grandes entreprises. Les autres, à l'exception d'une partie des mineurs et des femmes, même s'il s'agit primitivement de paysans, ont commencé leur vie professionnelle dans les E.C.T. ou dans des activités urbaines diverses qui les ont renvoyés pour des raisons que nous commenterons plus loin. Il s'agit d'une nouvelle circulation de la force de travail imposée par le Capital, et l'évocation des statuts antérieures de ces travailleurs met en évidence la fréquence de cette procédure qui consiste à redonner continuellement la "liberté" aux travailleurs, c'est-à-dire à les déposséder des moyens de production ou à leur en éviter la maîtrise.

(1) Cf. Janice PERLMAN - O mito..., op. cit. p. 108
et Bertran HUTCHINSON - "The Migrant Population on
Urban Brazil" in *America Latina* 6, n.2 -
avril-juin 1963, p. 68 - cité par Janice
PERLMAN - O mito..., op. cit. p. 336
note 27

Chaque travailleur, pris à part, a de fortes probabilités d'avoir connu antérieurement plusieurs changements importants dans une ou plusieurs rubriques suivantes (mutations géographiques non-comprises):

- . entreprise . poste
 - . fonction
 - . profession
- . branche
- . secteur

et il est absolument certain qu'il a connu des changements répétés dans les conditions de travail telles que:

- . lieu de travail . discontinuité
 - . variété
 - . instrument de travail
- . horaires de travail
- . équipes de travail

Il est évident que de tels changements, imposés et dynamisés par le capital, ne sont pas enrichissants, ou du moins ne l'on pas été pour la plupart des travailleurs qui se sont trouvés ensuite dans les U.P.S. En tout cas, du point de vue de l'autonomie des travailleurs, il est factice de parler de promotion, de même qu'il serait erroné de parler de disqualification; étant donné le niveau d'instruction initial, le maintien, sous d'autres formes, de ce niveau, semble correspondre aux vrais résultats de la mobilité. Et l'on ne saurait trop insister sur les liens étroits qui existent entre la vulnérabilité à la mobilité et la situation de disponibilité dans

laquelle ces travailleurs se sont trouvés lorsqu'ils ont émigré. Il faut signaler encore que dans les cas de reconversion des travailleurs des grandes entreprises, la mobilité peut éventuellement impliquer une dégradation socio-économique qui est particulièrement ressentie par les travailleurs qui sont attachés au prestige, aujourd'hui désuet, de certaines grandes entreprises nationales telles que la Pétrobras, la C.N.S., etc.

Le développement de la production capitaliste exige une mobilité accrue de la force de travail. Or, une importante conquête des travailleurs était la loi de la stabilité: après avoir été employé plus de dix ans dans la même entreprise, le travailleur acquérait des droits supplémentaires et leur licenciement devenait plus difficile et très onéreux. Blâmée par le patronnat, cette loi a été révoquée par le gouvernement militaire qui l'a remplacée par un système d'indemnité-licensing (F.G.T.S.) A partir de 1967, aucune contrainte n'empêche le renvoi expéditif et sans frais importants des travailleurs.

" [Le Capital] élimine tous les obstacles légaux et extra-économiques susceptibles de gêner sa liberté de mouvement dans les diverses sphères de la production. Avant tout, il brise toutes les barrières légales ou traditionnelles qui l'empêchent d'acheter à son gré telle ou telle sorte de force de travail ou de s'approprier à volonté de tel ou tel genre de travail. " (1)

(1) Karl MARX - Un chapitre..., op.cit. Pléiade, II, p.440

"Libres" de leurs moyens de production et contraints par un rapport de forces défavorable, les travailleurs circulent sans répit géographiquement, sectoriellement et professionnellement. Cette constante reconversion des statuts permet aux E.C.T. de choisir des travailleurs spécifiques et par voie de conséquence d'en reléguer d'autres dans le travail au sein des U.P.S. Cet usage différencié de la force de travail sera abordé dans les prochains paragraphes.

2. CARACTERISTIQUES DES TRAVAILLEURS

Il n'est pas possible de trouver une identité stricte des travailleurs des U.P.S. et de l'opposer à celle des travailleurs des E.C.T. Vu la possibilité de permutation des statuts, la distinction entre les deux ensembles de travailleurs n'est ni radicale ni décisive. Cela n'empêche que des différences individuelles puissent permettre au Capital de déterminer les conditions de cet échange et éventuellement d'assigner une partie des travailleurs au travail dans les U.P.S.

Dans le présent paragraphe, nous analyserons les caractéristiques qui marquent l'hétérogénéité de la force de travail et qui interfèrent dans la distribution des travailleurs entre les E.C.T. et les U.P.S. Les données personnelles spécifiées sont celles que le travailleur n'a pas la faculté de modifier à son gré (à l'excep-

tion de l'état matrimonial, bien entendu). Il peut essayer de faire jouer ces attributs à son avantage, mais le plus souvent ils ne font qu'augmenter ses handicaps, faisant en sorte que le prix qu'il touche par la vente de sa force de travail soit déprécié.

2.1. Age

En 1970, dans les E.C.T., environ 90 % des travailleurs étaient dans la force de l'âge, c'est-à-dire ayant plus de 15 ans (âge minimum légal) et moins de 54 ans. (1) Dans les U.P.S. le pourcentage que représente cette tranche d'âge doit se situer entre 70 à 80 %. (2) Les travailleurs plus âgés représentent une très faible partie des 20 ou 30 % manquants, en étant nettement moins nombreux que dans les grandes entreprises, où ils représentent environ 8 %. Les U.P.S. ne constituent pas donc un "secteur refuge" pour les travailleurs âgés. Par contre, l'âge limite pour trouver un emploi dans les grandes entreprises étant de 35 ou au maximum 40 ans (3), il est probable que la proportion de travailleurs dans la tranche d'âge de 30 à 50 ans soit légèrement supérieure dans les U.P.S.

(1) Cf. I.B.G.E. - Censo Demografico 1970, Rio de Janeiro, F. I.B.G.E., 1974 pp.81/84, tableau 21

(2) voir p.ex. M.T. BERLINCK - O desenvolvimento..., op. cit.

(3) Cf. Paul SINGER - Emprego e urbanização no Brasil, Sao Paulo, Estudos CEBRAP n.19, janvier-mars 1977 p. 129

De toute manière, la différence la plus importante se trouve dans le groupe d'âge de 15 à 19 ans et surtout dans celle du groupe de moins de 15 ans. Par une série de raisons que nous aborderons plus en détail, les enfants représentent le quart des travailleurs dans les U.P.S.

2.1.1 Mineurs au travail

Toutes nos remarques sur le caractère relatif, insuffisant ou même erroné des statistiques, sont particulièrement valables à propos des données sur les enfants au travail. Dans une étude sur ce thème, le Bureau International du Travail, après avoir estimé de chiffres qui représentent parfois le double des statistiques officielles, reconnaît qu'il y a tout lieu de croire que le nombre d'enfants ayant une activité économique est infiniment plus important que ne l'indique le résultat des enquêtes. (1)

Trois facteurs principaux interviennent dans la sous-estimation. Le premier, et le plus important

(1) B.I.T. - Le travail des enfants- Genève, 1979, B.I.T. document interne photocopié, voir aussi - Elias MENDELIEVICH (ed) - Le travail des enfants, Genève, B.I.T. - 1980 et Christiane RIMBAUD - 52 millions d'enfants au travail, Paris, Plon, 1980, pp. 93/111
"Enfants au travail" in LE MONDE DE L'EDUCATION, Paris, n.53 - septembre 1979, pp. 8/20

est que la majorité des enfants travaillent de manière illégale. Les employeurs ne sont pas assez sots pour déclarer qu'ils font travailler des enfants en contrariant la loi par rapport à l'âge minimum légal et/ou par rapport au salaire payé. Même la déclaration de l'emploi de mineurs dans le cadre de la loi est évitée (c'est le cas pour les apprentis), parce que cela leur entraînerait des dépenses supplémentaires. En deuxième lieu, le caractère extrêmement provisoire et intermittent du travail exercé par les enfants empêche toute évaluation de l'ampleur exacte du phénomène. En troisième lieu, le statut de travailleur des enfants occupés dans les entreprises contrôlées par leurs parents pose un problème de définition assez controversé. Considéré par la plupart des parents comme étant du ressort des tâches domestiques, le travail productif familial, fût-il régulier, de durée journalière normale, etc., n'est jamais comptabilisé, et est ainsi très rarement à la portée des enquêteurs ou des recensements.

La quantification de la force de travail infantine ne peut pas être basée sur les données officielles. Grâce aux acquis des luttes sociales antérieures le droit du travail peut représenter une protection pour les travailleurs, même si cette protection est dans le cadre de la "légalité capitaliste". (1) Or, cette protec

(1) Cf. Bernard EDELMAN - La légalisation de la classe ouvrière, Paris, Ed. C. Bourgois, 1978

tion est en principe formelle, l'application de la loi n'est effective que par rapport aux résultats plus récents des luttes sociales. Le droit du travail brésilien considère comme mineur, le travailleur de moins de 18 ans et comme tel, il est protégé et a droit à une série d'avantages en ce qui concerne les conditions de travail. Une des rares clauses des conventions internationales préconisées par le B.I.T. que le Brésil a signé, était celle interdisant rigoureusement le travail des mineurs de moins de 14 ans. (1) Pourtant, malgré ces restrictions légales, l'embauche des mineurs est actuellement une pratique extrêmement répandue, jusqu'au point d'être banalisée et de ne plus choquer personne. Petit exemple de cet état de choses, la présence d'un enfant de moins de 10 ans apparaît tout naturellement dans une photo illustrant un article, fort élogieux d'ailleurs, sur les activités des U.P.S. et paru dans un périodique à grand tirage.

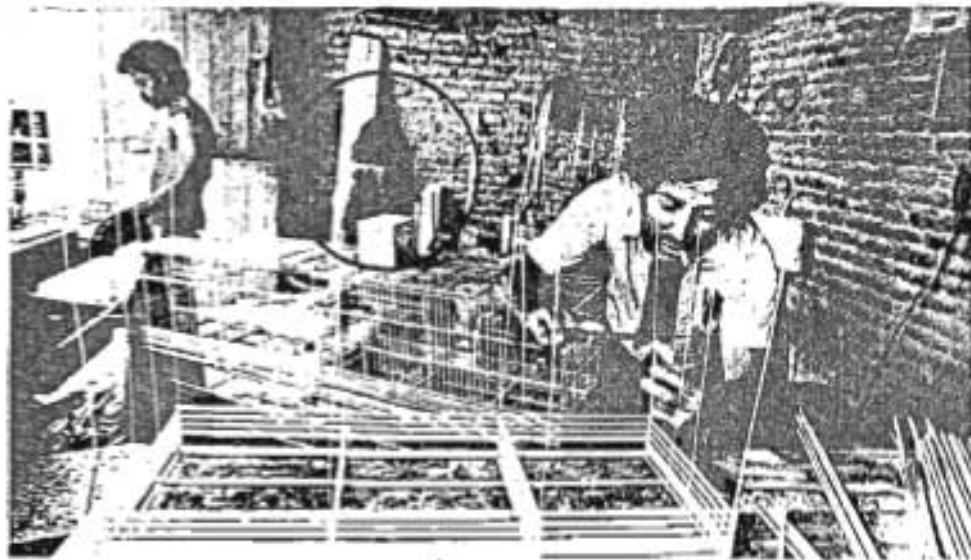


PHOTO n.1 - in VEJA, Sao Paulo, 9-5-1979
p. 107 "A micro-força".

(1) Cf. Consolidação das leis do trabalho -décret-loi 5453
du 1.5.1943

Ainsi, les données officielles qui sont en accord avec la loi, ne reflètent qu'une partie de la réalité la plus flagrante. Comme nous l'avons dit précédemment, les mineurs représentent environ 25% des travailleurs des U.P.S., ce qui devait correspondre à approximativement 500 mille travailleurs en 1975. Cette estimation est confirmée par les études du B.I.T. qui ont avancé le nombre de 700 mille mineurs de 14 ans dans les activités urbaines au Brésil. (1) L'exactitude des chiffres n'est pas nécessaire, ils indiquent de toute manière l'ampleur possible de la force de travail infantine et la nécessité de mettre en relief les conditions de son exploitation.

La distribution des mineurs par groupe d'âge rend cette exploitation encore plus déplorable. Les études du B.I.T. signalent que dans l'ensemble des pays en voie d'industrialisation 25% des enfants commencent à travailler entre l'âge de six et neuf ans. Quoique ce pourcentage fasse surtout état de la situation dans les activités agricoles et dans les services urbains, il n'est pas exclu que des U.P.S. aient recours à des travailleurs de cette tranche d'âge. Par ailleurs, les enfants âgés de 10 à 14 ans doivent représenter presque 50% des travailleurs mineurs tandis que dans les grandes entreprises ils sont pratiquement absents.

(1) Cf. Thierry MALINIAK - "Les enfants-prolétaires du tiers-monde - Amérique Latine: l'envers des miracles économiques" in LE MONDE Paris, éd. du 30,31/12/1979

Ces données servent de révélateur des différences dans les conditions actuelles de fonctionnement et de reproduction des E.C.T. et des U.P.S. Les premières embauchent de préférence les mineurs âgés de plus de 15 ans, non pas à cause des contraintes juridiques (qui peuvent influencer bien entendu, même si c'est d'une manière accessoire), mais parce qu'il y a une armée industrielle de réserve en permanence. Les grandes entreprises choisissent entre les travailleurs payés à salaires inférieurs par rapport à ceux des adultes, les mineurs dont la force physique et la dextérité naturelle rend plus productifs et plus capables d'accompagner les procès de travail réguliers et prolongés propres aux E.C.T. En outre, la rentabilité de l'investissement dans la formation d'une catégorie de travailleurs spécialisés est plus sûre avec des jeunes de plus de 15 ans, de même qu'avec eux, il est plus facile de faire l'encadrement disciplinaire, l'expulsion des indisciplinés, des inadaptés, en préservant ainsi l'espace normalisé que présuppose le procès de travail des E.C.T. (1)

L'embauche des enfants par les U.P.S. implique des conditions plus irrégulières. Elle dépend parfois des liens familiaux et de l'évolution de chaque U.P.S. prise à part. Aux caractéristiques déjà commentées au chapitre III (instabilité, précarité, etc.)

(1) Cf. témoignages des contremaîtres in Luiz PEREIRA - Trabalho e desenvolvimento no Brasil, Sao Paulo. Difêi, 1965, pp. 218/233

correspond des conditions particulières dans l'occupation de la force de travail, de telle manière que ce sont les enfants qui se prêtent mieux à la stratégie de survie des U.P.S. Les enfants travaillent surtout pour vivre, faire vivre ou survivre leur famille. La situation de détresse, d'ignorance dans laquelle ils se trouvent les rend extrêmement vulnérables, des proies faciles pour des acheteurs sans scrupules de leur force de travail qui ne se trouve pas encore tout à fait développée. Quelques uns travaillent parfois comme de véritables serfs, en échange du gîte et d'un médiocre repas, sans protection légale (droit du travail) et sans protection de fait (solidarité communautaire, associations diverses, syndicats, etc.)

Comme nous verrons, cette disponibilité totale se combine convenablement avec les conditions de fonctionnement propres aux U.P.S. Par les données estimées, on voit bien qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène marginal, ne méritant pas d'attention. L'exploitation capitaliste du travail enfantin, suffirait à elle seule pour justifier des études plus approfondies sur les U.P.S. dont cet exploitation est l'apanage.

2.2. Sexe

La référence à la division des travailleurs par sexe s'impose, une fois que l'on remarque une incorporation croissante de femmes à la force de travail, et que l'économie capitaliste ne socialise leur travail que comme

manière d'augmenter l'extraction de la plus-value. Sous le mode de production capitaliste, la séculaire oppression que les femmes subissent est rédéfinie; les rapports entre les sexes, l'attribution des rôles sociaux contribuent, sur une base nouvelle et à l'insu des sujets, à l'exploitation généralisée.

Il est inutile de rappeler l'absence de statistiques fiables sur les femmes au travail, mais sur ce point, il faut signaler encore qu'aux difficultés de quantification déjà abordées dans le cas des enfants au travail, s'ajoute l'obstacle supplémentaire de la séparation des tâches ménagères de celui du travail productif.(1) Par ailleurs, comme pour les mineurs, les données du recensement démographique effectué à l'époque du bâillonnement de la classe ouvrière, ne traduisent plus la situation du marché du travail actuel. Plus la combativité ouvrière est grande, plus la tendance à remplacer des hommes pleinement développés par des mineurs ou par des femmes est forte.

Pour les femmes, beaucoup plus que pour les hommes, la vente de la force de travail pour les U.P.S. est une opération extrêmement irrégulière et aléatoire. Nous avons estimé qu'elles représentaient environ 20% des travailleurs en 1975. Ce taux n'est qu'une moyenne et il

(1) Voir à ce sujet Bruno LAUTIER - "Forme de production capitaliste et procès de travail domestique" in CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE, Paris, n.1, octobre, décembre 1977, pp.61/90

doit varier conjoncturellement et saisonnièrement, tandis que le nombre de femmes dans les E.C.T. (11% en 1970) doit monter régulièrement et subitement dans les époques de luttes sociales. (1)

Les groupes d'âge se distribuent de manière disparate. Les jeunes filles mineures de 15 ans sont plus nombreuses que les garçons de même âge parce que, même dans les couches prolétarisées, ces derniers ont de plus fortes chances de rester plus longtemps à l'école. A partir de la majorité civile (18 ans), on remarque la présence de mères de famille dans une proportion beaucoup plus forte que dans les grandes entreprises. Celles-ci refusent l'embauche aux femmes mariées ou licencient systématiquement les jeunes filles qui se marient (2) avec une totale indifférence à l'interdiction légale de cette pratique (article 391 de la "consolidação das leis do trabalho").

L'infériorité sociale des femmes est maintenue par la vente de leur force de travail dans les U.P.S. et le cumul d'activités domestiques et d'activités productives ne représente pas pour autant une amélioration notable des conditions de vie ou des chances de promotion sociale. Et c'est en partie parce que les U.P.S. peuvent

(1) Cf. données ponctuelles de la presse économique de Sao Paulo, 1977, 1978

(2) Cf. Valdir dos SANTOS - "Area metalurgica emprega 20 mil mulheres" in O ESTADO DE SAO PAULO, Sao Paulo, éd. du 5-1-1978

disposer d'une force de travail encore plus disponible et soumise qu'elles peuvent fonctionner de cette façon.

2.3. Race et nationalité d'origine

Les informations sur les caractères raciaux des travailleurs ne sont plus précisées dans les recensements généraux depuis 1950. De même, les renseignements sur les immigrants naturalisés ou sur les enfants d'immigrants dont les caractères de la nationalité d'origine sont encore bien marqués, ne sont pas disponibles. L'absence de pourcentages n'empêche pas que l'on puisse analyser si la race et la nationalité des travailleurs ont des influences sur l'emploi.

Certains ouvrages présentent la réussite des étrangers dans les affaires comme un fait collectif, (surtout en ce qui concerne les immigrants allemands, italiens ou japonais). Les échecs sociaux ou professionnels étant formellement exclus, les travailleurs des activités peu importantes comme c'est le cas des U.P.S. ne seraient que des autochtones peu entreprenants. Or, la réussite collective des immigrants n'est qu'un mythe. La présence de descendants d'immigrants dans les U.P.S. est absolument certaine. Comme l'a démontré J. de Souza MARTINS, les cas de dégradation sociale des immigrants et de leurs descendants ne sont pas moins fréquents que les cas de réussite. (1)

(1) J. de Souza MARTINS - A imigração e a crise do Brasil agrário, São Paulo, Pioneira Ed. 1973

La nationalité d'origine ne protège pas l'individu d'une éventuelle prolétarianisation, ne lui donne pas des conditions plus avantageuses pour la vente de sa force de travail et ne détermine pas non plus sa vente à des fractions spécifiques du Capital.

Par rapport à la question raciale, l'on rencontre des indications sur une prétendue préférence des employeurs des grandes entreprises pour l'embauche des blancs au détriment des noirs qui seraient ainsi relégués aux services disqualifiés ou à des activités marginales. (1)

Or, les capitalistes n'ont pas de préjugés racistes pour exploiter la force de travail. Le racisme peut se manifester, non pas par un système d'apartheid, mais dans l'incorporation avilissante des noirs, en bénéficiant des stigmates de l'état d'accablement auquel ceux-ci ont été réduits au temps de l'esclavage (aboli en 1888). En les employant, les entreprises capitalistes bénéficient d'une force de travail dépréciée et de surcroît elles peuvent attiser des conflits raciaux pour diviser la classe ouvrière, D'une manière générale que ce soit dans les E.C.T. ou dans les U.P.S. c'est chez les travailleurs de race noire que l'on enregistre les cas les plus fréquents d'embauche précaire et de sous-emploi.

Dans les deux cas abordés, l'on voit qu'il n'est pas possible de concevoir les U.P.S. comme inacces-

(1) Cf. Anna de ALMEIDA - Distribuição ... op.cit.78

sibles aux descendants des immigrants ou se prêtant à la place des E.C.T. à l'emploi de travailleurs désavantagés par des facteurs raciaux. De toute manière, ce qu'il faut retenir de ces questions, c'est le fait que les caractères raciaux n'interviennent que comme cause de dépréciation de la force de travail au moment où elle se présente, soit dans les E.C.T. soit dans les U.P.S.

2.4. Situation Matrimoniale

A cause de la redéfinition du rôle de la famille sous le capitalisme, la situation matrimoniale implique des engagements moraux et sociaux qui, en principe, ne représentent pas de prérogatives pour les travailleurs. Le fait que le travailleur soit responsable de la survie de sa famille, ou à l'inverse qu'il puisse compter sur le travail domestique de sa femme et de sa progéniture pour compléter sa propre reproduction, sont des variables qui interfèrent dans l'opération de vente de sa force de travail au Capital.

Ces variables interfèrent aussi dans la distribution des travailleurs entre les E.C.T. et les U.P.S. selon des modalités en constante mutation. En principe, à forces productives égales, on pourrait supposer que les E.C.T. donnent la préférence aux hommes mariés (1) que leur responsabilité familiale obligerait à être plus disci

(1) Cf. Anna de ALMEIDA - Distribuição... - op. cit. p.78

plinés, plus obéissants, et à travailler jusqu'au but de leurs forces. Cependant comme la valeur de la force de travail est déterminée par les frais d'entretien et de renouvellement du travailler et de sa famille, si les rapports de force le permettent, les grandes entreprises remplacent dans un premier temps les travailleurs mariés par des travailleurs célibataires. Ceux-ci peuvent accepter un salaire inférieur car ils n'ont pas d'autres besoins que ceux de leur propre entretien.

Comme la famille n'est pas une instance de subsistance autarcique, parallèle ou extérieure au M.P.C. dans un deuxième temps les travailleurs mariés sont obligés d'accepter le salaire de célibataire. Le nouveau salaire n'est plus suffisant pour l'entretien de toute la famille faisant en sorte que ses membres soient obligés de travailler. En obligeant la famille à s'engager sur le marché du travail pendant un certain temps, en répartissant ainsi sur plusieurs de ses membres la valeur nécessaire à la reconstitution de la cellule familiale, le capital peut rendre la valeur de la force de travail des chefs de famille - tout en l'abaissant - égale à celle des travailleurs célibataires ou même à celle des enfants. "Le premier droit du Capital n'est-il pas l'égalité dans l'exploitation de la force de travail ?"

Les U.P.S. participent à cette transition intermittente, embauchant tantôt une catégorie de travailleurs, tantôt une autre. Ainsi, pour avoir plus de détails sur la distribution des travailleurs selon leur

situation matrimoniale entre les U.P.S. et les E.C.T. il faudrait rappeler les différentes circonstances historiques, ce qui prendrait une place excessive dans le présent travail. On peut évoquer, néanmoins, deux particularités à ce sujet:

Premièrement, malgré la socialisation obligatoire du travail des femmes prolétaires mariées, leur participation au travail productif peut être très irrégulière, car elles peuvent demeurer contraintes au travail domestique. Dans ce cas, seules les U.P.S. ont intérêt à acheter leur force de travail. Deuxièmement, l'embauche de travailleurs mariés par les U.P.S. peut avoir un caractère stratégique dans ce sens que cela permet une mobilisation très rapide et facile des travailleurs supplémentaires dans la personne des enfants de ces travailleurs.

2.5. Etat physique

Les questions concernant l'état physique des travailleurs servent de révélateur à l'une des caractéristiques des U.P.S. et à ce que représente vraiment les grandes entreprises en tant qu'"institutions matrices" (1) de la société capitaliste. Le développement circonstancié de ces questions permet de montrer les conséquences

(1) L'expression est de Charles BETTELHEIM - Calcul économique et formes de propriété (1970), Paris Maspéro, 1976, p. 82

des conditions de travail auxquelles sont soumis les travailleurs des U.P.S. en partie à cause de la politique d'embauche sélective des E.C.T. Pour le moment, nous analyserons la stratégie du Capital dans la distribution des travailleurs atteints d'incapacités diverses, entre grandes entreprises et U.P.S.

2.5.1. Handicapés du travail

Le terme "handicapé" est employé ici dans un sens précis. Il désigne les individus mentalement ou physiquement déficients par cause congénitale ou acquise (cette dernière catégorie comprend surtout les mutilés du travail) mais qui sont capables d'exercer encore un travail productif.

Leur présence dans les grandes entreprises est un phénomène extrêmement rare. Pourtant, le Brésil détient des indices records d'accidents du travail et d'infirmes divers. En 1975, sur 12 millions d'assurés sociaux, presque deux millions ont eu d'accidents du travail avec interruptions du travail. (1) Une enquête dans des bidonvilles d'une des régions les plus industrialisées du Sud du pays, signalait le taux très élevé de mutilés du

(1) Cf. Associação Brasileira de Prevenção de Acidentes - Boletim de Estatísticas, Sao Paulo, 1976 et pour l'Etat de Sao Paulo - "Acidentes no trabalho" in BRASIL INDUSTRIAL 1972, Rio de Janeiro, Ed. Banas, vol. 1, p. 153

travail avec incapacité totale au travail (1,6 % des adultes du sexe masculin dans la force de l'âge). (1)

Les premières données ne spécifient ni la gravité de l'accident, ni le secteur d'activité, mais une étude réalisée dans l'Etat de Sao Paulo montre qu'en un an (juillet 1972 à juin 1973) sur 734.150 travailleurs dans l'industrie, il y a eu 6.033 accidents graves déclarés (accidents entraînant, soit la mort, soit l'invalidité totale, soit provoquant des fractures graves ou des maladies professionnelles graves). (2)

Nous n'avons pas pu trouver des statistiques sur le nombre d'autres infirmes mentaux ou moteurs, mais vu l'effroyable niveau de santé de la population, il doit être malheureusement très important. L'addition de tous ces cas, fait qu'il y a actuellement un nombre impressionnant d'individus qui s'adressent au marché du travail, mais dont la puissance de travail est plus réduite que la normale. Or, il n'y a pas, ou il n'y a plus des sphères sociales extérieures, pré ou non-capitalistes au Brésil où le Capital puisse puiser des travailleurs sans être concerné par les conditions qui déterminent le renouvellement des forces qu'il exploite. De même il n'y a pas de

(1) Roque LAUSCHNER - Marginalização urbana na grande P. Alegre - (1967), P. Alegre, Sulina, 1970, p.80/83

(2) Cf. René MENDES - "Importância das pequenas e médias indústrias no problema de acidentes do trabalho em Sao Paulo" in REVISTA DE SAUDE PUBLICA, Sao Paulo, n. 10, 1976 , pp.317/318
tableau 2

sphères parallèles, où il puisse renvoyer avec une totale insouciance ceux qui sont encombrants ou tous ceux qui ne disposent pas pleinement d'une puissance de travail normale.

Contraint à subvenir aux besoins d'une partie de cette masse singulière, le capital adopte des stratégies variées, Les E.C.T. pour leur part, se refusent catégoriquement à embaucher de tels travailleurs. Les résultats de l'effort des différentes associations pour l'intégration des handicapés dans les grandes entreprises sont dérisoires (1) Dans une étude très sérieuse, il a été démontré qu'à la suite des programmes, fort coûteux, de réhabilitation d'invalides du travail, à peine le quart des réhabilités a pu être provisoirement réintégré par les grandes entreprises. (2) La situation la plus courante c'est de voir le travail de ces institutions voué à l'échec complet. Ce refus de la part des grandes entreprises va à l'encontre de la loi qui impose un nombre minimum de handicapés pour certaines d'entre elles, et à l'encontre des efforts des organisations d'insertion sociale. (3)

Comme les E.C.T. s'accordent le droit de choisir les travailleurs qui leur conviennent et de "jeter

-
- (1) "Plano para a integraçao de deficientes fisicos através do trabalho" P.Alegre, ACERGS, 1977, polycopié
 (2) "Pesquisa sobre fixaçao de reabilitados no emprego" Porto Alegre. INPES-SPMT, août 1978, document interne polycopié
 (3) voir p.ex. les débats sur "L'habilitation professionnelle des handicapés" 1^o simposio estadual de estudos do problema do excepcional, Porto Alegre, Assembleia legislativa do Estado do Rio Grande do Sul, 1972, pp. 108/126

au rebut" même ceux envers lesquels elles seraient responsables de leur handicap, la survie des travailleurs devient du ressort des U.P.S. Cela ne signifie pas que les U.P.S. puissent être caractérisées comme un "hôtel des invalides"; la présence de tels travailleurs n'est ni régulière, ni impérative; elle est simplement beaucoup plus fréquente que dans les E.C.T. M.A. GOLDBERG cite dans son rapport de recherche, que parmi les déficients auditifs ayant été préparés par deux instituts spécialisés à Sao Paulo, à peine le quart était employé et que leur emploi était exclusivement le fait de ce que nous appelons les U.P.S.(1) D'autres études font référence à la "facilité d'emploi" ou du "cadre adéquat" que représentent les U.P.S. pour les handicapés, (2) de telle sorte qu'il est certain que ceux qui ont été rejetés par les grandes entreprises ont plus de chances d'être embauchés par les UPS qu'ailleurs.

Il va sans dire que si les U.P.S. offrent plus de débouchés, ce n'est pas par un esprit de solidarité ou par bénévolat, mais parce que, selon les circonstances, l'intégration de tels travailleurs particulièrement vulnérables, peut leur être utile. L'inverse n'est pas obligatoirement vrai; les handicapés y trouvent une solution provisoire sans remédier véritablement à leur infortune.

(1) M.A. GOLDBERG - "Levantamento de oportunidades ocupacionais e escolares para deficientes auditivos" in CADERNUS DE PESQUISA, São Paulo mars, 1972

(2) Cf. ACERGS - "Plano para..." art. cit.
et pour la France - INFORMATIONS SOCIALES, Paris, n.10 1969

Cet arrangement évacue les contradictions et pallie la lâcheté des "institutions matrices" de la société capitaliste. Employés, renvoyés, employés à nouveau, toujours à merci de l'évolution aléatoire des U.P.S., les handicapés n'arrivent pas à constituer un problème critique pour le capitalisme.

3. QUALIFICATION DES TRAVAILLEURS

Dès le début de ce chapitre, nous avons largement insisté sur les caractéristiques "négatives" ou les attributs dépréciatifs de la force de travail occupé par les U.P.S. Il s'agissait de souligner les particularités qui, tout en jouant au détriment des travailleurs, interviennent dans leur répartition entre les E.C.T. et les U.P.S. Jusqu'ici, la polarisation critiquée précédemment semble reproduite: c'est-à-dire, d'un côté les E.C.T. "modernes" productives, exigeant la présence d'une élite de travailleurs qualifiés, de l'autre côté, l'univers des activités "marginales", dépôt des travailleurs sans qualification.

Pourtant, même si l'on retrouve empiriquement quelques exemples de cette dichotomie, elle n'est pas que très partielle. Comme nous avons remarqué précédemment, le phénomène le plus important par rapport à la distribution des forces de travail entre E.C.T. et U.P.S. c'est la fluidité de situations imposées au travail par le

Capital, Ce qui caractérise la force de travail employée dans les U.P.S. c'est en tout premier lieu, son hétérogénéité. Cette hétérogénéité concerne aussi le niveau de qualification des travailleurs.

La qualification étant une notion très controversée, son emploi demande quelques précisions. La première concerne le caractère trompeur de cette notion. Sans qu'il soit nécessaire de faire appel au métier artisanal, comme norme de référence pour l'évaluation des changements des capacités créatives des travailleurs, il semble pertinent de se débarrasser des idées communément admises sur l'identité stricte entre qualification des travailleurs et qualification du travail, c'est-à-dire des postes de travail. Avec les changements technologiques, il y a de plus en plus spécialisation de ces derniers et de moins en moins de qualification des individus; la modernisation technologique qui altère le contenu du travail en permettant un enrichissement personnel ne concerne qu'un nombre très réduit de travailleurs. Dans la plus grande majorité des cas, il s'agit d'une polarisation en termes de disqualification - surqualification, de transformations dans les formes de la séparation du travail manuel et du travail intellectuel qui accentuent la parcelisation ainsi que la hiérarchie, enfin, la soumission réelle du travail au capital. (1)

Selon les circonstances, la polyvalence d'un

(1) Cf. Michel FREYSSENET - La division capitaliste du travail
Paris, Savelli, 1977

travailleur dit non-qualifié, peut représenter un degré de connaissance supérieur à celui d'un ouvrier qui détient la maîtrise d'un seul travail complexe. Au lieu de correspondre à un stade supérieur, à un déploiement des capacités intellectuelles, la qualification dans son acceptation conventionnelle, fonctionne dans le sens de préserver, sous des formes changeantes, la dépossession de tout savoir-faire libérateur.

Pourtant, c'est ce genre de qualification qui est valorisé dans la légalité capitaliste. Malgré les effets appauvrissants, c'est elle qui permet au travailleur de renchérir sa force de travail dans la vente au capital. Ainsi, l'évaluation ou la référence aux qualifications des travailleurs des U.P.S. seront faites selon les paramètres dominants. Il faut remarquer tout de même que dans ce sens, la qualification ne peut pas servir comme fondement à des comparaisons historiques ou à des comparaisons entre des procès de travail de branches différentes.

3.1. Qualification élémentaire

La qualification élémentaire d'un travailleur est définie par l'ensemble des actes productifs (travail simple et moyen) qu'il est capable d'accomplir sans formation ou expérience complémentaires. Dans ce sens, et dans les limites des cas extrêmes commentés précédemment (travailleurs handicapés), il ne saurait y avoir

de différences absolues entre travailleurs des U.P.S. et travailleurs des E.C.T. Si le nombre d'ex-paysans , arrivés en ville avec un savoir-faire campagnard est plus grand dans les premières, cela n'est pas décisif du point de vue de la sélection faite par les E.C.T. Les citadins de vieille souche n'ont pas non plus de connaissances ou d'habilités productives supplémentaires du seul fait d'habiter en ville.

On peut dire que la presque totalité de ces travailleurs possède le degré moyen d'adresse et de célérité et qu'ils sont capables d'accomplir toutes sortes de tâches simples. Ainsi, du point de vue de la qualification élémentaire, on ne peut pas dire que les travailleurs des U.P.S. soient plus frustes ou tellement inhabiles au point de se démarquer des travailleurs engagés dans les E.C.T. (ou au point de permettre la classification des procès de travail des U.P.S. comme étant primitifs ou rudimentaires).

3.2. Scolarisation.

La situation est déjà plus irrégulière en ce qui concerne l'instruction scolaire. Il y a des écarts à considérer entre les travailleurs des E.C.T. et ceux des U.P.S., et il y a des différences de niveau entre ces derniers pris à part.

Pris en bloc, les travailleurs des E.C.T. bénéficient d'années de scolarité supplémentaires et sont

habituellement diplômés à niveaux différents. Il est fréquent qu'ils aient achevé soit l'école primaire, soit le lycée, soit éventuellement les cycles universitaires. Cette particularité n'est pas fortuite. On ne peut pas dissocier la participation du système scolaire de la reproduction des rôles sociaux pour la reproduction du capital. Chaque cycle d'études et tout particulièrement une subdivision du lycée ("cursos professionnalisantes" - l'équivalent des C.A.P. français) introduite sous le régime militaire, fige les facultés du futur travailleur à un niveau déterminé. Chaque cycle d'études fonctionne comme une unité plus ou moins indépendante des autres, et sa validité se trouve bien entendu dans sa conclusion. Pour avoir le profil demandé par les grandes entreprises, le futur travailleur doit suivre un ou plusieurs de ces cycles jusqu'au bout.

Cette situation explique en partie pourquoi les cas de scolarité incomplète sont plus fréquents chez les travailleurs des U.P.S. L'école, à l'instar de l'usine, est une institution de normalisation et d'encadrement avec des règles difficiles à enfreindre. Les "inadaptés", les rebelles ou les incompetents selon les normes en vigueur, finissent par être éliminées avant même la conclusion du cycle d'études. Dans ces circonstances le travail dans les U.P.S. est la seule alternative qui se présente. Il n'est pas étonnant de constater qu'il n'y a pas dans les U.P.S. des travailleurs ayant été diplômés par les centres d'apprentissage industriel (SENAI), justement parce que dans ces écoles, l'adéquation

aux exigences des grandes entreprises y est accentuée.

D'un autre côté, la scolarité des travailleurs est affectée, quoique de manière contradictoire, par l'organisation même des U.P.S. Ainsi, par leur irrégularité, les horaires de travail peuvent empêcher les travailleurs de suivre des cours réguliers, tandis que la situation de sous-emploi peut leur permettre de poursuivre des études. Dans ce dernier cas, il peut s'agir de travailleurs qui attendent le moment de vendre leur force de travail aux grandes entreprises. En outre, comme les possibilités de promotion au sein des U.P.S. sont presque inexistantes, on ne signale pas de cas de travailleurs suivant des cours de formation permanente.

Le plus intéressant à remarquer, c'est la présence de travailleurs avec un nombre élevé d'années d'étude, même si les disciplines n'ont rien à voir avec l'activité exercée. Les enquêtes du BIT-PREALC dans d'autres pays de l'Amérique Latine ont indiqué l'existence dans ce qui est désigné comme le "Secteur Informel", d'un nombre non négligeable de travailleurs avec 13 années ou plus de scolarité, (1) ce qui est énorme pour ces pays-là. Il faudrait voir quelle est l'équivalence pour le cas brésilien et faire la séparation entre le nombre d'années d'études du propriétaire de l'unité de production et celui des travailleurs.

(1) Cf. BIT-PREALC - Sector Informal... op. cit.

De toute manière, même si le nombre de travailleurs ayant terminé le cycle secondaire ou ayant plusieurs années de scolarité est faible, il est suffisant pour confirmer le principe de l'hétérogénéité de la force de travail occupée par les U.P.S.

3.3. Qualification professionnelle

La plus grande disparité du point de vue de la qualification des travailleurs des U.P.S. concerne la qualification extra-scolaire. Le grand nombre de mineurs et de femmes nouvellement incorporés au marché du travail fait que le niveau général de qualification est relativement bas. Mais cela mis à part, on retrouve différents niveaux d'aptitudes qui ont comme origine la dynamique détournée de la mobilité.

Hautement qualifiés, mais insérés dans un procès de mise en valeur du capital dans les conditions techniques, à un moment et en un lieu par lui déterminé, les travailleurs ne sont pas exempts des déclassements que peuvent représenter le transfert vers les U.P.S. après leur licenciement des E.C.T. Ainsi, ce n'est pas exceptionnel de rencontrer dans les U.P.S. des professionnels hautement compétents, victimes provisoires ou permanentes du remaniement des postes de travail au sein des grandes entreprises, du redéploiement industriel, ou simplement victimes d'accidents légers du travail. Dans ces cas, leur qualification excède celle requise par le nouvel

emploi. C'est aussi le cas des producteurs indépendants ou des petits patrons prolétarisés à la suite de l'expansion de certaines E.C.T. Il faut signaler aussi la présence de travailleurs qualifiés provenant des grandes entreprises, qui "arrondissent" leur salaire par le travail nocturne ou dans les jours fériés dans les U.P.S.

Dans le cas des ouvriers sans qualification importante, ce qui est à considérer c'est le temps de travail dans les grandes entreprises. Renvoyés après avoir dépassé la force de l'âge, plus précisément, après 35 ans, ils peuvent avoir tout de même environ 20 ans d'ancienneté dans une profession quelconque et des connaissances approfondies des séquences d'un procès de travail déterminé. A part ces cas spéciaux, on retrouve avec une relative fréquence des travailleurs polyvalents qui, par l'exercice imposé de fonctions multiples, ont pu obtenir un certain degré d'aptitude.

Ainsi, on peut donner comme certain la présence de travailleurs de tous les niveaux de qualification dans les U.P.S.. Nous allons voir plus loin les possibilités qu'ils ont de faire valoir leur qualification et leur expérience.

. HETEROGENEITE ET FAIBLESSE DES FORCES DE TRAVAIL

Nous pouvons revenir succinctement sur les principaux points qui se dégagent des questions précédentes. De l'étude des forces de travail employées par les U.P.S. ressort la constatation que, sous le capital, les statuts de la force de travail ne sont ni homogènes ni stables. Il y a deux causes à considérer dans la vulnérabilité des travailleurs face aux atteintes à la valeur de leur force de travail

La première est la mobilité forcée, dans ses versants géographique et professionnel. Cette dynamique commence à la campagne, comme conséquence des nouvelles dimensions du capitalisme, et se poursuit au sein des E.C.T. et dans la permutation des travailleurs entre celles-ci et les U.P.S.

La deuxième cause, c'est la différenciation des forces de travail en fonction de leurs caractéristiques individuelles qui rend certains travailleurs plus mal placés que d'autres pour arracher le paiement de leur force de travail à sa valeur. La permutation, la fluidité des situations et l'emploi sélectif de handicapés (dans le sens large du terme), a comme seul objectif de déprécier les forces de travail. Pour que la classe ouvrière se consolide et s'affirme comme telle, il faut que les intérêts de ses différents membres se confondent à partir de bases communes à ceux de la classe dans son entier.

L'instabilité, l'éparpillement, la désagrégation et les hostilités fomentées par la stratégie d'embauche de forces désavantagées, empêchent la formation d'une conscience de classe, l'apparition et le maintien d'organismes de défense et de luttes.

Nous terminons en évoquant la nécessité d'étudier dans un travail plus approfondi, les mécanismes concrets de recrutement des travailleurs. Etant donné l'existence de forces de travail différenciées et étant donnée le fait qu'elles peuvent être louées à la tâche, à l'heure, à la journée ou à la semaine, l'organisation du marché du travail a une importance certaine dans l'adéquation aux besoins des U.P.S. En plus des cas déjà commentés (recrutement familial), il faudrait analyser les marchés proprement dits, quartiers, places, ports, etc. où les travailleurs se réunissent pour attendre l'acheteur de leur force de travail. Il faudrait voir aussi, le rôle des organismes d'assistance publique, le système de "sous-entreprise de main d'oeuvre", l'embrigadement à la campagne, etc.

SECTION II - CONDITIONS MATERIELLES DE LA PRODUCTION

1. CARACTERISTIQUES DU PROCES DE TRAVAIL

Le fonctionnement des U.P.S. ne se définit pas par un contenu économique particulier, non-capitaliste, mais les conditions concrètes de mise en oeuvre de la force de travail dans leur sein ne sont ni uniformes, ni strictement identiques à celles que l'on observe au sein des Entreprises Capitalistes Type. Dans le présent paragraphe, nous analyserons les éléments et les situations qui permettent de saisir l'originalité de ce cas, et qui illustrent les contraintes et l'âpreté que le déroulement et le contenu des procès de travail représentent pour les travailleurs.

On rencontre, surtout dans les époques de crise économique, des références au cadre "humain, non-hiérarchisé, décontracté, agréable" supposé exister au sein des activités organisées à petite échelle. (1) Pour que quelqu'un puisse tenir de tels propos de bonne foi, il faut qu'il n'ait jamais franchi le seuil des ateliers de production qui existent dans les pays en voie d'industrialisation capitaliste. Malgré l'importance et la gravité

(1) voir p.ex. E.F. SCHUMACHER - Small is beautiful - une société à la mesure de l'homme - Paris, le Seuil, 1978

et Theresa R. DUARTE - "PME conceitos, realidades e perspectivas" in INDUSTRIA E PRODUTIVIDADE, Rio de Janeiro, n. 103, décembre 1976, p. 6

de cette question, les rapports techniques de production et les conditions de travail sont restés un sujet tabou pour les théoriciens et les exégètes des modèles économiques de la croissance capitaliste. Ce n'est que dans les textes édulcorés des traités d'ergonomie que l'on retrouve quelques références à ce sujet. Plus de cent ans après l'apparition du capitalisme industriel au Brésil, on attend toujours des travaux comparables aux "Reports of the inspectors of factories" ou aux "Reports of children's employment commissioners" faits en Angleterre à l'époque du capitalisme sauvage.

Nous avons choisi d'analyser longuement ces questions, particulièrement celles concernant les conditions de travail, pour aller à l'encontre de la représentation idéaliste et mystificatrice de la réalité, quotidienne, sensible, de milliers de travailleurs. Il reste sous-entendu que l'ensemble des conditions mises en relief ne se manifestent pas dans les mêmes proportions ou toutes ensembles dans toutes les U.P.S. Néanmoins, le nombre de travailleurs concernés par les contraintes du procès de travail et par ses effets nuisibles, est suffisamment important pour que les U.P.S. soient envisagées dans cette optique.

1.1. Division technique du travail

Un certain nombre de phases, liées au procès de travail, ont scandé l'évolution historique du mode de

production capitaliste; la coopération dans la manufacture, le machinisme avec l'avènement de la fabrique, organisé selon les principes du taylorisme, du fordisme et dernièrement, selon les principes de l'automatisation. Ces phases, en imprimant à chaque période des traits dominants et spéciaux, sont en corrélation nécessaire avec la division technique du travail au sein des E.C.T. Néanmoins les procès de travail capitalistes ne se ramènent pas à une seule division technique du travail. Or, habituellement les activités productives qui ne sont pas organisées conformément à la dernière phase dominante, ont tendance à être reportées sur un mode de production antérieur, ou sur un procès de travail a-historique, quitte à évacuer la spécificité et à détourner les questions de la responsabilité de l'exploitation capitaliste de la force de travail. En réalité l'hétérodoxie des U.P.S. en ce qui concerne la division technique en vigueur dans les E.C.T. se traduit toujours par la soumission du travail au capital. Ce que nous analyserons... par la suite, c'est que les différents procès de travail - indépendamment de la cause immédiate de la soumission - se caractérisent tous comme procès contraignants, pénibles, défavorables à l'émancipation des producteurs directs.

1.1.1. Autonomie relative et coopération simple

Dans un certain nombre d'U.P.S., les fonctions de commandement, d'organisation, de surveillance qui sont

l'apanage du capitaliste, se trouvent quelque peu déformées sans que les relations d'exploitation soient absentes pour autant. C'est le cas des travailleurs qui pour des raisons diverses (par exemple, pour avoir plus d'expérience ou de connaissances ponctuelles que le propriétaire des moyens de production) arrivent à organiser leur propre travail, à contrôler ses séquences et dans des cas plus rares, à contrôler son intensité. Cela peut arriver parfois lorsqu'il y a la participation du propriétaire au procès de travail immédiat, qui ne peut pas exercer les fonctions despotiques du capital sans des conséquences sur sa propre personne. C'est encore le cas des travailleurs qui ne sont soumis à aucune surveillance immédiate de la part du propriétaire ou de ses représentants (gérants contrôleurs, etc.); ils peuvent alors être responsables de la connexion générale du procès de travail et ils peuvent avoir des contacts directs avec les clients. L'enquête sur le "Secteur Informel" à Campinas, dans l'Etat de Sao Paulo, signalait qu'en 1976, cela se passait dans 3 % des toutes petites unités de production. (1)

D'un autre côté, dans les U.P.S., la division technique du travail prend bien souvent la forme de la "coopération simple", parfois considérée comme pratique ayant disparu au XIX^e siècle ou comme étant du ressort des activités non-capitalistes. (2) Profitant de l'essor du

(1) Cf. M.T.BERLINCK - O desenvolvimento..., op.cit.p.55-t.28

(2) voir p.ex. Beatriz SCMUKLER - Relaciones actuales de producción en industrias tradicionales Argentinas-évolution des relaciones non capitalistas Buenos Aires, CEDES-Estudios Sociales 6- 1977

système de sous-traitance notamment, des détenteurs de capital rassemblent sous leur autorité des travailleurs accomplissant les mêmes opérations ou les mêmes procès, simplement juxtaposés; chacun de ces ouvriers fabrique la marchandise toute entière, en exécutant l'une après l'autre les diverses opérations nécessaires.

Dans aucun de ces cas, on ne peut considérer que la division technique du travail caractérise un procès de travail moins pénible, moins ennuyeux ou moins aliéné que celui des E.C.T. Bien que le travailleur puisse être plus ou moins autonome par rapport à ces organisations du travail, le pouvoir autoritaire du capital continue à s'exercer par des stratagèmes divers.

Dans certains cas, c'est la nature des machines et le contexte de leur emploi qui donnent un caractère contraignant aux activités productives, indépendamment d'une quelconque division technique du travail. Pour illustrer cette assertion, nous prenons un cas plus complexe qui est celui des producteurs propriétaires, avec l'aide d'un exemple concret.

Dans la ville de Curitiba (Etat du Parana) nous avons connu un atelier appartenant à trois associés. Leur activité est la production d'articles en matière plastique (matériaux thermoplastiques) en quantités physiques et en modèles en constant changement. Selon les périodes, chaque associé accomplit un "procès de travail

indépendant". Autrement dit, chaque producteur effectue lui-même et entièrement, les diverses opérations aboutissant à un produit fini, prêt à être vendu.

Prenons par exemple, le moulage par injection maîtrisé par n'importe lequel des trois associés, opération qui permet la fabrication de catadioptres pour la signalisation routière, de bols et de soucoupes et d'articles de fantaisie en général. Ce procédé ressemble à la coulée du métal sous pression, dont il s'inspire. On fait passer les cristaux de plastique dans une étuve à la sortie de laquelle ils sont forcés sous pression dans un moule métallique clos. La machine à mouler est à commande manuelle: on introduit à la main la quantité mesurée de plastique dans l'étuve et la pression d'injection est commandée par une pédale. De ce procès de travail on peut remarquer les choses suivantes:

- . chaque producteur a, en principe, la possibilité de:
 - . organiser son travail
 - . modifier l'ordre des produits fabriqués
 - . régler la machine et d'intervenir en cas d'accident
 - . effectuer des retouches sur le produit, de modifier sa consistance et selon le cas, de mettre des touches personnelles en guise de finition personnalisée

Aucun producteur n'est soumis à :

- . un rapport hiérarchisé
- . à la direction ou à la surveillance d'un tiers
- . à la parcellisation des tâches
- . à la complémentarité ou à la coordination obligatoire avec le travail d'un tiers

Or, l'application des principes mécaniques qui substituent le concept de machine à celui d'outil, n'est pas neutre. Les outils insérés dans le complexe machine deviennent machine-outil, émancipée des facultés individuelles de l'ouvrier, machine-outil qui incorpore en outre, les rapports de production dominants. La conception des machines est dictée par l'utilisation capitaliste qui en sera faite dans un contexte capitaliste s'imposant au producteur comme force implacable.

Le producteur cité n'est pas soumis à la division technique du travail spécifique des E.C.T., mais ce n'est pas pour cela que son travail est totalement autonome ou créatif. Les contraintes de la part de la machine-outil sont les suivantes:

- . le démarrage de la machine est assez lent et complexe; après la mise en route, le plastique (oléfine) fondu exige un certain rythme et une certaine intensité de travail. Tout ralentissement ou interruption demande du travail supplémentaire, et provoque la baisse de la productivité.
- . le système de décollage des pièces, conçu

pour rejeter les pièces défectueuses, oblige l'opérateur à avoir un contrôle et une attention accrues dans l'emploi des leviers.

. le prix des moules est très élevé. Comme certains produits n'ont de débouchés que pendant une période de très courte, la production en est encore accélérée.

Dans le même sens il faudrait considérer que la possibilité d'application par les services publics de tarifs moins chers pour la consommation d'électricité pendant les heures creuses peut conduire le producteur à travailler sans arrêt pendant toute la nuit. Le producteur peut subir encore d'autres contraintes sur son travail, comme par exemple; les problèmes d'approvisionnement de stockage ou le prix des matières premières peuvent l'obliger à les transformer tout de suite; les demandes du marché consommateur qu'il n'arrive pas à influencer pour être un petit producteur, peuvent lui imposer une production spécialisée au lieu des produits qu'il a du plaisir à faire (c'est justement le cas de la production de catadioptrés, faite au détriment de la production d'articles de fantaisie).

Comme remarque complémentaire, il faut encore souligner que la survie de l'affaire de ces petits producteurs est basée sur leur surveillance mutuelle, chacun étant l'aiguillon du travail des autres. Enfin, si ces producteurs ont encore la compréhension de l'ensemble

du procès de travail, la tendance est de voir leur savoir-faire et le champ où il peut s'exercer, se réduire progressivement.

Si l'ensemble des contraintes antérieures touchent le producteur "indépendant", elles touchent à plus forte raison, les travailleurs rassemblés sous l'autorité du capital, indépendamment de la division technique du travail. L'exemple donné n'est pas exceptionnel. La production capitaliste moderne réalisée sans la division technique du travail propre à la dernière phase du capitalisme, c'est-à-dire sans parcellisation, sans emprise hiérarchique, sans surveillance personnelle immédiate du capitaliste, peut avoir lieu dans les U.P.S. d'innombrables branches: des productions traditionnelles (habillement, bonneterie, industrie du bois, etc.) jusqu'aux productions modernes (appareillage scientifique en verre, moulures en caoutchouc et en plastique, pièces détachées, produits obtenus par emboutissage à froid, etc.) Mais l'indépendance, la créativité, le travail intéressant, c'est-à-dire le travail libre, y est rarement possible.

Il faut remarquer par ailleurs que, apparemment, l'autonomie individuelle dans un procès de travail, ou l'exécution d'opérations identiques dans la coopération simple, ne sont pas des facteurs de solidarité entre travailleurs de la même U.P.S. Il est certain que cela est dû au fait qu'il s'agit d'une organisation de la production imposée par un capitaliste et non pas l'association volontaire des producteurs.

1.1.2. Coopération complexe

Le concept de "coopération complexe" s'applique au procès de travail dans lequel les diverses phases ou opérations complémentaires sont accomplies par différents travailleurs, dont les tâches sont alors plus ou moins dépendantes les unes des autres pour aboutir au produit fini. Cette forme de coopération suppose habituellement une hiérarchie des travailleurs, et pour la plupart d'entre eux, la répétition continuelle de gestes restreints et le cantonnement, leur vie durant, à une seule et unique fonction. C'est la coopération complexe qui prédomine comme division technique du travail dans les U.P.S. (malgré leur échelle restreinte de production), mais avec des particularités qu'il nous faut commenter.

Dans cette organisation du travail, les fonctions de commandement, d'organisation du procès de travail, d'instigation et de surveillance de la productivité sont exercées sans entraves par le propriétaire des moyens de production. La participation éventuelle du propriétaire à une étape du procès de travail ne l'empêche pas d'aiguillonner constamment les autres travailleurs et de pousser l'intensité de leur travail. Dans les U.P.S. il n'y a pas de participation de travailleurs à la propriété et dans le cas où il y a plus d'un propriétaire, les associés qui participent à la production sont tous également investis du rôle de patron.

Cette première hiérarchisation dans l'orga-

nisation du travail sert de fondement à une série de conceptions idéologiques. "L'esprit d'Entreprise", l'individualisme, l'initiative et le pouvoir de disposer du travail d'autrui, sont associés aux qualités humaines, quitte à tenir l'entrepreneur pour un être social supérieur.

D'un autre côté, dans la plupart des cas, les positions hiérarchiques au sein des U.P.S. ne se limitent pas à la relation univoque patron-subordonnés. Comme nous l'avons vu, profitant de l'existence de forces de travail dépréciées, les acheteurs introduisent différents niveaux de subordination, même lorsque le nombre de travailleurs est réduit ou lorsque les fonctions productives ne se différencient pas énormément. Ainsi, dans certaines activités productives organisées à petite échelle, à la solidarité ouvrière, se substitue une extension de la hiérarchie par les travailleurs eux-mêmes, ce qui a des répercussions sur d'autres travailleurs plus vulnérables.

Même lorsqu'il s'agit d'un procès de travail très simple, il y a des tâches qui peuvent être transférées à un aide. C'est le cas pour les mineurs ou les apprentis, souffre-douleurs en butte aux mauvais traitements et aux sollicitations contraignantes de leur entourage. En l'absence d'un planning de travail détaillé, ils sont contraints d'exécuter, en plus du travail imposé par le patron, toute sorte de tâches pénibles, comme le transport ou le stockage de matières premières ou de produits finis, le nettoyage de l'atelier, à servir de garçon de course pour leurs collègues pendant la pause de travail, etc.

Pour des motivations différentes, c'est aussi ce qui incombe aux travailleurs intérimaires. Mais la situation la plus atroce que l'on rencontre parfois dans certaines U.P.S. c'est l'emploi - au plus bas de l'échelle hiérarchique - de débiles mentaux transformés en de véritables bêtes de charge et qui vivent dans un coin de l'atelier.

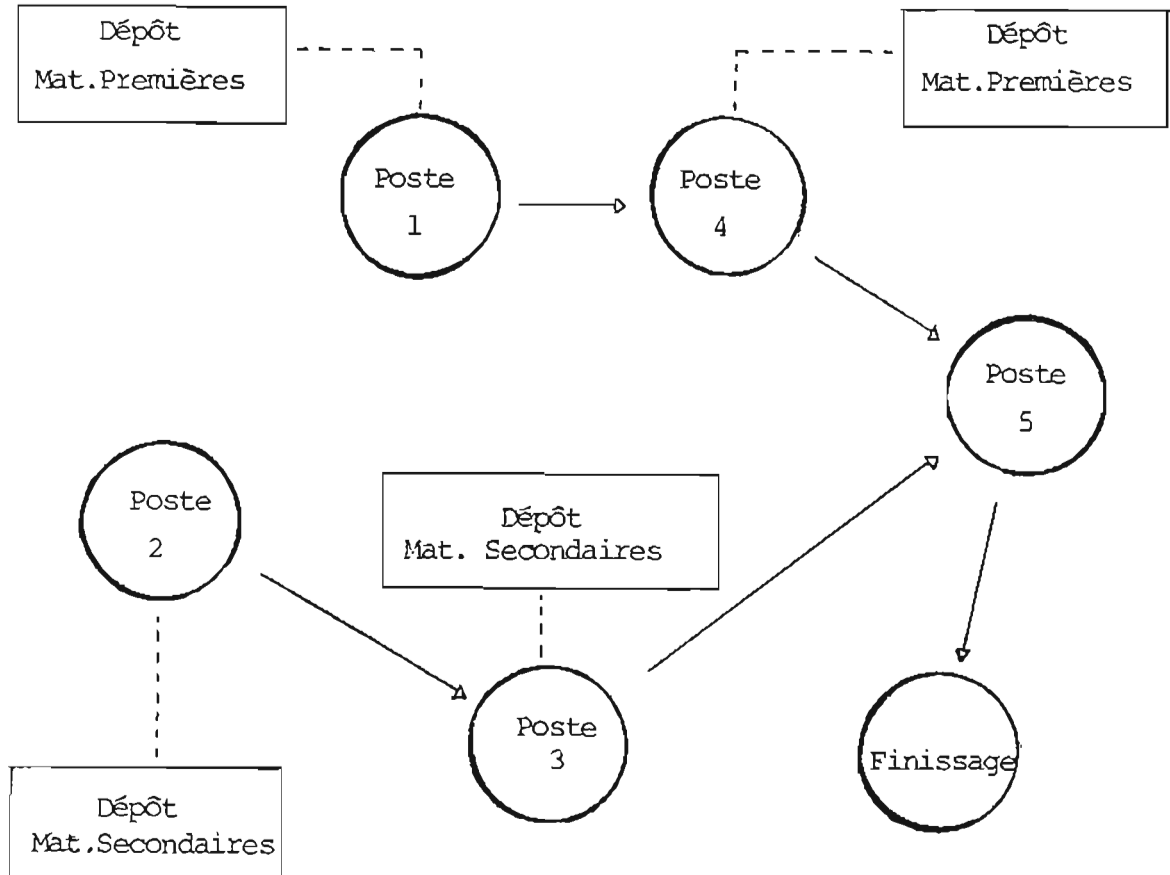
Dans les U.P.S. employant quatre, cinq ou plus d'ouvriers, on rencontre de plus en plus le système de travail à la chaîne. A ce propos, il est intéressant de remarquer que, dans les monographies sur le "Secteur Informel", on rencontre des références indirectes à l'existence de ce système, existence niée dans les analyses théoriques. A notre avis, cette discordance traduit une conception restrictive de la chaîne de production, qui est assimilée à son image usuelle, c'est-à-dire à l'existence d'un système complexe de machines et d'un tapis roulant mécanique imprimant des cadences et des séquences automatiques pour la production de masse.

Or, l'objectif essentiel du travail à la chaîne est de diminuer au maximum les temps morts et d'assurer la continuité impersonnelle la plus grande possible dans le mouvement d'ensemble de transformation. Pour cela, il ne faut pas sousestimer l'inventivité de certains petits patrons. Même sans l'aide de machines complexes, ou de spécialistes en "lay-out", ils arrivent à rationaliser la coordination des postes de travail et le système de transmission. Leur présence ou celle d'un membre de leur famille ou encore d'un ouvrier plus agile dans un

poste-clé, suffit pour donner au procès de travail une productivité remarquable.

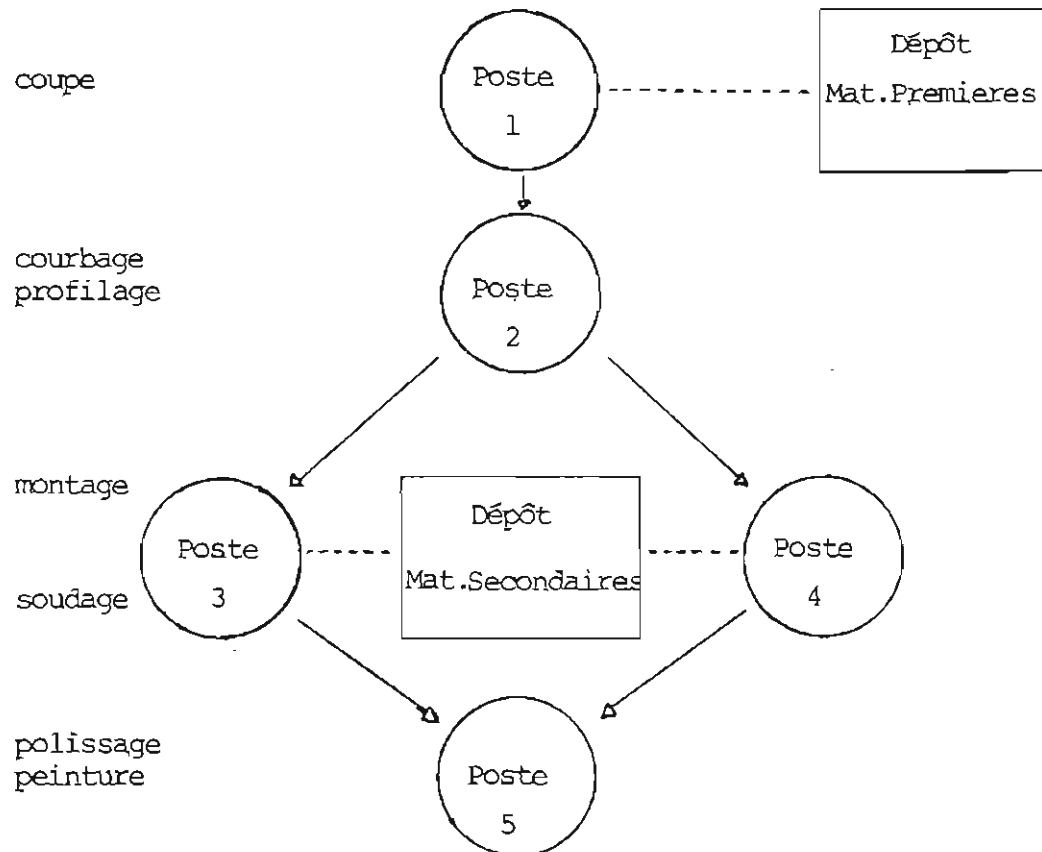
C'est le cas d'un atelier de ferronnerie d'art dans la ville de Joinville (Etat de Santa Catarina), fabricant du mobilier de jardin. L'aménagement de l'atelier était le suivant (les traits pointillés indiquent les allées et venues pour prendre de la matière première, et les flèches, les sens du produit semi-fini; chaque poste correspond à un seul travailleur) :

SCHEMA N.1



Après une période de difficultés financières, l'atelier a été vendu et le nouveau propriétaire après deux mois d'essais, a conçu le "lay-out" de la manière suivante:

SCHEMA N. 2



Le poste-clé est désormais le n.1 qui coupe et distribue chaque jour une quantité déterminée de tubes et de barres qui doivent être courbés, soudés et assemblés au cours de la journée. Ce poste, qui exige une qualification inférieure aux autres, est détenu par le propriétaire. La présence de celui-ci après la distribution des pièces n'est plus nécessaire. Le contrôle de ce poste et la nouvelle division technique du travail en continu, permettent d'accentuer les cadences, d'éliminer le temps mort et les interruptions, les "promenades" pour prendre

la matière première, tel un mécanisme automatique. L'embauche d'un mineur servant de convoyeur assure la circulation des produits devant les ouvriers, désormais fixés à leurs postes de travail. Par ailleurs, l'intervention rationalisée d'un seul maître-ouvrier (poste 2), au lieu des deux antérieurs (postes 1 et 2) permet de donner toujours au produit fini l'allure d'un produit artisanal.

A la limite on pourrait dire que la division technique du travail est moins importante pour la soumission du travail au capital dans l'ensemble des U.P.S. que dans les E.C.T. En réalité, l'organisation du travail est un élément entre autres dans leurs stratégies de fonctionnement et d'exploitation de la force de travail, et, dans ce sens, l'adoption d'une division technique spécifique est faite souvent pour peu de temps. Mais le point essentiel qu'il faut souligner, c'est que les travailleurs ne sont concernés que par la relation d'exploitation, et cela, indépendamment de la diversité de places qu'ils peuvent occuper dans le procès de travail. Le constant changement de place leur permet d'éviter le cantonnement à vie dans une fonction déterminée. Mais tant qu'ils vendent leur force de travail aux U.P.S. ils sont obligés de participer à des procès de travail extrêmement pénibles, sans aucune possibilité de promotion ou d'émancipation économique et sociale.

1.2. Conditions de travail

Dans ce paragraphe, nous analyserons les conditions de mise en exercice de la force de travail particulières aux U.P.S. Les points abordés permettront de voir quelles sont certaines des situations concrètes d'exploitation et aussi leur spécificité par rapport aux conditions régulières en vigueur dans les E.C.T. Dans celles-ci, les conditions de travail - compte tenu de la "rationalisation" taylorienne et fordienne et de la production de masse comme stratégie pour changer les rapports de force au sein de la production - tendent à devenir des normes plus ou moins homogènes et uniformes. D'un autre côté, le volume de travailleurs engagés dans chaque entreprise impose certaines limites à l'utilisation abusive de la force de travail. Avec cet équilibre relatif et provisoire, il est possible de parler de l'existence d'une discipline de la grande industrie, d'un encadrement des travailleurs plus ou moins systématisé, bref, d'un cadre normal et légalisé d'utilisation de la force de travail.

Dans les U.P.S., les écarts par rapport à ce cadre, sont beaucoup plus fréquents. La prise en considération des conditions de travail, constitue une étape complémentaire pour comprendre ce que représentent les U.P.S., car c'est à ce niveau que leur spécificité ressort le plus nettement et que l'on peut saisir certaines conditions de leur fonctionnement et de leur survie, et surtout, que l'on peut évaluer le caractère particulièrement

nuisible de l'utilisation de la force de travail dans les activités productives organisées à petite échelle.

1.2.1. Durée du travail

Avant tout autre commentaire, il faut souligner l'importance de la différence entre le temps de travail effectivement vécu dans l'acte de production, c'est-à-dire le travail matérialisé dans des valeurs d'usage des marchandises, et le laps de temps durant lequel le travailleur reste engagé avec un propriétaire de moyens de production déterminé. Dans une journée de travail normale de 8 ou 9 heures, le procès de travail peut ne pas demander plus de 4 ou 5 heures, le reste du temps étant souvent gaspillé.

Dans les grandes entreprises, hormis les interruptions qu'imposent les limites humaines naturelles, la journée de travail correspond au temps pendant lequel le capitaliste consomme inlassablement la force de travail. Le contenu particulier du procès de travail et l'importance du capital constant ne lui laissent pas accorder de répit aux travailleurs engagés. En contrepartie, dans le cas de désorganisation ou d'interruptions du procès de travail par sa faute, il doit assurer l'entretien des travailleurs qui chôment momentanément.

Dans les U.P.S., de telles normes sont loin d'être appliquées avec la même rigueur. Plusieurs situa-

tions peuvent être à l'origine de l'inobservance des normes. Il peut s'agir d'interruptions, indépendantes de la longueur du procès de travail, exigées par la nature même du produit et de sa fabrication. Le produit semi-fini, voire fini, est soumis à des processus naturels ou artificiels, plus ou moins longs, pendant lesquels le procès de travail est totalement ou partiellement suspendu. Les exemples de cette nécessité d'attente pour reprendre le travail sont nombreux. Cela concerne tous les produits qui nécessitent des modifications chimiques (peaux tannées, tissus teints, boissons, fabrication de peintures et pigments, etc.) ceux qu'exigent un certain temps de séchage ou de refroidissement (poterie, briques, produits en béton, etc.) ou de collage (industrie du bois, etc.).

Le raccourcissement de la période d'attente ou la fabrication de plusieurs produits en phases décalées sont possibles grâce à l'emploi de différentes machines ou grâce à des techniques spéciales qui ne sont accessibles qu'aux grandes entreprises. Les U.P.S. butent contre le problème de manque d'équipements, d'espace pour les installer ou pour stocker les produits en souffrance.

Une variante d'interruptions provisoire est le cas des pannes de machines. Pour amortir le gros investissement qui représente leur achat, le propriétaire tend à appliquer le système de travail continu, ou à augmenter les cadences au-delà des limites suggérées par les fabricants. C'est le cas d'une U.P.S. lancée dans la

fabrication de boîtiers de commutateurs et de boutons métalliques par emboutissage à froid. La presse mécanique, après avoir tourné 24 heures sur 24 pendant un mois, est tombée en panne. La réparation a exigé la suspension totale de la production pendant plus d'une semaine.

D'autres motifs d'interruptions sont liés aux fluctuations imprévisibles du volume de production. Les U.P.S. bénéficient ou, selon les époques, pâtissent des impulsions données par les grandes entreprises au marché consommateur. Il se peut qu'une U.P.S., après des semaines d'activité intense, voit cesser brusquement les commandes et soit obligée d'arrêter la production. Le décalage entre la durée effective du travail et le temps durant lequel les travailleurs restent soumis à une U.P.S. particulière, se produit encore dans bien d'autres circonstances, comme par exemple, lorsqu'il y a des difficultés d'approvisionnement en matières premières, en sources d'énergie, lorsqu'il y a une dépendance de productions saisonnières, etc.

Dans tous ces cas d'interruptions, le responsable de l'U.P.S. congédie tout simplement, sans verser des allocations pour les heures ou les jours sans travail, le ou les travailleurs qui se trouvent sans travail immédiat. L'on peut faire différentes remarques à ce sujet:

Cette procédure, plus ou moins fréquente selon le domaine d'activité, est en partie à l'origine de

la sous-estimation officielle du nombre de travailleurs. Le nombre exact de ceux qui participent de cette manière irrégulière au procès de travail au cours d'une année civile peut ne pas être connu même par le responsable de l'U.P.S. Et comme bon nombre de ces travailleurs ne sont pas déclarés, ce dernier n'a aucun intérêt à tenir en ordre des statistiques qui les concernent

Le travail par intermittence touche particulièrement les femmes et les enfants. Pour les femmes mariées surtout, c'est un schéma de travail qui permet d'apporter des appoints au salaire familial sans que ce soit nécessaire de briser les chaînes qui les rivent au travail domestique. Quant aux enfants, ils sont ceux qui n'ont absolument pas de moyens pour résister à l'intermittence forcée. Comme les mécanismes de mobilisation du personnel en cas de nécessité de l'U.P.S. ne sont pas forcément perfectionnés le cas n'est pas rare d'enfants qui passent avant ou après l'école dans les lieux de travail pour voir s'il y a du travail prévu pour la journée.

(A ce propos, il serait intéressant d'inclure dans l'étude du marché du travail proprement dit, l'observation du rôle de la localisation spatiale des U.P.S. et des moyens de communication et de transport qui permettent le renvoi et le rappel immédiat des travailleurs déjà engagés dans la production selon les nécessités du procès de travail.)

la force de travail pour le seul temps de travail matérialisé dans les marchandises entraîne des fausses conclusions. L'exploitation de la force de travail est ainsi tenue comme peu importante, moins nuisible que celle à laquelle sont soumis les travailleurs des E.C.T.; l'inactivité forcée est envisagée comme permettant l'exercice d'autres activités ou plus invraisemblablement encore, comme étant un temps libre pour les loisirs.

Il s'agit d'un état particulier d'assujettissement moins continu que celui des travailleurs réguliers, mais dont le résultat essentiel est le maintien des situations fondamentales qui contraignent les travailleurs à vendre leur force de travail. L'engagement avec une U.P.S. déterminée prend le caractère d'un contrat de travail à cela près que les obligations sont toutes réservées aux travailleurs. Le temps resté au chômage intermittent, ne peut pas être occupé de manière productive pour le travailleur.

Pour les autres questions concernant la durée de travail, nous faisons abstraction du décalage entre le travail effectivement vécu dans l'acte de production et le temps de soumission à une U.P.S. déterminée.

1.2.1.1. Horaires de travail

La semaine de 48 heures en vigueur actuellement au Brésil, est divisée en 8 heures 45 minutes du

lundi au vendredi et 4 heures 30 minutes le samedi. Cet horaire est censé être appliqué dans toutes les activités productives. Le travail nocturne est soumis à une législation précise qui prévoit, entre autres obligations pour l'entreprise, des élévations du salaire horaire. Pour une fois, la législation est en principe respectée. Mais cela est dû à l'absence d'oppositions importantes de la part des grandes entreprises. L'accumulation de capital rendue plus facile sous le régime militaire a fait que l'achat d'équipements ou la construction d'une nouvelle usine sont plus intéressants que la rotation plus rapide du capital constant. (1)

Dans les U.P.S. les écarts par rapport à l'horaire et à la distribution hebdomadaire du travail sont notables. Ils répondent à plusieurs mobiles: il y a les U.P.S. qui pour pouvoir concurrencer les E.C.T. commencent le travail de très bonne heure ou le prolongent très tard la nuit. C'est le cas bien fréquent de la production d'aliments dont les débouchés sont assurés par leur arrivée au marché de bonne heure. Voyons un exemple entre autres: une entreprise spécialisée dans la préparation d'aliments pour lunchs n'approvisionne le buffet d'une gare d'autocars desservant plusieurs Etats, qu'à partir

(1) Cf. "Uso de turnos de trabalho e legislação economica" in CONJUNTURA ECONOMICA, Sao Paulo, F.V.G. n. 4 (30) avril 1976, pp. 104

de 9 heures. Pour servir les passagers des premiers départs, le responsable de la restauration a signé un contrat de fourniture avec une unité de production "familiale". Père, fils et bientôt plusieurs aides, commencent ainsi le travail à 1 heure du matin pour garantir la fraîcheur des aliments consommés au petit matin. L'horaire de travail s'étend de 1 heure à 9 heures du matin sans aucune interruption.

Pour les mêmes raisons, il y a des U.P.S. qui ne survivent qu'en relayant la production des grandes entreprises interrompue pendant la nuit, les dimanches jours fériés et périodes de vacances. Cela permet à certains ouvriers des E.C.T. de travailler au noir dans les U.P.S., qui peuvent ainsi disposer d'un personnel qualifié qui peut même apporter des instruments de travail soustraits momentanément à l'entreprise.

D'autres écarts sont provoqués par la réalisation de travaux saisonniers ou pour profiter d'une période de commandes importantes. Les horaires de travail sont ainsi très irréguliers et la longueur de la journée de travail dépasse facilement la limite légale. Dans les cas de certains procès de travail qui ne peuvent pas être organisés en processus continu, le propriétaire tend à prolonger la durée journalière du travail jusqu'aux moyennes en vigueur au XIX^e siècle à l'époque du capitalisme sauvage, jusqu'à 12 ou 14 heures par jour. L'enquête de M.T. BERLINCK à Campinas a révélé que 1/4 des travailleurs du "Secteur Informel" travaillaient 7 jours

par semaine, sans aucun jour de congé pendant des moins entiers. (1)

Le fait que le propriétaire participe à des journées tellement longues sert d'argument pour le présenter comme un non-exploitant, ou sert à vanter son esprit de sacrifice, son émulation au travail, etc. (2) En réalité, il n'y a pas de commune mesure entre son travail et celui de ses subordonnés. Le temps consacré au procès de travail immédiat peut à cet effet être nettement moins long que le temps consacré aux affaires personnelles ou familiales, à l'apéritif avec les clients, au travail de représentation de l'unité de production, à la surveillance du travail des autres, etc.

Il est aussi intéressant de remarquer l'absence de pointeuses ou même d'horloges dans les ateliers. Pour reprendre ou pour cesser le travail, les ouvriers observent parfois des signaux externes, sirènes d'usine, horaire solaire, etc., mais il se peut que le travail ne cesse qu'après la finition d'une besogne déterminée (finis sage d'un produit, nettoyage de l'atelier, etc.) ou qu'après l'ordre arbitraire du patron. Répondant à des enquêtes, environ 90% des patrons déclarent respecter la semaine de 48 heures. (3) Cela veut dire plutôt qu'ils

(1) Cf. M.T. BERLINCK - O desenvolvimento...-op.cit. p. 50

(2) voir p.ex. Gilles LECOINTRE- Typologie des petites entreprises familiales, Paris, thèse de doctorat à l'Université de Paris IX, 19

(2) Cf. M.T. BERLINCK - O desenvolvimento..., op. cit.p.50

ne payent que 48 heures hebdomadaires, les minutes ou les heures supplémentaires arrachés chaque jour étant rarement rémunérées.

Un autre problème grave, c'est l'absence d'horaires fixes pour les pauses, voire l'absence de toute suspension du travail pendant plusieurs heures de suite. Il est commun de voir des travailleurs manger accroupis, assis à leurs postes de travail, dans des endroits mal-propres, sans possibilité de faire chauffer leur casse-croûte, ou de voir des enfants de course prenant leur repas pendant les différents déplacements. L'obligation légale d'installation de cantines ou de locaux convenables pour les repas ne s'applique que pour les entreprises de plus de 300 travailleurs. (1) Un exemple digne des cas décrits par les rapports des "Inspectors of Factories" en Angleterre au milieu du XIX^e siècle, est celui d'un fabricant verrier à Canoas (Etat du Rio Grande do Sul) qui empêchait ses travailleurs de s'éloigner des postes de travail dans l'atelier surchauffé pour prendre les repas "parce qu'ils pourraient s'enrhumer en sortant à l'air libre".

Il ne reste aucun doute que l'irrégularité des horaires de travail, le travail de nuit, l'effort soutenu sans relâche pendant de longues heures, accablent une population dont l'état de santé est déjà ébranlé par

(1) Cf. arrêté ministériel n.13 du 26-6-1972-Ministério do Trabalho" -(SESHT)

la vie et l'environnement extérieur. (1) La durée du travail provoque notamment l'épuisement prématuré de la force de travail infantine:

" La résistance et les forces musculaires d'un enfant en pleine croissance sont inférieures à celles d'un adulte et il se fatigue plus vite. Il est donc particulièrement sujet aux maladies professionnelles (par exemple, tuberculose en relation avec l'exposition aux poussières dans l'industrie textile) et aux accidents du travail. De plus, des problèmes de santé risquent d'apparaître à moyen ou à long terme en relation avec des efforts trop précoces : troubles de la croissance, déformations de la colonne vertébrale, insuffisances cardiaques, etc." (2)

Les journées prolongées, la double activité (études et travail), l'absence de congés sont aussi néfastes à différents points de vue, dont on retiendra entre autres, l'absence de vie familiale, l'insuffisance de temps libre pour jouer ou se livrer à des activités propres au jeune âge, l'impossibilité d'avoir une formation scolaire solide. A ce dernier sujet, la plupart des enseignants des cours de soir peuvent témoigner de la proportion des écoliers, qui, après de telles journées de travail, sommeillent pendant les cours, compromettant à jamais leurs chances de réussite. Officiellement alphabétisés ou formés

(1) voir p.ex. CEBRAP - Sao Paulo - crescimento... op.cit.

(2) Cf. B.I.T. - Le travail des enfants, op. cit. p. 6

ils iront grossir plus tard les rangs des différents niveaux hiérarchisés qui existent dans chaque profession. Comme nous le verrons plus tard, pour l'ensemble des travailleurs, la conséquence habituelle de la durée du travail c'est l'incidence effrayante de lésions et d'accidents du travail.

1.2.2. Le cadre matériel

Nous considérerons sous cette rubrique, une partie des questions concernant le cadre matériel d'utilisation de la force de travail tel qu'il existe dans certaines U.P.S. Dans les paragraphes sur l'"Espace productif" et sur les "moyens de production", seront traités les éléments qui sont à l'origine des situations rencontrées et dans la rubrique "Accidents et lésions du travail" nous verrons quelles peuvent en être les conséquences .

Les points développés ne concernent que les aspects généraux et sont une première tentative de relever les points qui devaient constituer un guide d'observation et d'évaluation des conditions de travail au sein des unités de production. Chaque point devait, en effet, être analysé de manière détaillée et systématique pour éviter les réponses biaisées du propriétaire de l'unité de production (qui répond aux enquêtes à la place des producteurs directs) ainsi que les réponses incomplètes des titulaires des postes de travail.

D'une manière générale, l'ambiance matérielle ou l'environnement physique se présentent comme des conditions nuisibles aux travailleurs, et ne sont presque jamais une compensation aux autres désavantages propres aux U.P.S. (bas salaire, absence de promotion, etc.) Cet état de choses peut se manifester sous de formes diverses. Comme nous le verrons plus loin, si l'on retrouve les mêmes inconvénients des certaines E.C.T., la nature et les conséquences de ces problèmes sont très différentes. Pour le moment, voyons quelques exemples particuliers:

1.2.2.1. Ambiance thermique

L'ambiance thermique constitue le facteur de nuisance le plus courant dans les U.P.S. Les dimensions exiguës de l'atelier, l'absence de ventilation, la difficulté de maîtriser ou d'isoler les sources de chaleur ou d'énergie (chaudières, fours, braseros, etc.) augmentent facilement la température interne, qui devient insupportable dès qu'il s'agit des régions tropicales. Les petites verreries et fonderies sont des exemples banals d'activités où la température de l'atelier peut rester constamment autour de 40° C. A remarquer aussi que le travail de raviver le feu est habituellement exercé par des enfants.

1.2.2.2. Ambiance atmosphérique

Associés ou non aux problèmes d'ambiance

thermique, l'humidité, le manque d'aération, l'émanation de gaz délétères, l'excès de poussière sont autant de facteurs qui contribuent à rendre pénible le travail et à dégrader la santé des travailleurs. Les deux exemples suivants sont à cet égard bien représentatifs:

Pour se lancer dans la menuiserie, un ancien ouvrier avait racheté quelques machines d'occasion à un fabricant de meubles. L'investissement initial avait été trop important pour lui permettre de remplacer tout l'équipement de sécurité (dépôts et filtres de la sciure de bois) qui étaient cassés depuis longtemps. Après quelques heures de fonctionnement des machines, l'air devenait asphyxiant au point d'obliger l'arrêt des machines pour que la poussière se dépose.

Un autre exemple d'un procès de travail dangereux avec des inconvénients moins immédiats, est celui d'un petit fabricant de cirages, vernis à parquet et de produits de nettoyage. Le procédé de fabrication consiste à mélanger la cire de polythène, térébenthine, silicones, colorants et quelques substances diverses. La manipulation de ces produits ou les émanations des mélanges chauffés sont hautement toxiques. Le moyen trouvé pour supprimer ces effets pernicioeux est le remplacement systématique des ... travailleurs atteints.

1.2.2.3 Bruit

Comme le nombre et la puissance des machines

ne sont pas très importants, les dégâts provoqués par le bruit sont peut être peu fréquents dans les U.P.S. De toute manière, comme dans l'exemple du menuisier, les équipements de protection sont bien rares; les amortisseurs de bruit, les casques de protection, etc. représentent une dépense considérable et jugée non essentielle à la production. Ainsi, un moteur ou une machine électrique mal réglés, une presse à cylindre, une vieux pétrin suffisent pour rendre insupportable un petit atelier.

1.2.2.4. Eclairage

La précarité et le caractère provisoire des locaux de travail, rarement conçus pour le procès de travail en cours, et les dépenses demandées par une installation électrique adéquate, font que le mauvais éclairage est la règle dans la plupart des U.P.S. Comme tout changement du réseau électrique demande des délais importants ou implique la découverte par les organismes officiels d'un volume de production supérieur au volume déclaré, dans le cas de consommation plus importante que peut en supporter le réseau, le délestage est fait sur l'éclairage des postes de travail. Dans le cas de travail de nuit prolongé, l'obscurité provoque des lésions irréparables sur les travailleurs et aussi une production de mauvaise qualité. Les troubles résultant du surmenage oculaire provoquent notamment l'asthénopie, l'hypermétropie, la myopie, le strabisme, etc.

1.2.2.5. Exigences physiques des tâches

Certains travaux exigent une dépense physique considérable de la part des travailleurs que l'insalubrité et les autres problèmes commentés ne font qu'aggraver. On remarque notamment des cas de déchargements de matières premières, de déplacements et de chargements de produits finis ou des déchets, effectués dans la plupart des cas par des enfants. On rencontre aussi d'innombrables procès de travail où pour produire une marchandise compétitive, l'attention du travailleur ne peut être relâchée ne serait-ce qu'une minute, ou de procès de travail qu'exigent une application attentive et une minutie exténuantes.

L'emploi de machines ou d'équipements, au lieu d'améliorer ces situations, peut selon les cas, les rendre encore plus pénibles. Les cadences ou les séquences des opérations sont en principe, établies en fonction de leur application au sein des grandes entreprises, présumant par là, l'existence d'équipements et d'outillage auxiliaires, et l'aménagement spatial adéquat. L'adaptation de ces mêmes machines dans les U.P.S. sans un espace productif approprié et sans l'appareillage auxiliaire provoque des déséquilibres contraignants pour les travailleurs. Comme le souligne le rapport du B.I.T. sur le travail des enfants:

" La conduite des machines exige de l'enfant une concentration pour lui difficile. Les machines ne sont généralement pas adap-

tées à la taille ou à la force des enfants; elles sont souvent dépourvues de dispositifs de protection, il en résulte des risques accrus d'accidents." (1)



PHOTO N.2 - Elias Mendelievith - Le travail des enfants- op. cit. p.105 en regard

1.2.2.6 Postures de travail

Même les conditions de travail les plus faciles à améliorer s'ajoutent aux facteurs qui portent atteinte à la commodité du procès de travail et à la santé à long terme des travailleurs. C'est le cas des mauvaises

(1) Elias Mendelievith - Le travail..., op. cit. p. 174

postures de travail auxquelles sont exposés des milliers de travailleurs, sans que cela soit considéré comme préoccupant. Les positions inconfortables ou dangereuses peuvent être provoquées par l'adaptation du corps humain aux organes des machines, par la tentative de compenser le manque de lumière, par l'absence d'établies ou de mobiliers appropriés, etc. Les séquelles des mauvaises postures de travail n'apparaissent que plusieurs années plus tard et l'on reconnaît rarement qu'elles sont provoquées par un procès de travail déterminé. Cela permet de dissocier les procès de travail capitalistes du niveau de santé de la population, ou d'ignorer les postures de travail comme facteur d'inconfort, comme l'illustrent les deux photos suivantes:

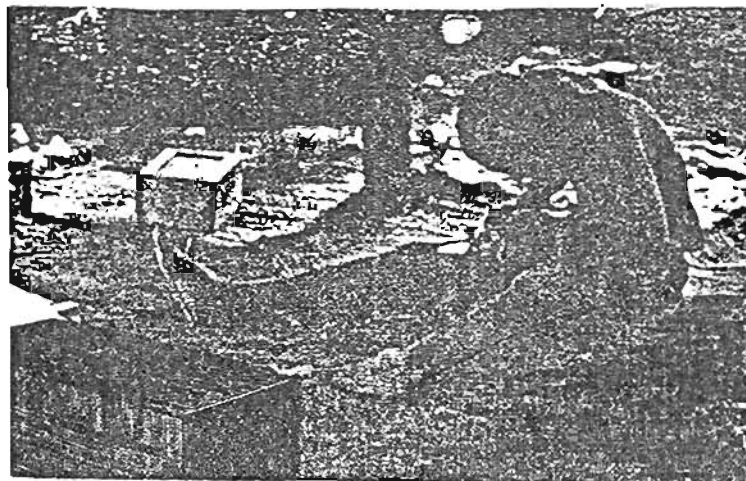


PHOTO N. 3

Le garçon de la photo n. 3 est un aide d'une unité de production d'articles en métal, travaillant en sous-traitance pour un fabricant d'appareils électriques.

Son travail consiste en la coupe et le pliage de petites plaques de laiton qui ont été mal façonnées par une machine. Il ne dispose ni d'établi, ni d'outils appropriés qui pouvaient lui rendre la tâche plus facile.

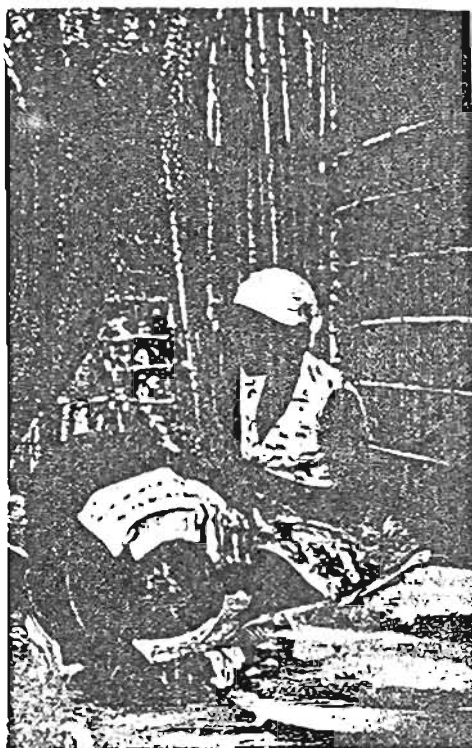


PHOTO N. 4

La photo N.4 est plus significative encore. Elle illustre un calendrier touristique divulgué en Europe en plusieurs langues par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, très intéressé depuis quelques temps à la promotion du tourisme et à la vente de produits dits artisanaux.

La photo représente une dentellière à fuseaux, assise par terre en train de faire de la dentelle (l'un des principaux articles vendus aux touristes dans la région du Nord-Est.) (1)

Dans les deux cas, il y a la permanence régulière, voire prolongée (2) dans la position assise par terre, la tête penchée en avant et les mouvements de recul saccadés. Le nombre de lésions ou de maladies que cette position peut provoquer est considérable : cervicarthrose, lombarthrose, oestéophytes, trapèzes, etc.

1.2.2.7 Hygiène

Sous cette rubrique, il faut considérer deux aspects: le premier concerne les conditions de salubrité touchant les travailleurs liés à la production, et le deuxième, la propreté des produits fabriqués. On peut dire que, dans l'ordre d'attention accordée aux conditions de la production, ces deux aspects viennent en dernier lieu. Comme

(1) MINISTERIO DA INDUSTRIA E COMERCIO - Calendario Turístico 1977, Brasília, M.I.C. - Embratur, ref. p. 12-19 mars

(2) pour la durée du travail dans les activités "artisanales" voir - Sulvio RABELLO - Os artesões do... op. cit.

il a été souligné, il n'y a pas de locaux réservés pour les repas, les pauses, et il y a rarement des sanitaires convenables, des placards-penderies, etc. Dans certaines circonstances, l'activité de l'atelier est axée sur la production tout-court. Les déchets, la poussière, les taches d'huile, de graisses, tendent à s'accumuler à des niveaux malsains, aggravé par le fait que dans bien des cas, le sol n'a pas de revêtement. Par ailleurs, malgré le nombre d'accidents, l'on rencontre très peu de troussees médicales de secours; les premiers soins sont négligés et faits dans des endroits sans aucune aseptic.

Tout cela comporte de risques supplémentaires pour la santé des travailleurs, mais aussi pour les consommateurs. La police sanitaire de Salvador a découvert récemment une fabrique d' "esfias" (espèce de friand vendu dans des cafés) fonctionnant dans des conditions jugées "criminelles":

" La saleté des locaux gênait le travail d'inspection. Il n'empêche que huit employés - tous mineurs - y travaillaient. Parmi ces enfants - travaillant sans chemise, pieds nus, sans carte de travail - il y en avait un avec une énorme blessure ... Les produits déjà préparés étaient en outre stockés dans les toilettes." (1)

Les produits alimentaires surtout, fabriqués

(1) Cf. JORNAL DA BAHIA - Salvador, 11-4-1980, p. 2

dans de telles conditions, peuvent être un facteur de maladies ou un danger potentiel pour la santé à long terme des consommateurs. La photo suivante est un petit exemple de la négligence habituelle des principes d'hygiène. Le pain fabriqué par ce petit boulanger, fier de montrer ses prix faisant concurrence aux autres fabricants, fermente ou refroidit par terre, au milieu des postes de travail.



PHOTO N.5 - in VEJA, Sao Paulo, 4-7-1979
p. 89

1.2.3. Accidents, lésions et maladies du travail

Comme on a pu l'entrevoir par certains exemples cités précédemment, les conséquences "physiques" des conditions de travail dues aux facteurs de nuisance, se traduisent par la fréquence d'accidents et de lésions diverses, par la dégradation de l'état de santé des travail-

leurs et par l'existence d'un grand nombre de maladies professionnelles. Ces conséquences font partie de la réalité quotidienne, immédiate du travailleur et de sa famille. Les causes de la souffrance qu'ils éprouvent et les questions corrélatives sont des faits beaucoup plus importants que ne le sont les problèmes administratifs, commerciaux ou financiers des activités productives qui monopolisent pourtant l'attention des chercheurs. (1)

Voyons quelques questions générales concernant ce point: la fréquence d'accidents graves est deux fois plus importante dans les industries occupant de 1 à 10 travailleurs, que dans celles occupant plus de 100 travailleurs. Et dans les industries occupant de 5 à 9 travailleurs, cette proportion est presque trois fois plus importante. Cela signifie que dans des industries de taille réduite, au cours d'une année 1,423 % des travailleurs en moyenne ont un accident grave déclaré. (2) Le taux de travailleurs atteints de blessures ou lésions secondaires doit être nettement supérieur et dans des proportions également plus élevées que celles des grandes industries. Comme le signalent les traités d'ergonomie, même dans les grandes entreprises, il y a une augmentation importante du nombre d'accidents lorsque l'horaire de travail dépasse les 8 heures journalières et surtout lorsqu'il se poursuit après la nuit tombante. Or, nous l'avons vu, la durée du travail dans les U.P.S. dépasse largement les 8 heures par jour.

(1) voir p.ex. Henrique RATTNER (ed) - PME no Brasil, Sao Paulo, Ed. Simbolo, 1979

(2) Cf. René MENDES - art. cit. p. 318 - tableau n.3.

Etant donné que les séquelles des problèmes secondaires, comme celles des maladies professionnelles, ne se manifestent qu'au bout d'un certain temps, l'évaluation précise de ces données est assez difficile. Mais il ne fait aucun doute que la situation est catastrophique dans une bonne partie des U.P.S. Pourtant, le droit du travail ne prévoit l'obligation de maintien de services de sécurité, d'hygiène et de médecine du travail que dans les entreprises ayant plus de 100 ouvriers (1) L'application des lois reste encore très problématique (2) et leur respect peut répondre en priorité aux intérêts des propres industries. (3)

A signaler encore que la précarité de l'assistance sociale et de la prise en charge par la Sécurité Sociale pour ce qui est des frais de médicaments et d'hospitalisation obligent les travailleurs à faire appel aux services des réseaux paramédicaux d'honnêteté douteuse, avec des risques supplémentaires pour leur santé.

Nous n'avons pas pu aborder chacune des rubriques précédentes par rapport à la sphère du travail à domicile. Quoique l'irrégularité soit la règle dans cette sphère, on peut tenir comme certaine, l'aggravation

(1) Cf. Diario oficial, arrêté-ministériel 3460 du 31-12-75

(2) Cf. Arcelina HELENA - "Acidentes: secretaria denunciada" in O ESTADO DE SAO PAULO, Sao Paulo, édit. du 23-1-1978, p. 54

(3) voir p.ex. Sami DASSA - "Travail salarié et santé des travailleurs" in SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, Paris n.4. octobre-décembre 1976, pp.394/410

de certaines conditions de travail. D'autres risques s'ajoutent du fait que le logement devient local de travail, et dans ce cas, même les enfants en bas âge ne sont pas épargnés de certaines corvées ou de certains facteurs de nuisance.

. CONTENU DU TRAVAIL

L'ensemble de ces questions concernant le procès de travail permet donc de montrer quelles sont quelques-unes des circonstances et des conséquences de la présence des U.P.S. dans la sphère productive. Mais ces questions confirment aussi que les travailleurs sont le plus souvent aliénés du contenu de leur travail . Le travail représente pour eux un moyen de vivre et non pas une partie intégrante de la vie elle-même.

Dans les U.P.S. la parcellisation des tâches, la spécialisation des travailleurs ne sont pas développées à outrance comme dans les grandes industries, mais l'auto-réalisation des individus y est rarement possible. Premièrement, il ne s'agit pas de producteurs indépendants, associés volontairement pour assurer la production selon les intérêts de la collectivité, mais ce sont des travailleurs contraints à vendre leur force de travail aux propriétaires du capital qui représentent une minorité. Deuxièmement, la division technique du travail peut permettre un certain

épanouissement des producteurs directs dans le travail, mais la mobilité imposée par les capitalistes rend cet épanouissement très éphémère. Dans ces circonstances, l'attachement au contenu du travail peut être un facteur supplémentaire de frustration pour le travailleur obligé à changer continuellement d'emploi.

Troisièmement, le mouvement constant d'écl^osion d'U.P.S. qui cherchent à s'implanter dans la sphère productive, les stratégies de survie adoptées, les opérations d'adaptation aux conditions économiques dominantes, se traduisent par des conditions de travail dangereuses, nuisibles à beaucoup de travailleurs. Pendant la période de transition, jusqu'à la maîtrise de l'usage des machines, à proprement parler, jusqu'à l'adaptation des travailleurs aux machines avec moins de risques, jusqu'au parachèvement du cadre productif, ou avant la disparition définitive de l'U.P.S., les travailleurs subissent de dures épreuves dans un cadre instable et précaire; ce cadre n'est favorable ni au développement de la conscience ouvrière, ni au développement des luttes revendicatives, ni à l'essor de luttes autres.

Par ailleurs, ce qui ressort nettement, c'est le caractère démagogique du discours sur l'idyllique "cadre humain" censé exister dans les activités productives non organisées comme les E.C.T. L'exploitation y est présente, les mauvaises conditions de travail y sont assez fréquents et tant que le statut d'UPS perdure, la promotion des travailleurs y est rarement possible.

Comme dernière remarque, il faut se référer à la nature des marchandises produites comme facteur supplémentaire d'indifférence au contenu du travail. Dans le M.P.C. les marchandises comptent avant tout comme support de la valeur. La possibilité que le travail en soit, indépendamment de la destination finale, puisse être attractif et enrichissant est un postulat qui vise à justifier l'enchaînement des travailleurs à des productions inintéressantes, voire complètement dépourvues de sens immédiat. Cela est aggravé par le fait que dans bien des cas la production des U.P.S. s'approche de la production de masse, production en série, standardisée, triviale, répétitive. L'extension de la division du travail est un phénomène imposé par le M.P.C. Des producteurs immédiats ne se seraient pas volontairement associés pour assurer la production sans donner de l'importance à la nature et à la destination des marchandises dans des conditions qui échappent à leur contrôle et qui se révèlent adverses à leur intégrité physique.

Les U.P.S. ne sont pas une sphère particulière où les producteurs immédiats puissent réaliser de travaux enrichissants, requérant responsabilité, initiative et créativité. Dans leur cadre, la plupart des producteurs sont contraints à employer leurs capacités physiques dans des conditions adverses et à déployer leurs facultés intellectuelles de manière limitée et aliénée. Les U.P.S. s'inscrivent donc dans la logique de la division capitaliste du travail avec de conséquences particulièrement graves,

puisque l'intelligence des individus se forme en fonction de leurs occupations ordinaires.

2. MOYENS DE PRODUCTION

Le terme "moyens de production" est employé ici pour désigner les éléments matériels que les producteurs interposent entre eux et l'objet de leur travail comme conducteurs et intermédiaires de leur action. Eléments fondamentaux de tout procès de travail, ils se présentent comme:

. moyens de travail ou instrument de travail que le producteur intercale directement entre lui et l'objet sur lequel il travaille (machines, ou système de machines et l'outillage).

. espace productif, c'est-à-dire les conditions matérielles qui, sans intervenir directement dans le procès de transformation, permettent sa réalisation (terrain, bâtiments, locaux aménagés de l'atelier,).

Comme les moyens de production sont les éléments les plus significatifs du procès de travail, l'étude de leur nature et de leur volume face au travail vivant autrement dit, l'étude de la composition organique du capital, occupent une place essentielle dans l'analyse des conditions générales d'accumulation du capital, du développement des forces productives, etc. (1)

Le principe de reproduction du M.P.C. ou

(1) Cf. Pierre Duhaucourt - " Sur le concept de composition du Capital" in ISSUES, Paris, n.2, 1979, p.46

en d'autres termes, le moyen utilisé par les capitalistes pour triompher provisoirement dans les luttes sociales est d'élever la productivité du travail, en développant le capital constant (capital avancé sous forme de moyens de production et de matières premières qui objectivent le travail passé), au détriment du capital variable (consacré à la reproduction de la force de travail qui fournit le travail vivant). C'est ainsi que le machinisme intégral et la grandeur de l'espace productif apparaissent comme les formes les plus adéquates du capital en général. Et dans ce contexte, les conditions des E.C.T. correspondent parfaitement au concept de capital.

Mais d'après nos hypothèses, cela ne veut pas dire que, dans le cas où l'on n'observe pas des conditions identiques d'application des moyens de production, on soit alors en présence de formes de production non-capitalistes. Comme nous le verrons par la suite, la participation des moyens de production dans le procès de travail des U.P.S. se fait de manière particulière, et dans certains cas, en soi, ils ne suffisent pas à indiquer les rapports sociaux ; le travail matérialisé n'est pas l'élément déterminant qui se dresse contre le travail vivant. D'une manière générale, il n'y a pas de commune mesure entre l'ampleur et la régularité des investissements en moyens de production dans les E.C.T. et dans les U.P.S. C'est cette constatation qui est évoquée comme argument pour nier la présence d'un procès de production capitaliste au sein des U.P.S. Mais si l'on observe dans certains cas, l'absence

de résultats significatifs (absence d'accumulation soutenue) on n'observe pas d'autres principes de fonctionnement entre producteurs et propriétaire.

Dans une autre perspective, les différences dans l'emploi des moyens de production par les E.C.T. et par les U.P.S. sont à l'origine de certaines analyses dualistes en termes de secteur moderne et de secteur traditionnel. L'échelle restreinte ou la précarité de la production sont inmanquablement associées à l'emploi de moyens de production rudimentaires ou "archaïques". De la même manière, l'emploi de machines modernes n'est envisagé qu'à partir du moment où il y a une pléthore de travailleurs. Cela pouvait être le cas autrefois, mais aujourd'hui ces positions ne sont plus pertinentes. Les points abordés par la suite permettront de compléter et de vérifier ces hypothèses.

2.1. Moyens de travail

Dans les U.P.S. on remarque que, malgré la possibilité d'emploi d'une force de travail bon marché, la présence de machines est assez importante. Les particularités de cette situation peuvent être abordées à partir de deux questions de base : la place des machines dans le procès de travail et les conditions de leur acquisition.

Le cas que l'on retrouve le plus couramment

est celui de l'emploi d'une seule et unique machine. Elle occupe une position sinon centrale du moins "unificatrice" du procès de travail. Cette machine ordinairement isolée, n'exécute pas des opérations combinées ou variées. Elle exécute une opération précise, indépendamment de sa complexité, et il incombe au travailleur de relier les divers procès partiels.

Prenons comme exemple un fabricant d'ustensiles de ménage par emboutissage à froid. La presse excentrique employée ne donne au produit que sa forme brute; les autres opérations, telles la coupe des saillies, le polissage, l'enchâssement des pièces et des accessoires et la peinture, sont faites à la main. Malgré le nombre limité d'opérations, la machine est un modèle perfectionné dans son genre, destinée néanmoins à être connectée à d'autres machines. Cette presse isolée, est accessible à ce petit patron, mais le système de machines qui la rendrait plus productive représente un investissement hors de sa portée. Le niveau technologique n'est pas évidemment homogène, mais il serait inexact de parler d'activité rudimentaire. Si au lieu de fabriquer des ustensiles de cuisine, il s'agissait de la production de pièces pour l'industrie électronique (hypothèse vraisemblable, compte tenu du système de sous-traitance), cette U.P.S. pourrait être classée sous tous rapports, comme une industrie moderne.

Comme le montre cet exemple, les U.P.S. continuellement écloses, n'ont pas besoin de parcourir

les divers stades d'organisation de la production capitaliste. Elles ne sont pas obligées non plus, à cause de leur taille, de rester à un niveau déterminé. Les étapes naguère normales pour les unités de production à petite échelle (étapes qui commençaient par l'emploi de machines simples, rendant possible une période d'accumulation de capital, ensuite l'agrandissement des installations et l'introduction de machines complexes), sont facilement brûlées: une U.P.S. peut aujourd'hui disposer de machines à haute technologie et faire concurrence aux grandes entreprises à plusieurs niveaux. (1)

Mais, comme l'indique l'exemple ci-dessus, en principe, l'introduction d'une machine plus ou moins complexe est faite au détriment des équipements auxiliaires. Autrement dit, au détriment du système de machines normalement requis au sein des grandes entreprises, des équipements tels les convoyeurs, les palans, les chariots, et en tout au détriment des équipements de sécurité, visières, filtres, conduits d'aération, etc. Il n'est pas inusité de trouver une U.P.S. qui emploie par exemple, une aléseuse dont les pièces produites rentreront dans un produit fait à la main, montrant la viabilité des compositions techniques hétéroclites.

Au fur et à mesure du succès de l'affaire, le cadre productif tend à s'approcher de celui des E.C.T.

(1) voir p.ex. A.D. CATTANI - Aspects de la structure productive au Brésil, Paris, Université de Paris I 1977 - mémoire pour le diplôme de III cycle-

Les machines auxiliaires sont achetées d'abord, l'équipement accessoire ensuite et en tout dernier lieu, l'équipement de sécurité et l'équipement pour le confort des travailleurs.

Les mêmes conditions s'appliquent à l'outillage, à cela près que les outils sont normalement peu nombreux, de mauvaise qualité, voire rudimentaire. Dans beaucoup de cas, ils sont été fabriqués ou adaptés par les propres travailleurs des U.P.S.

2.1.1. Modalités d'acquisition des moyens de travail

Le degré relativement important de machinisme dans les U.P.S. considérées habituellement comme "primitives" et dont la production procède du tour de main, peut être expliqué par les différentes modalités d'acquisition des moyens de travail, indépendamment du dégagement d'un surplus au sein de l'U.P.S.

Comme nous l'avons vu, l'outillage peut être occasionnellement emprunté, plus ou moins légalement, à d'autres entreprises. Il s'agit de cas marginaux, mais qu'il faut citer pour comprendre comment des U.P.S. peuvent disposer de certains outils sophistiqués (perceuses, marteaux-révolvers, chalumeaux oxhydriques, etc.) pour des opérations sporadiques.

Une situation plus normale est celle de l'appel au système de crédit-bail ("leasing") extrêmement répandu depuis quelques années. Les machines et l'équipement les plus diversifiés ou complexes sont ainsi accessibles pour une courte période - avec moins de frais - pour profiter d'un moment d'expansion de la demande ou pour oeuvrer un produit spécial de temps à l'autre.

Le développement et la diversité de la production capitaliste engendre certains résultats contradictoires très peu étudiés. C'est le cas du résultat de la vulgarisation de moyens de travail. Secondairement à la contradiction fondamentale entre capital et travail, le jeu de la concurrence entre capitalistes provoque le surgisement de machines-outils dont les modèles sont fabriqués en grande série. Ces machines sont alors accessibles à de petits producteurs. Nous avons observé un exemple très représentatif de cette tendance dans certaines régions de l'Etat du Rio Grande do Sul.

Le Nordeste da Serra est une région qui présente des caractéristiques particulières. C'est une région où la consommation d'articles de bonneterie est relativement importante. C'est aussi une région comportant un niveau de vie assez élevé. Cela a permis la diffusion de machines à tricoter, vulgarisées par des entreprises multinationales, aboutissant à la production de vêtements qui auparavant étaient du ressort de la bonneterie à grande échelle ou du travail domestique et de l'artisanat. Ces machines, très économiques, sont dotées

d'un système de cartes perforées permettant la sélection de centaines de points. Leur rendement dépasse dix mille mailles à la minute.

D'innombrables U.P.S. se sont constituées en quelques années. Des cadres moyens, des ouvriers spécialisés, des paysans aisés se sont reconvertis en petits patrons, employant le plus souvent leur propre famille pour ensuite embaucher des jeunes filles "plus habiles" à proprement parler, moins payées pour ce genre de travail. Il est peut être intéressant d'ouvrir une parenthèse pour, grâce à cet exemple, préciser deux conséquences qui procèdent de l'introduction de ce type de machines et qui sont valables pour d'autres activités que la bonneterie. Première conséquence: les marchandises fabriquées portent le label "production artisanale" alors que certains modèles de tricot jacquart, par exemple, comme le sweater "de Gramado", sont tirés à des milliers d'exemplaires. Lorsque le marché est saturé, ou lorsque les consommateurs s'aperçoivent qu'il n'y a pas de différences avec la production industrielle, le changement de la forme du produit devient inévitable. Parfois cela n'est possible que grâce à l'acquisition d'une nouvelle machine, achat qui est effectué aussi par de nouveaux apprentis-capitalistes.

Deuxième conséquence: la concurrence faite aux grandes entreprises et aux producteurs individuels, a provoqué la dégradation du statut des travailleurs des grandes bonneteries (celles-ci ont cherché à compenser la

concurrence par la réduction des salaires ou par l'intensification des cadences) et a provoqué la disparition du travail autarcique et artisanal. Les artisans arrivaient à couvrir les frais de production, mais en dépit de leur savoir-faire et de leur spécialisation, ils n'arrivaient plus à assurer leur subsistance sociale. Néanmoins, leur disparition, n'a pas été ni un signe de concentration uniforme du capital, ni d'homogénéisation complète des formes de production: les U.P.S. ont pris la relève.

L'exemple donné n'est pas exceptionnel: on observe la même tendance dans plusieurs branches, grâce à la vulgarisation de machines technologiquement sophistiquées. Citons au hasard, les nouveaux procédés de reproduction graphique qui permettent les travaux de ville (bibeloquets) moyennant un faible investissement, les machines de moulage de matières plastiques, accessibles à tous les échelons de l'activité industrielle, etc. (1)

La dernière modalité d'acquisition des moyens de travail à laquelle nous faisons référence est celle qui est la plus importante jusqu'à présent. Elle implique le transfert de machines plus ou moins usagées des grandes entreprises aux U.P.S. Deux situations sont à considérer

(1) voir ONU-ONUDI - La petite industrie en Amérique Latine
New York, Onu-Onudi, 1967

dans ces cas: la première concerne l'obsolescence forcée des machines. La recherche de la plus-value extra provoque le vieillissement technologique: le système de machines employé par une entreprise quelconque devient du jour au lendemain moins productif que celui employé par les autres entreprises de la branche. Obligée de moderniser intégralement ou partiellement la combinaison productive, l'entreprise vend les machines démodées à l'encan, et elles peuvent être, de cette manière, achetées par les U.P.S. Cette situation présente quelques variantes: dans la recherche de la plus-value extra, les grandes entreprises sont amenées à faire tout sorte d'essais pour améliorer la productivité du travail vivant. Il ne leur est pas possible de garder toutes les machines qui n'ont pas donné de résultats satisfaisants dans une combinaison productive complexe. Leur transfert aux U.P.S. peut être alors une opération compensatrice. Il en est de même en ce qui concerne les machines endommagées et dont le coût de réparation rend la revente plus avantageuse. Remises en état au sein des U.P.S. elles peuvent durer encore longtemps.

La deuxième situation, c'est lorsque le capital fixe des grandes entreprises est complètement amorti et que les subventions fiscales accordées par l'Etat soucieux de la concentration capitaliste, rendent plus intéressant le remplacement du parc de machines, en dépit de sa capacité normale de rendement.

La récupération ou la reconversion des machines et de l'équipement sont des opérations très

difficiles à chiffrer et à évaluer; la plupart des études économiques les ignorent complètement. Pourtant d'après le nombre d'annonces classées dans les journaux (qui constituent d'ailleurs une excellente source de renseignements sur le marché de l'occasion), on peut prétendre qu'il s'agit d'un phénomène très important et assez répandu. (1) (voir exemple ANNEXE N.2 pp.396,397).

On peut voir par là que l'acquisition de moyens de travail technologiquement avancés n'est pas un obstacle insurmontable pour les U.P.S. Un grand nombre a pu éclore grâce à cette stratégie d'adaptation dans des combinaisons productives hétéroclites et précaires, avec des machines modernes qui exigeraient normalement un cadre plus complexe, et un tout autre volume d'investissement. Par ailleurs, l'emploi prolongé des machines, l'état d'usure de celles qui ont été transférées par les grandes entreprises, sont quelques unes des causes du décroissement de la capacité productive, malgré l'extension de l'exploitation de la force de travail.

Ainsi, le niveau de machinisme n'implique pas obligatoirement le dégagement d'un surplus qui permette l'expansion de l'affaire ou même la maintien des activités. Le machinisme n'est qu'une variable du processus permanent et contradictoire qui permet l'éclosion d'U.P.S. nouvelles et qui provoque la disparition d'autres.

(1) voir données partielles in CENSO INDUSTRIAL 1970, Anuario Estatístico, Rio de Janeiro, 1976 tableaux 3.4.1.2.18 p. 206

2.2. Espace Productif

Nous avons préféré désigner le deuxième versant des moyens de production comme "espace productif" parce que la définition habituelle de "locaux de travail" est trop restreinte. En effet, dans les U.P.S. les conditions matérielles du procès de transformation ne se limitent pas à un cadre clos et homogène. D'abord, il se peut que les locaux de travail soient plus ou moins éparpillés, plus précisément, que les séquences du procès de travail soient réalisées dans des endroits différents, que les locaux d'entreposage soient séparés de l'atelier et, dans une moindre mesure, que l'atelier soit régulièrement déplacé en fonction des changements des conditions externes de la production. Ensuite, il se peut que l'atelier incorpore de manière irrégulière des éléments extérieurs, tels des cours d'eau, des gisements divers, des espaces publics, de manière que les locaux de travail ne soient jamais bien délimités; ils s'étendent ou se rétrécissent au gré des circonstances.

Dans la combinaison productive des U.P.S., l'espace productif, en tant qu'investissement, ou en tant qu'immobilisation du capital, occupe invariablement une place moins importante que les moyens de travail. Comme le signale aussi Philippe HUGON et al. (1) ce n'est

(1) Philippe HUGON et al. La petite production marchande...
op. cit. p. 108, 109

qu'après que l'on ait investi dans des machines et dans l'équipement auxiliaire que l'aménagement de l'atelier est l'objet d'attention.

Quatre aspects peuvent être retenus pour déterminer les particularités de l'espace productif propre à un nombre important d'U.P.S.

2.2.1. Exigüité

On peut dire que l'exigüité de l'espace réservé aux activités productives est une norme générale dans un nombre important d'U.P.S. Les travailleurs se trouvent entassés dans des pièces minuscules où le cubage d'air par personne peut être au dessous des normes légalement admissibles. Dans l'impossibilité de séparer spatialement les postes de travail, certains travailleurs sont contraints à côtoyer inutilement les opérations et phases de la transformation du produit les plus pénibles notamment dans l'industrie chimique ou lors de l'emploi de machines bruyantes.

L'accroissement des activités n'implique pas forcément l'expansion de l'espace de production. Le cadre productif peut être implanté dans des endroits ne disposant d'aucune possibilité d'agrandissement. Les locaux d'entreposage de matières premières et de production finis, les services administratifs ou mêmes les sanitaires (cf. citation p. 299) ne sont pas isolés et se trouvent pêle-mêle avec la production. Les risques

pour les travailleurs et, selon les cas, pour les consommateurs des produits ainsi fabriqués, peuvent être alors très graves.

2.2.2. Vétusté

Au problème précédent s'ajoutent les difficultés suscitées par l'état de vétusté des bâtiments et des installations, indépendamment de l'âge de l'U.P.S. Et comme, d'une manière générale, les U.P.S. ont une vie éphémère, la construction de bâtiments neufs est un fait assez rare et la rénovation des installations ne se fait que lorsque leur état risque de compromettre la production. Le fait de privilégier les moyens de travail par rapport aux locaux donne certains résultats saugrenus, comme dans le cas d'un petit fabricant d'outils agricoles qui, après avoir installé une presse à couper mécanique dans un vieux hangar voyait le sol s'effondrer lentement après chaque coup de lame.

Comme l'illustre cet exemple, l'incorporation d'équipements auxiliaires est parfois contrariée par le degré d'ancienneté et de précarité des installations. L'emploi d'un pont roulant ou de grues fixées à la toiture, d'un moteur plus puissant, etc. demande des travaux d'étayement ou des réformes trop importantes par rapport aux disponibilités financières immédiates.

2.2.3. Emplacement

Le troisième aspect à considérer en ce qui concerne l'espace productif, c'est l'emplacement du cadre de travail . Parfois l'existence des U.P.S. n'est possible que si les immobilisations en capital fixe (terrains, bâtiments) ne sont que très faibles. Ainsi, des hangars précaires, des garages, des caves de maison, des ateliers d'entreprises désaffectés, sont repris et aménagés à peu de frais comme locaux de travail. Dans ces cas, les possibilités d'agrandissement de l'espace productif sont sérieusement compromises.

La localisation spatiale des installations, dans des terrains marécageux, à côté d'usines polluantes, dans des endroits d'accès difficile permet de réduire les investissements en capital fixe. A ce propos, il est intéressant de remarquer que la rénovation urbaine, se traduit pendant un certains temps par la diminution du nombre d'activités productives qui trouvaient lieu dans les interstices de l'ancien tissu urbain.

2.2.4. Double destination

L'affectation de certains locaux comme espace productif et comme logement familial, est une particularité qui concerne maintes U.P.S. (1) et qui

(1) Cf. SETABRES - Artisanato... - op. cit. p.108, tableau 8

rend équivoque les concepts stricts de moyens de production. Le petit patron, étant propriétaire ou locataire des locaux (la location à usage domestique est moins onéreuse que celle à usage industriel), peut se lancer dans la production sans qu'il soit nécessaire de procéder à des immobilisations importantes.

Le foyer domestique et/ou les annexes reliées transformées de manière plus ou moins permanente en atelier permettent la suppression de déplacements inutiles; le propriétaire peut être présent dès la première heure de travail et peut de ce fait contrôler l'exécution du travail par les ouvriers. Il peut aussi recevoir des commandes ou des clients, à n'importe quel moment de la journée, et enfin, il est plus à l'abri des contrôles fiscaux ou des inspecteurs du travail. Mais tout cela, dans certains cas, au prix de la détérioration de sa santé et de celle de ses familiers, par l'exposition prolongée aux facteurs de nuisance liés au procès de travail.

. STATUT DES MOYENS DE PRODUCTION

On a pu voir par ces indications que les U.P.S. peuvent parvenir à faire démarrer des procès de production capitalistes sans que le volume et la composition des moyens de production soient du même ordre que ceux des E.C.T. Quelques remarques sont encore nécessaires.

D'une part, on ne peut pas considérer les moyens de production employés par les U.P.S. (spécialement les éléments composant l'espace productif) comme les seuls éléments explicatifs de la nature des U.P.S. Dans beaucoup de cas, pris à part, ils n'ont pas une existence sociale comme ceux qui sont mis en oeuvre dans les E.C.T. c'est-à-dire ils n'ont pas une existence indépendante, ils ne sont pas une puissance autonome capable d'affronter le travail dans n'importe quelle circonstance, dans n'importe quelle modalité d'organisation du travail.

Cette différence ne scinde pas en deux le statut théorique des moyens de production, mais indique que l'analyse doit être menée à deux niveaux: analyse des éléments matériels qui, dans des circonstances particulières, deviennent les supports matériels du capital, du rapport de production capitaliste. Ainsi, dans les U.P.S. les éléments matériels qui en eux-mêmes, sont plus ou moins à la portée d'un grand nombre de producteurs, et qui en eux-mêmes ne sont pas de forces qui s'opposent au travailleur individuel (machines modernes vulgarisées, logement privé), peuvent être combinés dans un ensemble plus vaste de conditions qui fixent des rapports de production capitalistes.

D'autre part, il n'est pas inutile de rappeler que cette situation dépend par essence du processus général du capital, fondamentalement imposé, soutenu, reproduit par les conditions en vigueur dans les E.C.T.

· CHAPITRE V - PROCES DE PRODUCTION

Dans le chapitre précédent nous avons vu, parmi d'autres questions, quels sont les éléments et les conditions qui, en étant articulés, permettent l'implantation de formes de production hétérodoxes dans la sphère productive sociale. Il nous reste à examiner quel est le principe fondamental de cette articulation. Dans ce chapitre nous aborderons donc, les questions qui spécifient le contenu, la nature essentielle des U.P.S.

Comme nous le verrons, leur principe de fonctionnement est le même que celui des formes canoniques du Capital. Pourtant, l'implantation et le fonctionnement interne, agencés selon des rapports de production capitalistes ne sont pas une garantie de réussite pour des capitaux constitués sous forme d'U.P.S. Dans chaque U.P.S. prise à part, la reproduction du capital n'a lieu que dans des circonstances spéciales. Mais tant que la série de conditions commentées précédemment se reproduit et tant que le Mode de Production Capitaliste reste perméable aux formes de production atypiques, la réapparition des Unités de Production Secondaires sera toujours possible.

SECTION I - RAPPORTS DE PRODUCTION

Tout au long des développements précédents, nous avons considéré les particularités des U.P.S. à l'égard des E.C.T. Comme nous l'avons dit, l'hétérodoxie des U.P.S. vis-à-vis des formes canoniques du Capital ne leur donne pas un contenu économique social autonome, non-capitaliste. Néanmoins, pour que cette thèse soit probante, il nous faut expliciter maintenant, l'existence d'une constante fondamentale, d'une caractéristique essentielle donnant unité et cohérence à ces formes de production, indépendamment de leurs configurations partielles, permanentes ou provisoires. Autrement dit, il nous faut démontrer que les U.P.S. sont des formes de production capitalistes.

Comme nous l'avons vu, c'est dans les rapports sociaux noués en vue de la production matérielle que l'on trouve l'explication du mode de production actuel et de sa structure sociale. Reproduisons la question centrale du cadre théorique employé:

" C'est toujours dans le rapport immédiat entre les maîtres des conditions de production et les producteurs directs qu'il faut chercher le secret intime, le fondement caché de la structure sociale, ainsi que de la forme politique des rapports de souveraineté et de dépendance..." (1)

(1) Karl MARX - Le capital, livre 3 - Pléiade t.II pp.1400,1401

Il est possible d'analyser rigoureusement les conditions de la production sociale grâce au concept de rapports de production. Ce rapport confère à certains agents de la production des fonctions sociales particulières par opposition aux producteurs directs." L'action des rapports de production se manifeste notamment par leurs effets sur les porteurs des différentes fonctions: elle peut constituer ces porteurs en classes". (1) Il donne aussi un caractère spécifique aux conditions, aux objectifs et au mouvement de la production. La nature des produits, la différence de taille des formes de production capitalistes, la configuration de celles-ci, leur localisation, etc. ne constituent en définitive que des aspects secondaires comparativement aux rapports de production.

L'élément qui détermine le caractère capitaliste des Unités de Production Secondaires est l'existence en leur sein de rapports de production similaires à ceux noués au sein des formes achevées du Capital. Ces rapports qui lient les travailleurs aux capitalistes, rappelons-le, sont des rapports d'exploitation en ce sens que le capitaliste achète la force de travail du salarié, dispose à son gré de son usage et du supplément de valeur que cet usage permet de produire.

" Dans son développement, le capital devient un rapport coercitif au sein duquel la classe ouvrière est contrainte d'exécuter

(1) Charles BETTELHEIM - Calcul... - op. cit. p. 57

plus de travail que ne l'exige le cercle resseré de ses besoins." (1)

Exploiter la force de travail, essayer de reproduire cette exploitation sur un mode continu et élargi pour assurer par là le maintien des positions fondamentales, tel est l'axe conducteur du M.P.C. qui détermine aussi la nature des U.P.S.

Cette assertion sera explicité en détail dans les trois rubriques suivantes . Mais avant, il est nécessaire de faire quelques remarques de portée générale concernant le nombre de travailleurs engagés dans chaque U.P.S. prise à part. A ce propos il est intéressant d'évoquer les conceptions courantes et de voir quel peut être l'enjeu de la définition des activités organisées à petite échelle comme n'étant pas capitalistes. Selon différentes approches, le nombre de travailleurs détermine la nature de l'organisation de la production. Ainsi, une unité de production de moins de dix travailleurs en moyenne est assimilée au statut d'"artisan" ou de "petit producteur marchand". Ainsi par exemple, même Marta Harnecker dans son exposé pédagogique présente l'existence de rapports de production exclusivement dans la manufacture (pré-capitaliste) et dans la grande industrie. (2)

Le résultat de la petite production marchande et de l'activité artisanale est le renouvellement des

(1) Karl MARX - Le Capital - livre 1 - Pléiade t.I, p. 846

(2) Marta HARNECKER - Les concepts élémentaires du matérialisme historique, Bruxelles, Contradictions, 1974

moyens de production détenus par le producteur qui ne cherche pas à les accroître. Le cycle complet d'opérations peut être représenté par la formule

$$M - A - M'$$

où M représente les moyens de production, A l'argent intervenant dans les échanges et M' les moyens de production renouvelés plus les moyens d'existence obtenus par le travail actuel du producteur. Le producteur individuel a une double personnalité:

" Comme capitaliste, il se paie à lui-même son salaire et tire son profit de son capital. Autrement dit, il s'exploite lui-même comme salarié et se verse sous forme de plus value, le tribut que le travail doit au capital." (1)

La composition valeur des marchandises produite est donc limitée par la relation restreinte avec les moyens de production. Cela signifie que le producteur étant seul ne peut mettre en oeuvre qu'un capital peu important. Et comme le volume de travail nécessaire et de sur-travail qu'il peut fournir est humainement limité, les possibilités de reproduction élargie sont également limitées.

(1) Cf. Karl MARX - Matériaux pour l'Economie, Pléiade, t. II, p. 402
Théories sur la plus-value, Editions Sociales Paris, 1974, t.I p. 477

Par ailleurs, le producteur étant seul, il ne peut pas bien entendu avoir de rapports de production avec lui-même... Même si, grâce à la sphère de la circulation, il peut être soumis au M.P.C. (1) son statut n'est pas comparable aux formes de production capitalistes. Le noeud de la question se trouve dans la manière d'envisager le nombre de travailleurs engagés dans la production. Différentes études signalent que le "petit producteur indépendant ou l'artisan" utilise des travailleurs en nombre réduit sous forme soit de travailleurs familiaux, soit d'apprentis, ou éventuellement d'associés non-proprétaires et de quelques "aides" salariés. (2)

Cette conception d'un producteur travaillant seul ... avec une demi-douzaine de travailleurs au moins a un objectif. Elle permet de présenter le producteur-proprétaire, ou plus précisément, le petit patron comme non-capitaliste, puisque son activité est présumée ne pas viser le profit, et comme ayant un statut de classe identique à celui des travailleurs. (3)

Cette présentation particulière des petits patrons est le fait de ne pas reconnaître l'existence de travailleurs (dissimulés sous la classification euphémique

(1) Cf. Claude FAURE - Agriculture et capitalisme, Paris Ed. Anthropos, 1978

(2) C.A.Q. ALBIN - Atividades industriais nao-capitalistas Sao Paulo, CES-PUC, 1977, p.18 photocopié
SETABRES - Artesanato... - op. cit.

(3) C.A.Q. ALBIN - Atividades... op. cit. p.19

"d'aides" ou de "collaborateurs"), permet d'éluder la question essentielle de l'exploitation de la force de travail. L'idée qu'avec des petits patrons il n'y a pas d'exploitation peut ainsi servir de thème pour de nouveaux projets de société où les rapports capitalistes continueront à se reproduire, et servir ainsi de justification à l'action de certaines fractions du capital.

Le fait que les rapports de production capitalistes se portent ponctuellement sur des ensembles réduits de travailleurs n'implique pas nécessairement que la relation d'exploitation y soit absente. Loin de là. A partir du moment où le propriétaire des moyens de production engage d'autres travailleurs, dès lors ce qui tend à prévaloir c'est la recherche de surtravail dans le cadre des rapports de production capitalistes. Comme nous l'avons vu, il y avait en 1975 plus de deux millions de travailleurs rassemblés en petits groupes, sous les ordres de milliers de petits patrons des U.P.S. Nous allons voir maintenant comment ils sont concernés par la relation exploitateur-exploité.

Cette section s'achève sur les conditions de déroulement des rapports de production au sein des U.P.S. Le travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, ou dans des conditions précaires, instables, fait que l'antagonisme immanent entre Capital et Travail se manifeste dans de termes différents de ceux que l'on observe lorsque le travail est organisé et concentré de manière permanente en grand, c'est-à-dire lorsqu'il y a concentration stable de capital.

1. NATURE DES FONCTIONS DU PROPRIÉTAIRE

La place et les fonctions du propriétaire de moyens de production dans une U.P.S. sont similaires à celles d'un capitaliste ordinaire. Autrement dit, il est un metteur en oeuvre de forces de travail et un soutireur de surtravail selon des rapports de production capitalistes. L'objectif de ce capitaliste en herbe ou de ce capitaliste de pied en cap, n'est autre que celui de s'approprier du travail d'autrui et de son produit. Pour lui la valeur d'usage n'est pas un but en soi, ("les produits ne valent que comme support de la valeur"), pas plus que le gain éventuel, mais c'est bien le mouvement incessant du profit renouvelé.

La participation d'autres travailleurs, indépendamment de leur nombre, se fait dans le cadre de la soumission du travail au capital, respectant le principe fondamental de la reproduction des rapports de production. Le pouvoir de gouverner le travail ne trouve pas son origine dans des relations extra-économiques ou dans la maîtrise technique d'un procès de travail. Il découle du contrôle exercé sur les conditions générales de la production, lequel est invariablement associé à la propriété et à la possession des moyens de production.

Un petit patron d'une U.P.S., dans la plupart des cas bénéficie de la propriété (droit juridique de disposer) et de la possession (pouvoir de disposer) des

moyens de production, des marchandises achetées (y compris la force de travail) ainsi que des marchandises produites. Autrement dit, il peut les affecter à des utilisations déterminées. Voyons quelles sont ses fonctions au sein des U.P.S. et quels sont les moyens qu'il a pour rendre effectif son pouvoir de contrôle sur le processus de production.

Le propriétaire des moyens de production exerce un pouvoir incontestable et incontesté sur l'organisation générale du processus de production. L'expression " Maître * des conditions de production" (1) lui est donc parfaitement adéquate. Quoique le degré de despotisme puisse être amoindri par la division technique du travail, d'une manière générale, les fonctions de commandement, d'instigation et de surveillance de la production lui incombent et sont remplies avec acharnement, surtout lorsqu'il s'agit de forces de travail en nombre restreint. Les études du B.I.T.- PREALC et l'enquête de M.T. BERLINCK confirment ces assertions. Malgré le fait que dans l'enquête faite à Campinas la définition de "petite industrie" ne corresponde pas parfaitement au concept d'U.P.S., il y est signalé que 12 % des propriétaires des unités de production employant de 1 à 3 salariés n'exercent que les fonctions de commandement des activités. Dans celles employant de 4 à 10 salariés, ce pourcentage est de presque 60% (2)

(1) Karl MARX - Le Capital, livre 3 - Pléiade T.II p.1400

(2) M.T. BERLINCK - O desenvolvimento..., op. cit. p.59,t.31

* Maître - "Celui qui exerce une domination, qui a le pouvoir et l'autorité pour se faire servir".

Dans tous les cas, c'est le propriétaire qui fixe les buts de l'U.P.S. et la manière de les atteindre en faisant une adéquation des trois volets suivants:

- . moyens de production - durée de leur mise en oeuvre, leur volume et leur renouvellement
- . marchandises - la nature des produits à fabriquer, leur quantité et leur prix
- . force de travail - son embauche, son prix, son remplacement.

Bien entendu, les résultats escomptés peuvent ne pas être forcément ceux qui ont été fixés. Le plus important à signaler néanmoins, c'est l'origine individuelle et arbitraire de la fixation des objectifs et des modalités de la production, par opposition à la décision collective et motivée qui serait prise par des producteurs volontairement associés.

Le petit patron dispose de plusieurs moyens pour contrôler le procès de production. Certaines fonctions peuvent être partagées avec d'autres personnes, y compris des travailleurs, mais dans son ensemble, elles sont l'apanage du propriétaire des moyens de production.

1.1. Gestion du personnel

Comme nous l'avons vu, il y a plusieurs divisions techniques du travail au sein des U.P.S. Dans certains cas, le petit patron ne fait pas l'encadrement du personnel au sein de l'atelier; il leur laisse coordonner leurs travaux, fixer la discontinuité, les arrêts. Néanmoins, étant donné que le patron se réserve le droit d'embaucher sélectivement les travailleurs et de les renvoyer à tout moment, cette autonomie d'exécution est assez précaire.

Dans beaucoup de cas, indépendamment du nombre de travailleurs, le petit patron ne se soucie guère de formaliser l'organisation du personnel, de définir la responsabilité et les limites de chaque poste et d'organiser un éventuel ordre hiérarchique au-delà de son propre poste. (1) Les travailleurs ne disposant pas d'un règlement interne, d'un code formel des relations fonctionnelles sont obligés pour pouvoir régler les contentieux et les petits conflits, de se rapporter constamment à l'autorité arbitraire du patron et sans qu'il soit possible de déterminer la responsabilité du donner d'ordres. En outre, le patron fixe l'horaire de travail, la quantité de jours ouvrables par semaine, et l'époque des bien rares vacances. Comme cela se traduit par la non-observance des droits sociaux fondamentaux conventionnels des travailleurs, ceux-ci sont alors obligés de trouver de subterfuges variés pour atténuer les contraintes, la dépendance se maintenant inexorablement.

(1) Cf. N.A.I - Gestao das P.M.E. - Recife, 197 , p.14/15

1.2. Contrôle de l'approvisionnement et de la circulation des marchandises

Dans certaines activités organisées à petite échelle, il suffit au propriétaire de contrôler les sources d'approvisionnement et/ou les débouchés du produit fini pour enlever aux travailleurs toute possibilité d'autonomie. Le rôle stratégique de ces fonctions est illustré par les exemples suivants:

A Canoas (Etat du Rio Grande do Sul), un gérant de banque avait créé une U.P.S. employant quatre travailleurs pour la transformation de déchets des abattoirs de volailles en ration pour le bétail. Comme l'affaire était rentable (les déchets étaient livrés sans frais) et comme l'équipement nécessaire était peu important, deux de ses travailleurs ont essayé de l'imiter. Cependant, grâce aux relations privilégiées qu'il entretenait avec les propriétaires des abattoirs, il a pu s'accaparer de tous les déchets disponibles en obligeant ses ex-travailleurs à fermer boutique.

Dans le même département, un petit fabricant d'articles en cuir (sacs à main, valises, portefeuilles) dits "artisanaux" parce qu'ils étaient décorés avec des motifs régionaux, travaillait avec 2 ouvriers et trois travailleurs à domicile. Grâce à la constitution d'un réseau de postes de vente sophistiqués (hôtels, aéroports), il a pu écouler rapidement sa production et étendre son contrôle sur d'ex-producteurs indépendants. Une tentative

de la part de ces derniers de se rassembler dans une coopérative avait échoué peu de temps auparavant, car leur production spécialisée ne rencontrait pas de débouchés.

Il y a d'innombrables exemples similaires à celui-ci, surtout de commerçants qui, profitant de leurs postes de vente, se lancent dans l'activité productive, ce qui n'est pas possible pour des producteurs directs. Le propriétaire garde pour lui les parties essentielles des fonctions de prospection des marchés et de représentation de l'U.P.S. La participation de ses ouvriers à ces tâches est toujours limitée comme dans l'exemple d'une ferronnerie d'art à Sao Leopoldo (Etat du Rio Grande do Sul). A la place du propriétaire, le travailleur le plus qualifié d'un groupe de sept travailleurs pouvait se mettre en contact avec les clients et définir avec eux les caractéristiques et la qualité des ouvrages nécessaires pour toute une maison (chambranles, rampes d'escalier, portails), Mais c'était toujours le propriétaire qui avait trouvé le client et qui fixait le prix et les conditions de paiement de chaque pièce.

Le temps employé pour d'autres fonctions que celles directement productives permet au propriétaire de suivre l'évolution des prix des concurrents et l'évolution générale du marché. Absorbés par la production immédiate, les travailleurs, eux, ignorent les opportunités qui se créent éventuellement d'échapper à un cadre de travail spécifique.

1.3. Contrôle administratif

Le contrôle administratif est le complément naturel des fonctions patronales précédentes. Comme normalement, compte tenu du volume d'opérations, l'embauche d'un comptable ou d'un gestionnaire s'avère trop onéreuse, tous les registres comptables, fiscaux et administratifs sont tenus, plus ou moins bien, par le propriétaire lui-même. Lorsque celui-ci est incapable de le faire, il les confie à des professionnels extérieurs à l'unité de production (au "contador"). A la limite le propriétaire partage la gestion administrative avec les membres de sa famille. Par contre, il tient la caisse tout seul et se charge personnellement de toute transaction financière, ce qui lui permet de composer les ressources et dépenses personnelles avec le budget de l'unité de production. La gestion "correcte" des affaires est ainsi très relative.

Tous ces détails sont loin d'être anodins: comme dans l'exemple du maître-ferronnier, certains travailleurs peuvent avoir la maîtrise technique du procès de travail, mais ils restent soumis parce qu'ils n'ont pas la moindre notion des coûts et des résultats financiers de leur production.

1.4. Mobilité du capital

Comme dernier recours pour préserver sa position de maître des conditions de production, le proprié-

taire a, en principe, la possibilité de récupérer la somme d'argent transformée en capital et de l'investir dans une autre composition de moyens de production ou dans une autre branche. Dans ce cas, peu importe que les contraintes proviennent des conflits au sein de la production ou de la pression des concurrents. Au lieu de perdre son capital, ou d'éventuellement le partager avec les ouvriers, le propriétaire préférera toujours se recycler dans d'autres circuits capitalistes. Le témoignage d'un patron offre un exemple typique des efforts pour éviter la prolétarisation.

" J'ai travaillé comme routier avant d'acheter une petite scierie. Les vieux [le personnel plus ancien] m'embêtaient tellement que je l'ai vendue. Je me suis lancé dans la fabrication de meubles en bois. Avec l'arrivée de Formica j'ai dû me reconvertir au commerce. Maintenant, mon affaire de meubles de bureau en acier me permet de récupérer l'argent perdu." (1)

Par ailleurs, comme le signale la citation ci-dessus, dans les moments de crise, le propriétaire, imbu de son rôle de capitaliste, est plus enclin à changer d'aire d'application du capital, qu'à revenir à un stade antérieur de producteur indépendant, tel que peut le faire l'artisan. (2)

(1) voir autre exemple in SETABRES - Artisanato..op.cit.p.61
 (2) Cf. C. JAEGER - Artisanat...- op. cit. p. 478 (vol.II)

Maintenant si l'on considère le statut du propriétaire à un autre niveau d'analyse, on peut dire que toutes les fonctions précédentes ont un versant idéologique précis. Par sa situation de classe, situation déterminée par le rôle qu'il joue dans le procès de production, le petit patron prend position de classe: face au prolétariat il prend parti pour la classe capitaliste, défend ses intérêts, intègre ses rangs et reproduit ses normes de comportement. Au niveau politique, il oscille apparemment entre les intérêts de la haute bourgeoisie et des masses. En réalité, du fait de sa position privilégiée face à ses moyens de production, il prend nettement position pour la sauvegarde du régime capitaliste lors de l'aggravation des luttes sociales. L'étude de B. COSTA (1) sur les classes moyennes, dont un extrait à propos des petits patrons a été reproduit en annexe, confirme ces assertions. Ce passage est particulièrement intéressant parce qu'il synthétise la position des petits patrons dans le processus qui s'est reproduit deux fois durant ces dernières années et qui, compte tenu des conditions de la "redémocratisation" en cours actuellement au Brésil, pourra se répéter bientôt. (voir ANNEXE N. 1 ,pp.394-5)

Le caractère personnel des propriétaires des moyens de production reflète la nature de leurs fonctions au sein de l'unité de production. Farouches défenseurs de la propriété privée, poujadistes à la lettre, ils redoutent toute modification des structures économiques,

(1) Bolivar COSTA - O drama da classe média, Rio de Janeiro Ed. Paz e Terra, 1974

ils prennent position contre les mouvements communautaires, les syndicats, les contrôles fiscaux. D'un individualisme exacerbé, ils se caractérisent par le réactionnarisme poli_tique. Si les affaires marchent mal, ils considèrent toujours que c'est pas de leur faute, mais que c'est la faute à l'Etat tantôt trop dirigiste, tantôt trop libéral. (voir ANNEXE N.2, p. 397).

Enfin, dans leur motivation et dans la ratio_nalité de leur comportement, ils sont avant tout de capitalistes. Dans les U.P.S., les cas de transmission des moyens de production de père en fils sont assez rares. Cela signifie que les apprentis-capitalistes ne se sont pas lancés dans la production pour préserver un savoir-faire particulier, traditionnel, mais plutôt pour assurer leur existence, en contraignant les producteurs directs au surtravail.

2. LE RAPPORT SALARIAL

Les travailleurs engagés dans la production réalisée au sein des U.P.S. sont liés au propriétaire des moyens de production par des rapports de production capitalistes. Ces rapports sont spécifiés par le rapport salarial. Autrement dit, l'unité de l'acte social de travail est assurée par la médiation de l'échange de marchandises. Marchandise force de travail vendue par le travailleur lui-même, contre un salaire, expression argent ("expression monétaire indifférenciée"), des moyens de

subsistance du travailleur.

En achetant pour une période de temps déterminé, l'usage de la force de travail du travailleur "libre", le petit patron ne s'engage dans aucun autre rapport que celui qui naît des différentes fonctions économiques. Et ce n'est qu'en tant que propriétaires des conditions de travail qu'il peut disposer de la seule marchandise créatrice de valeur. La subordination économique et sociale du travailleur n'est donc pas assurée par le truchement de rapports personnels, patriarcaux, religieux, ou rapports communautaires quelconques.

Comme nous le verrons par la suite, cette assertion doit être nuancée seulement en ce qui concerne les relations familiales. Pour le reste, les relations extra-économiques n'interfèrent guère dans le contrat de travail. Voyons cela en détail:

L'embauche due à des liens de camaraderie ("compadrio") est un fait extrêmement rare. Une telle relation exigerait de la part de l'employer un certain "respect" pour les travailleurs ainsi embauchés, ce qui serait difficile à réaliser vu les conditions d'exploitation en vigueur. Les seuls cas que l'on rencontre sont ceux des mineurs originaires de la campagne, placés par leurs familles qui cherchent à les mettre à l'apprentissage d'un métier. Mais comme nous le verrons, même l'apprenti a son statut dénaturé par les conditions de mise en oeuvre de la force de travail dans les U.P.S.

Dans les U.P.S. il n'y a pas non plus de travailleurs ayant le statut de compagnon, c'est-à-dire des producteurs directs non-proprétaires qui seraient en mesure de partager le travail de définition des buts et des modalités de la production et surtout qui pourraient s'approprier des résultats de leur travail grâce à la maîtrise d'un métier ou grâce à la qualification professionnelle. Prônées par des mouvements reformistes ou par l'Eglise Catholique, les A.C.T. (Associations Capital-Travail), sont toujours à l'état de projet.

Dans la plupart des cas, le maître des conditions de production n'a pas d'associés copropriétaires et moins encore de cogestionnaires non-proprétaires. Les associés copropriétaires, soit ne participent d'aucune manière à la production (ils sont alors de véritables actionnaires), soit ils y prennent partie mais en se plaçant au même rang que les autres propriétaires, sans un partage trop accentué des fonctions. Bien entendu, dans ce dernier cas, la difficulté pour trouver un modus vivendi est très grande. Selon des renseignements pris auprès des Chambres de Commerce et d'Industrie, les conflits provenant de cette situation constituent une importante cause de rupture des contrats d'associations dans les industries à petite échelle.

Il en est de même de la cogestion propriétaires-travailleurs. Comme nous l'avons vu, parfois des travailleurs qualifiés, renvoyés par les grandes entreprises, sont embauchés par des U.P.S. Grâce à leur qualifi-

cation professionnelle, ils sont en mesure de diriger le procès de travail, voire d'intervenir sur le procès de production. Néanmoins cette faculté n'altère pas le rapport salarial. Comme le confirme l'objet de nombreux contentieux jugés aux Conseils de Prud'Hommes ("Justiça do trabalho"), malgré le statut spécial de ces travailleurs, le propriétaire des moyens de production finit par fixer le salaire comme limite des droits de ces producteurs. On retrouve parfois à l'origine des plaintes pour vol portées par des petits patrons, des tentatives des producteurs non-propriétaires qui voient dans la soustraction de marchandises, le seul moyen de se dédommager des pertes provoquées par l'interprétation restrictive que donne le propriétaire à la notion de participation aux profits, c'est-à-dire, participation limitée à un salaire à peine plus élevé que celui des autres travailleurs.

On ne retrouve pas non plus dans les U.P.S. la moindre trace de rapports socio-villageois ou ethniques interférant dans les opérations de vente-achat de la force de travail. Il est vrai que, compte tenu des mouvements migratoires qui se sont produits pendant plusieurs décades, des réseaux particuliers d'embrigadement des travailleurs auraient pu être constitués (à l'exemple de celui des travailleurs originaires du nord de l'Inde en Angleterre actuellement). Dans ces cas, des rapports ethniques ou communautaires continuent à s'immiscer dans les opérations économiques. Or, pour l'ex-paysan brésilien, le transfert vers les villes représente une coupure radi-

cale de toute attache à son lieu d'origine (où des structures communautaires et ethniques sont d'ailleurs pratiquement inexistantes). La solidarité entre migrants se limite à l'information de nouveaux arrivés sur les opportunités d'emploi, sans que cela détermine des conditions plus contraignantes ou privilégiées dans l'usage de la force de travail au sein de l'unité de production.

Enfin, comme nous le verrons à propos du statut des apprentis, dans les U.P.S. il n'y a pas l'interférence de rapports similaires à ceux qui régissent l'activité artisanale ou le Secteur de Métiers en Europe et particulièrement en France .

La soumission du travail est donc fondamentalement déterminée par les fonctions économiques. Le capitaliste cherche à extraire la plus-value dans des conditions telles que le travailleur ne soit concerné que par le rapport salarial. Aliéné du contenu et des résultats de son travail, le travailleur salarié voit l'argent ("quantité de valeur d'échange d'où toute particularité de la valeur d'usage a disparu") , comme le seul objectif de son travail. Les témoignages des travailleurs, employés ou ex-employés des U.P.S. sont à cet égard, des pièces probantes:

" Quand la dame [la propriétaire] m'a embauchée, j'étais paumée en ville, ça faisait presque un an que j'étais au chômage (...) J'ai vite compris le système [appris le métier] je l'aidais à

choisir les modèles (...) Quand le supermarché P. a ouvert ses portes, je suis allée travailler comme caissière. La dame m'a promis des primes en plus du salaire, mais je savais que ce ne seraient que des promesses..."

ex-tisserande

" Je pense d'aller à Sao Bernardo travailler dans l'industrie automobile (...) Je dirige l'équipe de l'atelier mais ici le 'boulot n'est pas extra'. Je travaille dur pour un salaire d'esclave (sic). "

contremaître dans une
petite industrie mécanique

" Le fils du patron contrôle tout (...) il essaye même de ne pas payer les pièces ayant des défauts, mais il les vend après quand même (...) Dès que mon fils trouvera un emploi, je m'en irai. "

couturière aux pièces
dans une bonneterie. (1)

Dans le rapport salarial les traits de toute dépendance personnelle ou sociale sont donc effacés, et les travailleurs ont prêts à accepter, en principe, n'importe quel changement dans leur activité, dès lors qu'ils peuvent espérer toucher un meilleur salaire.

D'un autre côté, il est très significatif que l'on ne rencontre presque pas d'U.P.S. qui payent leurs

(1) cité par A.A.RODRIGUES, Trabalho e trabalhadores, S.Paulo CES-PUC, 1977 pp. 14/16, photocopié

travailleurs en nature. M.T. BERLINCK signale à ce sujet que 97% des "petites industries" de Campinas, rémunèrent leurs ouvriers exclusivement en argent. (1) Cela s'inscrit parfaitement dans les règles du M.P.C. D'abord, le rapport monétaire a la fonction de dissimuler aux yeux des travailleurs la proportion de travail gratuit fourni au propriétaire.

" La forme salaire, ou paiement direct du travail, fait disparaître toute trace de la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, et travail payé et non-payé, de sorte que tout le travail de l'ouvrier libre est censé être payé." (2)

Le paiement d'un salaire au lieu de la rémunération en nature permet de laisser le travailleur étranger à la sphère de la circulation: le producteur direct ne peut pas découvrir la proportion de surtravail qui contient chaque marchandise et ne peut pas maîtriser la destinée du produit. Mais surtout, avec le paiement d'un salaire en argent cesse toute responsabilité du propriétaire envers le salarié et aucun lien autre que ceux provenant de pures relations d'argent ne subsiste. Si, au lieu de s'acquitter par le salaire en argent, l'employeur rémunérerait ses travailleurs en partie en biens divers (aliments, transport, et surtout logement), la fluidité nécessaire des

(1) Cf. M.T. BERLINCK - O desenvolvimento... op. cit. p. 60

(2) Karl MARX - Le Capital, 1.1, Pléiade, t.I, p. 1035

rappports capitalistes en serait entravée, car, comme l'indique l'ouvrage de J.L. PRUNES, les cas de litige sont plus nombreux et donnent lieu à des piétinantes procédures prud'homales. (1)

2.1. Plus-value et reproduction

Les indications précédentes étant données, il s'agit maintenant de préciser la question la plus objective du rapport salarial: l'exploitation des travailleurs, l'extraction du surtravail, du supplément de travail au-delà des nécessités de reproduction de la force de travail. Il s'agit aussi d'indiquer quelles sont les implications de cette question en ce qui concerne les conditions de reproduction .

La production organisée par les capitalistes, grands ou petits, n'a pas d'autres objectifs, d'autre mobile déterminant que celui de produire de la plus-value. Cela n'est possible que grâce au versement d'un salaire inférieur à la valeur sociale obtenue par l'utilisation de la force de travail. L'embauche de travailleurs pour le propriétaire des moyens de production n'aurait d'ailleurs pas de sens si ce n'était pour essayer de s'accaparer du travail non-payé. Au demeurant, il n'y a pas de "convergence d'intérêts entre propriétaires et aides"; les intérêts du capital sous toutes ses formes de production (E.C.T. et U.P.S.) sont antagoniques à ceux des travailleurs.

(1) J.L. PRUNES - Salario en utilidades, S. Paulo, Sugestoes Literarias, 1973

On peut dire ainsi que le principe de fonctionnement des U.P.S. et la reproduction de fractions déterminées du capital est assurée essentiellement par l'extraction de plus-value. Néanmoins, comme nous le verrons plus loin, l'extraction de la plus-value n'est possible que dans des circonstances spéciales, et en dehors d'elles, il y a gaspillage de travail social, et selon les cas, consommation improductive du capital.

L'estimation du taux de plus-value au sein des U.P.S. présente une série de difficultés. Les données disponibles à ce sujet sont trop restreintes pour faire une approche globale, ou ne sont pas fiables et risquent alors de fausser complètement l'analyse. D'une part, comme nous l'avons souligné maintes fois, les enquêtes, les recensements ou les études monographiques sont basés sur les déclarations fournies par le propriétaire. Celui-ci prétend bien sûr, avoir payé des salaires légaux. Il déclare ne pas toucher de revenus réguliers (ce qui est vrai dans un certains sens) ou toucher un "salaire" de direction à peine supérieur à celui des travailleurs. La dissimulation fiscale et les irrégularités comptables étant règle générale, il n'est pas possible, même avec des enquêtes ponctuelles, de démêler les ponctions familiales sur le profit (achat de biens à usage domestique, consommation personnelle, etc.) du résultat global des opérations productives. Le propriétaire lui-même discerne rarement le chiffre d'affaires du profit ou des bénéfices imposables.

D'autre part, compte tenu des conditions

d'adaptation et/ou de réemploi de moyens de production déjà amortis, et de l'usage du logement comme espace productif, l'évaluation du montant de capital fixe est très problématique. A cela s'ajoute le fait que le nombre restreint de travailleurs ne signifie pas un niveau homogène de productivité du travail. Au contraire, les écarts par rapport à la moyenne établie éventuellement par les E.C.T. sont très fréquents.

Pourtant, cela n'empêche pas que l'on puisse estimer le niveau de salaires et de le considérer comme indicateur du degré d'exploitation du travail vivant, partant, de la précarité du niveau de vie des travailleurs obligés de s'insérer dans la sphère sociale par la vente de leur force de travail aux U.P.S.

Le salaire minimum légal peut, en principe, servir d'indicateur pour le calcul de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire la valeur des moyens de subsistance, de reproduction du travailleur. La proportion nationale des travailleurs non-qualifiés dans l'industrie payés au salaire minimum n'est pas connue, mais elle doit être d'environ 50 % des ouvriers. En 1975, ce salaire était fixé à 532 cruzeiros à Sao Paulo, et à un peu moins dans les autres Etats. Ce montant doit être réduit de 8% pour les cotisations sociales et additionné d'un 13^e salaire. Sauf le versement d'une prime scandaleusement minime par enfant de moins de 14 ans à charge, ce salaire n'est complété par aucune sorte d'allocation. Somme toute, le salaire net mensuel était, et est encore d'environ

300 francs.

Selon l'estimation du Service de Statistiques des Syndicats de Sao Paulo, à cette époque-là, le pouvoir d'achat du salaire minimum avait été réduit de plus de la moitié depuis le coup d'Etat de 1964. Ce n'est que grâce au travail de plusieurs membres de la famille, que certains travailleurs ont pu préserver le niveau de vie antérieur. Cette situation, dont la dégradation commence à se stopper actuellement grâce à la reprise des luttes syndicales, est encore plus grave chez les travailleurs embauchés par les U.P.S. Les études du B.I.T.- PREALC signalent que dans le "Secteur Informel", environ 40% des travailleurs adultes sont payés au-dessous du salaire minimum. (1) Les enfants, tout en exécutant des travaux similaires à ceux des adultes, touchent, en moyenne, la moitié, voire moins de leur salaire. (2) Et les femmes, indépendamment de leur âge, reçoivent des salaires plus proches de ceux des enfants que des travailleurs du sexe masculin.

" Salaire pour les femmes ? Je leur donne de l'argent de poche / " (3)

Dit en terme de boutade, cet aveu d'un petit patron signale jusqu'à quel point la force de travail fémi-

(1) B.I.T.-PREALC - El problema... op. cit.

(2) Cf. Elias MENDELIEVICH - Le travail... op.cit.p.35

(3) Cf. A.A. RODRIGUES - Trabalho e..., op. cit. p. 13

nine peut être dépréciée et traitée avec mépris. En outre, les travailleurs dans leur ensemble, reçoivent rarement les compléments normaux du salaire mensuel (vacances rémunérées, 13^e salaire, sécurité sociale, etc.) Et dans les cas de litige et de rupture du contrat de travail, ils rencontrent des problèmes pour exiger les indemnités auxquelles ils ont droit. (voir exemple ANNEXE N.2 p.396)

Comme nous l'avons vu, le paiement du salaire est effectué en principe, au prorata du temps effectivement consacré à la production. Comme les interruptions du procès de travail sont selon les cas, assez fréquentes, il se peut que certains travailleurs (des femmes surtout), touchent des salaires équivalents à quelques jours de travail, alors qu'ils sont restés en fait un mois entier à la disposition de l'employeur. A signaler aussi que, en l'absence de compteurs enregistreurs, de fiches de contrôle de la production (1) toutes sortes de tricheries sont possible pour le patron dans l'évaluation personnelle du travail aux pièces.

Au demeurant, les travailleurs des U.P.S. sont extrêmement mal payés et comparativement aux travailleurs des grandes entreprises, il n'y a aucun doute qu'ils soient effectivement victimes d'une surexploitation capitaliste. Certaines données de 1970 laissent croire que globalement, le salaire moyen dans les U.P.S. peut être de

(1) Cf. N.A.I - Gestão das P.M.E. ..., op.cit. p. 15

l'ordre de $2/3$ de celui payé par les entreprises de taille moyenne et de $1/3$ de celui payé par les grandes entreprises (cadres non-compris).

S'il s'est avéré que le niveau de vie des travailleurs des U.P.S. est plus bas que celui de l'ensemble des travailleurs, la proportion entre travail nécessaire (à la reconstitution de la force de travail) et sur-travail ne peut être calculée séparément pour les premiers. La valeur de la force de travail doit être toujours calculée en fonction des frais de reconstitution normaux, c'est-à-dire sociaux. Il paraîtra ainsi que l'exploitation des travailleurs des U.P.S. est plus accentuée.

Deux remarques sont encore nécessaires à ce sujet: la surexploitation peut ne pas suffire à la reproduction de l'unité de production, car au niveau des U.P.S. la misère des travailleurs n'entraîne pas forcément en contrepartie, l'accumulation du capital: le paiement de salaires relativement bas, ne garantit les profits de l'U.P.S. Comme nous l'avons vu, l'existence des U.P.S. est extrêmement précaire et dans la plupart des cas, leur vie est de très courte durée. Ainsi du total d'U.P.S. repéré en 1975, environ 80% n'ont pas assuré leur reproduction jusqu'à 1980 et ont vraisemblablement disparu. Or, le fait que ces U.P.S. n'aient pas pu réussir leur insertion dans la sphère productive ne signifie pas qu'il s'agissait d'activités non-capitalistes, et qu'il n'y ait pas eu exploitation de la force de travail. Ce qui compte ici, ce n'est pas la reproduction de fractions spécifiques

du capital, mais la reproduction du capital dans son ensemble, et aussi que, pendant leur temps de vie, ces U.P.S. ont fonctionné selon les principes capitalistes.

L'implantation incessante, collective et changeante de nouvelles U.P.S. qui assurent la relève des défaillantes, est le phénomène le plus important, car, elle est faite toujours dans le même cadre; il ne s'agit pas de procès de production inédits, ou de producteurs associés, mais de formes de production organisées selon des rapports de production capitalistes et qui cherchent à se reproduire grâce à l'extraction de la plus-value.

Les mêmes principes sont valables lorsque certains propriétaires, tout en réussissant l'extraction d'une somme suffisante de plus-value, la détournent vers d'autres secteurs (et ils le feront d'autant plus que les conflits avec le personnel sont exacerbés), ou même destinent le profit excédentaire à la consommation personnelle. L'essentiel est que le surplusa été produit selon les principes capitalistes.

Mais il faut souligner que dans une U.P.S. prise à part où l'on observe une des deux situations précédentes, où il n'y a pas eu d'accumulation régulière de capital, la reproduction sera compromise. Sans dégagement de profit, sans valorisation du capital, elle ne pourra fonctionner que dans un laps de temps très court, de même que sans réinvestissements, elle ne pourra fonctionner que dans des circonstances assez spéciales.

2.2. Travailleurs "spéciaux"

Nous analyserons ici le cas des travailleurs concernés par d'autres relations que celles exclusivement capitalistes au sein de la production. Dans les U.P.S., la soumission du travail n'est pas assurée par des rapports autres que les rapports capitalistes. En même temps, un certain nombre d'U.P.S. ne se dispense pas de l'appoint plus ou moins régulier des membres de la famille et d'apprentis. Ces deux assertions semblent incompatibles, car, la dépendance familiale ou personnelle l'emporte apparemment sur les rapports de production capitalistes, permettant par conséquent, la classification des "entreprises familiales" comme non-capitalistes.

Il est vrai que des liens familiaux intervenant dans l'usage de la force de travail touchent des travailleurs tels la femme du propriétaire et ses enfants. Néanmoins, d'une manière générale, la contrainte au travail et au surtravail au sein des unités de production "familiales" n'est pas exclusivement originaire de la "structure familiale" ou du "pouvoir paternel", mais elle trouve sa source dans les conditions générales de fonctionnement du M.P.C. L'engagement des soi-disants apprentis traduit aussi dans d'autres termes la prédominance des mêmes principes.

2.2.1. Travailleurs familiaux

La plupart des travailleurs familiaux que

l'on rencontre au sein des U.P.S. travaille pour assurer leur reproduction personnelle. Malgré le fait d'avoir d'autres liens avec le propriétaire des moyens de production et d'être par définition des travailleurs désavantagés, (à cause de l'âge, du sexe), ce sont des travailleurs "libres". Cela est confirmé par un phénomène très significatif. On rencontre couramment des U.P.S. où le propriétaire embauche des enfants et des femmes sans aucun rapport de parenté, tandis que ses propres enfants et sa femme travaillent ailleurs. Cela est particulièrement flagrant dans certaines régions qui se sont industrialisées du jour au lendemain. Les travailleurs quittent les activités familiales pour les nouvelles industries, en obligeant le père patron ou le mari patron à chercher d'autres travailleurs, voire à réduire la production.

On peut ainsi dire que dans la plupart des cas, le travail familial n'est pas imposé par le pouvoir paternel, mais plutôt par l'absence de meilleures opportunités de travail ailleurs.

Généralement, les travailleurs familiaux ne touchent pas des salaires réguliers. Le chef de famille accapare la totalité des revenus et en redistribue une partie sous forme de nourriture, habillement etc. A la limite, on peut considérer ce transfert comme une forme de paiement, car, si ces retributions indirectes sont jugées trop insuffisantes, le travailleur essaiera de vendre sa force de travail ailleurs. D'un autre côté, la soumission au père patron peut être acceptée dans la pers-

perspective d'un proche héritage. Mais dans ce cas, le fondement de la dépendance est une relation d'argent indirecte. L'essentiel en tout cas, c'est que la famille n'est pas organisée comme une communauté ayant un pouvoir de cohésion; elle n'a pas le pouvoir de retenir ses membres, si ce n'est en offrant directement ou indirectement, une somme d'argent supérieure à celle qu'ils obtiendraient sur le marché du travail.

2.2.2. Apprentis

La présence des apprentis dans les activités à petite échelle est invariablement associée aux rapports de production censés exister dans les activités artisanales. Comme nous l'avons vu, la thèse de de Christine JAEGER à l'appui, l'Artisanat se définit par un contenu économique particulier, à proprement parler, par des rapports de production non-capitalistes. Reprenons quelques questions essentielles à ce sujet:

" Le maître-artisan se trouve en possession des conditions de production, de la matière première et de l'outillage (qui peut aussi appartenir au compagnon), de sorte que le produit lui revient: en ce sens, il serait capitaliste. Mais, il n'est pas maître, parce que capitaliste. Il est d'abord lui-même artisan, ce qui implique qu'il soit maître dans son métier.

Au sein du procès de production, il figure comme artisan au même titre que ses compagnons

et il initie ses apprentis aux secrets du métier. Il a vis-à-vis d'eux le même rapport qu'un professeur vis-à-vis de ses élèves. Son rapport avec les apprentis et les compagnons n'est donc pas celui d'un capitaliste, mais d'un maître de métier, qui, en tant que tel, occupe un rang plus élevé dans la hiérarchie corporative, selon sa maîtrise dans le Métier." (1)

De nos jours, l'organisation de la production selon de tels principes, préssuppose des conditions similaires. Le producteur se place sous les ordres des maîtres parce qu'il a intérêt à acquérir un savoir-faire spécifique. Et le principe de fonctionnement de la corporation assure le droit et les chances de promotion. L'apprenti peut devenir un jour compagnon et, vraisemblablement maître. La perspective qui se dessine en tout cas, c'est une carrière stable et à long terme .

L'artisanat se développe autour d'activités spécialisées (quelques unes qui tirent leur origine dans des traditions séculaires). Leur pratique a comme mobile l'amour du métier, la passion de l'ouvrage bien fait, en somme, l'attachement au contenu du travail. Enfin, dans chaque atelier, l'embauche est limitée, car le maître ne peut pas s'occuper de l'organisation du travail et de la formation d'un grand nombre d'apprentis.

Concernés par la réalisation de ces particularités, les producteurs immédiats se mettent sous les

(1) Karl MARX - Un chapitre inédit... op.cit Pléiade I Ip.373

ordres d'un maître, et le fait que celui-ci puisse avoir un comportement plus ou moins despotique ne change pas le principe de fonctionnement de l'unité de production, comportant toujours une part d'engagement volontaire. (1) Comme le déclarent les artisans eux-mêmes, "Un métier c'est d'abord une vocation." (2)

Il n'y a pratiquement pas au Brésil, d'organisations de la production où l'on puisse observer la soumission durable du travail à des propriétaires des conditions de production, basée sur la perspective d'apprentissage et de sauvegarde de métiers traditionnels ou spécialisés, ou basée encore sur l'attachement au contenu de certaines pratiques productives. La formation de certains "artisans" est assurée par les institutions telles le SENAI et le SESI. Dans les U.P.S., il n'y a pas de production de chose utile particulière qui puisse intéresser les producteurs au point qu'ils se soumettent délibérément à un propriétaire déterminé.

L'attribution du statut d'apprenti à certains travailleurs ne change en rien le fait qu'ils sont des travailleurs "libres" en quête d'acheteurs de leur force de travail. Ils peuvent aussi être envoyés par des famil-

(1) voir p.ex. Gerard BONNOT - "Il y a encore de compagnons"
in LE NOUVEL OBSERVATEUR, Paris, n.798,
février 1980, p. 50/52

(2) Cf. LA VIE DES METIERS, Paris, n. 392, avril 1980

les paysannes qui croient encore au système de formation sur le tas, ou des "ratés" du système scolaire. De toute manière, le statut d'apprenti n'est qu'un prétexte pour payer des travailleurs au-dessous du niveau normal de salaires, sans transmission de savoir-faire particulier en contrepartie. L'apprentissage professionnel est le même que celui de n'importe quel autre travailleur et dans bien des cas il transforme le travailleur en "apprenti à vie". (1)

Dans un sens plus large, l'"apprenti" fait l'apprentissage du rôle de travailleur tel qu'il est souhaité par les capitalistes. Le jeune acquiert un sentiment d'autonomie, de résignation et d'émulation au travail subalterne qui l'empêche de tomber dans la mendicité et dans la délinquance. En règle générale, le fait de travailler depuis le plus jeune âge dans des conditions précaires et d'effecteur des tâches qui n'exigent aucune qualification, qui ne présentent aucun intérêt, empêche toute véritable formation et promotion.

Au demeurant, la situation d'apprenti ou de travailleur familial sert plutôt comme "initiation" au marché du travail et elle est une étape indifférenciée de la circulation de la force de travail concernée en priorité par des rapports de production capitalistes.

(1) Cf. Elia MENDELIEVICH - Le travail des enfants, op.cit.
p. 43

3. RAPPORTS DE FORCE AU SEIN DES U.P.S.

Comme pour les E.C.T., le fonctionnement des U.P.S. est déterminé par les rapports de production capitaliste. Néanmoins il n'est pas possible d'envisager globalement les implications de ces rapports sur les classes sociales et sur l'évolution du M.P.C. Le capital est éparpillé dans d'innombrables capitaux individuels, qui sont de manière générale soit des U.P.S. créées récemment, de manière plus ou moins précaire, employant un nombre restreint et variable de travailleurs, soit des E.C.T. solidement installées, employant un nombre considérable et stable de travailleurs.

Or, les luttes de classe ne sont pas vécues dans l'abstrait, mais elles sont engagées à partir de situations objectives de travail, dans le champ spécifique de chaque centre de valorisation du capital. La question se ramène donc aux rapports de force, localisés, ponctuels, entre les porteurs des rapports antagoniques. Le nombre de travailleurs est à cet effet, la variable qui détermine les conditions et la tournure des luttes et qui explique le caractère particulièrement nuisible du capitalisme à petite échelle tel qu'il s'épanouit sous les formes des U.P.S. Voyons comment se présente la situation au sein des activités productives organisées à petite échelle, et comment les rapports de force sont déterminés.

En règle générale, les U.P.S. emploient un

nombre restreint de travailleurs, nombre pouvant aller de 1 à 10 travailleurs, voire plus. Il faut souligner néanmoins que le nombre maximum dans chaque U.P.S. est très variable au cours de l'année, et que les travailleurs concernés par le contrat salarial peuvent l'être provisoirement et bien souvent illégalement. Le schéma suivant, établi à partir de ce que nous avons observé à la ville de Caxias do Sul (Etat du Rio Grande do Sul) sert d'exemple de cet état de choses:

TABLEAU X - p. 364

Le nombre de travailleurs stables est très réduit; pendant des mois ils n'étaient que deux. Certains travailleurs n'avaient signé aucun contrat légal de travail. Dans de telles circonstances, les travailleurs n'ont aucune force de résistance. Individuellement, ils sont des proies faciles du petit patron et leur résistance en bloc est sapée par l'injonction à la mobilité, par leur nombre réduit et changeant. Ils n'ont pas le temps suffisant pour d'abord identifier les problèmes communs et à partir d'une base connue avoir la capacité effective d'organiser les luttes pour revendiquer les droits minimaux de travailleurs des grandes entreprises. La concurrence et l'individualisme fomenté par différentes situations se substituent à la solidarité et à l'entente.

3.1. Syndicalisation

ROTATION DU PERSONNEL - 1975
 U.P.S. CONSTRUCTIONS METALLIQUES

OUVRIER	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUIL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC	MOIS TRAVAILÉS
A	—	FERMETURE	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
B	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
C	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8
D	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
E	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
F	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
G	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
H	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
I	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
N. OUVRIERS PAR MOIS	5		-	5	2	3	3	3	3	6	8	4	4

Il y a un moyen pour compenser la désagrégation et l'instabilité des intérêts des travailleurs dans chaque U.P.S. prise à part: c'est l'action syndicale. Grâce aux syndicats, les travailleurs dispersés peuvent prendre conscience des intérêts communs de classe et de leur force collective. Malgré la mobilité imposée, l'enseignement des victoires et des défaites antérieures face à des patrons déterminés n'est pas perdu, mais il peut être transmis aux remplaçants des travailleurs licenciés.

Or, jusqu'à présent, l'indice de syndicalisation de la classe ouvrière brésilienne n'est pas très important. Les syndicats les plus combatifs et qui ne sont pas attelés à l'Etat, sont localisés dans les Etats du Sud et plus spécialement à Sao Paulo. En l'absence d'une confédération nationale, les luttes ont une étendue à peine régionale. En outre, plus de 90% de leurs adhérents travaillent dans les grandes entreprises. La plate-forme politique et l'action effective sont par conséquent fonction des intérêts spécifiques de tels travailleurs. Enfin, après plus de 40 ans de mise en tutelle par l'Etat et après 15 ans de répression, les syndicats ont d'énormes difficultés pour reprendre des luttes et pour mobiliser leurs membres de manière permanente au-delà des problèmes momentanés inhérents aux grandes entreprises. Les possibilités d'élargir leur action pour résoudre les problèmes des travailleurs éparpillées en petits groupes sont encore très faibles.

D'un autre côté, le contact serré qu'a le

petit patron avec ses ouvriers lui permet de contrôler le moindre signe de non-conformisme, ou la préparation d'actions téléguidées de l'extérieur, donc de les réprimer à temps. L'embauche de travailleurs qui par inexpérience ou par peur sont réfractaires aux mouvements plus conséquents, suffit à mettre en échec les revendications collectives. Comme l'a dit un travailleur qui se butait à la résignation de ses collègues, femmes et mineurs à propos du niveau de salaire, "Faire la grève tout seul, ça ne marche pas."

L'exacerbation des contraintes auxquelles sont soumis ces travailleurs (mauvaises conditions de travail, bas salaires, absence de promotion, mobilité, etc) trouve son origine dans le fait que les rapports de force leur sont nettement défavorables. Sans pouvoir rassembler leurs forces dans des actions concertées à l'intérieur ou à l'extérieur des U.P.S., ils sont obligés d'accepter les conditions particulières de celles-ci, en rendant possible par conséquence l'existence d'unités de production où il n'y a pas possibilité de promotion économique et sociale.

" À mesure que la masse de travailleurs exploités simultanément grandit, leur résistance contre le capitalisme grandit, et par conséquent la pression qu'il faut exercer pour vaincre cette résistance." (1)

Ce n'est que par la généralisation à toutes les U.P.S. de cette situation dialectique de lutte ferme

(1) Karl MARX - Le Capital, 1.1 - Pléiade t.I, p. 870

contre la domination et les réactions capitalistes, que les métamorphoses contradictoires de la production capitaliste seront précipitées.

SECTION II - CIRCONSTANCES PERMETTANT LA REPRODUCTION DES UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES

L'implantation des U.P.S. dans la sphère productive sociale est possible grâce à plusieurs conditions. Citons, parmi d'autres, l'existence d'un nombre considérable de travailleurs en quête d'acheteurs de leur force de travail plus ou moins dépréciée et la possibilité d'organiser des procès de travail avec des moyens de production hétéroclites dans des conditions qui s'écartent des normes du grand capital. Leur principe de fonctionnement, établi dans le cadre des rapports de production capitalistes, c'est la valorisation du capital ou ce qui revient au même, c'est la recherche de la plus-value. Il n'y a aucun doute que la force de travail est exploitée au sein des U.P.S. Sans parler du problème éthique de l'aliénation des travailleurs, le niveau de salaires y est plus bas que dans les grandes entreprises, et si l'on considère les conditions extrêmement défavorables de leur mise en oeuvre (qui exigeraient des compensations supplémentaires), on peut parler sans ambages de surexploitation.

D'une manière générale, dans les E.C.T. le procès de production est l'unité immédiate du procès de travail et du procès de valorisation. Par contre, dans les U.P.S., les situations irrégulières sont beaucoup plus fréquentes. Par leur organisation hétérodoxe, atypique, précaire, et par le volume du capital engagé, elles ne sont

pas assurées de faire valoir durablement leur production sur le marché consommateur, dont de faire valoir tout le travail impayé de ses travailleurs comme plus-value, donc comme profit. Ce n'est que dans des circonstances spéciales qu'il leur est possible de couvrir les coûts salariaux et de récupérer le capital investi augmenté d'un surcroît de valeur.

Nous aborderons schématiquement par la suite quelques-unes des circonstances qui rendent possible la permanence ou la reproduction d'U.P.S. déterminées dans la sphère productive. La présentation détaillée et documentée de cet ensemble de circonstances constituerait le support nécessaire aux thèses défendues dans le présent travail. Mais en même temps, elle ouvrirait tout un éventail de nouvelles questions et de nouveaux problèmes à débattre: quel est la place des U.P.S. dans le M.P.C. ? Quel est leur importance dans l'accélération ou dans le blocage de l'accumulation du capital et dans le développement des forces productives ? Quelle peut être leur importance dans l'entretien de l'ensemble des travailleurs ou dans la création de revenus ? etc. Mais sur ces points, le matériel empirique chiffré, les renseignements globaux ou détaillés sur les différentes situations sont tout à fait lacunaires. A défaut d'éléments précis, nous nous limiterons à considérer sous chaque rubrique les questions élémentaires concernant les circonstances de survie ou d'épanouissement des U.P.S.

1. STRATEGIES DE SURVIE

Il faut tenir compte que l'implantation des U.P.S. et leur effort pour se greffer à la sphère productive s'inscrit dans le cadre des luttes sociales. Lutttes d'abord entre la classe propriétaire et les producteurs directs, ensuite entre les capitalistes eux-mêmes. Pour assurer la reproduction d'ensemble le capital impose une discipline rigide, un "code de bonne conduite" valable pour tous les capitalistes. Mais il n'en reste pas moins que le principe de la libre concurrence permet à chaque capitaliste d'essayer d'infléchir ces normes pour dominer le travail selon ses possibilités et pour avoir un avantage sur "ses frères ennemis". Cette question sera développée dans la rubrique suivante. Ensuite nous aborderons les efforts faits par les capitalistes pour éviter la prolétarianisation. Dans toutes ces situations, la permanence de l'U.P.S. est assurée même si les conditions d'accumulation de capital sont divergentes de celles des E.C.T.

1.1. Production au noir

La production clandestine est le subterfuge le plus usuel pour compenser le faible indice de rentabilité des capitaux là où la composition organique du capital est peu élevée. Dans certains cas, cette "production pirate" peut représenter un volume de marchandises ou un chiffre d'affaires non-négligeable. Par exemple, la

Fédération Internationale des Industries Phonographiques estime que l'enregistrement clandestin de cassettes de musique, méthodes de langue, etc. représente environ 50% du marché mexicain et italien. Au Brésil les pertes pour les grandes entreprises ont été estimées à 200 millions de cruzeiros en 1978.

La fraude ne concerne pas nécessairement toute la production, car cela risquerait d'attirer le fisc. Néanmoins, si une partie de la production clandestine reste sous couvert de la production légale, les résultats peuvent être payants à long terme. Le coût de production de marchandises produites au noir peut être considérablement plus bas que celui des marchandises produites légalement, sur lesquelles l'incidence de charges fiscales est inévitable. En 1975, dans le prix de revient d'une marchandise produite légalement étaient compris :

- . les coûts salariaux additionnés de 16,8% à titre de cotisations sociales.
- . des charges fiscales diverses ("I.P.I") variant de 4 à 75% du prix de vente
- . des charges sociales (PIS) d'environ 3% sur le chiffre d'affaires
- . le profit réduit de 30% à titre d'impôt sur les bénéfices industriels
- . le coût d'éventuels brevets et licences

Le bénéfice net réalisé par les U.P.S. ayant pu éviter toutes ces charges, est proportionnellement

supérieur à celui des grandes entreprises. Celles-ci n'arrivent pas à éliminer de tels concurrents car elles ne peuvent en faire autant sans changer toutes les règles de la concurrence. C'est plutôt la répression étatique ou l'imitation généralisée par d'autres apprentis-capitalistes qui peut faire échouer le système de fraudes. Jusqu'à là, la reproduction de certaines U.P.S. reste assurée.

La reproduction d'un procès de production déterminé est également possible grâce à d'autres transgressions des normes sociales. Signalons-notamment le recours aux changements de la raison sociale et la non-observance des normes d'hygiène, (Cf. ANNEXE N. 2 p. 396) et aux faillites frauduleuses. L'accumulation de dettes d'impôts ou d'emprunts bancaires impayés, permet au propriétaire de prolonger le procès de production, voire d'accroître son capital. La protestation par le Fisc ou par les créanciers piétine pendant des années dans les tribunaux et à la fin ne donnent pas lieu à la saisie des biens. Dans certains cas, l'actualisation de la dette est faite sans que soit ajouté les intérêts ou sans que soit pris en compte la dévalorisation réelle de la monnaie. L'inflation étant rarement au-dessous de 20% par an (100% en 1980), au bout de quelques années, le débiteur voulant s'acquitter des dettes les plus contraignantes, peut alors le faire aisément.

1.2. Stratégies diverses

La permanence des U.P.S. dans la sphère

productive peut être expliquée aussi par l'effort désespéré des capitalistes pour garder leur position de classe. Grâce au renoncement au profit moyen ou à l'apport continu de nouveaux capitaux, le procès de production peut être prolongé pendant des années. Mais bien entendu, si la consommation improductive de capital leur permet d'éviter la prolétarianisation, elle est limitée au volume de ressources personnelles.

La permanence des U.P.S. est aussi liée aux changements continus de la propriété des moyens de production. Dans le total des U.P.S. qui statistiquement sont portées disparues chaque année, il y en a un certain nombre qui n'ont pas vraiment cessé leurs activités mais qui ont changé de propriétaire. Ce phénomène est très répandu au niveau des U.P.S. et peut être expliqué par le fait que le propriétaire, n'arrivant pas à reproduire son capital (ou à le reproduire dans des proportions jugées suffisantes) le vend à un aspirant capitaliste. Celui-ci peut essayer de modifier les conditions de fonctionnement ou simplement peut être satisfait avec les résultats escomptés. Ces opérations de ventre-reprise sont fréquentes notamment dans les officines de réparation automobile. Dans quelques cas observés, des changements de propriétaires étaient enregistrés en moyenne à chaque cinq ans.

En ouvrant une parenthèse pour revenir à la question de l'exploitation de la force de travail, on peut remarquer que l'instabilité et l'incertitude quant aux

résultats des opérations provoquées par la fluidité de la propriété, sont défavorables aux travailleurs. Comme l'indique la fréquence des procès prud'homaux intentés par ceux-ci, le transfert de la propriété comprend l'actif du bilan (les moyens de production) mais pas toujours les obligations salariales. (CF. ANNEXE N. 2 -p.396)

Les stratégies hétérodoxes adoptées par les U.P.S. ne sont pas sans importance. Leur résultat final peut ne pas être la reproduction du même ensemble donné d'U.P.S., mais il contribue à la versatilité, au dynamisme et à la rénovation de cette proportion de petits patrons. Le nombre de petits capitalistes ainsi éliminés ou sortant perdants est considérable, mais de toute manière, il est inférieur au total de travailleurs qui ont été exploités au cours du processus.

2. NOUVEAUX CRENEAUX

Les U.P.S. ont plusieurs possibilités de faire valoir leur production sur le marché, Dans le M.P.C. il se crée continuellement de nouveaux créneaux, indépendamment du secteur ou de la branche - qui peuvent être occupés soit par les grandes entreprises soit par les U.P.S., soit par les deux en même temps. L'occupation de ces nouveaux espaces disponibles par les U.P.S. est néanmoins liée à plusieurs situations contradictoires.

D'abord les créneaux peuvent être créés à la faveur des grandes entreprises ou au contraire, en s'opposant à elles. D'un côté, il y a toujours certains interstices, certaines zones d'activités dont l'occupation n'intéresse pas les grandes entreprises. Celles-ci peuvent même stimuler la création d'U.P.S. pour les occuper. De l'autre côté, la place des grandes entreprises n'est pas acquise une fois pour toutes. Le principe de la libre concurrence permet à des apprentis capitalistes de disputer ponctuellement la place occupée par les capitalistes qui les ont précédés.

Ensuite, la fabrication de produits particuliers ou l'exercice d'activités spécifiques qui permettent à un moment donné la reproduction des U.P.S. peuvent au moment suivant, être la cause de leur disparition. Ce qui est à considérer en somme, c'est l'inconstance et le principe "dialectique" de la place et de l'évolution des formes de production capitalistes. Mais dans ce cadre, certaines situations concernant les U.P.S. se répètent plus fréquemment. Nous aborderons sommairement les plus caractéristiques d'entre elles.

2.1. Crises et processus d'ajustement

L'évolution du capitalisme au Brésil est loin d'être un processus linéaire et plus ou moins équilibré. Aux conflits et problèmes internes (lutte menée de manière désorganisée par les travailleurs, planification étatique à courte vue tournée vers des fractions restreintes

du capital), il s'ajoute des contraintes extérieures (dépendance énergétique, déséquilibre accentué de la balance de paiements, spoliation par les entreprises multinationales). Néanmoins, avec les mouvements saccadés qui caractérisent l'industrialisation récente, d'innombrables opportunités de rénovation du "tissu industriel" sont créées. D'une certaine manière, des nouveaux créneaux sont créés avec plus de facilités que dans les pays où l'industrialisation est plus ancienne et où les positions sont plus rigides.

L'autre versant des différentes crises qui touchent l'économie est le déséquilibre du marché consommateur. Son rétrécissement ou son élargissement ne suit pas immédiatement les changements survenus au niveau des entreprises, et les situations extrêmes sont fréquentes. Dans la dernière décennie, avec l'intensification brutale de la concentration du revenu, il s'est créé un marché pour des produits superflus de haut luxe en même temps qu'un marché pour des produits populaires.

Ces variations précipitées et ces déséquilibres rendent possible l'éclosion des U.P.S. et leur reproduction pendant des laps de temps plus ou moins longs. Par la rigidité de leur organisation productive et administrative, les grandes entreprises ne peuvent s'adapter du jour au lendemain aux circonstances conjoncturelles et surtout ne peuvent pas profiter de toutes les opportunités créées. Sauf certains cas où les grandes entreprises par petites et moyennes entreprises interposées

essaient de diversifier et d'accentuer leur percée sur le marché (1) ce sont les U.P.S. qui réalisent le processus d'ajustement aux mutations par à-coup qui surviennent constamment avec l'expansion capitaliste. Avec l'augmentation du prix du pétrole, qui touche sensiblement l'économie brésilienne, un nombre considérable de dispositifs pour réduire la consommation d'essence dans les voitures est apparu sur le marché. La plupart de ces dispositifs d'efficacité douteuse, provient d'U.P.S. créés par les circonstances. De même, avec le programme gouvernemental qui vise à remplacer l'essence par l'alcool de canne-à-sucre, des officines de réparation automobile se sont reconvertit en U.P.S. pour adapter les moteurs à l'alcool. Il en résulte des anomalies car, à cause de l'improvisation, au bout de quelque temps, la corrosion détruit les parties essentielles du moteur. De toute manière les officines poursuivent leur travail jusqu'à ce que les propriétaires lésés leur intentent des procès.

Le processus d'ajustement peut être en même temps processus d'atténuation des contradictions du capital. Prenons un exemple récent. La concentration du revenu est une situation potentiellement explosive mais qui peut être détournée grâce à la présence des U.P.S. Lorsqu'une partie de la population n'a pas pu se procurer de la nourriture devenue trop chère, certaines U.P.S. se sont créées et grâce à la fabrication d'aliments à base

(1) Cf. A.D.CATTANI - Aspects de la..., op. cit. p.90/95

de rations pour animaux (1) elles ont pu assurer une production d'aliments sûrement indigeste mais accessible aux plus défavorisés. En même temps, pour éviter d'aller grossir les rangs du prolétariat, des individus de la classe moyenne ont créé des U.P.S. et deviennent les parasites de la haute bourgeoisie, en lui offrant toute une série de biens superfétatoires, bijoux, objets de décoration, gadgets, dont le luxe et l'opulence contraste scandaleusement avec la misère et les nécessités élémentaires de plus de la moitié de la population. Par ailleurs, cela infirme la caractérisation des activités à petite échelle comme appartenant invariablement au "circuit inférieur" de l'économie, c'est-à-dire produisant pour les populations pauvres et "marginales".

D'autres exemples de ce détournement des difficultés ou des déséquilibres capitalistes par les U.P.S. pourraient être cités (notamment, comme l'indiquent certains travaux sur le "Secteur Informel", leur rôle dans la réduction du chômage, dans la neutralisation des populations prolétarisées, etc.) mais ce qui est à signaler ici c'est que, indépendamment de leurs résultats politiques, ces circonstances permettent la reproduction des U.P.S.

2.1.1 Fabrication de produits à la mode

La production d'articles appréciés momenta-

(1) Cf. O ESTADO DE SAO PAULO, éd. du mois de mai 1980

nément par le public permet la reproduction d'U.P.S. Les grandes entreprises ne s'intéressent pas de manière directe au moins, à la production d'articles dont les changements sont précipités, ou dont la consommation est aléatoire. Grâce à leur échelle de production, les U.P.S. peuvent prendre en charge la production de ces marchandises. Dans le cas où il s'agit plutôt de variations formelles, leur reproduction est assurée pendant des années, dans d'autres cas, la reproduction est assurée pendant le temps que le produit reste au goût du public. La fabrication de produits "écologiques" est un exemple typique des créneaux qui se créent continuellement pour les U.P.S.

(CF.ANNEXE N. 3 - p.398)

2.2. Complémentarité industrielle

Dans l'ensemble des questions précédentes, les U.P.S. ont été prises en compte comme formes de production plus ou moins autonomes et cela, même lorsqu'elles devaient leur existence aux grandes entreprises. Or, en réalité dans beaucoup de cas, leur reproduction se fait dans la mesure où elles rentrent dans des relations d'interdépendance, à proprement parler, dans la mesure où elles restent assujetties aux ordres et aux besoins des fractions les plus importantes du capital. Dans ce dernier paragraphe, nous considérons deux des situations les plus courantes des U.P.S. imbriquées ou intimement dépendantes de leur mouvance.

2.2.1. Sous-traitance

Depuis 1970, un nombre croissant d'U.P.S. assure sa survie grâce au système de sous-traitance. Ce système, rappelons-le, constitue une délégation d'exécution de tâche d'une entreprise à une autre, selon un cahier de charges établi en fonction des besoins précis de l'une d'entre elles. La relation entre les deux implique un lien de subordination qui devient souvent accablant compte tenu du pouvoir du donner d'ordres. En effet, le marché de la sous-traitance est caractérisé par un petit nombre d'acheteurs effectifs et par un grand nombre de petits sous-traitants potentiels. Ce système est encouragé par les grandes entreprises qui cherchent une combinaison optimale entre l'industrie elle-même et une organisation de la production annexe liée par contrat ou plus souvent par accord verbal. Ceux-ci sont établis à court terme, selon les nécessités conjoncturelles. En cas de revers de la situation économique, l'industrie peut annuler les commandes, tout en gardant sa stabilité car elle n'a pas fait d'investissements supplémentaires. Les exemples les plus fréquents concernent les U.P.S. qui travaillent pour une seule grande entreprise ou qui fabriquent une pièce déterminée. Tant qu'il n'y a pas un changement de ligne de production ou jusqu'à ce que la grande entreprise décide d'incorporer la fabrication des pièces en sous-traitance, l'U.P.S. peut poursuivre ses activités.

2.2.2. Adaptation du produit

Dans le cadre de la complémentarité industrielle, on rencontre aussi, pratiquement comme une variation du système de la sous-traitance, des U.P.S. spécialisées dans l'adaptation de produits fabriqués ailleurs. L'adaptation peut signifier a) l'adéquation de produits nouveaux à des marchés spécifiques (c'est le cas de la préparation et de la mise en emballage de produits livrés en gros), b), des activités d'installation qui représentent non seulement un service mais un complément au produit (c'est le cas de certains meubles, moteurs et appareils électriques), et aussi c) d'une grande partie des activités de maintenance et de réparation.

Ces activités sont un complément plus ou moins nécessaire à l'expansion de certaines industries. Celles-ci peuvent dans la plupart des cas dispenser les entreprises auxiliaires en aval, grâce à la livraison des produits selon les nécessités particulières du marché, grâce à l'augmentation de la résistance et de la fiabilité des produits ou encore grâce à la baisse du prix de vente qui rend la réparation trop coûteuse. Mais tant que les changements de politique de produit ne s'effectuent pas, toute une série d'U.P.S. continue à se faufiler entre les grandes entreprises et le consommateur et ainsi assurer leur existence .

C O N C L U S I O N

Les deux conclusions les plus importantes de notre travail venant confirmer nos hypothèses de départ, sont les suivantes: premièrement, l'activité productive au Brésil se réalise au sein de formes de production hétérodoxes, qui sont (à l'exception des producteurs individuels), des Entreprises Capitalistes Type et des Unités de Production Secondaires. Deuxièmement, la presque totalité de ces formes de production est définie par des rapports de production capitalistes.

L'importance de ces deux thèses, dans le cas du Brésil, dérive du fait qu'elles s'inscrivent en faux contre la plupart des analyses sur le capitalisme dans ce pays. La plus grande partie de la production matérielle, de la contrainte au surtravail et de l'accumulation du capital se réalise au sein des E.C.T. Celles-ci sont aujourd'hui, sans aucun doute, le fait économique majeur de la formation sociale brésilienne et c'est dans leur sein que l'on observe l'évolution contradictoire du mode de production capitaliste. On ne peut cependant pas aucunement prétendre rendre compte du processus global de la reproduction capitaliste et de l'exploitation du travail à travers la seule analyse de ces entreprises; on ne peut

en aucune manière prétendre que l'activité productive exercée en dehors des grandes entreprises est un fait négligeable.

Notre travail nous a d'une part permis de vérifier que l'existence d'Unités de Production Secondaires, leur nombre, le nombre de travailleurs concernés et les conditions et les conséquences de la mise en oeuvre des forces de travail dans leur sein, sont des points hautement significatifs. L'ignorance de la réalité des U.P.S. démontre le caractère mystificateur de certaines études, qui peuvent ainsi se référer aux activités capitalistes de manière partielle et partielle; la présentation des grandes entreprises comme les seules formes de production importantes dans le fonctionnement du mode de production capitaliste permet d'accorder à celui-ci une homogénéité et un caractère harmonieux qu'il n'a jamais eu.

Nous pensons d'autre part, avoir apporté des réponses précises aux questions posées précédemment et avoir défini la nature et le fonctionnement spécifique de l'ensemble des activités productives organisées à petite échelle. Réponses allant à l'encontre des idées répandues à propos de l'existence d'objectifs ou d'une logique non-capitalistes au sein des activités organisées à petite échelle et à propos de l'existence de prétendus "cadres de travail à la mesure de l'homme".

En effet, pour nous, la rationalité capitaliste se substitue de manière écrasante à toute logique

alternative qu'elle soit communautaire ou collective. Les rapports de production capitalistes régissent la constitution et le fonctionnement des formes de production considérées. Ces rapports sont le résultat de la division de la société en deux classes antagoniques: la classe des maîtres des conditions de production et celle des travailleurs, qui n'ont pas la possibilité de déterminer librement leur vie matérielle et sociale. Au lieu de producteurs volontairement associés, discutant, organisant et réalisant en commun le procès de travail en fonction de la production matérielle et de leur promotion collective, les U.P.S. rassemblent des producteurs dépossédés des moyens de production et placés sous les ordres de petits patrons qui essayent de s'accaparer du travail non-payé. Au lieu d'être un procès de production permettant l'épanouissement des facultés corporelles et intellectuelles des producteurs directs, les U.P.S. se caractérisent par la recherche de la plus-value, donc, par l'exploitation et l'aliénation des travailleurs et par de conditions de travail déplorable.

L'existence d'autres rapports sociaux, tels que les rapports de parenté, de voisinage, etc, ne remplacent pas le rapport fondamental de nature économique. A ce propos, il faut rappeler que dans le cas des entreprises dites "familiales", le rapport de parenté n'est pas contradictoire aux rapports capitalistes. Les membres de la famille acceptent le travail commun comme stratégie de survie et non comme assurance de la reproduction de la structure familiale.

La même remarque s'applique aux entreprises dites "artisanales". Sous le couvert d'un travail créatif, éparouï se cachent des tâches répétitives, fastidieuses, qui ne permettent pas l'épanouissement intellectuel ou la promotion sociale des producteurs directs. Il n'y a pas de différences importantes, du moins en ce qui concerne le développement des facultés créatrices, entre l'ouvrier qui ne fait que visser des écrous dans une chaîne de montage et "l'artisan" qui est obligé de faire des kilomètres de la même dentelle depuis des années.

Sur la base de ce rappel et des résultats des analyses faites dans la deuxième partie de ce travail, nous pouvons donner quelques indications de portée générale concernant l'existence des activités organisées à petite échelle dans la sphère productive au Brésil et leurs principales conséquences.

Considérons d'abord quelques aspects du mouvement d'ensemble du M.P.C. La progression contradictoire du capitalisme se traduit par le développement des forces productives et par là, par la concentration et la centralisation du capital. Les capitaux qui dominent la sphère productive, capital monopoliste d'Etat ou multinational, ou simplement les capitaux organisés en grand se constituent et fonctionnent selon des stratégies diverses certes, mais qui recèlent une certaine cohérence, un certain ordre, voire une certaine uniformité. Ces

stratégies sont censées être imposées à toute nouvelle entreprise. Dans le cadre actuel, il ne semble donc plus possible que des formes de production capitalistes puissent se constituer de manière différente, avec peu de capital, de manière hétérodoxe par rapport aux normes imposées par le grand capital, et que ces formes de production puissent revivre le capitalisme sauvage et inorganisé du XIX^e siècle. Pourtant, telle est la réalité des U.P.S.

Les fractions capitalistes dominantes peuvent difficilement étendre leur contrôle à toute la sphère productive ou rendre celle-ci homogène. Les inégalités et les ordres hiérarchiques de tout genre sont organiques au capital. L'uniformisation des formes de production capitalistes présupposerait l'existence d'organisations extrêmement grandes et complexes donc vulnérables aux "turbulences" de l'économie, et présupposerait aussi des limitations à la division sociale du travail. Or, la survie du capital dépend en partie de la possibilité de se débarrasser du carcan que représente certains capitaux individuels (ce dégagement est facile à faire dès qu'il s'agit de capitaux peu importants), de la diversité et de la mutation croissante des marchandises.

En outre, le capitalisme s'appuie toujours sur les principes de la libre concurrence. La liberté individuelle ou mieux, la liberté du capital ayant la primauté dans le domaine économique, tout propriétaire de capital peut essayer de produire et de vendre ce qu'il veut.

En contrepartie, les risques de l'affaire sont assumés par le capitaliste lui-même; il ne possède pas de garantie de l'Etat ou de la corporation qui assure son capital contre les aléas de la sphère productive.

La liberté d'entreprendre, qui signifie avant tout liberté d'exploiter la force de travail, est une règle importante pour le renouvellement du capitalisme, ou pour sa régénération pour employer le terme à la mode. Les tentatives de greffage sur la sphère sociale se soldent par une haute proportion d'échecs, mais ce qui compte c'est que ce mouvement soit incessant et changeant. Les survivants de l'éclosion continuelle de nouvelles entreprises permettent au M.P.C. de se reproduire, malgré l'aggravation des contradictions à certains niveaux.

C'est dans ce cadre que les U.P.S. doivent être considérées. Il est négligeable qu'une U.P.S. prise à part ne puisse pas se reproduire. Il y a toujours d'autres apprentis-capitalistes pour assurer la relève et permettre la réapparition collective d'unités de production régies par des rapports de production capitalistes et cela, indépendamment des formes hétérodoxes ou atypiques qu'elles peuvent adopter. Cette situation est cependant, fondamentalement liée à l'existence d'une masse importante de travailleurs "libres" et, à différents égards, plus défavorisés que d'autres.

Au demeurant, la possibilité d'employer des forces de travail de façon précaire et par groupes restreints ne fait que prolonger indéfiniment l'existence d'entreprises où l'accumulation du capital fait place au gaspillage du travail social. En outre, compte tenu des rapports de force au sein de telles entreprises, les contradictions fondamentales ne sont jamais portées à un niveau supérieur.

La conséquence la plus importante de l'existence des U.P.S. nous semble être la généralisation de l'exploitation des producteurs directs, aux échelles de production censées être organisées par des rapports de production non-capitalistes. Dans les U.P.S. la mise en oeuvre des forces de travail se fait, en règle générale, dans des conditions matérielles très pénibles et le temps de travail imposé aux producteurs directs est souvent plus important que celui imposé aux ouvriers des E.C.T. La soumission de travailleurs défavorisés au capital à petite échelle est particulièrement grave. Dans le cas des enfants, les séquelles du travail précoce les handicapent leur vie durant; quant à une partie des femmes, l'activité productive s'ajoute à leur travail domestique, et pour l'ensemble des travailleurs qui sortent indemnes du fléau d'accidents, le travail représente difficilement une promotion économique et sociale.

La possibilité de création d'U.P.S. est d'un autre côté, un palliatif aux insatisfactions ouvrières et sociales. Au lieu de nier de manière révolutionnaire la condition prolétaire ou l'aliénation ouvrière, un nombre considérable de travailleurs aspire à s'installer à leur propre compte et à devenir capitalistes. Les tentatives de changement des statuts antérieurs, loin d'être une rupture avec l'ordre capitaliste, sont des manifestations d'ajustement à cet ordre; les individus les plus dynamiques ou non-conformistes sont récupérés par l'espoir d'une ascension sociale individuelle. Le succès de quelques-uns correspond à l'échec de la plupart des autres, mais cela n'enlève pas aux U.P.S. le rôle de soupape de sécurité et de pépinière de nouveaux capitalistes.

Comme le signalent la plupart des travaux sociologiques, l'individualisme exacerbé est l'attitude d'esprit et l'état de fait le plus caractéristique de la formation sociale brésilienne. La mobilité et l'initiative individuelle dans la recherche d'une promotion strictement personnelle se substituent de manière écrasante aux pratiques collectives et aux mouvements associatifs. L'idéologie individualiste et le mythe du "self-made-man" font partie de la superstructure du M.P.C. mais au Brésil, ces idées sont avant tout entretenues par la perméabilité de la sphère productive capitaliste. Tant que la réussite des candidats au petit patronat est virtuelle, l'apparition de formes de production à petite échelle non-capitalistes sera différée.

Dans le cadre actuel du Brésil, il n'y a pas de possibilité de développer une économie alternative, autogestionnaire ou d'autres formes d'expérimentation sociale, à partir des U.P.S. Elles contribuent à leur manière à reproduire des rapports de production capitalistes, car, placées dans la mouvance du grand capital et en l'absence de traditions autres que les pratiques capitalistes, elles fonctionnent selon les principes fondamentaux du M.P.C. Dans cette perspective, compte tenu de ce que l'on observe dans les pays industriellement avancés et compte tenu des conditions des rapports de force au sein des U.P.S., on peut dire que les changements importants et les ruptures avec le capitalisme dépendent plutôt de l'évolution des contradictions au niveau du capital organisé en grand que de l'essor des activités à petite échelle telles les U.P.S.

La défense et la promotion des U.P.S. sans ruptures avec le capitalisme se révèle alors comme une gageure dont l'enjeu est la sauvegarde des intérêts des fractions dominantes du capital.

Cela se confirme par le fait que les initiatives prises à l'égard des activités productives à petite échelle partent du pouvoir étatique. En même temps que l'Etat favorise l'économie informelle, les techniques douces, l'éco-développement, il promouvoit la création de centrales nucléaires, la concentration démesurée du capital et il pourchasse quelques U.P.S. déterminées.

Le M.P.C. a toujours été caractérisé par l'hétérogénéité des formes de production, mais avec la rationalisation de cette hétérogénéité, se dessinent les contours d'un nouveau mode de domination capitaliste. En favorisant de manière limitée des U.P.S. dûment contrôlées et encadrées, l'Etat et le grand capital peuvent mieux agencer les activités à petite échelle comme pépinières de nouvelles entreprises et de nouveaux capitalistes en augmentant leur capacité à suppléer aux défaillances du système et à différer l'aggravation des contradictions principales.

Dans le cadre des perspectives offertes par le libre développement des puissances sociales du travail, par les moyens et par les efforts de l'activité collective et compte tenu des potentialités contenues dans le processus en cours au sein des U.P.S., favoriser la généralisation de celles-ci, comme une des matrices organisatrices de la société, serait entraver le changement positif des forces productives sociales et perpétuer la soumission des travailleurs.

A R N E X E S

ANNEXE N. 1

"Les mangeurs de restes"

" Le suprême idéal des commerçants et des industriels moyens c'est de s'asseoir un jour à la même table et d'être ainsi en situation d'égalité avec la grande bourgeoisie. A l'inverse des autres secteurs des classes moyennes, ils ne se contentent pas tranquillement de l'ajustement subalterne à l'intérieur du système, une fois que la perspective [de maintien ou d'ascension à la propriété] (perspective presque inexistente chez les couches bureaucratiques et semi-prolétarisées), par le fait qu'ils gardent jusqu'à un certain point les caractéristiques fondamentales de l'ancienne petite bourgeoisie de l'époque du capitalisme révolutionnaire. Leur lutte se réduit, en réalité, à une course contre le temps et contre l'histoire; ils forment le seul groupe de la société capitaliste à défendre la libre concurrence (...)

.....
 Politiquement, ce segment est réactionnaire, car, tandis que d'un côté, il combat ce qu'il considère comme la voracité de la grande bourgeoisie, de l'autre côté il abhorre toutes les positions idéologiques qui semblent plus ou moins compromises avec les projets de réorganisation de la société, susceptibles de favoriser les masses. Tant la spoliation monopolistique que l'agitation ouvrière lui semblent être les conséquences directes de l'incapacité du gouvernement, de l'improbité administrative et de l'incompétence bureaucratique. Cependant, comme l'alternative de l'administration publique ne leur est jamais bénéfique, ces petits producteurs et commerçants, acceptent comme naturelle la montée des régimes forts, capables, eux, de réprimer la démagogie, la subversion, la dilapidation des biens publics, et les ambitions des monopoles. Ils contribuent de cette manière,

à la création de conditions politiques favorables aux interventions des élites militaires qui de manière consciente ou inconsciente (sic) renforcent le pouvoir oligarchique qui en profite alors pour intensifier le processus de spoliation. La monopolisation de l'économie, rendue plus facile par la rupture de la légalité, s'approfondit de manière inévitable, en provoquant un appauvrissement grandissant des petits producteurs, qui veulent alors le retour au régime de la libre concurrence.

.....
 La dictature sans d'autres bases politiques que celles des élites liées aux monopoles, finit pour être renversée (...) La légalité rétablie, le système se montre une autre fois incapable d'éviter que les masses poursuivent leur lutte pour une plus grande participation dans le produit social et pour des meilleures conditions de travail. Cela affecte directement les intérêts des petits producteurs dans la mesure où ceux-ci - incapables de suivre les pas des grandes entreprises qui compensent la "diminution" des profits par l'innovation technologique - ne survivent que grâce à l'intensification de l'exploitation des travailleurs salariés. L'alliance avec l'oligarchie dans un "front de salut public" contre les grèves, contre les mouvements de dénonciation et contre les mouvements réformistes, s'avère nécessaire.

Le décor est monté pour que se répète la farce qui a été jouée plusieurs fois dans l'histoire contemporaine: la mobilisation des couches moyennes pour conjurer le désordre, la corruption, et la subversion qui menacent la société. Une autre fois, les couches moyennes portent au pouvoir des gouvernements despotiques et donnent au noyau oligarchique les instruments pour supprimer les libertés démocratiques... "

Bolivar COSTA - O drama da classe média
 Rio de Janeiro, Ed. Paz
 e Terra, 1974, pp.52/55

ANNEXE N. 2

"PRATA SOARES - une petite fabrique prévoit sa fermeture et menace les ouvriers"

" Les ouvriers sont craintifs, ils ne parlent presque pas entre eux car le patron les surveille constamment avec un regard irrité. Ils sont 20 ouvriers au maximum- des femmes pour la plupart- quelques-uns avec plus de 30 ans de travail - tous ne touchant que le salaire minimum. Ils courent le risque d'être licenciés du jour au lendemain sans recevoir leurs salaires. Il s'agit de manoeuvres employées par A.G.de MEDEIROS, propriétaire de PRATA SOARES - une petite fabrique d'étoupes - pour 'se débarrasser' de son entreprise.

A.G.de MEDEIROS admet qu'à cause de la faible rentabilité du secteur, il vendra son affaire (dont le hangar il évalue à deux millions de cruzeiros), tout en gardant les machines. Celles-ci seront transférées dans une baraque qu'il prétend construire à Jardin Ipitanga et où les ouvriers resteront jusqu'à ce qu'il puisse les payer. Cette version, contestée par les ouvriers, est vraisemblablement fausse. Pour ne pas être contredit, le patron a refusé de donner l'autorisation pour interviewer les travailleurs.

'Un ouvrier à moi (sic) fait ce que je veux et il est ici pour travailler' a-t-il dit avant d'arracher et de détruire le bloc-notes du reporter qui parlait avec un travailler à l'extérieur de l'usine. Selon les explications fournies par quelques travailleurs, l'entreprise a été déjà vendue pour quatre millions de cruzeiros. Comme le patron ne pourra plus alléguer qu'il lui manque d'argent il essaye de maintenir la transaction secrète pour éviter que les ouvriers puissent exiger le paiement des salaires. Les travailleurs signalent encore que si les machines n'ont

pas été vendues c'est parce qu'elles sont obsolètes et personne ne s'est encore intéressée à les acheter. Ils pensent néanmoins que A.G.de MEDEIROS prétend les transférer avant la fin de l'année dans un hangar loin de la ville où elles seront louées à une autre personne, jusqu'à ce qu'elles soient définitivement vendues.

Ce serait, d'après les ouvriers, le dernier coup de A.G.de MEDEIROS qui ferait alors faillite en se débarrassant des travailleurs sans leur verser des salaires. En outre, ils sont constamment harcelés par le patron qui essaye à tout prix de les forcer à donner leur démission ou à abandonner leur emploi, en perdant alors le droit aux indemnités. Le transfert des machines est déjà une forme de pression, une fois qu'ils auront de difficultés de transport pour aller travailler dans le futur emplacement de l'entreprise. A.G. de MEDEIROS déclare d'ailleurs que 'ceux qui ne tiendront pas, doivent démissionner'.

Malgré le fait d'être installée depuis 40 ans. Prata Soares fonctionne comme une petite industrie et de manière précaire depuis 1976. Selon son propriétaire, son chiffre d'affaires est 'régulier' et le groupe PAES-MENDONÇA [l'une des plus importantes entreprises de la ville] absorbe 50% de la production d'étoupes de qualité supérieure. A.G. de MEDEIROS assure qu'il ne fera pas faillite, mais il signale que si PRATA SOARES est en décadence actuellement, ce n'est pas sa faute 'c'est la faute au gouvernement, responsable de l'inflation et du découragement des activités du secteur! "

in CADERNO ECONOMICO, Salvador,
A TARDE, 2-12-1979, p.2

ANNEXE N. 3

"Des essences naturelles envahissent le marché"

Le phénomène est universel (sic). Les parfums capiteux, d'odeur très forte tels que "Opium" d'Yves St. Laurent, prennent la place des fragrances classiques et discrètes. Au Brésil, la tendance est la même, dans une version tropicale, et avec des produits simples. Ce sont des eaux-de-toilette fabriquées à partir de recettes domestiques dans des laboratoires d'arrière-boutique. Ces eaux-de-toilette sont vendus dans des magasins de produits écologiques dans la même proportion (sic) que les aliments naturels. Elles sont vendues aussi dans des boutiques de vêtements mode. Le succès des ventes s'explique par la tendance actuelle de refuser ce qui est artificiel. Aujourd'hui dans la seule ville de Sao Paulo, on compte environ 30 fabricants. A l'exception de Natural et Rastro (grandes industries) ce sont tous des laboratoires improvisés..

La mode passée, la plupart des fabricants disparaissent, ne restant que ceux de bonne qualité. Néanmoins, le fait que les produits soient faits dans des 'chaudrons aux sorcières' comme l'ironise le P.D.G. de Rastro, n'entraîne pas forcément leur échec commercial. D'ailleurs Rastro a été créée elle aussi il y a 20 ans dans un petit atelier au fond d'une cour. "

in VEJA, Sao Paulo, 30-avril 1980
n. 608 - p. 46

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES PRINCIPAUX

- B.I.T.-PREALC - Sector Informal, Funcionamiento y politicas
Santiago, Ed.B.I.T., 1978
- BOCCARA Paul - Sur la mise en mouvement du Capital (1961)
Paris, Ed. Sociales, 1978
- CANDIDO Antonio - Os parceiros do Rio Bonito (1954) - Rio de
Janeiro, Ed. Liv.José Olympio, 1964
- DUHARCOURT Pierre - "Economie politique et société aujourd'hui"
in LA PENSEE, Paris, octobre 1978, n. 201
- HUGON Philipe et al. - La petite production marchande et
l'emploi dans le secteur "informel" Paris,
Université de Paris I - IEDES, 1977
- JAEGER Christine - Artisanat et Capitalisme, Reims, thèse pour
le doctorat d'Etat à l'Université de Reims,
1978, 3 vol.
- MENDELIEVICH Elias (ed) - Le travail des enfants, Genève,
Ed. B.I.T., 1980
- MANDEL Ernest - Le troisième âge du capitalisme (1972) Paris
Ed. 10.18, 1976 3 vol.
- MARX Karl - Oeuvres Economie, Paris, Ed. de la Pléiade, t.I
1965, t.II 1968

OUVRAGES CITES

- A.C.E.R.G.S. - "Plano para a integração de deficientes fisi-
cos através do trabalho", Porto Alegre, 1977
- ALBIN C.A.Q. - Atividades industriais não-capitalistas, Sao
Paulo, CES-PUC, 1977 polycopié
- ALMEIDA Anna L.O - Distribuição de renda e emprego em servi-
ços, Rio de Janeiro, IPEA-INPES, 1976
- ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DO ESTADO DO R.G.S. - 1^o simposio esta-
dual de estudos do problema do excepcional, P.
Alegre, 1972
- ASSIS J.Carlos de - "Réquiem para o nacionalismo econômico" in
JORNAL DO BRASIL, Rio de Janeiro, édition du
2-7-1978
- BANASKIWITZ Geraldo - Relatorio Industrial, Rio de Janeiro,
1957, polycopié, 3 vol.

- BANCO DO NORDESTE DO BRASIL - Aspectos econômicos do artesanato Nordestino - Fortaleza, BNB-Escritório de Estudos Econômicos, 1958
- BARROS Francisco Robalinho de et al. - Pequena e média empresa no Brasil, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1973
- BERLINCK Manoel T. - Marginalidade social e relações de classe em São Paulo, Rio de Janeiro, Ed.Vozes, 1975
- idem - O desenvolvimento da economia de Campinas, Genève, B.I.T. ref.2/19/WP/21, avril 1975
- BETTELHEIM Charles - Calcul économique et formes de propriété (1970) Paris, Ed. François Maspero, 1976
- B.I.T. - Le travail des enfants, Genève, BIT-document interne photocopié, 1979
- B.I.T. - PREALC - El problema del empleo en América Latina Santiago, BIT-PREALC, 1977
- idem - Pequena y grand industria: generacion de empleo y sectores claves, Santiago, BIT-PREALC, 1977
- BONNOT Gerard - "Il y a encore de compagnons" in LE NOUVEL OBSERVATEUR, Paris, n. 798 - février, 1980
- BRAGA Theodomiro - "A solução dos trabalhadores" in MOVIMENTO Rio de Janeiro, édition du 6-6-1977
- BRADAO LOPES Juarez - Desenvolvimento e mudança social, São Paulo, Cia.Ed.Nacional, 1968
- BRESSER PEREIRA L.C. - "Le sous-développement industrialisé" in TIERS MONDE, Paris, n.68 - octobre-décembre 1976
- CARDOSO Fernando Henrique - Empresario industrial e desenvolvimento, São Paulo, Ed.Difel, 1964
- idem - "La question de l'Etat au Brésil" (1974) photocopié du cours de DEA-Université de Paris I-IEDES, 1976-1977
- idem - "Sobrepoblacion relativa y marginalidad" in REVISTA LATINOAMERICANA DE CIENCIAS SOCIALES Santiago, n.2 juin-décembre, 1971
- CASTRO Mary Garcia - Migrações internas, Fortaleza, C.T.D. E.F 1975, photocopié
- CATTANI Antonio David - Aspects de la structure productive au Brésil, Mémoire pour le diplôme de III cycle de l'IEDES, Université de Paris I, 1977
- CEBRAP - São Paulo - crescimento e pobreza - São Paulo, Ed. Loyola, 1978

- COSTA Bolivar - O drama da classe média - Rio de Janeiro, Ed. Paz e terra, 1974
- COSTA Manoel A. (ed) - Migrações internas no Brasil, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1971
- DASSA Sami - "Travail salarié et santé des travailleurs" in SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, Paris, n.4.oct.déc,1976
- DELAUNAY Jean-Claude - Essai marxiste sur la Comptabilité nationale, Paris, Ed. Sociales, 1970
- DESAL - La marginalidad urbana, origem, processo y modo, Santiago, 1968, polycopié
- idem - Marginalid en America latina - un ensayo de diagnóstico, Barcelone, Ed. Herder, 1969
- DICK Vera Maria - "Governo, empresas multinacionais e empresas nacionais" in PESQUISA E PLANEJAMENTO ECONOMICO, Rio de Janeiro, vol.4(2)-déc. 1974
- D'INCAO E MELO M.C. - O boia-fria, Rio de Janeiro, Ed.Vozes 1977
- DUARTE Theresa R. - "PME - realidade e perspectivas" in INDUSTRIA E PRODUTIVIDADE, Rio de Janeiro, n.103, décembre 1976
- DUHARCOURT Pierre - "Sur le concept de composition du capital" in ISSUES, Paris, n.2, 1979
- EDELMAN Bernard - La légalisation de la classe ouvrière, Paris, Ed. C. Bourgois, 1978
- EPSTEIN E et al. "La sous-entreprise de main-d'oeuvre" in REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Genève, n. 107(5), mai 1973
- FAURE Claude - Agriculture et capitalisme, Paris, Anthropos 1978
- FRAENKEL Leda Maria et al. - Employment Structure, Income Distribution and Internal Migration in Brazil Genève, B.I.T., ref. 2-21-WP.18
- FRANCISCONI José et al. Politica nacional de desenvolvimento urbano, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1976
- GALBRAITH J.K. Le nouvel Etat industriel, Paris, Gallimard, 1968
- GASPARIAM Fernando - Em defesa da economia brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Saga, 1966
- GAUDEMAR Jean-Paul de - Mobilité du travail et accumulation du capital, Paris, Ed.F. Maspero, 1976
- GOLDEMBERG M.A. - "Levantamento de oportunidades ocupacionais para deficientes auditivos" in CADERNOS DE PESQUISA, São Paulo, mars 1972

- HADDAD Paulo - Desequilíbrios regionais e descentralização industrial, Rio de Janeiro IPEA/INPES, 1975
- HARNECKER Marta - Les concepts élémentaires du matérialisme historique, (1969) Bruxelles, Contradictions, 1974
- HELENA Arcelina - "Acidentes: secretaria denunciada" in O ESTADO DE SAO PAULO, S. Paulo, édit. du 23-1-1978
- I.B.G.E. - Matriz de relações interindustriais, Brasília. Secretaria do Planejamento, IBGE, 1976
- INPES-SPMT - Pesquisa sobre fixação de reabilitados no emprego, Porto Alegre, août, 1977
- KOWARICK Lucio - Capitalismo e marginalidade na A. Latina (1972) Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1975
- LANGER José - "A estrutura industrial no Brasil" in REVISTA BRASILEIRA DE ECONOMIA, n.3.-septembre 1968
- LAUSCHNER Roque - Marginalização urbana na grande P. Alegre Porto Alegre, Ed. Sulina, 1970
- LECOINTRE Gilles - Essai de typologie des P.E. Familiales, Paris, thèse de doctorat-Université de Paris IX, 1977
- MALINIAK Thierry - "Les enfants-prolétaires du tiers monde" in LE MONDE, Paris, édit. du 31-12-1979
- MARTIS Luciano - Industrialização, burguesia nacional e desenvolvimento, Rio de Janeiro, Saga, 1968
- MARTINS J. de S. -, A imigração e a crise do Brasil Agrario São Paulo, Liv. Pioneira Ed. 1973
- MARX Karl - Fondements de la critique de l'économie politique (1857-1858) Paris, Ed. 10-18, 1968 t. II
- idem - Théories sur la plus-value - Paris, Ed. Sociales, 1974 - t. I
- MENDES René - "Importância das P.M.E. Industriais no problema de acidentes no trabalho" in REVISTA DE SAUDE PUBLICA, S. Paulo, n. 10, 1976
- MINISTERIO DA INDUSTRIA E COMERCIO - Calendario turistico Brasília, MIC-Embratur, 1977
- MONIZ BANDEIRA - Cartéis e desnacionalização, Rio de Janeiro Ed. Cív. Brasileira, 1974
- MORAND Jean-Claude - Recherche, progrès technique et dimension des entreprises (1968) Paris, Ed. Cujas, 1972
- MORGERSTERN - Précisions et incertitudes des données statistiques, (1950) Paris, Dunod, 1972

- NAI-DCP - Pesquisa sobre gestão de PME do Grande Recife
NAI-DCP - Recife, abril 1972
- NASCIMENTO GONÇALVES C.E. - A PME na estrutura industrial brasileira 1940-1970, Campinas, thèse de doctorat à l'Unicamp, 2 vol. 1976
- NUN José - "Marginalidad y otras cuestiones" in REVISTA LATINOAMERICANA DE CIENCIAS SOCIALES, Santiago n.4, décembre 1972
- OLIVEIRA Francisco - Critica à razão dualista, Sao Paulo, CEBRAP, 1972
- ONU-ONUUDI - La petite industrie en A.Latine, New York, 1972
- PADIS Pedro Calil - Formação de uma economia periférica, S. Paulo, thèse de doctorat, PUC-SP, 1970
- PAES Correa - Um estudo sobre empregos no Brasil, Rio de Janeiro, Ed. Guavira, 1978
- PAGNANI E.M. - A subcontratação da P.M.I. Campinas, thèse de doctorat à l'IFCH-Unicamp, 1976
- PAOLI Maria Celia - "Trabalho e marginalidade" in REVISTA DE ADMINISTRAÇÃO DE EMPRESAS, Rio de Janeiro, vol. 13(3) juillet-septembre, 1973
- PEIXOTO A.C. - "La théorie de la marginalité - bilan critique" in REVUE FRANCAISE DE SCIENCES POLITIQUES, Paris vol. 27(4-5) - août-octobre 1977
- PEREIRA Luiz - Trabalho e desenvolvimento no Brasil, Sao Paulo, Difel, 1965
- PERLMAN Janice - O mito da marginalidade, Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1977
- POHL R. et al - "Formation qualification professionnelle 1970" in INSEE COLLECTION D 32 - Paris, 1972
- POMERAZ Lenina - "A demanda de produtos alimentícios industrializados no Brasil" in REVISTA DE ADMINISTRAÇÃO DE EMPRESAS S.Paulo, vol 17(6), nov.déc, 1977
- PRUNES J.L. Salario en utilidades, S.Paulo, Ed. Sugestões Literarias, 1973
- QUIJANO - Anibal - "Notas sobre el concepto de marginalidad social" Santiago, polycopié, 1966
- idem - "La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique Latine" in ESPACES ET SOCIETES, Paris, n. 3, 1971
- RABELLO Sylvio - Os artesões do Padre Cicero, Recife, MEC, 1967
- RAMOS J.C. - Les entreprises publiques dans le processus de développement brésilien, thèse de doctorat, Univ. de Paris I, 1975

- RATTNER H. (ed) - PME no Brasil, S.Paulo, Simbolo, 1979
- REZENDE DA SILVA F.A. - Avaliação do setor publico na economia brasileira, Rio de Janeiro, IPEA/INPES, 1972
- RIBEIRO Darcy - El dilema de America Latina, México, Ed. Siglo XXI, 1971
- RIMBAUD C. - 52 millions d'enfants au travail, Paris, Plon, 1980
- RODRIGUES A.A. - Trabalho e trabalhadores, S.Paulo, CES-PUC, 1977
- RODRIGUES A.M - Operario, operaria, S.Paulo, Simbolo, 1978
- SANTOS Milton - L'espace partagé, Paris, Ed.Genin, 1975
- SANTOS Valdir dos "Area metalurgica do ABC emprega 20 mil mulheres" in O ESTADO DE SAO PAULO, éd.5-1-1978
- SCHUMACKER E.F. - Small is beautiful-une société à la mesure de l'homme, Paris, Le Seuil, 1978
- SETABRES - Artesanato Integração e Desenvolvimento, Salvador Secretaria do Trabalho, 1972
- SCHUMPETER Joseph - Capitalisme, socialisme et democratie (1942) Paris, Payot, 1969
- SCHMUCKLER Beatriz - "Relations actuelles de production in industrias tradicionales argentinas" in CEDES Estudios Sociales n.6 B.Aires, août, 1977
- SIMONSEN M.H. - "A força de trabalho no Brasil" in INDUSTRIA E PRODUTIVIDADE, Rio de Janeiro, 1973
- idem - "O Brasil e as empresas multinacionais" in DIGESTO ECONOMICO, Rio de J. n.245 - 1975
- SIMONSEN Roberto - Evolução industrial do Brasil (1939) São Paulo, Cia.Ed. Nacional, 1973
- SINGER Paul - "A força de trabalho no Brasil" in CADERNOS CEBRAP, S. Paulo, n.3, 1971
- idem - "Emprego e urbanização no Brasil" in ESTUDOS CEBRAP, n.19, S.Paulo, janviers-mars 1977
- idem - Urbanização, dependência e marginalidade S. Paulo, CEBRAP, 1972
- SPINDEL Cheyva et al - S.Paulo Urban Developpment and Employment, Geneve, B.IT., 1976
- TOLOSA Hamilton - "Dimensions e causas da pobreza urbana" in ESTUDOS ECONOMICOS, S.Paulo vol7(1), 1977
- TORRES C.A. - "La teoria de la marginalidad" in CONTACTO México, n. 14(-2-3-), avril-juin 1977

- TOURAINÉ Alain - Les sociétés dépendantes, Paris, Duculot, 1976
- UL HAQ M. - "La Banque Mondiale et la pauvreté dans le monde" in FINANCES & DEVELOPPEMENT, N.York, juin 1978
- VILLELA A. et al - Politica do governo e crescimento da economia brasileira, Rio de Janeiro, IPEA/INPES 1973
- VOLLE Michel - Le métier de statisticien, Paris, Hachette, 1980
- WATTEAU Françoise - "L'analyse du marché du travail" in CONTRADICTIONS, Bruxelles, n.15, juin 1978

DIVERS

- Anuario estatístico do Brasil, Rio de Janeiro, plusieurs années
- Boletim de estatísticas, Associação Brasileira de prevenção de acidentes, São Paulo, 1976
- Boletim Econômico, Rio de Janeiro, n.4.5. setembro-décembre 1976 "IPLAM 1976 Relatório de atividades"
- Brasil Industrial 1972, Rio de Janeiro, Ed. Banas, vol. 1
- Conjuntura Econômica - "Contas Nacionais" São Paulo, vol. 31(7) 1977 -
idem - n. 4(30) 1976
idem - n. 31(11) 1977
- Desenvolvimento e conjuntura "Evolução industrial brasileira" Rio de Janeiro, vol 10(8) - août 1966
- La vie des métiers, Paris, n. 392
- Le monde de l'Education, Paris, n.53, septembre 1979
- L'Observateur de l'O.C.D.E. Paris, n. 97 - mars 1979
- Revista Latinoamericana de sociologia, Buenos Aires, n. 3 vol. V, 1969
- Revista ISTO E, São Paulo, n.139, 22-8-1979
- Revista VEJA, São Paulo, n. 557, 9-5-1979

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Thèses en présence.....	8
Première phase de la recherche.....	11
Organisation de la recherche.....	14
I - Etude du capitalisme au Brésil.....	14
II - Economie des Unités de Production Secondaires.....	19

I PARTIE - ETUDE DU CAPITALISME AU BRESIL

Introduction.....	25
-------------------	----

CHAPITRE I - DONNES STATISTIQUES GENERALES

Introduction.....	29
-------------------	----

SECTION I - OBSERVATIONS SUR LA NATURE DES STATISTIQUES.....	34
--	----

1. Limites de l'information statistique.....	34
1.1. Essence et apparence des phénomènes.....	35
1.2. Sélection des données	37
2. Origine des données	40
2.1. Origine étatique	40
2.2. Comptabilité d'entreprise....	42
3. Production des statistiques.....	46
3.1. I.B.G.E.	47
3.1.1. Limites techniques....	48
3.1.2. Entreprises recensées.	53
3.2. S.R.F. - CIEF	55
3.3. B.I.T. -PREALC	56

SECTION II - ETUDE DES DONNEES EMPIRIQUES....	59
---	----

1. Questions générales.....	59
1.1. Champ d'observation.....	59
1.2. Période considérée.....	62

1.3. Données utilisées.....	62
2. Nombre d'entreprises.....	64
2.1. Nombre officiel d'entreprises	64
2.2. Nombre estimé	67
3. Nombre de travailleurs.....	75
3.1. Population économiquement active et chômeurs.....	76
3.2. Emploi industriel.....	82
3.2.1. Nombre estimé de tra- vailleurs.....	82
3.2.2. Nombre officiel de travailleurs.....	85
4. Mouvement de création/disparition	88
4.1. Mouvement d'après les données officielles.....	88
4.2. Mouvement probable.....	90
5. Délimitation du sujet.....	94
5.1. Secteurs d'activités	98
5.2. Présentation des questions principales.....	105

CHAPITRE II - ANALYSES DE L'ACTIVITE PRODUCTIVE

Introduction.....	109
-------------------	-----

SECTION I - GRANDES ENTREPRISES..... 112

1. Bilan des thèmes dominants.....	113
1.2. Status juridiques.....	114
1.2.1. Grandes entreprises nationales.....	114
1.2.2. Grandes entreprises multinationales.....	117
1.2.3. Entreprises étatiques	118
1.2.4. Concurrence entre les grandes entreprises..	119
2. Caractéristiques techniques des grandes entreprises.....	121
2.1. Distribution des entrepri- ses.....	122
2.2. Taille et hiérarchie des entreprises.....	123
3. Place des grandes entreprises....	126
. Détournement des questions essen- tielles et réductionnisme.....	131

SECTION II - ETUDES SPECIFIQUES SUR LES ACTIVITES A PETITE ECHELLE....	131
1. Activités artisanales.....	136
1.1. Nature des activités artisanales	136
1.2. Définition des activités artisanales au Brésil.....	137
2. Marginalité.....	141
2.1. Principaux points de la théorie de la Marginalité.....	141
2.2. Impasses de la théorie de la marginalité.....	148
3. Secteur Informel.....	154
3.1. Origine des travaux sur le Secteur Informel.....	155
3.2. Caractérisation du Secteur Informel.....	155
3.3. Objectifs des études sur le Secteur Informel.....	162
3.4. Limites de l'observation empirique.....	165
. Etudes spécifiques: empirisme et pragmatisme.....	168

CHAPITRE III - HETEROGENEITE DES FORMES DE PRODUCTION CAPITALISTES

Introduction.....	172
-------------------	-----

SECTION I - CAPITAL ET ENTREPRISES CAPITALISTES TYPE.....	176
---	-----

1. Production sociale.....	176
2. Production sous le capital.....	179
3. Entreprises capitalistes type....	187
3.1. Formes achevées du Capital..	190
3.2. Représentativité des E.C.T..	194

SECTION II - CAPITAL ET UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES.....	196
---	-----

1. Formes hétérodoxes ou atypiques du capital.....	196
1.1. Diversité phénoménale.....	197
1.2. Caractère atypique.....	198
2. Concept d'Unité de Production Secondaire.....	200
2.1. Un nouveau concept.....	201

II - ECONOMIE DES UNITES DE PRODUCTION SECONDAIRES

Introduction..... 206

CHAPITRE IV - ELEMENTS OBJECTIFS DE LA PRODUCTION

Introduction..... 209

SECTION I - FORCE DE TRAVAIL 210

1. Mobilité des travailleurs..... 213
 - 1.1. Migrations campagne-ville... 214
 - 1.1.1. Production de la force de travail..... 215
 - 1.1.2. Circulation de la force de travail 225
 - 1.1.3. Travailleurs "libres" 227
 - 1.2. Mobilité professionnelle et sectorielle..... 229
2. Caractéristiques des travailleurs 235
 - 2.1. Age 236
 - 2.1.1. Mineurs au travail... 237
 - 2.2. Sexe 242
 - 2.3. Race et nationalité d'origine..... 245
 - 2.4. Situation matrimoniale..... 247
 - 2.5. Etat physique..... 249
 - 2.5.1. Handicapés au travail 250
3. Qualification des travailleurs... 254
 - 3.1. Qualification élémentaire... 256
 - 3.2. Scolarisation..... 257
 - 3.3. Qualification professionnelle 260
- . Hétérogénéité et faiblesse des forces de travail..... 262

SECTION II - CONDITIONS MATERIELLES DE TRAVAIL..... 264

1. Caractéristiques du processus de travail..... 264
 - 1.1.1. Autonomie relative et coopération simple..... 266
 - 1.1.2. Coopération complexe..... 273
 - 1.2. Conditions de travail..... 279
 - 1.2.1. Durée du travail..... 280
 - 1.2.1.1 Horaires de travail 284
 - 1.2.2. Cadre matériel..... 290
 - 1.2.2.1. Ambiance thermique..... 291

1.2.2.2. Ambiance atmosphérique..	291
1.2.2.3. Bruit.....	292
1.2.2.4. Eclairage.....	293
1.2.2.5. Exigences physi- ques	294
1.2.2.6. Postures de tra- vail.....	295
1.2.2.7. Hygiène.....	298
1.2.3. Accidents, lésions et maladies du travail.	300
. Contenu du travail.....	303
2. Moyens de Production.....	308
2.1. Moyens de travail.....	310
2.1.1. Modalités d'acqui- sition des moyens de travail.....	313
2.2. Espace productif.....	319
2.2.1. Exiguité	320
2.2.2. Vétusté	321
2.2.3. Emplacement.....	322
2.2.4. Double destination..	322
. Statut des moyens de production..	323

CHAPITRE V - PROCES DE PRODUCTION

Introduction.....	326
-------------------	-----

SECTION I - RAPPORTS DE PRODUCTION.....	327
---	-----

1. Nature des fonctions du proprié- taire.....	333
1.1. Gestion du personnel.....	335
1.2. Contrôle de l'approvisi- onement et de la circulation des marchandises.....	337
1.3. Contrôle administratif....	339
1.4. Mobilité du capital.....	339
2. Rapport salarial.....	342
2.1. Plus-value et reproduction	349
2.2. Travailleurs spéciaux.....	356
2.2.1. Travailleurs fami- liaux.....	356
2.2.2. Apprentis.....	358
3. Rapports de force au sein des U.P.S.	362
3.1. Syndicalisation.....	363

SECTION II - CIRCONSTANCES PERMETTANT LA
REPRODUCTION DES U.P.S. 368

1. Stratégies de survie.....	370
1.1. Production au noir.....	370
1.2. Stratégies diverses.....	372
2. Nouveaux créneaux	374
2.1. Crises et processus d'ajus- tement.....	375
2.1.1. Fabrication de pro- duits à la mode.....	378
2.2. Complémentarité industrielle	379
2.2.1. Sous-traitance.....	380
2.2.2. Adaptation des pro- duits.....	380

<u>CONCLUSION</u>	382
-------------------------	-----

ANNEXES

N.1. "Les mangeurs de restes".....	394
N.2 "Prata Soares"	396
N.3 "Des essences naturelles..".....	398

TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS

Tableau n. I - Répartition des entreprises industrielles suivant leur nombre d'employés.....	66
" n.II - Nombre d'entreprises indus- trielles enregistrées à la Recette des Finances.....	68
" n.III- Producteurs "autonomes" et autres.....	71
" n.IV - Proportion du nombre de tra- vailleurs par secteur selon différents classements.....	83
" n. V - Répartition des salariés dans l'industrie selon la taille des entreprises.....	86
" n. VI- Estimation de l'âge des entre- prises industrielles existan- tes en 1975 d'après les don- nées officielles.....	89
" n. VII-Distribution de la PEA entre natifs et migrants en 1970..	92

VU: Le Président:

M.

VU: Les Suffragants:

MM.

VU et permis d'imprimer: le Président de l'Université de
Paris I - Panthéon-Sorbonne

